

COMBATTANTS SANS UNIFORME

de la bataille de VIRA
à la libération de l'ARIÈGE

1939 - 1944

Aux Morts
de la Résistance et victimes
du Nazisme
de la Vallée du Douctouyre

ROUBICHOU	Fernand	 <i>Tués au Combat de Vira Le 9 Juin 1944</i>
BALASC	Paul	
BONNAFOUS	Paul	
NEUVILLE	J.Jacques	

NAUDY	Antoine	 <i>Fusillé à Arvigna Le 29 Juin 1944</i>
-------	---------	--

DELBOSC	Eloi	 <i>Déportés</i>
AMOUROUX	Jules	
GIRET née DELPLA	Juliette	
PONS	Antoine	

ROUCH	Cyprien	 <i>Victimes Civiles</i>
CHARRY	Théophile	
AUTHIE	Mimi	
ROUJA	Joseph	
RESCANIERE	Alphonse	
GAUDONVILLE	Fernand	
NAUDY	Jean	
SOLER	François	

PASSANT SOUVIENS-TOI !

COMBATTANTS SANS UNIFORME

**de la bataille de VIRA
à la libération de l'ARIÈGE**

AVANT-PROPOS

6 juin 1944 : le débarquement des Alliés en Normandie est en cours ; mais son succès est loin d'être assuré ; un appel est lancé à toutes les forces de la Résistance intérieure pour empêcher le maximum des troupes d'occupation d'affluer sur les côtes normandes.

Dans la vallée du Douctouyre, en Ariège, les jeunes répondent en masse à l'appel, venant renforcer les maquis F.T.P. et guérilleros déjà sur le terrain depuis des mois.

Mais où sont les armes indispensables ? Cruel paradoxe ! Il faudra attaquer un ennemi supérieurement armé avec des grenades, des revolvers, des mitraillettes, quelques fusils et une seule arme automatique, récemment parachutée.

9 juin 1944, début de l'après-midi : une forte colonne allemande, mitrailleuses pointées, débouche sur la route de Vira. Les sentinelles donnent l'alerte... Jusqu'à la nuit F.T.P. et guérilleros, par petits groupes retranchés dans les bois, font face à l'ennemi. Ceux qui n'ont pas d'armes ont dû décrocher dès le début de l'engagement ; mais quatre F.T.P. sont déjà tombés...

Quelques-uns des hommes et des femmes, parmi ceux et celles qui ont vécu le premier grand affrontement en Ariège entre maquisards et armée d'occupation, livrent ici leurs témoignages. Des villageois témoins de cette période racontent aussi leurs souvenirs¹. Tous nous parlent de cette période noire de l'occupation qui a précédé le sursaut national : le refus de l'institutrice d'un petit coin de France de faire chanter à ses élèves l'"hymne au maréchal", avait rejoint la détermination farouche du réfugié espagnol qui n'était pas encore guérillero. Leur volonté de résister était unanime, ils avaient le même ennemi : le fascisme, même si leurs motivations et leurs itinéraires étaient divers.

Ces témoignages se complètent, se recoupent, divergent parfois. Peu importe : ce livre ne prétend pas réaliser une synthèse historique ; c'est un recueil des souvenirs de ces femmes et de ces hommes qui ont écrit une des plus belles pages de notre Histoire : celle de la Résistance et de la Libération.

1. D'autres personnes souhaiteront peut-être apporter leur témoignage ; il n'est pas trop tard. Elles peuvent me contacter à l'adresse suivante : Olivier Nadouce, Campestre, 09120 VARILHES.

Sommaire

- I.** AU MOULIN D'EMBAYOURT p. 7
Vu Aimé et Marguerite Gos
- II.** CEUX DE VIRA p. 63
Vu Rémy Maury
André Berdot - Gaston Berdot - Josette Sopizet
Roger Bosc
Germaine Canal
- III.** CEUX DE CALZAN p. 83
Vu Joseph Naudi - Antoine et Andrée Naudi
Maurice Daudé
Jeanne Sabatier
- IV.** DANS LES COLLINES D'ENGRAVIÈS ET DU MERVIEL p. 97
Fernand Gouiric
Noël Rescanières
Roger Fauré
Raymond Charry
Eliette Rouch
- V.** LE DRAME D'ARVIGNA p. 119
Hélène Terret
André Carol
— Marcel Laplace
Amélia et Augustin Sabatier
- VI.** DU CÔTÉ DE RIEUCROS p. 139
Jeanine Naudi
Charles Eutrope
Roger Sutra

VII.	DU CÔTÉ DE PAMIERS	p. 155
	Jean Sannac Emile Bustamante Sébastien Marin Aimé Pagès Pierre Roquejeoffre	
VIII.	DU CÔTÉ DE VARILHES	p. 179
	Emile Lavigne Louis Mazurié Henri Petit René et Léontine Dubuc Solange Nadouce Paul Fournié	
IX.	CHEZ LES GUÉRILLEROS	p. 203
	Fernando Villajos Alphonse Gutierrez Hermine Muñoz Wilfredo Guillen Karl Schnepfer André et Marie-Louise Rouch Marius Escaich Jean Bédrière	
X.	ET CEUX D'AILLEURS	p. 265
	Claire Burg Rudi Oelbaum et Joseph Dortort	
	CARTE DE LA VALLÉE DU DOUCTOUYRE ET ENVIRONS	p. 276
	CHRONOLOGIE	p. 277

CHAPITRE I

AU MOULIN D'EMBAYOURT

AIMÉ GOS, le meunier d'Embayourt



Aimé Gos, figure marquante de la Résistance dans la vallée du Douctouyre, est décédé en 1997.

Mais il ne nous a pas vraiment quittés : il avait rédigé ses mémoires avec tellement de sincérité qu'il est encore présent parmi nous.

Ces centaines de pages consignées sur des cahiers, Aimé les a retravaillées, complétées sur une longue période.

- Je me souviens avoir lu sur un vieux cahier les circonstances de la bataille de Vira, rappelle son deuxième fils, Daniel, né en 1946.

Et le chapitre consacré aux "Mongols" date de 1994.

Avec la famille nous avons extrait, des mémoires d'Aimé, toutes les pages qui correspondaient à l'objet de notre livre – en fait l'essentiel.

Je suis en train de me poser une question : quelqu'un, un jour, feuillettera-t-il ce cahier ? Et surtout arrivera-t-il à lire mon patois ? Peut-être vaudrait-il mieux que je continue mes élucubrations en français.

Loin de moi la pensée de passer pour un écrivain (quoique certains écrivains, dits célèbres, sont quelquefois très ennuyeux). Je voudrais que, plus tard, certains de mes enfants essaient, à travers ma prose, de voir, deviner la vie dans une période qui a précédé la leur : celle de l'entre-deux guerres.

MES PARENTS

Ma mère, née en 1876, était fille de métayers : gens qui travaillaient la terre des gros propriétaires de l'époque et étaient payés en nature : blé (ou plutôt seigle), pommes de terre etc....

A 12 ans, elle accomplissait les travaux de la moisson : blés, avoines, orges étaient coupés à la faux et les gerbes étaient liées à la main. Le travail était très pénible. Imaginez une gosse de 12 ans, les pieds nus dans ses sabots de bois, la tête couverte d'un vieux foulard, toute la journée le nez dans la paille, sous le soleil brûlant de juillet.

Elle était peu allée à l'école, de temps en temps, l'hiver. Elle lisait tout juste : par contre son écriture était pratiquement indéchiffrable. La pauvre femme écrivait les mots comme elle les prononçait. Et comme sa langue habituelle était le patois...

C'était une personne ouverte aux idées neuves. A l'époque, les femmes s'occupaient peu de politique, surtout à la campagne. Mais plus tard, mon père étant décédé, lorsque le fils que j'étais, au retour du régiment, tourna carrément vers l'extrême-gauche, il n'eut pas plus ardent défenseur que ma mère. Pendant la guerre 39/40, et ensuite sous l'occupation, elle avait son franc-parler. Gare à celui qui lui vantait le régime de Pétain : les choses étaient vite mises au point. Elle mourra avant d'avoir pu voir la fin du cauchemar.

Que ceux qui liront ceci, sachent que, dans ma vie, je n'ai jamais eu honte d'avoir eu une "bourdassière" pour mère, et un meunier pour père.

Mon père, né en 1866, était en effet fils de meunier : il n'avait qu'un frère plus jeune que lui. Leurs parents étaient propriétaires d'un moulin à vent situé à La Bastide de Lordat, près de Pamiers. Ils achetèrent le moulin à eau (où je suis né) vers 1882 ou 1883.

Les meuniers étaient considérés comme une sorte de bourgeoisie paysanne, n'ayant pas de champs à travailler ou de bêtes à garder. Mon père avait pu aller à l'école jusqu'après son certificat d'études et possédait une instruction assez avancée, ce qui était très rare parmi les paysans à cette époque.

En 1905, mon père prit à son compte le moulin d'Embayourt (ou plus exactement de Rocles, puisque c'était l'ancien moulin du seigneur.)

MON ENFANCE

Mes parents se marièrent en 1904 et je naquis le dimanche 15 septembre 1912, jour de fête locale au Merviel. On m'avait tellement attendu que ma mère faillit m'appeler Désiré, elle se contenta de me faire baptiser Aimé...

Ma prime enfance fut celle de tous les petits campagnards, avec, tout de même, certains avantages : j'étais l'enfant unique, né dans une maison où régnait, pour l'époque, un certain bien-être. Mais mon père, atteint de l'asthme des meuniers (à cause de la poussière de farine) et d'une bronchite (due à ses charrois exécutés par tous les temps), ne pouvait pas beaucoup travailler, passant tout l'hiver au coin du feu ; il était souvent alité. Ma mère faisait donc marcher le moulin, aidée par l'un de ses frères célibataires.

Et je grandissais heureux, mangeant à ma faim, sans soucis, entre une mère qui m'adorait et un père qui malgré son caractère aigri, ne m'en aimait pas moins. Mon père (qui a vécu jusqu'en 1932) avait une idée fixe : me voir quitter le moulin, qui l'avait rendu malade ; il souhaitait que j'abandonne le métier de meunier.

A l'âge de 8 ans (pas avant, car il fallait aller à pied au village distant d'environ 1 km), mes parents m'envoyèrent à l'école.

Notre instituteur était un brave homme, célibataire endurci ; il passa plus de vingt ans de sa carrière dans notre petit village. C'était un de ces instituteurs laïques que la III^e République avait mis en place dans les villages, pour assurer si l'on peut dire, un contrepoids au curé. Secrétaire de mairie, il était mêlé à la vie des paysans, estimé de tous, même de ses adversaires politiques, gens d'Eglise ; son enseignement était bien républicain.

Le jeudi, j'allais au catéchisme, comme tous les enfants, avec un brave curé, certes, mais strict sur tout ce qui touchait à sa religion.

Je quittai donc l'école à 13 ans, un an après avoir décroché le certificat d'études ; je restai à la maison où j'aidai ma mère : soigner les bêtes, surveiller les meules, mettre la farine en sacs, aider aux foins.

JE DEVIENS UN HOMME ...

Quand j'atteignis 16 ou 17 ans, il n'y avait pas assez de travail, surtout l'été, pour occuper à la fois mon oncle et moi-même : je décidai d'aller travailler à la journée. Je débutai aux Ponts et Chaussées. Le chef cantonnier (qui nous connaissait) inscrivit 18 ans sur son carnet (il n'avait pas le droit d'embaucher plus jeune).

Je percevais 28 francs par jour pour 10 heures de travail.

Ensuite, ce fut le fauchage des prés, à la faux, chez l'un et chez l'autre ; surtout au Merviel, chez la femme d'un ancien notaire colonial. Avec un de mes camarades, nous y passions près de 3 mois. Une année, nous avons coupé 50 tonnes de fourrage.

A 20 ans, je perdis mon père et me trouvai ainsi chef de famille.

Un an après, ce fut le service militaire : je fus appelé au mois d'octobre 1933 au 12^{ème} Régiment d'Artillerie Coloniale d'Agen. Je n'y restai que 15 jours, étant temporairement réformé. Rappelé en octobre 1934, je bénéficiai de la loi de un an.

J'ai compris pendant cette année, que l'armée a toujours été une plaie dans une nation : elle n'apporte rien à aucun point de vue. Je ne crois pas qu'un jeune y apprenne quoi que ce soit de valable. Une armée est chose coûteuse, ruineuse pour un pays et inutile. Qui dit armée dit gaspillage, guerre. Je crois que mon service militaire m'a rendu antimilitariste et je le suis resté, malgré tout ce qui s'est passé ensuite dans ma vie.

Je fus libéré en octobre 1935 et c'est avec plaisir que j'endossai le costume civil pour quitter la caserne. Nombreux étaient ceux, (j'étais du nombre) qui arboraient pour la circonstance une cravate rouge, ce qui mettait les sous-officiers en fureur. A vrai dire, je crois que mon année de service militaire, par les inégalités constatées, l'attitude de la majorité des chefs et l'impression d'inutilité, a été à la base des options politiques que je devais prendre en 1936 et que je n'ai jamais abandonnées depuis. Eh oui, depuis 1938 j'ai toujours été communiste et je ne m'en repens pas.

A L'ÉPOQUE DU FRONT POPULAIRE

En 1936 donc, ce fut le Front Populaire, l'enthousiasme, les espoirs que les élections avaient fait naître parmi les petites gens. La nouvelle politique au pouvoir en France transforma tout. 1936, 1937 et une partie de 1938 sont sûrement une des plus belles époques de ma vie. La période de 1936, les réformes en faveur des humbles auraient pu continuer, si les gouvernements n'avaient permis et aidé, par crainte du communisme, l'installation d'Hitler en Allemagne, de Mussolini, en Italie et de Franco en Espagne.

Avec des paysans jeunes, nous avons formé une cellule paysanne du PCF d'une douzaine de membres, ce qui était assez rare à la campagne à l'époque. J'en étais le secrétaire, tout le monde le savait, et ça ne plaisait pas à tous.

Au mois de juillet 1936, lorsque Franco se souleva avec l'appui des militaires contre le gouvernement républicain espagnol, les Français, pour la plupart, n'en comprirent

pas l'importance, et le danger que cela représentait pour notre pays. Les républicains espagnols furent vaincus par l'aide en matériel et en hommes apportée par l'Allemagne et l'Italie à Franco, mais aussi par la non-intervention décrétée par le gouvernement français de Léon Blum. J'ai eu l'impression que, comme en Allemagne et en Italie, la crainte de voir s'installer en Espagne un gouvernement à participation communiste, a prévalu sur tout le reste. Encore une fois, et combien d'autres fois depuis, les socialistes ont fait le lit de la droite.

Pendant ce temps, je songeais à me marier, sans toutefois arriver à me décider. Jusqu'au jour où je rencontrai, par hasard, celle qui devait devenir ma femme. Elle était originaire de Dun, mais nous nous sommes connus à la fête de Pamiers en septembre 1938 ; et nous nous sommes mariés le 12 août 1939. Un problème : ma future était pratiquante (du moins je le croyais). Lorsque notre mariage fut sur le point d'être décidé, je lui fis part de mes craintes. Je m'entendis répondre que si elle allait à l'église, c'était pour obéir à sa mère. Mais que, mariée, elle pensait que, Dieu merci, j'aurais sans doute d'autres distractions à lui proposer que la messe et les vêpres. Mais il ne fallait pas penser au mariage civil sous peine de soulever un esclandre dans sa famille, et par conséquent il faudrait que j'affronte le curé. Estimant ne pas être plus fort qu'Henri IV, je lui répondis que j'avais la conviction qu'elle valait bien une messe et même une confession par-dessus le marché.

Nous nous mariâmes donc le 12 août 1939. Tous les projets que nous avions faits, allaient être réduits à néant, puisque la guerre ayant éclaté, je dus rejoindre Agen le 2 septembre au 32^{ème} Régiment d'Artillerie Coloniale.

LA "DRÔLE DE GUERRE"

Je crois qu'en ce mois de septembre 1939, peu de Français se doutaient de tout ce qui allait découler de cette déclaration de guerre. Certains pensaient qu'elle serait très longue, d'autres prétendaient que l'Allemagne n'avait pas les moyens matériels de tenir un an. En tout cas, je crois qu'elle ne fut accueillie avec enthousiasme par personne, ou du moins par très peu de gens. Seuls ceux qui voyaient là l'occasion de se débarrasser définitivement du Front Populaire, ("plutôt Hitler que le Front Populaire" disait la droite française) étaient satisfaits.

Parmi ceux qui étaient mobilisés, c'était plutôt la consternation ; si, en 1914, nos aînés étaient partis en chantant à "Berlin" et la fleur au bout du fusil, en 39 il n'en fut pas de même. Beaucoup ne comprenaient pas qu'après avoir laissé Hitler réoccuper la Rhur, occuper l'Autriche et la Tchécoslovaquie, on déclare la guerre pour l'empêcher d'occuper un port polonais (Dantzig). Il n'était pas facile de comprendre pourquoi il fallait voler au secours des Polonais, qui, l'année précédente, avaient interdit le passage sur leur territoire des troupes russes qui allaient secourir les Tchèques ; les Polonais, comme des chacals, se précipitèrent sur la Tchécoslovaquie pour avoir leur part.

Il y eut une certaine désillusion chez beaucoup qui espéraient autre chose de 1936 et du Front Populaire. Par la suite, les gens de bon sens se sont bien aperçus que le Front Populaire n'était pour rien dans ces événements dont l'origine remontait à l'apathie des gouvernements et hommes politiques qui ont cru (même jusqu'en 1940 et plus tard) qu'il serait possible de s'allier avec Hitler contre l'ennemi commun : les Russes, le communisme.

D'ailleurs, en France, dès que la mobilisation fut décrétée, les premières mesures de sécurité ne consistèrent pas à mettre hors d'état de nuire ceux qui n'avaient pas caché leur sympathie au régime nazi : on s'empessa (et tous nos députés, socialistes compris, furent d'accord) d'interdire la parution de l'Humanité, de déclarer les communistes hors la loi et de les enfermer (du moins les dirigeants) dans des camps (déjà) où le régime de Vichy les trouva en 1940. On peut comprendre que ces mesures ne pouvaient créer l'enthousiasme parmi les mobilisés, ayant des idées à gauche comme moi. On se disait, "on va combattre Hitler et on commence par emprisonner ceux qui ont été, au premier jour, ses adversaires irréductibles".

A Agen nous fûmes chargés de réceptionner les chevaux réquisitionnés pour tracter les canons. Pauvres bêtes ! Habitues à vivre à la campagne, elles sont devenues elles aussi des numéros matricules. Des 120 chevaux embarqués avec nous, je ne pense pas qu'il en soit revenu un seul, après l'armistice de 1940. L'hiver 39/40 leur a été fatal.

Le 11 septembre, en gare d'Agen, nous prîmes un train composé de wagons plats (pour les canons, caissons et voitures), et des wagons couverts (hommes : 40, chevaux en long : 8). Le voyage dura 3 longs jours, par Bordeaux, Orléans, la grande ceinture de Paris, Meaux, Reims ; enfin le 18 septembre, nous atteignîmes Carignan, petite gare des Ardennes.

Notre convoi, tiré par les chevaux, prit la route : halte dans les prés, nuits dans des granges, accueil sans enthousiasme des habitants. C'est le 17 septembre que nous arrivâmes à notre lieu d'affectation : le petit village d'Iré-le-Sec.

La vie de caserne s'installa avec les inévitables gardes au poste de police, installé sur la route traversant le village. Un jour, la garde fut doublée. Nous avions pour mission d'arrêter toutes les voitures civiles qui passaient et de contrôler les papiers. Maurice Thorez avait déserté avant qu'on ne l'emprisonne et nous étions chargés de l'arrêter. Quelle rigolade ! Et quel contrôle ! Vous pensez si on se foutait pas mal de Thorez ! D'ailleurs je suis sûr que plus de la moitié d'entre nous, même s'il avait été reconnu, l'auraient laissé filer.

Nous commençâmes à recevoir le premier courrier. Pour ma part, j'étais gâté : ma femme m'écrivait deux fois par semaine, et j'en faisais autant. Ça chassait le cafard ...

Vers le 23 septembre, tous les artilleurs qui n'étaient pas de garde furent affectés aux travaux de terrassement, pour l'installation de la batterie, à 5 ou 6 kilomètres du village. C'est inouï, ce qui s'est creusé comme trous, tranchées, galeries, de Dunkerque à Belfort, durant l'hiver 39/40. Et sur 25 à 30 kilomètres de profondeur ! Tout cela n'a pas servi à grand chose. Mais ça a occupé des troupes françaises pendant que Hitler réglait ses comptes avec les Polonais. Nous ne comprenions pas grand chose à tout cela : partis en guerre pour défendre la Pologne, nous n'avions pas tiré un coup de fusil sur les Allemands. Et puis les Russes, qu'on croyait alliés et qui avaient signé un traité avec les Allemands ?

Ce n'étaient pas les journaux de l'époque qui aidaient à notre compréhension, eux qui voyaient Hitler chassé d'Allemagne au printemps et la Russie envahie par le corps expéditionnaire français envoyé en Syrie sous les ordres de Weygand.

Le 18 octobre, nous reçûmes l'ordre d'aller installer nos pièces d'artillerie... ailleurs qu'à l'endroit préparé ! C'est-à-dire en position avancée dans un champ à 1500 m de la

frontière belge, entre 2 forts de la ligne Maginot, distants d'environ 1 km ; entre ces forts, l'espace était parsemé de rails hauts de un mètre environ, plantés en quinconce, censés empêcher l'avance des chars. Derrière les rails, un réseau de barbelés d'au moins 50 m de large.

De temps en temps, des avions allemands survolaient la frontière et la Belgique, très haut, la D.C.A. entra en action. On pouvait suivre l'éclatement des projectiles, toujours un peu en arrière de l'avion. Comme si on avait voulu faire comprendre aux aviateurs allemands qu'ils avaient à se sortir le plus vite possible de là. Ce qui était dangereux par contre, c'étaient les éclats d'obus, qui, eux, retombaient sur le sol. Je me rappelle qu'un soir un culot d'obus de 4 ou 5 kg tomba sur les tôles recouvrant la guérite de notre sous-lieutenant, (seul officier resté à la batterie en permanence) ; heureusement pour lui, il était absent à ce moment là. Nous assistâmes, un jour, à un duel entre un avion de chasse français et un avion bimoteur allemand ; le français piqua à pic dans la forêt sur notre gauche. L'allemand, touché aussi, passa à 50 m de notre batterie et s'écrasa en Belgique. Et les occupants, morts ou blessés ? Nous n'en avons rien su.

Fin novembre nous eûmes droit à quelques semaines de repos à l'arrière du front dans la Haute-Marne. Juste après Noël notre batterie reçut l'ordre de remonter au front en direction de la Moselle. Quel froid ! Les bas-côtés de la route étaient jonchés de cadavres de chevaux et de matériel abandonné par les unités qui avaient débarqué avant nous.

Je tombai malade et fus admis à l'hôpital de Fenêtrange, en Moselle, puis à celui de Lunéville. Mon état s'étant amélioré, j'eus droit à dix jours de permission ; le 11 janvier 1940, j'étais de retour au moulin. Quelle joie de me retrouver en famille !

Le 24 janvier je dus reprendre le train et rejoindre ma batterie dans les environs de Sarreguemines, tout près des lignes allemandes.

Le thermomètre descendait la nuit jusqu'à -30°. Le plus dur, c'étaient les gardes de nuit autour de la batterie, les pieds dans 30 ou 40 cm de neige. Nos voisins d'en face ne nous tracassaient pas trop. Nous tirions beaucoup d'obus chaque jour, souvent la nuit. Eux tiraient très peu. Un jour, nous eûmes droit à une salve qui encadra littéralement notre batterie, sans doute voulaient-ils nous montrer qu'ils savaient que nous étions là.

Côté nourriture, c'était supportable, malgré les vins qui nous arrivaient à l'état de glace et la viande qu'il fallait couper à la hache. Quant aux rares pommes de terre, elles étaient bonnes à paver les chemins. Heureusement, les colis étaient nombreux, et la chasse, quoique interdite, nous apportait un supplément : lièvres, biches et faisans ne manquaient pas. Nous fûmes relevés le 20 février et gagnâmes en camion le village de Herbitzein ; nous fûmes logés dans des maisons évacuées par des civils : j'ai pu me rendre compte du pillage exercé par les soldats de la belle armée française qui ne s'étaient pas gênés pour emprunter tout ce dont ils pensaient avoir besoin : tout avait été pillé, cassé, dévasté. Une véritable honte !

Le 28 février, je partis en permission et fus au moulin le 1^{er} mars. C'était déprimant pour nous de constater que les troupes chargées d'assurer la garde à l'arrière étaient bien habillées, bien protégées du froid, que les canons de 75 que l'on voyait dans les gares étaient du modèle le plus récent, et tractés. Alors que j'avais passé tout l'hiver avec des

sabots, des tricots et cache-nez civils ! Et que nos canons, en première ligne, dataient de la guerre de 14, et étaient tirés par des chevaux crevant de faim et de froid !

Quant à la population civile, elle commençait aussi à s'interroger, malgré le bourrage de crâne, du genre : "Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts" - "Taisez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent" - "Avec vos vieilles boîtes de conserve, nous forgerons l'acier victorieux". On faisait en effet ramasser les vieilles ferrailles aux écoliers et toute cette récolte patriotique, partait à pleins trains vers l'Italie. Elle devait d'ailleurs revenir en juin 1940. Le patriotisme est un joli mot ; mais en général les prêcheurs de patriotisme à outrance, dans les conflits, sont ceux qui se trouvent à l'abri.

Ma permission se terminant le 12 mars, je rejoignis ma batterie au village de Graffigny, dans la Haute-Marne, loin du front ; la vie de caserne reprit, avec les gardes de poste, les manœuvres, toutes ces imbécillités. Heureusement qu'on ne connaissait pas encore le salut aux couleurs, inventé plus tard par Pétain...

Entre-temps, la composition des équipes avait été modifiée : certains servants étaient envoyés dans les usines de l'arrière, d'autres, les plus âgés, dans les dépôts. On aurait dit que le commandement voulait, à tout prix, démolir les équipes qui avaient passé l'hiver ensemble dans la Sarre. Ce méli-mélo ne me plaisait pas, et c'est avec joie que j'acceptai, à la mi-avril, la proposition du maréchal des logis observateur, de l'accompagner à un stage de cours d'observation.

Pendant notre stage, nous assistâmes aux tirs de très grosses pièces d'artillerie, montées sur chenilles. Ces pièces énormes, dont la portée était, je crois, de 40 kilomètres, ont été prises, plus tard, par les Allemands et utilisées, par eux, pour des tirs sur l'Angleterre à travers le Pas de Calais. Les cours devaient se terminer le 12 mai. Le 6, j'obtins une permission et, utilisant les fameux trains de permissionnaires, arrivai au moulin le 8.

LA DÉBÂCLE

Ma permission devait être écourtée. Le 10, les Allemands envahissaient la Belgique. Les permissionnaires furent rappelés par télégramme. Chez moi, comme chez beaucoup, ce fut la consternation. Il fallait bien comprendre qu'après avoir réglé le sort des Polonais, sans que nous intervenions, les "Chleus", avaient disposé de tout l'hiver pour se préparer. La neutralité de la Belgique ne les préoccupait guère. Quand je pense aux tranchées que l'armée belge creusait à l'automne face à nous dans la Meuse ! Il n'y avait que nos gouvernants pour avoir cru à la non-intervention en Espagne, à Munich, et à la neutralité belge. J'étais convaincu, compte tenu de la pagaille régnant dans notre armée et de l'incurie constatée dans le commandement que nous ne tiendrons pas le coup longtemps.

La veille de mon départ, j'allai rendre visite à un oncle de ma femme, adjudant-chef en retraite de 1914/1918, qui avait déjà installé une carte de la région nord-est de la France, dans sa salle à manger. Avec la facilité du gars qui connaît tout et a son plan, il me démontra par A+B que les Allemands seraient arrêtés sur la Meuse.

En préparant mon départ, ma jeune femme pleurait, pensant à ce qui s'était passé en 14/18. Je la rassurais de mon mieux et me rappelle lui avoir dit "Ton oncle est comme notre commandement : en retard d'une guerre. Je te donne un mois pour que tu voies

arriver notre armée en déroute non pas par la route qui sera trop étroite, mais par tous les chemins de traverse.” Je voyais juste et, combien de fois, plus tard, me l’a-t-elle rappelé.

Le 15 mai, je repartis rejoindre mon unité. Mais tout au long du voyage vers le nord, quelle pagaille ! les trains chargés de troupes et de matériel roulaient dans tous les sens ! Les Allemands avaient donné un coup de pied dans la fourmilière, et ça remuait dur ! Combien avons-nous croisé de trains de troupes qui descendaient vers le sud !

Je rejoignis ma batterie le 18 mai vers les 2 heures du matin. J’appris que notre capitaine avait été évacué, malade, et que c’était le lieutenant Somproy qui commandait la batterie. Le lendemain, il nous annonça notre départ sur le front. Nous devons, paraît-il, tenir le rôle de pièces anti-chars. Je n’en revenais pas, ne voyant pas nos servants tirer sur des blindés défilant à 40 ou 50 km à l’heure.

Nous subîmes notre premier bombardement aérien à Champauval dans la Seine et Oise, alors que notre train était arrêté sur un pont. Il n’y eut pas de dégâts, les avions allemands, peu nombreux, étant dispersés par la chasse française (pour une seule et unique fois).

Nous avons passé toute la nuit du 21 au 22 mai arrêtés en pleine campagne : la gare de Creil ayant été, paraît-il, bombardée, nous ne pouvions débarquer. Sur notre gauche se trouvait une route sur laquelle la circulation, toute la nuit, fut très dense. Fait très bizarre : cette circulation, ces véhicules, cette rumeur filaient vers le sud. Nous ne comprenions pas qu’il s’agissait des réfugiés de Belgique, du Nord et des premières unités en déroute. Bref, le moral n’était pas élevé.

Nous embarquâmes dans des camions et, par Beauvais, notre batterie gagna la Somme. Après Beauvais, les effets des bombardements aériens étaient très sensibles. L’aviation allemande ne s’était pas gênée pour bombarder les réfugiés belges ou ceux venant des départements du Nord, considérant sans doute que c’étaient les futurs esclaves qui tentaient de s’échapper. Je crois que fin mai et juin 40 il y a eu un des plus importants mouvements de personnes vers le sud que le monde ait jamais connu. En tout cas le long de la route que nous suivions, ce n’étaient que chevaux crevés, véhicules de toutes sortes démolis et dont le contenu était répandu sur la chaussée, vaches mitraillées dans les champs, maisons détruites et en feu.

Nous marchâmes toute la nuit, précédés d’une colonne d’infanterie, et sur le matin, arrivâmes dans un petit village dont je ne me rappelle plus le nom. Nous devons y rester deux ou trois heures dans un mouvement effarant de troupes et de civils.

Dans l’après-midi, nous avons repris notre marche sur la route. Il semblait que notre infanterie avait pris contact avec des éléments d’avant-garde ennemis. La fusillade crépitait dans la nuit. Sur notre droite on entendait le canon et on apercevait la lueur de ce qui semblait être un grand incendie. Malgré cela toute notre troupe gardait son calme. Au bord de la route s’élevait, à l’époque, une chapelle dans laquelle nous avons dormi quelques heures. Le matin, c’était le 24 mai, apparut un avion d’observation allemand, bientôt suivi d’une escadrille de bombardiers. Comme nous avons repris notre marche sur la route, ils n’eurent aucune peine à nous repérer. Tout le monde se jeta à plat-ventre dans les fossés ou les champs. Aussitôt quelle mitraille ! Je me trouvais allongé au pied d’un arbre, ma tête sur les pieds d’un sous-off. Un sifflement, un bruit sec et je m’aperçois qu’une balle est venue se planter dans une racine à quelques centimètres de

ma tête. Lorsque nous nous relevons, je fais constater à mon supérieur qu'avec un "peu de chance", il aurait pu recevoir le projectile dans ses godasses et moi dans la tête.

Nous prenons une petite route bordant une rivière : devant nous une batterie, la 9^{ème}, installée dans un champ et prête à tirer. Tout à coup, de l'autre côté de la rivière, apparaît un groupe de reconnaissance ennemi composé d'une vingtaine de motocyclistes. On nous ordonne de faire demi-tour. Mais allez donc faire reculer, et tourner sur une route étroite, une dizaine de canons et caissons attelés chacun de 6 chevaux avec des conducteurs malgaches affolés, tout juste capables de conduire leur attelage en ligne droite. Il faut dételer, tourner les pièces et caissons à bras, réatteler. Quelle pagaille ! La 9^{ème} batterie a heureusement utilisé ses deux mitrailleuses antiaériennes (deux Hotchkiss datant de 14/18) et leur feu éloigna les Allemands, qui d'ailleurs ne devaient être là que pour pousser une reconnaissance. Et c'est alors que nous comprenons qu'entre eux et nous il n'y a rien. Où est la division anglaise que nous étions censés relever ? Elle a dû réembarquer. Et notre infanterie ? Elle devait arriver dans la nuit 24 heures après nous.

Plus tard, lisant le communiqué de ce jour dans le journal la Dépêche de Toulouse que ma femme avait conservé durant toute mon absence, j'appris que, pour la France entière, "une division coloniale avait repoussé l'ennemi au-delà d'Amiens". Je me suis, depuis cette date, toujours méfié des "communiqués officiels".

Enfin nous réussîmes à prendre position quelques kilomètres en arrière, dans un champ planté de pommiers. Les habitants n'avaient d'ailleurs pas quitté les lieux et notre arrivée sembla les reconforter. Je crois qu'ils ont dû déchanter très vite. Le lendemain, 25 mai, les bombardements et mitraillages commencent.

La batterie tire énormément car notre infanterie progresse en direction d'Amiens, non sans pertes. De notre observatoire, on distingue très bien le champ de bataille et les blessés défilent à proximité de notre position.

Pendant tout le temps de mon séjour, durant les fréquents bombardements de l'aviation allemande, nous n'avons jamais vu éclater un seul obus de D.C.A, pas plus que nous n'avons aperçu un seul avion allié.

Le 28 mai, trois chars flambant neuf firent leur apparition ; ils venaient soutenir l'infanterie. Ils se camouflèrent sur le bord de la route, juste au-dessous de notre observatoire. En me rendant à ce dernier, j'eus l'occasion de les admirer et surtout de parler aux conducteurs qui venaient d'effectuer une cinquantaine de kilomètres avec leurs engins. Seuls, coupés de tout, ils attendaient du ravitaillement et des ordres.

J'avais à peine rejoint l'observatoire, que survint une escadrille de bombardiers. Sans doute prévenus de l'arrivée des chars, les Allemands venaient leur régler leur compte. 17 bombes furent lâchées sur la route, nous étions aux premières loges ; du haut de notre observatoire, nous pouvions distinguer les aviateurs, sur lesquels nous tirions, nous, artilleurs, avec nos mousquetons, et les fantassins, dont l'observatoire se trouvait à proximité du nôtre, à la mitrailleuse. Aucun des trois chars ne fut touché. Une meule de paille et une voiture militaire, qui se trouvait camouflée tout contre, furent incendiées.

Le 29, je redescendis de l'observatoire avec une forte fièvre. Le lendemain, le docteur du groupe me parut soucieux et parla de m'évacuer. En attendant, quelques cachets d'aspirine et du cidre suffirent pour étancher ma soif.

Dans la soirée du 30, vers 17 heures, la 3^{ème} pièce, à laquelle j'aurais été affecté si je n'avais pas suivi mes cours d'observateur, éclata : deux morts, le pointeur et le tireur, et deux blessés. Cet accident dû sans doute à la mauvaise qualité des munitions, jeta la consternation dans la batterie. Avouez, qu'être tué par l'ennemi n'est guère réjouissant, mais c'est ce que vous risquez le plus dans une guerre ; alors qu'être tué par son propre matériel, ça non. Un des deux tués était marié et père de deux fillettes.

JE SUIS ÉVACUÉ VERS LE MIDI

Le 31 mai, je suis évacué sur le groupe sanitaire divisionnaire. Je suis finalement admis à l'hôpital de Beauvais, dans les locaux de l'Ecole Normale. J'étais mal, oppressé par une forte fièvre. Le lieutenant-major qui s'occupait de moi, après m'avoir infligé une ponction, m'avertit que j'étais propriétaire d'une belle pleurésie, côté droit et que je serai évacué, par train sanitaire, sur Perpignan, dès que ma fièvre aurait baissé.

J'écrivis à ma femme pour lui annoncer mon évacuation, sans lui en préciser la cause. Ma lettre n'est d'ailleurs pas encore arrivée.

Le 5 juin au soir, l'aviation allemande bombarde la ville ; vu mon état, et celui de quelques autres malades, on décide de ne pas nous descendre à la cave, le changement brusque de température pouvant nous être nuisible. "L'hôpital est signalé par d'énormes croix rouges sur la toiture et dans la cour, vous ne risquez rien" me dit le caporal infirmier.

Je le croyais aussi, mais c'était mal connaître les Allemands, pour qui, les règlements internationaux de la Croix-Rouge et autres, ne sont valables que lorsqu'ils en sont bénéficiaires. (J'eus d'ailleurs l'occasion de discuter de la Croix-Rouge, plus tard, avec un lieutenant-major allemand prisonnier de guerre, qui venait se plaindre, au camp du Vernet, pendant l'hiver 44/45, que la nourriture que nous leur donnions n'était pas assez abondante).

De mon lit, j'entendais les avions allemands, sans doute pilotés par de fringants pilotes nazis, rôder sur la ville. Et tout d'un coup le sifflement précurseur. Vu sa proximité, je pensai que j'allais faire partie des bénéficiaires, je cachai ma tête sous les couvertures et attendis. Pas longtemps. Une explosion, mon lit qui bondit et moi avec, des craquements, des bris de vitre, de la fumée mélangée à de la poussière. Puis le calme. Ne sentant rien, j'en augurai que j'étais toujours en bon état et soulevai la couverture. Pas moyen ! J'appelai, remuai et, la couverture écartée, pus constater que la fenêtre située en face tout à l'heure était maintenant aplatie sur mon lit. L'infirmier, accouru, eut toutes les peines du monde à me sortir de là.

Au rez-de-chaussée juste au-dessous de moi, on compta 7 ou 8 morts parmi le personnel : la bombe était tombée au ras du mur de l'hôpital.

Le lendemain 6 juin, on nous évacua en un interminable convoi d'ambulances ; je me demandais si celles-ci seraient respectées par les aviateurs allemands ...

Le soir même je fus accueilli à l'hôpital de Vésinet ; après quelques jours ma fièvre diminua.

Brusquement le 11, évacuation sur St-Germain puis Rueil-Malmaison ; le 13, vers 2 heures du matin nouveau départ forcé : des éléments motorisés allemands remontent

la Seine. Mais l'hôpital ne disposait que de 3 vieux camions, vite pris d'assaut par les moins atteints ; les autres, dont moi, partiront à pied direction Limoges à 400 km de là...

A la Croix de Bercy, nous trouvâmes heureusement un camion vide conduit par un de nos infirmiers, qui nous transporta jusqu'à Longjumeau. Paris en pleine migration se vidait de sa population civile. Indescriptible : tout ce qui roulait, de la brouette au camion de livraison, se trouvait sur la route. Sur des kilomètres, une mer de véhicules immobilisés, avançant mètre par mètre. Surchargés de tout ce que vous pouvez imaginer. De temps en temps, une voiture tombait en panne, était abandonnée par ses occupants, qui se chargeaient de quelques paquets ou valises, et continuaient leur exode à pied.

Il semblait qu'une sorte de folie collective s'était emparée des gens. Le flot arrivait dans un patelin et comme une rivière en crue emportait les habitants du coin.

J'ai passé la nuit dans un vieux camion abandonné et le lendemain, à quelques-uns, nous décidons de poursuivre à pied, vers le midi. Nous traversons Etampes qui vient d'être bombardé par l'aviation italienne. Ils n'y sont pas allés de main morte les "Mussolini" : des cadavres partout, un car bourré de gens brûle avec sa cargaison.

Enfin, nous arrivons à Vrigny ; mais là, déception : le château où devait s'installer l'hôpital a été lui aussi bombardé ; il faut aller plus loin et essayer de traverser la Loire ; le plus vite sera le mieux. En camion, pas possible : la cohue est plus dense que jamais, on n'avance pas. Et les avions qui surgissent, lâchent leurs bombes sur les routes et les ponts ; tous ceux qui le peuvent s'aplatissent dans des fossés puis la marche reprend quand l'alerte est passée. Nous arrivons enfin à l'entrée d'un pont suspendu très haut ; la Loire coule dessous. Les avions reviennent alors que nous sommes engagés jusqu'au milieu de l'ouvrage qu'ils veulent détruire. Mais les bombes tombent à côté..., nous passons.

A pied, en camion quand ça se trouve, ou en ambulance, j'arrive enfin à Limoges. A Châteauroux, je rencontre par hasard un soldat à bicyclette ; c'est un Ariégeois ; on se reconnaît, on se serre la main et au revoir ; il arrive de la frontière belge avec son vélo et il parviendra ainsi jusqu'à son domicile. Il est vrai que si j'avais été moi aussi en possession du même engin, je serais déjà sûrement arrivé au moulin.

A l'hôpital de Limoges, grâce à la radio du concierge, nous sommes tenus au courant de l'avance de l'armée allemande ; nous nous attendons à la voir apparaître à nos portes. Aussi, l'annonce de la fin des hostilités est-elle accueillie par tous avec joie ; ce fut je pense un grand soulagement pour la majorité des Français. Bien peu d'entre eux n'entendirent même pas l'appel du Général de Gaulle, même si beaucoup, plus tard, prétendirent le contraire.

Le 26 juin je sors de l'hôpital ; plus de moyens de locomotion jusqu'à Toulouse que je veux atteindre.

La gare était bondée de civils de la région parisienne, cherchant à regagner leur foyer. La course au midi était finie. Par chance, un chauffeur de camion, qui se rendait chaque jour à Oradour sur Vayre, m'affirma y avoir vu des soldats du 32^{ème} RAC d'Agen. Il accepta de m'emmener avec lui. Et c'est ainsi que je retrouvai notre batterie à Dournazac, ou ce qui en restait. Elle avait perdu 32 hommes, tués, blessés ou prison-

niers. Je retrouvai, malgré tout, la plupart de mes meilleurs copains. Logés dans une ferme, bien nourris, nous attendîmes la démobilisation.

Enfin le 20 juillet ce fut mon tour. L'on nous embarqua dans des wagons à bestiaux (encore une fois) en direction de Toulouse.

J'arrivai à Pamiers le 21 juillet, à 8 heures du soir, et de là, en vélo, au moulin à 10 heures.

Au moulin, stationnaient 5 ou 6 troufions comme moi, originaires de la zone occupée et qui attendaient, eux aussi, leur démobilisation. Ils étaient des milliers à Vira, Dun et les environs. Tous ceux qui n'étaient pas prisonniers avaient reflué vers le midi.

CE QUE J'AI COMPRIS

Voilà ma guerre 39/40, ce que l'on appela plus tard la drôle de guerre, de septembre 1939 au 10 mai 1940. L'idée des gens qui nous gouvernaient était claire : on réussirait à s'entendre avec Hitler, pour tomber tous ensemble sur les Russes, et éliminer le communisme en Europe. Tout est là.

C'est par peur de l'installation d'un gouvernement communiste en Allemagne que nos gouvernements ont laissé Hitler réoccuper la Rhur, envahir l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

L'anticommunisme de la haute bourgeoisie française, anglaise, polonaise etc... nous a valu 39/45 et 50 ou 60 millions de morts. Les socialistes de France portent leur lourde part de responsabilité. Ils ont accepté (du moins la majorité d'entre eux) la non-intervention en Espagne, ce qui permit à Franco d'écraser les républicains avec l'aide des Italiens fascistes et des Allemands nazis. Ils ont accepté lorsque les gouvernants français ont permis l'occupation de l'Autriche ; ils ont encore accepté le traité de Munich en 1938, qui donnait carte blanche à Hitler pour occuper la Tchécoslovaquie. La guerre déclarée, ils ont été d'accord pour mettre les communistes hors-la-loi.

Les options politiques principales du parti socialiste français, ont été, et restent en 1980, les mêmes que celles de la bourgeoisie de droite. On ne fera jamais rien de valable dans un pays où les sociaux-démocrates ont un parti puissant (c'est valable en 1984).

Je n'ai pas la prétention d'apparaître, à travers 39/40, comme un héros. D'ailleurs, qu'est-ce que cela veut dire, "héros ?" Les actions dites d'éclat sont la plupart du temps accomplies par des personnes qui ne se rendent pas compte de ce qu'elles font. Si elles en étaient pleinement conscientes, elles ne les accompliraient pas.

Disons que je fus un de ces milliers de Français qui auraient préféré être chez eux et n'ont jamais cru à la victoire. Les raisons, vous vous en doutez, c'est que je me rendais compte que rien n'était fait pour cela.

Mais, très vite, beaucoup de Français vont s'apercevoir que les agissements du gouvernement de Vichy (mis en place avec l'assentiment de nos parlementaires, à l'exception de 80 d'entre eux qui eurent le courage de s'y opposer), avec Pétain en tête, n'avaient pour but que d'exécuter les ordres de l'occupant. Bien joli encore, lorsqu'on ne dépassait pas ces ordres-là : l'arrestation d'éventuels opposants, l'oppression des Juifs, ce fut l'œuvre du gouvernement Pétain. On était paraît-il en zone "libre", car il y

avait deux France : l'une occupée par l'Allemand, l'autre non. Mais l'Allemand gouvernait par personne interposée.

40 ans après, compte tenu de certaines attitudes, de certains changements, de certaines options, tout ce raisonnement peut paraître invraisemblable, et, pourtant, il n'est que le reflet sincère des sentiments éprouvés par celui que l'on peut appeler un Français moyen.



La maison d'habitation d'Embayourt, en avril 1941.

NOUS ÉTIIONS DES RÉSISTANTS : MAIS ENCORE ?

D'abord qu'est-ce que la Résistance ?

Parmi plusieurs définitions, le Larousse en donne deux qui, je crois, peuvent s'appliquer à différents événements qui se sont produits pendant la période 40/44 :

“Qualité d'un corps qui réagit contre l'action d'un autre corps.” Et “Opposition, refus de soumission.”

Je parle évidemment des résistants que j'ai connus et fréquentés, appartenant tous à ce que l'on pourrait appeler “la troupe”. Et non des grands chefs devenus plus tard présidents, ministres, directeurs de quelque chose et dont les motivations étaient peut-être différentes. Ne parlons pas non plus “des héros” venus en août 1944.

Pour la plupart des gens que j'ai connus, l'une des deux définitions ci-dessus peut leur être appliquée. Réaction (souvent politique eh oui !) contre l'instauration d'un régime qui ne leur plaisait pas et qui emprisonnait les leurs, qui supprimait leurs journaux.

Régime qui s'avérait comme un gouvernement de droite. Car, au début, les résistants se rencontraient, surtout, parmi les gens de gauche. Cela se comprend pour les motifs cités plus hauts, mais aussi par les mesures prises contre l'école laïque, notamment. Bref, tout un ensemble de décisions qu'un citoyen(ne) de gauche pouvait accepter difficilement. Par antifascisme. Le citoyen de droite a vu son journal habituel continuer à paraître, et quelques unes de ses options mises en pratique. Celui-là a continué, du moins pendant quelque temps, à faire confiance aux mêmes personnalités qu'avant la guerre.

Il ne faut pas oublier qu'en 1940, lorsque la chasse a été ouverte début octobre, dans certaines communes, en Ariège, on a refusé le permis aux communistes.

Et puis, est venu le temps des réquisitions, envois au STO, arrestations, etc... c'est alors que pas mal de gens frappés personnellement ou parmi leurs proches, ont rejoint la Résistance. Pour que les maquis puissent subsister, il leur fallait la complicité des populations. Si les maquis du centre (Creuse, Corrèze etc...) ont été puissants et nombreux, c'est qu'ils bénéficiaient de l'appui des paysans. Ces départements du centre faisaient partie de ceux qui en 36 avaient voté à gauche. Et si les événements qui nous intéressent, et qui se sont passés chez nous, ont eu lieu ici et pas ailleurs, c'est parce que les populations de la vallée du Douctouyre étaient en majorité à gauche, et attachées aux libertés républicaines. Les maquis FTP et les guérilleros n'auraient pas pu, eux non plus, subsister sans l'appui des paysans du Merviel, Calzan et autres villages.

Il est très difficile de parler du peuple résistant. Certes la majorité des résistants venaient du peuple, mais tout le peuple n'était pas résistant. A mon avis on peut distinguer trois catégories :

- Les collaborateurs convaincus (qui collaboraient d'ailleurs avant 40), souvent par intérêt, prêts à tout faire pour Pétain et l'occupant. Presque toute la haute bourgeoisie.
- Les résistants, prêts à tout faire contre.
- Et enfin la troisième catégorie, la plus nombreuse qui, soit par intérêt, ou par peur, ou par attentisme se contentait de faire du marché noir, de vivre et pour certains de survivre. (Il faut avoir vu le travail qu'entraînait pour beaucoup le ravitaillement d'une famille, pour comprendre.)

Combien ici et là ? Un écrivain, dont je ne me rappelle plus le nom, citait 10 % dans la 1^{ère} catégorie, 10 % dans la seconde, 80 % dans la troisième. Peut-être. Mais les sympathies pour la Résistance augmentaient au fil des jours. Je pense que dans la vallée du Douctouyre la majorité des habitants étaient pour nous, les autres se contentant de ne rien dire. Seul un paysan écrivit aux autorités occupantes en 1944 pour demander la destitution de la municipalité de Dun ; la lettre fut interceptée par le facteur-receveur de Rieucros. Et le paysan fut condamné après la Libération à une peine de prison (légère, je crois me rappeler).

De toute façon, personnellement, je n'en veux pas à ceux qui n'ont rien fait. Pas plus que je n'ai jamais compris les fameux "oh ! il a fait beaucoup", "oh ! il n'a pas fait grand chose". Chacun a fait ce qu'il a pu suivant sa personnalité, ses fréquentations, sa conscience et sa place dans la société, et suivant ses possibilités. Le citoyen pris à transporter des tracts ou journaux clandestins à sa première tentative, arrêté et envoyé en déportation, a autant de mérites que celui à qui rien n'est arrivé après avoir fait le même travail des centaines de fois.

Le milieu familial a beaucoup compté : que faire si votre femme n'était pas d'accord pour vous voir courir les risques pour vous et les vôtres ? J'ai toujours tenu ma femme au courant de ce que j'allais faire, dès le 1^{er} jour ; et elle m'a toujours approuvé et encouragé, quand elle n'y a pas pris part elle-même. Elle n'a jamais ignoré les dangers encourus. La peur, ça existe. Celui qui n'a pas peur n'est pas normal. C'est souvent la peur qui fait accomplir des actes qualifiés d'héroïques. Lorsqu'elle est collective, c'est la panique. On ne peut pas la juger 40 ans après.

Lorsque les boches eurent fait sauter le moulin, nous n'étions pas, ma femme et moi, en odeur de sainteté dans le coin.

- Qu'est-ce que tu reviens faire ici ? Tu vas nous faire revenir les Allemands ! a dit une personne à ma femme. Et combien, s'ils n'osaient le dire, le pensaient.

Nous avions, pour avoir du lait, acheté une vache, cette bête et son petit veau se trouvaient dans la grange, à côté de la maison. Lorsque le 11 juin les Allemands dynamitèrent notre domicile, ils laissèrent (allez savoir pourquoi ?) la grange intacte. Un maquisard passant peu après par là, détacha la vache et l'amena dans le pré devant la porte, avec le veau. Une personne du village, ayant aperçu les deux bêtes, les enferma dans son étable, afin qu'elles ne crèvent pas dans quelque luzerne. Lorsque les voisins furent au courant, ce fut une procession pour lui demander de relâcher les deux animaux dans la nature. De peur que, si les Boches venaient à apprendre la présence de nos deux bêtes, ils ne fassent sauter tout le village.

Par contre, certains ne se gênaient pas pour venir fouiller dans les ruines du moulin et récupérer ce qui était récupérable. Non pas pour essayer de le rendre aux propriétaires, mais pour se l'approprier.

La catégorie de Français qui travaillaient avec Vichy a fait beaucoup de mal. Rouch, le cafetier du Merviel, fut tué par les Allemands, la famille Naudy de Marty (Arvigna) eut trois fusillés. Nos occupants n'auraient jamais appris que ces personnes aidaient le maquis si des Français ne les avaient dénoncées. Il en est de même pour Théophile Charry de Ste-Croix, assassiné lui aussi, ou pour l'intervention qui a provoqué la bataille de Vira et la destruction du moulin. Pour s'en tenir à des faits locaux. Mais je pense que ces dénonciations furent le fait d'étrangers qui ne résidaient pas dans la vallée.

Vichy et son administration exécutaient ainsi les ordres et les désirs des Allemands quand ils ne les devançaient pas.

Certains parlent aujourd'hui de pardon. Certaines choses ne peuvent être, à mon avis pardonnées, parce qu'elles ne peuvent être oubliées. On ne peut pas pardonner et se souvenir.

LA RÉSISTANCE A PRIS DIFFÉRENTES FORMES

Je ne voudrais pas m'étendre sur un plan général, mais écrire seulement ce que j'ai vu. Chacun voit et ressent les choses à sa façon et la Résistance est un phénomène tellement complexe. Des gens ont fait de la Résistance sans le savoir, ou du moins sans apprécier, à leur juste valeur, la portée de leurs actes : les personnes qui sans appartenir à un mouvement, écoutaient Londres et diffusaient les informations ; celles qui essayaient de soustraire le plus possible de fournitures aux réquisitions ; celles qui, lors des ramassages d'objets en cuivre, les ont soigneusement cachés au lieu de les appor-

ter à la Mairie. Ce n'étaient que des gouttes d'eau, mais multipliées, cela donnait un plein vase. Car on savait très bien que tout ce qui était ramassé, sous prétexte d'alimenter les villes et de faire fonctionner notre industrie, allait au Boche.

Lorsque les Allemands envahirent la zone dite libre, une compagnie d'infanterie stationna quelque temps à Rieucros. Une personne de ma connaissance eut à loger, à son corps défendant, un sous-officier. Ce dernier baragouinait un peu le français.

Je me trouvai chez cette personne un jour où l'occupant venait de prendre livraison de sa ration de soupe à la roulante, pour la déguster dans sa chambre. Voilà que le propriétaire lui demande : "Vous venez de prendre votre soupe. - Ya - Voyons !... et le "chleu" ouvre sa gamelle. Réflexion du bonhomme :

- "Mais dites donc, il n'y a pas grand chose là-dedans, ce n'est pas des repas de noces que vous avez, et c'est chaque jour comme ça ?"

Il aurait fallu voir la gueule du troufion qui se rendait compte que vraiment son logeur avait raison et que l'armée allemande ne nourrissait pas tellement bien son homme.

- J'espère, continua notre bonhomme, qu'ils doivent être mieux nourris, sur le front russe. Il fallait voir la gueule du Boche après cette réflexion. Petit fait, mais ajouté à d'autres, cela s'appelle démoraliser la troupe.

Dans les mairies, où les secrétaires avaient gardé le cœur à gauche, il était courant de ne pas signaler les décès aux services du ravitaillement, ou du moins de le faire plus tard. Vous conserviez ainsi leurs tickets d'alimentation et pouviez en faire bénéficier ceux qui n'avaient pas de carte, vivant clandestinement : c'est le cas du couple de juifs que nous avons hébergé quelques mois à la fin de 1940 - ou bien de leur tante qui resta au moulin de septembre 1943 à septembre 1944. Le peu de temps, 5 ou 6 mois, où je suis resté secrétaire de mairie à Engraviès, fin 43 début 44, j'ai pratiqué le système et n'ai jamais été inquiété. J'ai compris d'ailleurs pourquoi, plus tard. La personne qui était chargée à Foix, au ravitaillement, de contrôler mes listes de bénéficiaires dans la commune faisait partie de la Résistance.

Par ailleurs, je m'étais toujours opposé (et j'avais insisté auprès du maire) à l'enlèvement du buste de la "Marianne" de la Mairie. Engraviès doit être une des rares communes de France où Marianne est restée en place pendant le règne de Vichy. Tout ceci ne faisait qu'aggraver les risques encourus.

On a reproché à la Résistance d'avoir commis des erreurs ; c'est un fait. Quelques exemples entre-autres : une de mes cousines, dont le mari était prisonnier de guerre, m'annonça, un jour où j'étais venu dans le plus grand secret lui rendre visite, qu'à Rieucros on procédait, sous la direction de Giret, à des parachutages d'armes, et qu'un de ces parachutages avait eu lieu la semaine précédente. (J'y avais d'ailleurs participé). Cela ne me fit aucun plaisir ; après lui avoir demandé d'où elle tenait ce racontar, je lui fis comprendre qu'elle avait tout intérêt à tenir sa langue et à n'en parler à personne. Avant de rentrer chez moi, j'allai "engueuler" l'auteur du renseignement, car combien de résistants ont-ils été victimes de telles confidences ?

2^{ème} exemple : lorsqu'un mouvement de Résistance me demanda la liste nominative des personnes sûres en vue de constituer (ceci se passait début 1943) les conseils municipaux de la Libération dans quelques communes du secteur, je me refusai à four-

nir des noms. Ces listes pouvaient tomber entre les mains de la police ou de la Gestapo ! Imaginez le résultat !

C'est ce qui se produisit ailleurs dans l'Ariège et la région toulousaine. La Gestapo ayant arrêté quelques chefs n'eut qu'à consulter les listes pour arrêter tout le monde.

Autre fait : lorsque la mitrailleuse fut placée dans un pré, à l'entrée de Vira, afin d'interdire la route aux Boches (voir récit du combat) elle aurait dû être placée, non au milieu du pré, mais en bordure du bois et protégée par un ou deux fusils, permettant son repli. Mais il faut comprendre que, d'abord par manque d'armes, et ensuite par manque de connaissances militaires approfondies, des erreurs étaient inévitables. Nous aurions été heureux d'avoir avec nous des gens du métier ; où étaient les anciens officiers ? Beaucoup au coin du feu en train de suivre les opérations sur la carte, en souhaitant pour la plupart un échec des Soviets. Quand ils n'étaient pas à la Légion des Anciens Combattants de Pétain. Je parle de ce que j'ai vu. Je ne peux pas savoir ce qui a pu se passer ailleurs. Mais le 25 août 1944, ils étaient nombreux à venir offrir leurs services.

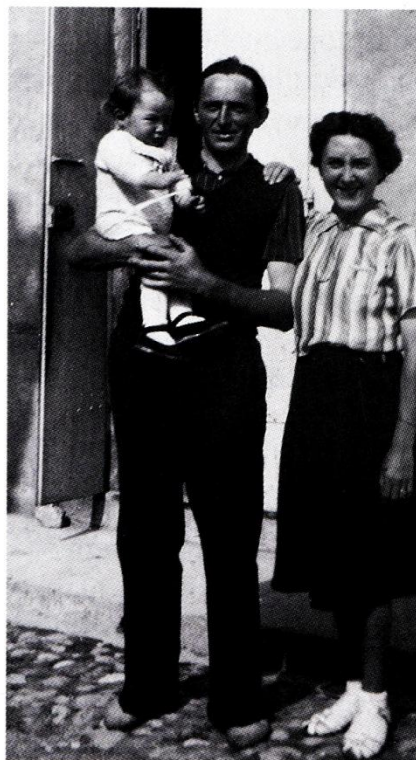
LES PARACHUTAGES D'ARMES

Fin 1942 (début 42 d'après Giret), celui-ci me fit prévenir qu'il avait eu un contact avec une personne qui lui avait demandé de trouver un terrain de parachutages et de constituer une équipe. Il avait, me connaissant bien, pensé à moi pour en faire partie. Le terrain existait, un grand espace, en bordure d'un bois, à l'abri des regards, dans un creux, près de la ferme de Belair. Il fut convenu que si une personne était parachutée je l'emmènerais chez moi. C'était une très bonne mesure de sécurité. La police ou la Gestapo n'iraient sûrement pas chercher dans la vallée du Douctouyre un éventuel parachutiste tombé dans la vallée de l'Hers.

Je fis part à ma femme de mon entretien avec Giret ; elle fut d'accord. Etant donné que nous avions un domestique espagnol en qui je n'avais aucune confiance, nous discutâmes, ma femme et moi, de la meilleure façon pour introduire ce quidam chez nous sans trop éveiller sa méfiance. L'occasion ne s'est jamais présentée, aucun individu n'est tombé du ciel, du moins tant que nous avons habité le moulin. Il n'y eut que des armes.

Quelque temps avant ces faits, Giret avait hébergé dans la vieille ferme de Belair trois citoyens qui désiraient passer en Espagne. La ferme était isolée mais ces trois personnes ne prenaient aucune précaution, se montrant en plein jour, exactement comme si elles avaient été là en camping. Elles partirent un jour vers l'Espagne et je ne sais pas si elles atteignirent leur but.

Le premier parachutage eut lieu au début de 43 par une nuit de pleine lune, avec un petit vent d'autan. Une de ces nuits comme nous en connaissions beaucoup en début de



*Aimé, Marguerite et Paul
à Dun, le 7 juin 1942.*

printemps, fameuses pour aller faire courir les lièvres. Nous avons entendu à Radio-Londres la phrase-code : “le peuplier perd ses feuilles”. Le chef régional des parachutages, le D.M.R. (Délégué Militaire Régional) s’était amené à Rieucros, venant je crois, de Toulouse. Nous étions sur le terrain où il ne faisait pas très chaud. Vers les 22 heures nous perçûmes le bruit du moteur d’un avion en direction de Pamiers. Vite le terrain est balisé à l’aide de lampes électriques. Le chef se place du côté est (d’où venait le vent) et avec sa lampe transmet en style télégraphique la lettre désignant le terrain. L’avion passe au-dessus de nous, assez haut, s’éloigne vers l’Hers, tourne vers l’Est, s’éloigne vers les Pujols, revient vers nous, très bas, moteurs freinés. Arrivé à l’aplomb du terrain il lâche sa charge, balance ses ailes et s’éloigne vers Mirepoix. Spectacle inoubliable que ces parachutes descendant tout doucement vers nous. C’était le premier parachutage : les autres par la suite me parurent moins poignants.

Il a fallu alors, ramasser les containers, les camoufler, ainsi que les parachutes. Veiller à ne pas laisser trop de traces et rentrer chez soi. J’arrivai au moulin au petit jour. Ma femme commençait à s’impatier. Elle n’avait guère dormi et avait entendu l’avion. Peut-être ceux qui liront mon récit (si toutefois quelqu’un le lit un jour) souriront doucement et ne comprendront pas qu’on s’attache à un bruit de moteur. On en entend tellement. Mais, pour nous, cet avion, représentait quelque chose, un espoir. Il nous prouvait que, bien loin, dans des pays où ne sévissaient pas Pétain et le Boche, des gens pensaient comme nous, voulaient nous aider et voulaient qu’on les aide. Cela nous reconfortait. Celui qui n’a pas vécu cette période, de la façon dont nous l’avons vécue, ma femme et moi, ne peut pas comprendre.

Toutes ces armes qui tombaient du ciel, où allaient-elles ? Presque toujours, dans des groupements qui ne les utilisaient pas en attendant un jour J qui n’est jamais arrivé. Elles furent stockées et souvent récupérées par les Allemands. Il existait dans l’Ariège un groupe (dirigé par un officier) qui n’a jamais effectué aucune action. Il attendait et se préparait pour le jour où il faudrait combattre les Russes. Par contre les groupements (F.T.P. et guérilleros que l’on soupçonnait, et avec raison, d’être à tendance communiste), ne recevaient rien, ou très peu. Et pourtant c’étaient eux qui les auraient utilisées, ces armes.

Ces armes, nous fûmes même contraints de les voler, une fois, au début 1944 ; voici dans quelles circonstances : j’étais en relation avec Arlé, vieux communiste appaméen d’avant la guerre (et adjoint au maire de Pamiers après la Libération). Je lui avais dit que je faisais partie d’une équipe de parachutages et que j’essayerais de lui obtenir quelques armes, sans lui cacher que ce ne serait pas facile ; ces armes seraient expédiées à un maquis FTP de la région tarbaise qui en avait un besoin urgent.

Quelques jours après, un parachutage fut effectué. J’allai trouver Arlé : “Voilà, les armes sont camouflées à tel endroit, préviens qui de droit et qu’ils se débrouillent.”

Environ une semaine après, je vis arriver, au moulin, ma cousine, la femme de Giret, (ce dernier avait dû se cacher, échappant de peu à l’arrestation). Elle me dit : “Il nous arrive une catastrophe : les Allemands sont venus cette nuit avec un camion et ont emporté le dernier parachutage.” Je la rassurai en lui faisant comprendre que les Boches seraient venus en plein jour. Ils n’avaient pas besoin de se cacher. Et que, par conséquent, les armes avaient dû être enlevées par quelque organisation qui en avait besoin. Comprit-elle ? Je n’en sais rien. La malheureuse devait être arrêtée quelque temps après

et envoyée à Ravensbrück, d'où elle n'est jamais revenue. A ce sujet, je crois que nous devons admirer le courage dont elle fit preuve. Elle aurait pu dévoiler pas mal de choses et donner des noms à la Gestapo. Beaucoup parmi nous lui doivent la vie ou du moins la liberté

Après l'entrée dans la clandestinité de Giret et de Rivière, l'instituteur de Rieucros, l'équipe de parachutages, mal dirigée, fonctionnait très mal. Je n'étais plus prévenu lorsqu'un parachutage devait avoir lieu. Au mois de mars 44, ma cousine vint me trouver en me signalant que le parachutage, qui avait eu lieu quelques jours avant, était laissé à l'abandon, dans un petit bosquet, au bord d'un chemin, à la vue de tous les passants qui ne se gênaient pas pour y regarder de près. Même le curé de Rieucros, milicien notoire, fusillé après la Libération, y était allé.

Je décidai, ne pouvant joindre Giret, de camoufler le parachutage. Je convoquai quelques copains de Dun et Vira sur qui je pouvais compter et la nuit suivante nous procédâmes au déménagement. Nous transportâmes les containers, une partie au bord du Douctouyre, en face de Janiquet, l'autre partie pas loin du moulin, dans le petit ravin qui se trouve au lieu-dit " lé passo lis ", en attendant que les propriétaires viennent les chercher.

Quelque temps après, j'étais en train de couper du bois avec un jeune domestique (l'Espagnol était parti à notre grande satisfaction) et un jeune réfractaire au S.T.O. de l'Aude venu pour passer en Espagne ; je l'avais gardé avec nous au moulin. Nous nous trouvions au bord du canal d'amenée à environ 700 ou 800 m de la maison. Je vois arriver ma femme, essoufflée car elle avait couru.

- Aimé, me dit-elle, je crois que la Gestapo vient de venir avec une traction à essence transportant trois hommes : deux en canadienne ; le troisième c'est un paysan un peu bossu. Ils t'ont demandé, je leur ai répondu que tu étais allé couper du bois à Dun chez ma mère.

Il était clair que, ne nous trouvant pas à Dun et voyant que ma femme les avait induits en erreur, ils allaient revenir. Le paysan bossu me faisait penser au bonhomme qui avait remplacé Giret à la tête de l'équipe de parachutages. Mais je me méfiais. Supposez que ce soit la Gestapo et que par crainte il nous ait vendus. Tout était possible en ces temps-là. Je décidai de rentrer au moulin, de nous cacher à proximité avec mes deux commis, armés tous les trois. Nous étions à peine camouflés que la voiture revint. Je reconnus le bossu. Il bondit vers ma femme et lui dit :

- Madame, vous nous avez fait marcher !

- Monsieur, répondit-elle, avec un petit air de "se foutre du monde", il fallait vous présenter ; peut-être vous aurais-je répondu autrement. Vous savez, les gens qui voyagent en traction à essence ne sont pas toujours intéressants à recevoir.

Le bonhomme râlait comme un pou. Un des inconnus intervint pour le calmer et félicita ma femme.

- Tout cela, continua le bonhomme, ne me dit pas où est votre mari.

- Je suis là ! répondis-je en sortant de ma cachette avec mes deux commis.

Il y eut un petit instant de froid. Je crois que nos visiteurs comprirent. Tout le monde se calma. Ils venaient, évidemment, pour les armes. Le successeur de Giret, ne les trouvant pas, avait pensé, à juste titre, que nous les avions enlevées. Il considérait ça comme

un vol très grave. Lorsque j'eus expliqué les raisons de "notre vol", le bonhomme se fit copieusement "engueuler" et même menacer de représailles pour avoir abandonné ainsi un parachutage.

Quelques jours après, ils revinrent, avec une camionnette tôlée pour prendre possession des conteneurs, mais en pleine après-midi, sans précaution aucune ; ils avaient même installé une arme automatique devant le moulin pendant le chargement.

C'est à ce moment-là que j'aperçus un groupe de personnes de Viviès, venant moudre du grain. J'envoyai à leur rencontre le réfractaire qui vivait avec nous pour leur expliquer que nous avons un contrôle économique dans nos murs et surtout qu'ils ne se montrent pas. J'étais furieux contre ces responsables, ma femme encore plus que moi. Elle ne se gêna pas pour leur dire ce qu'elle pensait. Eux disparaissaient. Nous, nous restions. C'était là le sort du légal. Le clandestin, son coup fait, rejoignait la clandestinité ; le légal, lui, rentrait chez lui à son travail, s'exposant et exposant toute sa famille.

Le plus beau de l'histoire est que l'organisation qui vint chercher le parachutage n'était pas celle à qui les armes étaient destinées. Le bonhomme de Rieucros faillit être fusillé.

A la suite de tout cela, le responsable des parachutages, qui, à ce moment-là, logeait dans la région, me demanda si je pouvais trouver un terrain et constituer une équipe. Je lui répondis que le terrain existait avec toutes les garanties possibles (j'avais pensé au plateau de Cénant) et que l'équipe, il me fallait 24 heures pour la constituer. Il était enchanté. Lorsque nous eûmes fixé les lignes de notre travail, je posai mes conditions :

- La moitié des armes pour nous.
- Que veux-tu en faire ?
- Armer le maquis F.T.P. et les guérilleros qui se trouvent dans le secteur
- Ce sera très difficile.

J'attends encore la réponse. Plus tard, après la Libération, ayant eu l'occasion de le rencontrer, il me dit avoir beaucoup insisté pour nous donner satisfaction mais sans résultat.

Un parachutage devait quand même tomber début juin, destiné en partie au maquis FTP. C'est de ce parachutage que provenait la mitrailleuse du combat de Vira.

LES DEUX MAQUIS

Fin 43, un maquis espagnol vint s'installer au-dessus du Merviel, au Couderc, ferme isolée au milieu des bois. Un copain de jeunesse, de Ste-Croix, me prévint un jour de la visite possible du chef de ce maquis, à qui il m'avait signalé comme pouvant lui fournir de la farine. Sans lui parler de mes autres fonctions qu'il ignorait. Le mari de l'institutrice d'Arvigna, un résistant lui aussi, lui avait également parlé du meunier d'Embayourt. Le dit-chef se présenta un jour sous la forme d'un jeune Espagnol très sympa, avec qui nous fûmes vite d'accord : c'était le Commandant Robert.

Après discussion, et au moment où il se préparait à partir, je lui dis : "je vais te faire un cadeau" et j'allai chercher dans ma cachette une grenade anglaise récemment parachutée. Il n'en revenait pas et ne se montra pas trop curieux sur sa provenance. Il faut

dire que l'équipe de parachutages avait acquis l'accord de se constituer un petit armement individuel : mitraillettes, revolvers, quelques grenades. J'avais également gardé un conteneur de plastic, avec mèches, cordons détonants, etc...

Cela devait nous être très utile. Un groupe de FTP légal (c'est-à-dire constitué de personnes vivant normalement chez elles et effectuant les opérations en cachette) avait été constitué (j'en étais le responsable). Nous décidâmes de saboter du côté de Saint-Félix la ligne H.T. alimentant la voie ferrée, ligne existant encore ; elle traverse la 113 à proximité de la Tour, de là elle file vers Escosse. Cette ligne avait été sabotée à plusieurs reprises (un seul pylône à la fois), sans grand succès. Sous l'effet du plastic, le pylône cassait, se soulevait mais ne se couchait pas. Ce qui rendait les effets du sabotage à peu près nuls. Après inspection de l'un des nôtres sur la ligne, nous décidâmes de saboter trois pylônes à la fois, dont un, celui du milieu, construit sur une hauteur par rapport aux deux autres. Il fut décidé de placer les charges sur les quatre montants de chaque pylône et du même côté, deux charges étant à un niveau supérieur.

L'endroit idéal se révéla exister à côté de St-Félix de Rieutort. Nous nous y rendîmes, à pied, un soir d'avril 1944. La réussite fut totale, les trois pylônes se couchèrent, entraînant les câbles dans de formidables gerbes d'étincelles. C'était vraiment réussi, pour des débutants, surtout. Le lendemain j'eus la visite de Robert. Il était au courant de l'effet produit et se demandait qui avait pu faire le coup avec un tel résultat. Des spécialistes sûrement ! Je crus bon de l'informer. Il était un peu vexé. Ah ! Cet orgueil espagnol !

Quelque temps avant (je ne suis pas en mesure de citer des dates exactes pour tous ces faits : on ne prenait pas de notes en ce temps-là et 40 ans après !), j'avais reçu un copain envoyé par le responsable départemental des F.T.P. ; celui-ci me demanda si je pensais qu'un maquis pouvait s'installer dans la région et si nous pouvions aider à son ravitaillement. Il fallait également leur trouver un lieu de cantonnement. Après avoir consulté les camarades et quelques autres dont j'étais sûr, nous acceptâmes.

Notre idée était de les installer à la ferme de Cénant, au-dessus de Calzan. Mais entre-temps le maquis des guérilleros avait quitté le Couderc pour Cénant. Le maquis FTP s'installa donc au Couderc.

Quelque temps avant son installation j'avais eu la visite de deux clandestins FTP : l'un travaillait sur le plan départemental (son nom m'échappe) et fut tué plus tard à Toulouse ; l'autre, qui devait d'ailleurs venir avec le maquis, s'appelait Oscar. Un dur ! De son vrai nom, Pérez.

Peu de temps après leur installation, Louis, chef du maquis, devenu plus tard colonel Calvetti, vint me voir au moulin. Il y rencontra le chef du maquis espagnol, Robert. Leur entrevue fut plutôt orageuse. J'ai compris plus tard pourquoi : le responsable départemental du P.C., et en même temps des F.T.P. (Abel Lacoste), supervisait en même temps le maquis des guérilleros également d'obédience communiste. Mais les Espagnols, très braves, prudents et entreprenants, n'aimaient pas être supervisés. L'avantage des guérilleros sur les FTP était le suivant : le maquis FTP était composé de jeunes n'ayant, pour la plupart, jamais tenu un fusil ; le maquis espagnol était lui, composé de vieux briscards dont la plupart avaient participé à la guerre civile en Espagne. On ne peut pas nier la part qu'ils ont prise dans la Résistance en Ariège. Ni la sous-estimer.

PENDANT CE TEMPS AU MOULIN...

Notre moulin était devenu un lieu de rendez-vous non seulement pour les résistants mais aussi pour tous ceux qui, n'ayant pas grand chose à manger, venaient chercher de la farine (de maïs, surtout). Le dimanche, c'était une véritable procession : nous essayions de servir tout le monde. Nos "clients" venaient surtout de Laroque ou de Lavelanet, attirés par le fait que nous vendions à tous (tant que nous en avions) et à un prix normal.

Les petits moulins de campagne ont joué un rôle inestimable dans l'alimentation des populations. Certains meuniers ont peut-être exagéré sur les prix. Mais il est impossible de calculer le tonnage de grain écrasé et consommé par des Français. Autant qui n'a pas servi à nourrir le Boche. Nous étions surveillés : la circulation du maïs et de l'orge ne se faisait qu'accompagnée d'un acquit délivré par les bureaux de tabac, en régie, comme pour le vin. Il n'était pas question évidemment d'obtenir des autorisations de transport pour le blé (qui ne circulait qu'en fraude). Alors on venait moudre la nuit. Cette farine, soit on la transformait en pain à domicile, soit on la confiait au boulanger qui vous donnait le poids de pain correspondant, sans tickets.

Le pouvoir s'en doutait, à tel point que le préfet de l'époque, vichyste convaincu (il n'aurait pas été préfet s'il en eût été autrement) décida de fermer des moulins, n'en laissant fonctionner qu'une petite quantité. Ces derniers avaient été triés sur le volet, leurs propriétaires étant connus pour leur pétainisme, ou bénéficiant d'une protection. Cela ne dura pas longtemps devant la protestation unanime des maires et des gens de tous bords plus ou moins influents.

La surveillance des moulins était exercée (mollement) par les gendarmeries. Les gendarmes étaient, comme les autres citoyens, obligés de s'approvisionner comme ils le pouvaient et en dehors des rations réglementaires. Donc, en règle générale, ils fermaient les yeux.

Par contre, le contrôle économique composé surtout de vichystes (trafiquants eux-mêmes), était beaucoup plus mauvais : nous eûmes quelques visites, dont une, en juillet 43, faillit mal tourner. Les deux "salopards" visitèrent toute la maison, chambres comprises, à tel point que ma femme, qui devait accoucher en octobre de Michèle, (et pour qui les deux contrôleurs n'eurent aucun égard, malgré son état) leur demanda s'ils voulaient visiter aussi le seau hygiénique.

Les circonstances et la chance voulurent qu'ils n'inspectèrent pas la cave dans laquelle se trouvaient 200 ou 300 kg de farine de blé appartenant à un client de Rieucros.

Ce dernier, prévenu dès que possible, vint chercher sa farine. Il me demanda le nom des contrôleurs.

- Celui-là, me dit-il, vous ne le verrez plus venir... Et ce fut vrai.

Ils réquisitionnèrent un sac de blé se trouvant dans le grenier, blé que ma femme affirma avoir glané avec ma mère. Malgré l'expertise (bienveillante, je pense) d'un marchand de grain, ils ne purent prouver le contraire. Nous perdîmes le sac de blé. Ce qui n'était pas grave, nous pouvions perdre beaucoup plus et je pouvais me retrouver en prison s'ils avaient découvert la farine. Et, à l'époque, lorsque l'on rentrait en tôle on ne savait pas lorsqu'on en sortait. Surtout qu'une chose pouvait bien en faire découvrir une autre.

Si j'insiste sur tous ces faits, c'est bien pour montrer l'ambiance dans laquelle nous avons vécu cette époque. Il fallait cacher avec soin tout ce qui pouvait avoir trait à la Résistance (tracts, journaux, armes, etc.) ; en supposant qu'en cherchant de la farine de blé, un contrôleur ait trouvé un tract ou un revolver, il n'aurait sûrement pas gardé le secret pour lui. Et alors, voyez les conséquences.

L'EXPÉDITION DE PAMIERS

Début juin 44, Louis demanda à notre groupe légal de participer à une action de sabotage de l'usine métallurgique de Pamiers. Cette usine travaillait à fond pour fabriquer du matériel de guerre pour les Boches. Les guérilleros devaient être présents eux aussi.

Louis envisageait de nous faire effectuer le voyage aller-retour (40 km) à pied. Je lui demandai s'il n'était pas malade, et lui démontrai qu'il était matériellement impossible de réaliser un pareil déplacement à pied. Du moins pour nous, légaux, qui ne pouvions partir avec le jour et devons rentrer de nuit. Il me donna raison. Un transporteur appaméen (Martell) fut d'accord, pour qu'on lui "vole" son camion. C'est donc avec ce véhicule que nous effectuâmes le trajet, à la tombée de la nuit.

Un groupe neutralisa les gardes à l'entrée (pas dangereux ces gardes, j'ai eu l'occasion de discuter avec quelques-uns d'entre eux par la suite), mais il fallait empêcher tout contact de l'usine avec l'extérieur et couper les fils du téléphone.

Pendant ce temps, nous pénétrâmes dans l'usine par l'arrière (côté Ariège) guidés par des complices faisant partie de la Résistance et travaillant dans l'usine ; nous occupâmes les ateliers clés.

Les ouvriers travaillant de nuit furent retenus le temps nécessaire afin de poser les charges. Je me trouvais, pour ma part, à la centrale électrique.

Malheureusement, les charges, préparées à l'avance, n'explosèrent pas en totalité. Sans cela l'usine aurait été complètement arrêtée et pour longtemps.

Les charges posées et allumées, nous ressortîmes de l'usine, ainsi que les ouvriers qui regagnèrent leur domicile. Nous prîmes le chemin du retour mais hélas, en tournant au virage du Pont Neuf vers Loumet (le passage était plus étroit que maintenant) le chauffeur accrocha une borne avec la chaudière. À cette époque, la plupart des véhicules automobiles fonctionnaient au gazogène et portaient, accrochée à leur flanc, une énorme chaudière que l'on remplissait de bois. Le gaz émis par le bois en combustion actionnait le moteur. Donc, la chaudière démolie, plus de gaz. Il fallait rentrer à pied. Je nous revois, défilant à travers Loumet, en file indienne, de chaque côté de la rue.

Si les dégâts matériels causés à l'usine ne furent pas importants, l'impact de l'opération elle-même fut énorme.

Le lendemain, l'usine était bouclée par la Gestapo et à l'intérieur, des spécialistes enlevèrent les charges non explosées (peut être ce fut le même plastic qui fut utilisé pour détruire le moulin le 11 juin). De plus, les personnes interrogées par la Gestapo avaient entendu, ou vu, des centaines de maquisards, défiler à Loumet (nous étions une quarantaine à tout casser). Je me rappellerai toujours un Loumétois me raconter, beaucoup plus tard, lorsque je travaillais moi-même à l'usine, le défilé dans les rues de

Loumet. Nous étions, au moins, un régiment. Pour l'Allemand, à qui la Résistance créait de sérieux problèmes, cela donnait à réfléchir. Je suis sûr que les occupants de Pamiers durent demander du renfort.

L'effet inverse eut lieu sur la population qui se trouvait réconfortée. Les collaborateurs durent serrer les fesses.

Il fallut donc rentrer au moulin à pied. Au petit jour, nous étions à Arvigna. Nous nous séparâmes : les maquisards FTP et guérilleros gagnèrent leur maquis et nous, les légaux, pour ne pas trop attirer l'attention, nous décidâmes d'accompagner Maury chez lui à Janiquet (nous étions trois du moulin : le réfractaire au S.T.O, mon beau-frère et moi) . Nous prîmes chacun un sac de maïs. Au cas où quelque personne étrangère à la famille se serait trouvée au moulin, nous pouvions dire que nous venions de chercher du maïs que Maury nous avait vendu.

Au sujet de Maury, c'était une famille sur qui l'on pouvait compter et avec laquelle tout jeune j'entretenais déjà des relations d'amitié. Le père, Louis, était lecteur de l'Humanité depuis les années 20 ; fait très rare, sinon unique, dans notre secteur. Enfin nous arrivâmes au moulin ; ma femme commençait à se faire du souci. Il fallait vraiment qu'elle ait les nerfs solides durant cette période avec deux gosses, (3 ans et 9 mois). Nous allâmes nous coucher afin de récupérer un peu. Peut-être une heure après ma femme vint me réveiller : "les gendarmes de Mirepoix voudraient te voir".

On était tellement compromis et en dehors des lois à cette époque-là, que leur visite ne faisait jamais plaisir : " Bon, me dis-je, est-ce pour l'histoire de cette nuit ? Peut-être pour le moulin ? Pourvu que rien ne traîne."

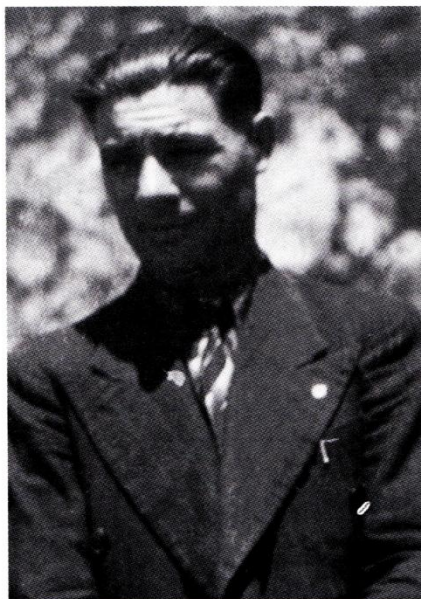
Il faut dire que la présence des maquis dans le coin avait été la cause d'un certain relâchement dans la surveillance des moulins. Gendarmes (lorsqu'ils n'étaient pas complices) et contrôleurs économiques commençaient " à prendre le vent ".

En fait ces deux braves gendarmes, ayant une communion dans la famille au mois d'août, venaient voir s'il ne nous était pas possible de leur fournir quelques poulets à cette occasion. Nous pûmes les satisfaire et ils repartirent contents. Nous aussi. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, ils ne devaient jamais prendre livraison de leur volaille, car les événements allaient se précipiter après le débarquement du 6 juin en Normandie.

LA BATAILLE DE VIRA

Le 6 juin 1944, à l'annonce du débarquement anglo-américain en Normandie, le maquis FTP qui se trouvait dans une ferme au-dessus du village du Merviel (au Couderc) occupa le village.

Le chef du maquis, Louis, aujourd'hui colonel Calvetti, décida d'amener son état-major au moulin ; en accord avec le groupe légal et quelques groupes de résistance des environs, il lança aux jeunes un appel à l'insurrection. Cet appel fut entendu : le 6 juin au soir, plus de 50 avaient répondu ; le lendemain, ils étaient plus de 150. Trois détachements furent formés ; malheureusement les armes manquaient, on ne pouvait en aucune façon armer tout le monde. Un détachement se rendit à Dun, un second se cantonna à Vira, le troisième à Calzan. L'état-major resta au moulin.



André LACOSTE



Amilcar CALVETTI

Une expédition fut décidée le 7 au soir contre la ligne de chemin de fer, à proximité de Varilhes ; elle réussit malgré le tir d'une mitrailleuse allemande placée à la gare. Le lendemain 8 juin, une nouvelle expédition pour la nuit fut décidée contre l'école de gendarmerie, caserne Sarrut, à Pamiers. Trois camions chargés de jeunes pleins d'ardeur quittèrent Vira vers 18 h. Au croisement des Issards, un milicien, Barnola, fut arrêté ; l'expédition s'annonçait bien. Le milicien fut chargé sur un camion et amené à Pamiers. La caserne fut occupée sans coup férir, les élèves-gendarmes réveillés en sursaut et amenés dans la cour. Malheureusement la plupart des armes avaient été emportées par un peloton parti à Toulouse.

Sur un coup de téléphone de la préfecture, un gendarme ayant donné une réponse vague, l'alerte fut donnée. Il fallut abandonner la caserne, l'expédition avait réussi, mais la récupération n'était pas grande. Le milicien fut ramené à Dun ; dans le courant de la nuit, grâce sûrement à quelque complicité, il réussit à s'évader.

Des recherches entreprises n'aboutirent à rien ; sa maison à St-Amadou fut fouillée sans résultat le 9 au matin. Une expédition de récupération d'armes entreprise contre les gendarmes de Rieucros et de Mirepoix obtint un plein succès. La mairie de Mirepoix fut également occupée. Toutes ces différentes expéditions et surtout l'évasion du milicien, avaient sans doute donné l'éveil à l'ennemi ; des dispositions furent prises afin de parer à toute attaque éventuelle ; la mitrailleuse, seule arme automatique dont disposait la compagnie, fut placée en batterie sur le versant d'une colline à l'entrée du hameau de Vira. Un détachement, dont j'étais le chef, s'installa au-dessus de Dun, de façon à surveiller la route venant de Lavelanet. Toutes ces précautions n'étaient pas superflues. Vers 14 h, mon détachement (réduit à 10 hommes dont 4 seulement possédaient un fusil), fut alerté par une fusillade provenant de la direction de Vira ; en camion, nous traversâmes le village d'Engraviès dont la population nous prévint qu'une colonne allemande avait attaqué Vira. Entre-temps la fusillade avait cessé. Le camion s'engagea sur la route de Vira ; arrivés en face du moulin, nous décidâmes de continuer notre chemin à pied. Dans l'incertitude où nous nous trouvions de ce qui s'était produit,

et afin d'éviter de tomber dans une embuscade, nous fûmes d'accord pour gravir la colline qui se trouve en face du moulin ; nous voulions nous rendre compte des événements. La colline étant boisée de ce côté-là, l'ascension fut facile.

Parvenus à mi-colline, nous aperçûmes le village de Vira, dans les rues duquel régnait une grande animation. Des Allemands reconnaissables à leurs casques occupaient le village. Une colonne se dirigeait déjà vers le moulin, objectif de l'attaque allemande.

Voici ce qui s'était produit : vers 14 h, les deux sentinelles placées sur la route avant l'entrée du village, au chemin de Calzan, furent alertées, à la vue d'une forte colonne allemande de voitures et de camions, venant de la direction de Pamiers. Armées de mitraillettes et de grenades, elles ouvrirent le feu, afin d'alerter le détachement qui se trouvait à Vira. Les Allemands ripostèrent aussitôt de leurs armes automatiques ; un de nos gars réussit à s'échapper, le deuxième fut blessé et fait prisonnier ; on n'a jamais pu savoir ce qu'il était devenu. Il s'agit de Jean-Jacques Neuville, un gars de 18 ans dont le père exploitant forestier habitait à Dun. Une jeune fille de 17 ans qui travaillait dans un champ fut tuée, sa mère et son grand-père, blessés, furent laissés sans soins pendant 4 heures.

La mitrailleuse de son côté avait ouvert le feu sur la colonne allemande, lui infligeant des pertes : malheureusement, faussée, elle s'enrayait à chaque coup. Les Allemands contournèrent la position mal protégée ; les trois servants combattirent jusqu'au bout.

Deux furent tués à côté de leur pièce : un maquisard, Raoul, originaire des environs de Narbonne, et un jeune de 20 ans habitant Arvigna. Le troisième fut blessé et fait prisonnier, conduit à Vira, il fut fusillé par les Allemands, qui abandonnèrent le corps au bord de la route.

Les Allemands occupèrent le village, terrorisant les habitants et jetant des grenades dans les maisons. Le détachement FTP, cantonné à Vira, s'était fractionné en deux groupes, l'un avait gagné les bois situés au-dessus du village, l'autre le bord de la rivière.

Après avoir fouillé les maisons, les Allemands en colonne se dirigèrent vers le moulin. C'est à ce moment-là que notre détachement prit contact avec eux. Nous pûmes voir la colonne se diriger vers nous, suivant la route de Lavelanet. Nous avons pris position avec mon détachement et 10 guérilleros presque au sommet de la colline. Nous apercevions très bien la route et le moulin dans lequel se trouvait encore une partie de l'état-major. Malgré nos signaux, ils ne semblaient pas se rendre compte exactement de ce qui arrivait. Je me demandais pour mon compte si ma femme était encore là.

A ce moment-là une tâche s'imposait à nous : empêcher à tout prix les Allemands d'arriver jusqu'au moulin. Nos hommes furent échelonnés le long d'une crête, face à la route ; malheureusement la plupart étaient armés de revolvers ou de mitraillettes. Si nous avions eu des armes automatiques...

Dès que la colonne se trouva à portée de nos fusils, le feu fut ouvert avec succès à en juger par les hurlements de douleur qui y répondirent de la route, et surtout à la grande surprise des Boches qui croyaient en avoir fini.

Une certaine confusion sembla régner dans la colonne, les hommes cherchant à s'abriter dans les fossés. Immédiatement leurs fusils-mitrailleurs entrèrent en action ; se glissant à travers les champs de blé, les Allemands, lâchant leur objectif (le moulin),

essayaient par tous les moyens de nous déloger de la colline. Ne pouvant y parvenir de face, ils essayèrent de la tourner en passant par la route et le village d'Engraviès, pour nous prendre de dos : à cet effet, ils lancèrent leurs camions chargés de troupe, sur la route. C'étaient de belles cibles ; malheureusement, nos fusils, quoique faisant un beau travail, n'étaient pas des armes capables d'arrêter des camions. De plus nos éléments, placés sur notre droite au bord de la route, et mal armés, furent obligés de se replier : ils le firent en bon ordre, mais sans nous prévenir : nous nous aperçûmes de leur repli lorsque nous vîmes les Allemands passer sur la route et monter sur le village d'Engraviès ; nous étions contournés, impossible de décrocher. Le seul côté de la colline par lequel nous aurions pu nous échapper se trouvait complètement découvert et sous le feu des armes automatiques allemandes ; il fallait tenir jusqu'à la nuit. Nous étions 14 dont 8 seulement possédaient un fusil.

Tirillant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, nous eûmes la satisfaction de tenir en respect environ 300 Allemands jusqu'à la tombée de la nuit, et avec succès, si l'on en juge par les flaques de sang relevées le lendemain sur la route. A la nuit, les Allemands concentrèrent leurs véhicules et leurs troupes au pied de la colline, face au moulin ; nous en conclûmes qu'ils voulaient se retirer et nous prîmes la décision d'attaquer le convoi à la grenade. Le lieu de concentration (la route) se trouvant en contre-bas, s'y prêtait parfaitement ; nous ramassons nos fusils, deux grenades chacun et en avant ... Juste à ce moment, dans le bois, à 30 mètres de nous, un commandement. A la faveur de la nuit, à travers bois, les Allemands ont réussi à se glisser jusqu'à nous ; abandonnant nos projets d'attaque, nous nous replions vers le haut de la colline. Là, disposés en demi-cercle, nous attendons. Des ombres surgissent, des commandements, des Allemands qui gueulent, et nous voilà descendant la colline, qui sur le dos, qui à plat-ventre parmi les ronces, sous le feu des fusils-mitrailleurs. Heureusement les balles passent trop haut.

Arrivés dans la vallée, nous nous comptons : tout le monde est là. Les Boches continuent leur tir pendant un certain temps, on entend leurs vociférations, une fusée se balance un moment puis vers 10 heures du soir tout rentre dans le silence.

Nous avons passé la nuit dans une cabane en plein bois, avec un bout de pain à partager entre 10 ou 12.

Les Allemands n'avaient pas atteint leur objectif ; de plus, d'après des renseignements obtenus plus tard, 80 des leurs, morts ou blessés, avaient été mis hors de combat. Nous avons perdu 4 de nos gars.

MA FEMME

Lorsque, du haut de Thuriège, notre groupe déclencha le feu de ses 7 ou 8 fusils sur les Allemands qui commençaient à prendre la direction du moulin, tous ceux qui étaient dans la vallée comprirent qu'Embayourt était l'objectif des assaillants.

L'état-major, sans armes, décida de se replier vers la ferme en direction de Viviès. Ma femme refusa de les suivre et préféra, suivant le canal d'aménée très boisé, se replier vers Roussinerge. On lui confia la garde d'un jeune qui avait été blessé au bras la veille par accident ainsi que la sœur du milicien. Avec elle se trouvait un civil (qui avait eu un malaise la veille et n'était pas tout à fait dans son assiette) et une femme (Mme Robert) réfugiée à Vira, qui était venue au moulin aider à la cuisine. C'est ma

femme qui prit la tête du convoi, ceci sous les coups de fusils tirés par notre groupe (les balles égarées sifflaient), et les ripostes des Boches. Enfin, elle réussit avec ses éclopés à gagner Roussinerge à la tombée de la nuit. Là, un paysan, après avoir un peu “gueulé” contre nous et s’être fait réprimander par sa femme pour son attitude, leur offrit une grange pour passer la nuit. Vieille grange, tellement vieille que ma femme passa la moitié de son corps à travers le plancher et ne dut qu’à l’aide du paysan, de ne pas atterrir sur une faucheuse. Elle en garda pas mal d’écorchures et des bleus encore visibles deux mois après. On imagine la nuit qu’elle a dû passer, entendant les coups de feu et se demandant ce que notre groupe était devenu. Au matin, le blessé décida de rejoindre les maquisards, la femme et le civil leur maison. Et ma femme, accompagnée par la jeune fille, revint vers le moulin afin de voir ce qui s’était passé et prendre contact avec le maquis.

Après avoir installé la jeune fille à l’abri, sous un rocher, en lui recommandant de ne pas bouger de là (ce qu’elle fit d’ailleurs) elle alla d’abord au moulin ; elle s’y trouvait depuis un moment lorsqu’elle vit arriver une auto fonctionnant à l’essence ; je précise ce point car à l’époque il n’y avait que deux catégories de gens utilisant l’essence ; les résistants (pas souvent) et la police ou la Gestapo. En descendirent deux civils et une femme accompagnée d’un chien. C’était la mère de la jeune fille détenue en otage ; quelqu’un sans doute avait dû la prévenir de sa présence au moulin. Quant aux deux civils c’étaient deux miliciens, sans nul doute. Ma femme s’échappa par la porte arrière vers la ferme et les bois. Elle ne tarda pas à tomber sur un groupe de maquisards. Quand elle leur eut expliqué la situation, ils décidèrent de descendre au moulin où se trouvaient pas mal de victuailles ; en même temps ils récupérèrent la jeune fille pour la relâcher.

Ma femme alla à Dun ; je devais la revoir dans le courant de l’après-midi du 10 juin et lui demandai non seulement de quitter le moulin et de ne pas y revenir, mais d’aller se réfugier ailleurs. J’avais pensé à des cousins à elle, habitant Serres-sur-Arget, dans une ferme, et qui l’auraient recueillie, elle et les deux enfants. Un camarade résistant de Lavelanet, Toulza, vint la chercher quelques heures plus tard et la conduisit chez d’autres cousins au Carla de Roquefort. Elle y resta 8 ou 10 jours, mais, étant connue de tout le monde, elle en partit pour se rendre chez une cousine à Lavelanet. Toujours avec les deux gosses. Elle se trouvait donc au Carla, le 11, lorsque le moulin fut détruit.

Le surlendemain, dimanche 11 juin, vers 7 heures du matin, les Allemands revinrent : 25 camions, 7 autos-mitrailleuses, sans compter les voitures d’état-major. Toute résistance était impossible et inutile. Après avoir terrorisé le village de Vira, menaçant de fusiller les habitants, ils continuèrent leur marche sur le moulin, tirant deux obus de petit calibre, qui explosèrent dans la cour de la ferme située à deux cents mètres plus haut.

Avec des camarades, je me trouvais à ce moment-là à Cénant, près des guérilleros. Une personne digne de foi, Bedel d’Engraviès, qui suivit toute l’opération à la jumelle depuis Thuriège nous l’a racontée plus tard. Les Allemands, après avoir progressé à travers les champs de blé et atteint le moulin, ne firent qu’entrer, déposer leurs charges et se replier. L’explosion projeta de grosses poutres de la toiture à 50 ou 60 m. Seuls restèrent debout l’ancien blutoir et un morceau de mur arrière. Par contre ils ne touchèrent pas à la grange. Des miliciens opéraient avec eux. Ils firent aussi sauter un camion du maquis garé dans un pré à proximité du moulin.

Après l'explosion, les Allemands revinrent, montèrent à la ferme, s'amusèrent à tirer la volaille, puis mirent le feu aux bâtiments. Les habitants, heureusement, avaient fui, emmenant le bétail. Je précise que ces fermiers n'avaient pas participé à la Résistance. Cependant, le gendre, originaire de St-Amadou comme Barnola, s'était soustrait au S.T.O.

Ma femme ne se trouvait pas en sécurité à Lavelanet, où beaucoup de personnes, qui étaient venues s'approvisionner en farine au moulin, la connaissaient et venaient voir si elles ne pouvaient pas lui apporter de l'aide. Craignant quelque dénonciation, risquant de compromettre la cousine qui l'hébergeait, elle décida de rentrer à Dun, chez ma belle-mère.

Elle revint au moulin à plusieurs reprises, essayant de récupérer dans les ruines du linge, plus ou moins abîmé. Ce qu'aucun membre de la famille n'avait osé faire. Par contre, certains ne se gênèrent pas. Lors de notre mariage on nous avait fait cadeau d'une pendulette, avec motifs en bronze et de deux vases en marbre. Cette garniture de cheminée se trouvait dans notre chambre à une extrémité de la maison. Lors de la déflagration, le plancher de la chambre s'écroula dans une ancienne écurie qui se trouvait au rez-de-chaussée. Les objets étaient moins abîmés qu'au centre de la maison, où avait été déposé l'explosif. En fouillant sous le plancher écroulé, ma femme retrouva les deux vases intacts. Mais quelque bonne âme avait dû la précéder : on ne retrouva jamais la pendulette, ni intacte, ni abîmée. Après la Libération, nous avons été informés par des amis, notamment Rosa Fauré, la famille Bedel, Massat, Baby Elie que certaines personnes détenaient des objets pris au moulin : couvre-pieds, linge etc. Nous aurions pu vérifier si cela était exact et faire exercer des représailles contre ces gens-là. Nous n'avons pas voulu avec ma femme agir de la sorte et avons "laissé tomber". Nous ne nous en sommes jamais repentis. Nous estimions que nous avions eu de la chance d'avoir échappé à la Gestapo ou à la Milice et d'être passés au travers de toutes ces épreuves en ne perdant que la maison.

Dans le courant du mois de juillet, ma femme eut l'occasion de rencontrer le maire de Vira ; celui-ci se plaignit : "La disparition de ce moulin a ruiné le pays". Je le comprends : fini le blé écrasé à toute heure du jour et de la nuit. Ma femme lui répondit : "Le sort du moulin m'importe peu, c'est surtout à celui du meunier que je m'intéresse". Elle avait raison : la maison a été reconstruite. La meunière et le meunier, s'ils y avaient laissé leur peau, c'était à tout jamais. Nous aurions été des "héros" le jour de la commémoration, très peu pour nous...

LE COMBAT CONTINUE...

Dans la journée du 11 juin, nous allâmes à Calzan (village acquis à la Résistance) chez Alban Rescanières. La destruction du moulin avait eu un certain retentissement. Cette vallée du Douctouyre, si tranquille et si loin des bouleversements, venait de vivre des jours tragiques. (Et ce n'était pas fini hélas !) Certains pensaient et disaient que nous n'avions que ce que nous méritions. ("Qui sème le vent, récolte la tempête", a dit l'abbé Maury, curé de Dun à l'époque). Malgré cela, nombreux étaient ceux qui nous restaient attachés. L'état-major décida, vu le manque d'armes, de laisser chez eux la plupart des jeunes qui avaient répondu à notre appel. Quitte à leur demander une aide matérielle s'il le fallait. Pour ma part, je devais, en attendant, rester dans les environs, mais comme clandestin. J'étais trop en vue pour pouvoir faire autrement. Nous nous

établîmes à cinq ou six, dans les bois de Cénant, à la Malèze, pas très loin du maquis espagnol. La population de Calzan se chargeait de notre ravitaillement.

Nous n'avions pratiquement pas d'armes, sauf quelques revolvers et un mousqueton de cavalerie de la guerre de 14. Nous gardions le contact avec le maquis F.T.P. et rendions souvent visite au maquis espagnol de Cénant. Un jour, le commandant du bataillon, Robert, et son chef d'état-major me demandèrent de les accompagner à Manses où ils devaient réquisitionner un camion. Nous avons alors changé de cantonnement et nous nous trouvions au-dessous de Calzan, à las Maurréos. Ils vinrent me prendre en voiture ; au départ, le chauffeur monta sur un talus et l'auto se renversa. Remise sur pied, sans trop de mal, nous voilà au bois de Manses. Mais là, le camion signalé était presque hors d'usage. Les Espagnols n'en voulurent pas. Une des personnes se trouvant là dans l'exploitation forestière, leur indiqua un camion en bon état mais il fallait aller le prendre en gare de Mirepoix. Nous nous y rendîmes, mais comme le niveau de l'essence commençait à baisser dans le réservoir de la voiture, nous sommes allés en réquisitionner à l'épicerie de Barousse ; on nous en accorda une dizaine de litres sous la menace d'un revolver ; nous n'avons pas trop insisté ; nous n'étions que trois en plein après-midi, et à Mirepoix se trouvaient bon nombre de miliciens. En face de l'épicerie Barousse, se trouvait la cordonnerie Hygounet, d'un vieux camarade du parti qui avait échappé cinq ou six mois avant à la Gestapo en se sauvant par les toits. Depuis j'étais sans nouvelles de lui. Sa femme me vit mais fit semblant de ne pas me connaître ; j'agis de la même façon. Cela aurait pu être dangereux pour elle qu'on la voit discuter avec un maquisard... Nous avons récupéré le camion et sommes rentrés à Calzan.

Les représailles dues à des dénonciations continuaient de s'exercer dans le secteur ; au Merviel, le 13, ce fut la mort de Rouch attaché dans sa maison et que les Boches et les miliciens firent sauter à la dynamite ; l'exécution de Charry à Ste-Croix, ainsi que celle d'un Andorran et la destruction de deux maisons. Tous les hommes furent arrêtés, conduits à Foix et finalement relâchés.

Ensuite, le 29 juin, coup de main de la Milice et des Boches à Arvigna : le père Naudy, son fils, 18 ans, et le domestique furent fusillés, la ferme de Marty incendiée.

Puis tout sembla se calmer ; le maquis FTP ayant quitté les lieux, pour se fixer dans la région de Lavelanet, l'occupant fixa son effort vers lui.

J'avais à plusieurs reprises réussi à revoir ma femme, en cachette, je m'étais même rendu une nuit à Dun pour quelques heures (Michèle, la petite, qui avait alors 10 mois, ne m'avait pas reconnu). J'aurais voulu que ma femme et mes enfants s'éloignent de Dun.

D'ailleurs, je me serais bien gardé d'aller coucher dans un village, la plupart du temps, les hommes se sentant compromis ou en danger, allaient coucher dans des cabanes éloignées. Ceux de Calzan venaient avec nous.

Au début juillet, le maquis FTP installé à côté de Roquefixade fut attaqué par les gardes-mobiles, les miliciens puis les Boches. Seize de nos camarades y trouvèrent la mort.

Vers la fin du mois, les Espagnols me demandèrent si je ne connaissais pas une ferme, en dehors de notre coin, où ils pourraient camoufler des armes et d'autres objets.

Je les emmenai à Lapenne, au Four, une ferme appartenant à un cousin éloigné de ma belle-mère, Louis Rigail. Nous y arrivâmes au moment où ils venaient de se mettre à table. Ils étaient en train de rentrer les gerbes, aidés par des voisins, que je connaissais bien. Tous, anciens clients du moulin et gens très sympathiques. Nous fûmes reçus à bras ouverts. Ils furent très heureux de me revoir en bonne santé, et c'étaient des questions à n'en plus finir. Ils acceptèrent ce que leur demandaient les Espagnols, et avec plaisir.

On sentait tout de même, que la fin approchait et que la Libération du midi de la France était pour bientôt. Les Alliés avançaient, tout doucement, en Normandie. L'aviation américaine vint bombarder l'ONIA à Toulouse, nous vîmes défiler les forteresses volantes, en plein jour, depuis les environs de Calzan, où nous nous trouvions.

Début août, Calvetti me donna un rendez-vous à Dun. Il voulait m'envoyer en ville en tant que responsable assez élevé dans la hiérarchie FTP... Je lui fis comprendre que, n'ayant pratiquement pas vécu en ville, je n'avais pas beaucoup de chances d'y faire du bon travail. Je risquais d'être assez vite repéré. Surtout que la Gestapo, se sentant menacée, ne restait pas inactive. Il me donna raison : je pourrais rendre beaucoup plus de services, en restant dans l'Ariège pour créer deux ou trois autres maquis F.T.P. car nous recevions un peu plus d'armes (quoique en petite quantité) ; il me proposa de me nommer "inspecteur des maquis". Ma tâche consisterait à vérifier si l'implantation et le fonctionnement de ces maquis étaient corrects et à assurer la liaison entre eux.

Calvetti me donna confirmation de ma nouvelle fonction vers le 10 août. J'allai en premier rendre visite à un maquis installé dans le bois de Manses. Il y avait là de 15 à 20 garçons pleins de bonne volonté, commandés par un légal du coin, Coste. Mais pratiquement sans armes. La veille du jour où j'allai les voir, ils étaient allés s'approvisionner chez un gros collaborateur du coin. Nous décidâmes qu'ils resteraient sur place, la route de Mirepoix-Carcassonne qui pouvait constituer un axe éventuel de repli des Allemands étant à leur portée.

Il fallait évidemment les armer, ce qui, à ce moment là, ne paraissait pas impossible. Je pense que si la situation n'avait pas évolué très vite par suite du débarquement allié en Provence, nous aurions quadrillé le département et serions arrivés à paralyser les mouvements de l'occupant (si de l'armement nous avait été fourni).

Après le 15 août, les maquisards se cachaient moins, empruntant les routes presque ouvertement. Je reçus l'avis d'un rendez-vous au pont du Crieu, à côté de Pamiers. La personne que je devais rencontrer devait se trouver là à 10 heures du matin. J'avais ordre, en cas d'absence, d'attendre 10 mn, pas plus. Je m'y rendis, partant de Dun, avec un vélo qu'un ami m'avait prêté.

Les Allemands commençaient, en petits groupes, à quitter l'Ariège. Je ne trouvai personne au rendez-vous, sinon des téléphonistes occupés à réparer une ligne. Les dix minutes écoulées, je repris la direction de Dun.

Je venais de gravir la côte de Millet et me trouvais sur le plateau lorsqu'un convoi allemand, composé d'un side-car, d'une voiture et d'une camionnette dans laquelle avaient pris place une quinzaine de soldats, me dépassa. Cinquante mètres plus loin, le convoi s'arrêta. Un Boche bondit, une arme automatique à la main, et se coucha dans le fossé, son arme tournée vers Pamiers. C'est-à-dire vers ma personne. Un autre en fit

autant vers Mirepoix. Un troisième appuyé à la camionnette, sa mitraillette à la hanche, me regardait approcher.

Que pouvais-je faire ? J'avais une carte d'identité, fausse évidemment. Mais je réfléchis très vite que je portais un revolver. S'ils m'arrêtaient et me fouillaient, j'étais perdu. Alors, faire demi-tour ? C'était le moyen le plus sûr de me faire tirer dessus. Il fallait tenter le tout pour le tout. Je continuai d'avancer, sans accélérer mon allure, de l'air d'un gars qui a la conscience tranquille. Et pourtant si on avait pris mon pouls ?

Je passai à un mètre du Boche, appuyé à la camionnette, qui me suivait de sa mitraillette. Je me dis à ce moment-là : "il te laisse passer et va te tirer dans le dos". Eh bien, rien ne se produisit. Je passai à côté des trois ou quatre officiers, entourant la voiture en panne, dans le moteur de laquelle un troufion tripotait. Et je m'éloignai, tout doucement, sans me retourner. Je pensai que je venais de l'échapper belle. La chance. S'il s'était agi d'un convoi de S.S., j'étais "foutu". Surtout que l'occupant, à ce moment-là, était très énervé et avec la peur qu'il avait du maquis, il voyait des maquisards partout.

BIGEARD

Un peu avant le 15 août, fut parachuté à Rieucros un militaire venant d'Alger, le commandant Aube, qui en réalité, n'était que le fameux Bigeard dont on parlera abondamment par la suite : Indochine, Algérie, puis député, ministre etc... Il était accompagné d'un sous-officier d'origine espagnole et d'un officier anglais.

Pourquoi ces visites ? Il est clair que leur parachutage n'était pas le fait du hasard. Le débarquement sur les côtes de Provence étant prêt, par sa situation géographique le département de l'Ariège devait être un des premiers à être abandonné par les Allemands qui n'avaient aucun intérêt à être coupés des axes du nord et de l'est.

Dans notre département opéraient seuls les maquis F.T.P. et les guérilleros ; on n'a pas voulu que ce soit ces gens-là qui puissent se flatter, seuls, de la libération de l'Ariège. On a parachuté un bonhomme qui n'a rien coordonné ni rien commandé et qui se fait passer, aujourd'hui, pour le libérateur de l'Ariège.

L'Ariège se serait libérée sans Bigeard.

Par contre, les parachutages se multiplièrent. J'ai eu l'occasion de le vérifier à plusieurs reprises, au maquis espagnol. En fait, la plus grande partie des armes parachutées étaient attribuées aux Espagnols, très peu aux FTP

- Si nous étions venus plus tôt ! me dit un jour Bigeard.

- Ce n'est pas de vous que nous avons besoin, mais d'armes ! "

Cette conversation eut lieu entre lui et moi vers le 16 ou 17 août, en face du parc de Maurac (aux Issards), à la suite d'un parachutage qui avait eu lieu en plein jour.

Bigeard s'était réfugié au maquis espagnol : pourquoi ? Il prétendit ne pas être allé avec les FTP parce que c'étaient des communistes (propos d'Alonso). Il savait très bien que les guérilleros l'étaient aussi. Les FTP (du moins quelques dirigeants de l'époque) affirmèrent qu'ils ne l'avaient pas voulu avec eux, refusant de le reconnaître chef de quoi que ce soit.

Certains (bien renseignés par ailleurs) avancèrent que c'était une question de confort et de sécurité qui le fit s'installer chez les guérilleros. On a même prétendu que le chef d'état-major espagnol (Royo) avait des accointances avec quelque service allié (en tout cas, il fut fusillé par les Espagnols, plus tard).

Bigéard connaît les raisons de sa fixation chez les guérilleros, mais il se gardera bien de les faire connaître.

En laissant les FTP désarmés, on les empêchait d'engager des actions d'envergure. Lorsqu'ils occupèrent Pamiers, il leur fallut demander un prêt d'armes aux guérilleros ; le chef FTP qui se rendit à Cénant dans cette intention y rencontra Tostado mais aussi Bigéard. Celui-ci objecta : " Il faut attendre, c'est trop tôt ! ", alors que Bigéard avait déjà décidé, avec De Nattes sans doute, de libérer Foix le lendemain. Il ne fallait pas que la préfecture de l'Ariège soit libérée par les troupes de Calvetti. Et pourtant les libérateurs de l'Ariège, ce furent bien les hommes de Calvetti et les guérilleros. La libération anticipée de Foix, dans un but politique, aurait pu tourner à la catastrophe.

Il apparaît clairement que Bigéard n'a pas été envoyé pour libérer l'Ariège mais pour freiner par tous les moyens l'action des FTP et limiter leur rôle après la Libération. Bigéard devait savoir avant d'être parachuté que ce serait le maquis de guérilleros qui le réceptionnerait. Il était d'ailleurs accompagné d'un sous-officier d'origine espagnole.

Lors des combats de Rimont et de Castelnaud, les Fuxéens n'étaient pas tellement rassurés. Et si Schopplein, le commandant allemand de la colonne avait été un dur, il serait arrivé à Foix. Il aurait certes subi des pertes mais on aurait pu assister à un Rimont en plus grand. Nous avons eu la chance de ne pas avoir eu affaire à une colonne de SS.

Quoiqu'il en soit, personnellement je me refuse à attaquer Bigéard sur son action en Indochine ou en Algérie. Bigéard était un militaire et lorsqu'on veut faire carrière dans ce métier, on exécute les ordres donnés. En l'occurrence ce n'est pas Bigéard qu'il faut critiquer, mais ceux qui déclenchèrent ces guerres et permirent, quand ils ne les commandèrent pas, tous les massacres et les tortures. Ce qui ne les a pas empêchés d'occuper les postes les plus élevés dans l'administration de notre pays.

Et qui sait ? Peut-être Bigéard était-il convaincu qu'il venait uniquement pour nous aider à libérer l'Ariège ? Et qu'il a lui aussi, comme les Espagnols, été " roulé dans la farine " par ceux qui avaient intérêt à minimiser le rôle des FTP ?

LA LIBÉRATION DE L'ARIÈGE

Le maquis FTP s'était installé, ainsi que tout l'état-major, à Pamiers. En ville c'était la grande joie. Vous auriez pu chercher, en vain, un pétainiste. Les magasins qui, la veille, arboraient de grands portraits de Pétain, les avaient remplacés par ceux de De Gaulle. A croire qu'ils les tenaient en réserve dans un coin de leur grenier. Tout le monde arborait un brassard tricolore F.F.I. Vous ne trouviez personne qui n'ait rien fait pour la Résistance. Mais ce n'était pas tout à fait fini. Il fallait ravitailler les postes installés sur les différentes voies d'accès à Pamiers, un retour de quelque unité allemande étant toujours possible. Nous allâmes au camp du Vernet qui avait été vidé des internés civils par les Allemands en juillet. Nous ne récupérâmes pas grand-chose : quelques casques de G.M.R. et quelques équipements.

Un soir, on nous signala le passage possible d'un détachement allemand sur la route de Belpech. On alla tendre une embuscade, je ne me rappelle pas exactement où. Rien ne vint.

Puis le 21 août, une mauvaise nouvelle : une colonne allemande, provenant de la région de St-Gaudens, avait réoccupé St-Girons. Le chef du maquis F.T.P. de la Crouzette, Plaisant, avait été tué. Cette colonne, je l'ai su plus tard au camp du Vernet par des officiers allemands, était composée d'environ 1 500 hommes, en majorité originaires du Turkestan, prisonniers de l'armée russe enrôlés de force dans l'armée allemande du général Vlassov. Cette colonne avait reçu l'ordre de rejoindre Carcassonne, puis la vallée du Rhône, en passant par St-Girons et Foix, et de ramasser, si l'on peut dire, tous les éléments de l'armée d'occupation rencontrés en route : gendarmes, gardes-frontières, Gestapo etc...

Après avoir quitté St-Girons, elle fut continuellement harcelée par le maquis considérablement renforcé en quelques jours et assez bien armé (grâce en partie aux parachutages mais surtout aux armes prises à Prayols le 20 août, où un détachement allemand avait été accroché par les FTP commandés par Sannac, et les guérilleros. Le détachement, fort d'environ 200 hommes, s'était rendu).

La colonne allemande, attaquée à proximité de Rimont, brûla le village et massacra une douzaine d'habitants, qui malgré l'ordre qui leur avait été donné, avaient refusé de quitter leur maison.

Les Allemands se trouvèrent coincés à Castelnau-Durban et cernés de toute part par les FTP, les guérilleros et un maquis assez important venu de la Haute-Garonne ; ainsi que par des civils à titre individuel.

J'avais rejoint Calvetti installé à Maury. Ce dernier me confia un détachement d'une quinzaine d'hommes armés de fusils ; nous avions aussi une mitrailleuse légère. Récemment parachutées, ces mitrailleuses, américaines je crois, faciles à transporter et à manier, avaient un tir très rapide. Notre mission était de rejoindre en camion Ségalas, sur la route Foix-St-Girons, et de nous avancer le plus possible vers Castelnau.

Personne n'avait une opinion bien précise des positions occupées par les uns ou les autres. Les Allemands étant aussi mal et peut-être plus mal renseignés, sur ce point, que nous. On nous avait prévenus que l'ennemi se trouvait sûrement sur notre droite. On pensait qu'il occupait les hauteurs de ce côté-là (vers Montseron et Durban).

Après avoir dépassé Ségalas, d'environ un kilomètre, nous fûmes pris sous le feu de l'ennemi. Mais cela venait de notre gauche. Sous les premières rafales nous eûmes trois blessés et dûmes, abandonnant le camion, nous planquer dans un chemin de terre descendant vers un ruisseau qui coule perpendiculairement à la route.

Nous mîmes notre mitrailleuse en batterie et commençâmes à arroser les hauteurs sur notre gauche. Un groupe commandé par un maquisard, Lucien, placé un peu en arrière de nous, en fit autant. Les Allemands cessèrent leur tir. Il n'était pas question pour nous d'aller plus loin par la route. Nous pansâmes nos blessés et les fîmes évacuer sur Ségalas, où se trouvaient pas mal des nôtres. Je pensais rejoindre ce village avec mon groupe (Oscar, qui était avec moi, était aussi de mon avis), lorsque nous vîmes surgir, venant de Castelnau, une voiture allemande, sur laquelle un officier déployait un immense drapeau blanc, confectionné avec un drap de lit. La voiture arrêtée, le Boche demanda un officier ; j'étais le plus gradé du groupe. Ma vue (pantalon bleu de travail,

espadrilles et blouson plus ou moins défraîchi) ne sembla pas lui inspirer une grosse confiance. Nous n'avions pas la cote, les maquisards, même officiers. Mon intention, puisqu'il voulait discuter de la reddition, était de le conduire à Maury. Je montai dans la voiture ; à notre arrivée à Ségalas, à l'entrée du hameau, un Espagnol bondit sur nous et me menaçant de sa mitrailleuse, exigea que l'on conduise l'Allemand sous un pont de chemin de fer, pas très loin, où se trouvaient Alonso, Bigeard et l'Anglais parachuté.

J'eus beau insister et essayer de leur donner mes raisons pour le conduire à Maury, ils furent très vite toute une troupe à s'y opposer. Comme j'étais seul et que je n'avais aucune envie de me faire descendre, j'obtempérai.

Quand nous arrivâmes sous le pont, Bigeard s'avança et, arborant ses quatre galons :
– Nous sommes armée régulière, pas maquisards.

Et voilà le fameux héros de l'Ariège, montrant l'estime dans laquelle il tenait les gens qui se battaient pour la France et qui accomplissaient une partie du travail pour lequel il avait été parachuté. Pour ne pas dire tout le travail.

Je commençai par leur affirmer que tout ce qui serait décidé entre eux et les Allemands ne serait pas tenu pour valable tant que Calvetti (chef des F.T.P.) n'aurait pas donné son accord.

On convint que les Allemands seraient traités en prisonniers de guerre et avaient le droit de détruire leurs armes. Tout d'abord, en pensant à ce que les armes représentaient pour nous, je fus contre. Voyant que les Espagnols acceptaient, je me dis qu'après tout ils risquaient d'en avoir plus besoin que nous. D'ailleurs très peu d'armes furent détruites. Ces clauses n'étaient pas valables pour les gens, même revêtus de l'uniforme allemand, de nationalités française ou espagnole, les anciens miliciens et gestapistes, s'il y en avait dans le lot. Ceux-là devaient être livrés à la justice.

Un délai fut donné aux occupants : deux heures. Ils devaient se rendre sur le soir et furent acheminés sur Foix, où se trouvaient déjà les prisonniers de Prayols. Ils étaient plus de 1 500 dont 12 officiers capturés à Castelnau ; nous étions à peu près 300 ou 400, pas plus. Si l'on ajoute les hommes faits prisonniers à Rimont et dans les environs, plus les morts et les blessés (dont le nombre était peut-être de 400) on peut dire que la colonne allemande/mongole qui ravagea Rimont atteignait 2 200 à 2 300 combattants.

Sur le terrain, notre grand stratège Bigeard, dans un premier temps, estimait le nombre d'Allemands à une cinquantaine. Plus tard, il avait révisé son jugement et estimé qu'il y en avait 400. On est obligé d'admettre que ce génie militaire n'en était pas un. (D'après " Chroniques des bords de la Garonne " de Henri Soum, tome 5-éditions Ligne du monde).

Les raisons de cette reddition ? D'abord le manque de combativité des "Mongols" ; ensuite la crainte de subir de très lourdes pertes (ce qui serait arrivé s'ils avaient continué). Et aussi l'ignorance du nombre de maquisards : un de nos jeunes, fait prisonnier, leur avait affirmé que nous étions au moins 3 000... Le soir nous les regardâmes passer à Ségalas, entassés sur des camions, prenant la direction de Foix.

J'eus le plaisir de retrouver parmi les combattants venus nous aider, mon contrôleur des listes de ravitaillement lorsque j'étais secrétaire de mairie. Ayant appris ce qui nous était arrivé à Vira, il se demandait ce que j'étais devenu.

L'Ariège était libérée. La période de la Résistance était finie.

AU VERNET

Les prisonniers allemands furent conduits à Foix.

Le soir du 22 août, je me rendis à Castelnau avec un camion pour y récupérer des armes. Tout avait été laissé à l'abandon par les Allemands, il n'y avait qu'à piquer dans le tas. Les Espagnols ne s'en privèrent pas. (Pour eux ce n'était pas fini : ils envisageaient de passer en Espagne pour déloger Franco. Ils le tentèrent, ce fut un échec).

Je récupérai à Castelnau, un vélo Peugeot (le mien était resté dans le moulin le 11 juin), et une paire de jumelles.

Le lendemain soir, les Allemands furent conduits à Pamiers. Il fallait voir ce défilé en ville, de la gare à la caserne, en passant par le centre.

Le 24 août, les combats ayant cessé, je considérai que mon rôle de résistant était terminé. Il fallait que je m'occupe de ma femme et de mes deux gosses qui se trouvaient à Dun. Il fallait chercher du travail, le moulin étant détruit. Mon oncle de Pamiers, Albert, m'avait conseillé de rentrer à l'usine.

J'allai donc faire part de ma décision à Calvetti qui était installé avec son état-major, à l'actuelle sous-préfecture. Lorsqu'il me vit, il se mit à gueuler :

- Où étais-tu ? Je t'ai fait chercher partout.

Je lui fis part de mon intention de rentrer chez moi. Il se mit à rigoler et me tendant un papier :

- Tiens, va à la gare, on est en train d'embarquer les prisonniers ; tu les conduiras au camp du Vernet ; à partir de maintenant c'est toi le commandant du camp. Débrouille-toi.

Et c'est ainsi que je devins le commandant du camp de prisonniers de guerre allemands du Vernet d'Ariège.

Ma première intention avait été de refuser. Mais je me dis que c'était un acte de désobéissance envers Calvetti, que j'estimais beaucoup et je savais que ce sentiment était réciproque. C'était de sa part une marque de confiance.

Après être passé chez mon oncle, je me rendis à la gare où était en train de s'effectuer l'embarquement des 1800 prisonniers. Je trouvai là beaucoup de mes copains maquisards et, en plus, un personnage se disant Sarrois, parlant très bien l'allemand et soi-disant désigné par Calvetti pour me servir d'interprète. Il se disait lieutenant de



Au camp du Vernet en 1944.

*Cinq personnes seulement sont identifiées :
Raymond CASTILLO (le 2^e debout,
à partir de la gauche), puis vers la droite
l'interprète LACKMANN, le commandant GOS,
le photographe juif KRZEPICKI
et le lieutenant PRADÈRES.*

réserve. En fait, c'était un aventurier de haut vol, (dont je reparlerai le moins possible par la suite), et qui s'est retrouvé plus tard chef de la police sarroise. N'ayant jamais participé à aucune action de résistance, il s'était réfugié à Pamiers avec ses beaux-parents d'origine juive alsacienne, son beau-frère aussi aventurier que lui, sa femme et ses deux enfants. Plus tard il a même réussi, malgré l'avis défavorable donné par la commission départementale F.F.I. , dont je faisais partie, à se faire décorer de la Légion d'Honneur au titre de la libération de l'Ariège. Il n'y avait pas que Bigeard... Calvetti m'affirma ne l'avoir jamais envoyé au camp ; quelqu'un d'autre avait dû le désigner. Toutes ces périodes de remue ménage, disons presque révolutionnaires, sont favorables aux gens de cet acabit.

Nous avons débarqué nos hôtes au Vernet et les avons enfermés dans le camp. On me laissa pour les garder une trentaine de F.F.I. dont la plupart étaient venus s'enrôler au moment de la Libération.

La première nuit, il n'était pas question de leur offrir à dîner. On les enferma dans les baraques avec une sentinelle à chaque bout et défense absolue de sortir.

Le personnel civil du camp, qui avait gardé les antifascistes et les Espagnols était encore en place. Il vint me proposer ses services ; j'acceptai, j'eus sûrement tort. Certes ces employés me rendirent quelques services concernant l'intendance mais ils " pourrirent " des gardiens.

Un camp, c'est terrible. Un prisonnier qui a faim ferait n'importe quoi pour manger. Ce fut un trafic impensable. Je sévissais tant que je pouvais, mais sur les milices patriotiques (des civils volontaires pour venir assurer la garde) je n'avais aucun pouvoir.

Remarquez que la plupart des objets, que les Allemands échangeaient contre du pain, avaient été volés par eux aux Français ou achetés avec un mark d'occupation. Ce qui revenait au même. J'aurai l'occasion de revenir sur le problème de nourriture, hélas ! Je dis hélas, car les gens que nous gardions étaient, malgré tout, des hommes ; certains, pères de famille. Certes, quelques mois auparavant, ils nous auraient fusillés avec plaisir. Qu'avons-nous fait plus tard, en Indochine, en Algérie ?

En tout cas il est une chose qu'on ne pourra pas me reprocher. Je n'ai jamais donné ni une gifle, ni un coup de pied au derrière à un prisonnier.

La première nuit, je la passai dans le bureau du commandant du camp ; à chaque moment claquait un coup de feu. C'était souvent un fusil mal manœuvré et dont la gâchette partait seule : la peur, une ombre ! J'avais gardé un petit noyau de jeunes avec moi ; aux premiers coups de feu on allait se rendre compte. Ensuite, ma foi, on ne bougeait plus.

Sur le matin arrive un jeune affolé. On avait entendu un coup de feu.

- Je pense, nous dit-il, que mon copain a tué un Allemand qui voulait sortir de la baraque.

En fait, un prisonnier avait essayé de sortir pour satisfaire, sans doute, un besoin naturel. Le gardien lui avait ordonné de rentrer (ou bien il s'était affolé) et avait tiré. La balle avait manqué l'Allemand mais tué deux autres prisonniers couchés dans la baraque. Des incidents de ce genre (heureusement pas tous mortels) nous en avons eu d'autres.

Tout de suite le problème de la nourriture s'était posé : deux mille prisonniers à nourrir les premiers jours et davantage par la suite car on nous en amenait de toute la région toulousaine. Il n'existait dans le secteur que le camp des Sables, à côté de Pinsaguel, et le nôtre, beaucoup plus vaste. Au début, il nous fallut tout organiser, par nos propres moyens : acheter de la paille pour le couchage, voir les Eaux et Forêts pour avoir du bois, se mettre en rapport avec des boulangers pour le pain. Il a fallu organiser les différents services à l'intérieur du camp, les bureaux, etc... Et faire confiance à des gens que je ne connaissais pas, ou très peu. Certains la méritaient, cette confiance, d'autres beaucoup moins... Il faut avoir vécu ces événements pour pouvoir en parler. Les choses ne peuvent être jugées de l'extérieur, ou longtemps après. C'est pour cela que, personnellement, je n'ai pas une confiance totale vis-à-vis de l'Histoire et des historiens.

Début septembre avait été créée à l'état-major régional à Toulouse, la direction régionale des P.G. avec à sa tête, un colonel d'active, Bartoli, (dont la sœur avait été déportée) et, comme adjoint, un capitaine, Ponsi, originaire de Luzenac (Ariège). Cet organisme nous facilita la tâche, à partir de mi-septembre, par ses interventions auprès des différentes administrations. Mais nous pouvons dire que le camp des prisonniers de guerre du Vernet c'est nous, une poignée de F.F.I., qui l'avons organisé et fait fonctionner au moment le plus difficile.

Je devais rester commandant du camp jusqu'au 15 novembre 1944. Dès le mois de septembre, dans les hautes sphères de l'armée et ailleurs, on s'occupa activement d'écarter de tous les postes importants les officiers d'origine F.F.I. et surtout ceux qui affichaient des idées communistes et provenaient des FTP. C'était le changement dans la continuité. Je n'échappai pas à cette offensive et l'on m'envoya, pour commander le camp, un colonel d'active qui avait commandé, avant 40, le 24^{ème} Rgt d'artillerie de Tarbes. Il débarqua avec sa secrétaire et trois sous-officiers.

Pour moi ce devait être la fin de mon rôle dans l'esprit du haut Etat-Major. Mais le colonel comprit les difficultés que nous avions eues et il s'aperçut qu'il en existait encore ; il me laissa carte blanche, et se prit d'amitié pour moi et ma femme. Et les notes élogieuses, (j'eus l'occasion de les voir), qu'il m'attribua, me firent intégrer l'armée de métier et non la réserve (comme la plupart de mes camarades.) En fait, au camp, rien ne changea pour moi, j'étais adjoint, je continuais mon travail, prenais des initiatives et lui en rendais compte. Il avait d'ailleurs installé son bureau non pas au camp mais au château d'Embayonne (grande maison où était logée une partie du personnel d'encadrement). Jamais il n'a critiqué ce que j'avais fait ou continué de faire : il me donna d'excellents conseils qui me furent très utiles par la suite dans les milieux militaires que j'ai fréquentés.

De toute façon, colonel ou pas colonel, l'hiver 44/45 fut terrible pour les prisonniers de guerre. En France, par suite de l'occupation, il ne restait plus rien en stock. Il était très difficile d'alimenter la population ; à plus forte raison les P.G. Allemands. Il n'y avait presque plus de moyens de transports S.N.C.F. ou autres. L'aide de la Croix-Rouge n'arrivera qu'au printemps 45.

Dès notre arrivée au Vernet, j'avais fait ensemençer en navets les jardins appartenant au camp, (seul légume d'hiver que l'on puisse semer fin août). De plus, nous en avons trouvé à acheter dans le Saverdunois. Des équipes de P.G. furent autorisées à aller ramasser les orties au bord de l'Ariège. Il ne fallait pas songer à l'achat de pommes de

terre, (la récolte étant insuffisante pour satisfaire la population), qui, ne l'oublions pas, étaient rationnées.

Bref, on peut dire qu'au camp du Vernet, le navet sauva " la race allemande". Hélas, les décès furent nombreux, surtout parmi les prisonniers les plus âgés.

Lors de l'offensive allemande dans les Ardennes, trois officiers qui devaient croire au miracle s'évadèrent avec la complicité de sept ou huit "souris grises" (personnel féminin de la Wehrmacht, dactylos ou autres, vêtues de gris). On nous avait adjoint "ces dames" au camp du Vernet, personne n'en voulant ailleurs. Ne désirant pas les traiter trop mal, nous les avons cantonnées dans le bâtiment de l'infirmerie où elles bénéficiaient d'un traitement beaucoup moins sévère et d'une alimentation meilleure que les P.G. Je dois avouer qu'elles ne le méritaient pas.

Nos trois officiers furent arrêtés près de Limoges grâce au flair d'un cheminot, à qui l'allure des ces trois voyageurs avait paru suspecte. Il vint, d'ailleurs, en compagnie de deux gendarmes, ramener les trois Allemands au camp et chercher l'attestation qui lui permit de percevoir une jolie prime. Car toute personne étant à l'origine de la capture d'un P.G. évadé percevait une prime (dont je ne me rappelle pas le montant.)

Quelques jours après ma nomination et ma prise de commandement (pour utiliser les termes militaires) ma femme et mes deux enfants vinrent me rejoindre ; nous nous installâmes à la ferme dans un appartement occupé, à l'époque du camp civil, par le docteur (personnage dont la conduite envers les internés lui valut de très sérieux ennuis dans le courant du mois de juillet 44.)

Notre séjour au camp qui dura, sous les ordres de plusieurs chefs, jusqu'au mois d'avril 1946, ne fut pas du tout désagréable pour nous. Notre nouvelle situation, en nous apportant un certain repos, aussi bien moral que matériel, devait nous permettre d'oublier les événements tragiques, souvent très durs que nous venions de vivre en cinq ans ; ou plutôt notre séjour au camp du Vernet, du 24 août 44 au 25 avril 46, permit de cicatriser les blessures des dernières années.

Nous nous trouvions dans le dénuement. Du moulin, il



*Au camp du Vernet en mars 1945.
Aimé, Marguerite GOS et Marie-Louise SICRE.*

nous restait dix mille francs de l'époque et une table de nuit. Il aurait fallu trouver du travail pour faire vivre la famille : ma femme, les deux gosses, plus tard le troisième, né début février 46. Nous nous trouvions, grâce à ma nouvelle situation, à l'abri du besoin et avec la possibilité d'acquiescer une certaine tranquillité morale.

Le chapitre suivant a été le dernier rédigé par Aimé Gos ; c'était en 1994. Par souci de cohérence nous le remplaçons avant la conclusion.

LES MONGOLS

Je voudrais parler plus longuement de cette catégorie de prisonniers que nous appelions les "Mongols" et qui, en réalité, appartenaient aux Républiques Soviétiques du Turkestan, et autres régions du Caucase. C'étaient donc des Asiatiques pour la plupart.

Prisonniers des Allemands, ayant appartenu à l'armée russe, ils avaient été enrôlés de force dans la fameuse armée du général Vlassov, un général russe qui était passé du côté allemand et avait formé une armée destinée à combattre avec les hitlériens. La méthode d'enrôlement avait été simple pour nos "Mongols". Les Allemands les avaient enfermés dans des camps et ne leur donnaient à peu près rien à manger. Chaque jour, ou presque, les sergents recruteurs de l'armée Vlassov venaient au camp et leur proposaient nourriture, vêtements, etc... à condition qu'ils s'enrôlent dans leurs unités.

Il faut comprendre que la résistance à ces appels a dû être plus ou moins longue selon les individus. Et c'est ainsi qu'avait été formée la "Turkestan Légion" dont nous avons eu, environ 1 500 spécimens au camp du Vernet. Je tenais ces renseignements d'un P.G. allemand, ayant servi dans l'encadrement de ces troupes, en tant que personnel de bureau. Le pauvre bougre, n'y voyant pas à deux pas, avait été mobilisé en mars 1944 et envoyé en Pologne où était engagée la Turkestan : une véritable catastrophe, disait-il ; les "Mongols" obéissaient très mal aux sous-officiers et officiers allemands, faisant semblant de ne pas comprendre les ordres donnés, ou ne les comprenant pas. Ils vendaient leurs armes et leurs munitions, prétextant ensuite avoir été volés. Les patrouilles envoyées sur le front, encadrées d'Allemands, revenaient très rarement. Devant cet échec, le commandement allemand retira les "Turkestan" de Pologne et les envoya en France, principalement dans la région de Castres et ensuite à St-Marcet, où ils gardaient l'exploitation de gaz naturel.

C'est ainsi qu'ils furent capturés à Castelnau-Durban et emmenés au camp du Vernet.

Garder des Allemands prisonniers est une chose, par nature ils sont disciplinés. Garder les "Turkestan", cela en fut une autre.

D'abord il fallut les séparer, les Allemands considérant ces gens comme des races inférieures, (on le leur avait tellement dit) et les méprisant. Les Turkestan, se voyant sur un pied d'égalité avec leurs anciens chefs, se rappelaient qu'ils avaient été ennemis.

Nous eûmes donc, le camp allemand et le camp mongol. Ce dernier bientôt transformé en souk ; le côté asiatique reprenant le dessus. D'où sortaient-ils toute leur pacotille, je l'ignore... Leur spécialité consistait à démolir les châlits en bois des baraques pour en faire du feu ou des objets divers. Le nombre de châlits diminuant et celui des

prisonniers restant identique, on se poussait vers le fond et on couchait à trois ou quatre. Vous pouviez gueuler, menacer, rien n'y faisait ; c'étaient des pleurs, des invocations, peut-être des insultes, puisqu'on ne se comprenait pas.

Par contre ils se débrouillaient très bien avec leur popote. Percevant les mêmes rations que les Allemands ils savaient les utiliser d'une façon bien meilleure. Dans la famille nous avons conservé le nom de "soupe mongol" : un secret à ne pas divulguer.

En tout cas, le nombre de décès était, de loin, inférieur en pourcentage à celui des Allemands. Il est vrai que ces pauvres bougres de Mongols étaient habitués à vivre de peu et puis, peut-être, moins gâtés par la civilisation que les Allemands, étaient-ils plus résistants. Car l'hiver 1944/45 fut rude pour les prisonniers du camp. Habitués aux bonnes choses réservées aux vainqueurs pendant 4 ans et falloir manger des navets...

Nos "Mongols" ne paraissaient pas trop malheureux. Il n'y eut de leur part aucune tentative d'évasion. Lorsque le colonel d'active vint prendre le commandement du camp et que je devins son adjoint, il me chargea, personnellement, avec puis-je dire pleins pouvoirs, de tout ce qui concernait le camp mongol. J'étais presque devenu le président des Républiques Soviétiques du Caucase. C'était une façon pour lui de se débarrasser de la partie la plus embêtante.

Car les choses changeaient pour nos "Turkestan". En fait, c'étaient des citoyens soviétiques et ces derniers, qui étaient nos alliés, les revendiquaient comme tels. Un beau jour, ce devait être vers fin octobre, nous reçûmes l'ordre de ne plus les considérer comme prisonniers. Ils se garderaient eux-mêmes, désigneraient leurs officiers. Ils devenaient nos hôtes, à qui nous devions continuer à fournir la nourriture, au début la même qu'aux Allemands. Nous vîmes surgir, désignés sans doute par leurs camarades, deux ou trois officiers qui prirent en charge le "camp mongol".

Ce ne fut pas un succès, du moins à notre point de vue. D'abord, leurs sentinelles gardèrent le camp : les barbelés furent souvent arrachés ; un symbole sans doute. Puis des couvertures, des vêtements, de la nourriture, leur parvinrent. Nous assistâmes alors à une véritable foire. On trouva des "Mongols" dans toute l'Ariège, de Tarascon à Mazères. Ils sortaient à leur guise emportant couvertures et vêtements qu'ils allaient vendre aux populations ariégeoises. Les plaintes affluèrent ; ici c'étaient des poules qui avaient disparu, là des lapins. Entrant un jour, à l'improviste, dans une de leurs baraques, j'y trouvai une équipe en train de faire cuire deux petits cochons de lait.

Nous avions souvent la visite d'un colonel russe résidant à Toulouse et chargé de s'occuper de nos anciens prisonniers. A



Un "Mongol" au Vernet en 1994.

chacune de ses venues au camp, c'étaient de sa part des plaintes et récriminations à n'en plus finir... Où étaient les couvertures et les vêtements livrés ? Car les Mongols se plaignaient du froid, etc ...

Un beau jour, j'en eus assez et lui dis ce que je pensais. C'est-à-dire à peu près ceci :

- Nous en avons marre de vos cocos. Tout ce que vous avez envoyé leur a été distribué. Vous en trouverez dans toute l'Ariège. De plus, les plaintes de paysans pour vols de volailles et autres s'accumulent sur mon bureau. Je pense que "vos artistes" ne font pas grandir en Ariège le prestige de l'Union Soviétique (que j'estime beaucoup). Si cela doit continuer, je vais faire garder tous ces gens-là comme avant, ou bien venez sur place les garder vous-même. Et plaignez-vous en haut lieu si vous voulez.

Le colonel partit vexé, mais le résultat ne se fit pas attendre : un bon résultat pour nous. Un matin, débarquèrent en gare du Vernet un docteur militaire russe et sa femme infirmière, un capitaine et deux lieutenants. Ils vinrent me voir au bureau et ne me cachèrent pas que, suite à ma sortie au colonel, ils avaient pour mission de remettre de la discipline dans leur camp, me demandant de les aider. Je leur promis de faire tout mon possible pour leur faciliter la tâche.

Et le changement ne se fit pas attendre. Le premier souci du nouvel état-major fut d'empêcher les sorties et les allées et venues à travers toute l'Ariège : finies les maraudes dans les poulaillers. Encadrés, mis au pas avec manœuvres et défilés, tout rentra rapidement dans l'ordre.

Ensuite vint l'épouillement, car le pou est l'hôte privilégié des camps. Là aussi, nettoyage des baraques ; vêtements, couvertures et effets furent ébouillantés dans de grandes marmites. En attendant de récupérer leurs effets, nos citoyens restaient enfermés dans leur baraque.

Nous eûmes l'honneur de la visite d'un général russe, venu d'U.R.S.S., accompagné de deux officiers, dont l'un, un capitaine, parlait très bien le français. Il rassembla tout son monde et leur fit un discours, auquel nous ne comprîmes goutte, personne chez nous ne causant le russe. Il eut en tout cas l'air d'être apprécié si l'on en juge par les "hourras" et les "Stalin" qui suivirent. Ensuite, séance de cinéma dans une baraque du camp : documentaires sur les atrocités allemandes, et enfin le très beau film "L'Arc-en-ciel" ; nous fûmes sûrement les premiers Français à le voir.

Ensuite, invité par le colonel, le général dîna avec nous : très discret, il nous remercia de ce que nous avions fait pour ses concitoyens, compte tenu de nos difficultés alimentaires et autres, qu'il avait l'air de bien connaître. Interrogé par le colonel et moi-même sur ce qu'il pensait faire de nos "Mongols", il fit répondre que le gouvernement soviétique les considérait comme des mercenaires. Après avoir été interrogés un par un, par une commission d'officiers venus à cet effet, ils devaient quitter le Vernet pour un camp installé pour eux à Lannemezan. Je pense qu'ils furent rapatriés depuis là. Pas mauvais bougres, dans l'ensemble, mais retors, joueurs et évidemment charpardeurs, comme tout homme qui doit se débrouiller pour survivre, et qui a 24 heures sur 24 pour réfléchir aux moyens à employer. A leur actif, les soirées magnifiques données dans la salle de cinéma du camp : musique orientale, chants, danses du sabre et autres, acrobaties, etc ...

Quant à l'encadrement nous en avons, ma femme et moi, gardé un excellent souvenir, surtout du docteur et de sa femme, parlant bien le français. Je vois encore notre aîné

assis sur les genoux du docteur, en train d'apprendre les premiers mots de russe... Peut-être en ce moment (mai 1994), existe-t-il encore dans quelque coin du sud, de ce qui fut l'U.R.S.S., quelque vieux barbu en train de raconter à ses petits-enfants son séjour dans un certain camp du Vernet, en France, et la saveur des poulets volés dans quelque ferme des environs ?

EN GUISE DE CONCLUSION

Personnellement, toute ma vie, mon rêve a été de vivre avec ma femme et mes enfants. J'ai été très malheureux, quand ils étaient jeunes, chaque fois qu'une séparation m'a été imposée. C'est une des raisons, pas la seule, qui me fit demander mon dégagement des cadres afin de quitter l'armée début 1947. Je ne raconterai pas en détail les divers stages effectués dans des écoles militaires, à Castres du 16 mars au 18 mai 1945, à Aix en Provence durant l'été 1946, à Strasbourg, St Maixent, etc...

Je pense que la vie de famille n'est pas possible pour un militaire, même gradé (j'étais lieutenant en 1947). A vrai dire, je n'ai jamais aimé l'armée. Je fis donc une demande de dégagement des cadres au mois de décembre 1946 et fut renvoyé dans mes foyers le 17 janvier 1947.

Je rejoignis les miens à Dun. J'étais placé en situation de non-activité pendant 10 ans. Ce qui veut dire que j'étais moitié civil, moitié militaire. L'on pouvait me rappeler à n'importe quel moment. (J'étais tranquille de ce côté-là, les officiers de ma couleur, on les préférait chez eux que dans l'armée.) Je fus nommé capitaine le 1^{er} juin 1951, et admis à faire valoir mes droits à la retraite proportionnelle (15 ans de service) le 1^{er} février 1957.

Je fus nommé Chevalier de la Légion d'Honneur le 30 décembre 1948.

Je fus embauché à l'usine de Pamiers (1 700 ouvriers ou employés à l'époque) comme agent d'ordonnancement et de planning le 25 mars 1947. J'y suis resté 27 ans, jusqu'à la retraite, en novembre 1974.

Notre désir, à ma femme et à moi-même, a été de procurer une situation raisonnable à nos enfants. Je crois que nous avons atteint notre objectif. Et nous le devons, en grande partie, à tous les résultats de nos conquêtes à la Libération (Sécurité Sociale, retraites, statut des fonctionnaires, place des syndicats et C.E. dans les entreprises, etc...) Et si aujourd'hui (en 1966) nos enfants et petits-enfants éprouvent de sérieuses difficultés, ce n'est pas de notre faute. Mais celle du mirage européen, de la société capitaliste libérale et de profit qui s'est installée.

Nous vivons une époque comparable à celle de la décadence de l'empire romain, il y a près de deux mille ans.

Notre déception est grande en voyant petit à petit les acquis de 1945 disparaître, le chômage et la précarité augmenter. Alors qu'un bon ouvrier perçoit 5/6000 francs par mois, un joueur de foot ou un clown de la télévision en touche 10 ou 20 fois plus ! Et d'autres bâtissent des fortunes immenses, alors que plus de 10 millions de Français vivent dans des situations précaires. Ce n'est pas ce que nous espérons.

Ma femme et moi, nous avons conscience que notre résistance à nous, les petits, ceux d'en bas, c'était quelque chose de beau, d'exaltant, de fraternel. Même si nous avions la peur au ventre. Nous avons participé pour notre part à la chute du nazisme.

Cependant, dans les hautes sphères de la Résistance, les luttes intestines et politiques n'ont jamais cessé. Chacun préparait l'"après". Et combien furent-ils, ceux qui, après avoir collaboré, virèrent de bord lorsqu'ils s'aperçurent que la victoire changeait de camp ? Et combien parmi eux jouèrent des rôles majeurs après la Libération ?

La suite en France aurait pu être si belle, si les états-majors de toutes couleurs et de tout poil n'avaient pas repris les choses en main. Que sont devenus cette fraternité, ce plaisir de rendre service à un autre résistant ? Quarante ans après, lorsqu'on réfléchit à cette période, quelle mélancolie ! Presque on en pleurerait. On n'a plus confiance dans tout ce qui fait la vie publique : partis, syndicats, églises. Je crois que je suis devenu un peu anarchisant ; non pas pour aller faire sauter une perception, mais je n'accorde plus une confiance totale à quiconque en politique. Mon vrai parti politique en 1984 n'existe plus. Il faut bien que je vote, mais je ne suis pas entièrement d'accord avec le gars dont je vais introduire le bulletin dans l'urne.

Et ces commémorations avec un tas d'officiels ? Et cette course aux médailles ? Très peu pour moi. Le souvenir ce n'est pas dans les discours, c'est dans le cœur qu'il se porte.

Les événements, joies et peines survenus dans notre famille après la guerre, inutile de les raconter. Vous les connaissez : la rue des Jacobins, la maison que nous avons fait construire (profitant des avantages consentis à cette période) et que nous avons habitée en novembre 1953. "La Mano" et moi nous y sommes encore.

Malgré tout, nous avons la chance d'avoir fondé une famille que nous aimons et qui nous le rend bien. C'est à vous tous, enfants, petits-enfants, leurs conjoints, compagnons, compagnes et arrière petits-enfants que nous dédions le récit de notre vie.

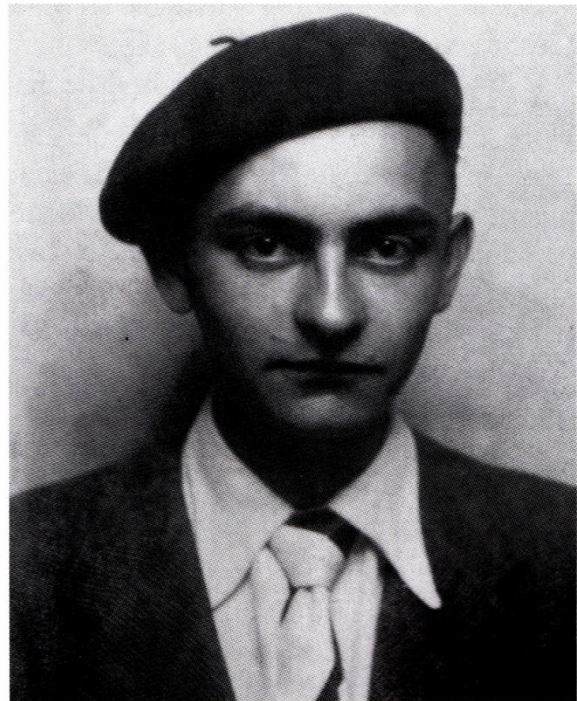
Les choses n'ont qu'un temps, les bonnes comme les mauvaises. Il faut, dans un ménage, se serrer les coudes, ne jamais se décourager et lutter. La vie est une lutte continue, jusqu'au dernier instant.

Tout ceci n'est pas un roman, mais simplement le récit d'une vie, malgré tout heureuse.

Les quatre F.T.P. tués à Vira le 9 juin 1944.



Jean-Jacques NEUVILLE
20 ans, de Dun.



Fernand ROUBICHOU
19 ans, d'Arvigna.



Raoul BONNAFOUS
20 ans, d'Argelliers (Aude).



Paul BALASC
27 ans, de Mercus.

MARGUERITE GOS, la meunière

Propos de plusieurs résistants : “un peu notre mère à tous”.



FAMILLE ET RÉSISTANCE

Je suis née le 21 avril 1920 à Dun. Mon père était facteur dans ce secteur ; à son décès, en 1931, ma mère est devenue factrice à son tour. A ce titre, elle portait discrètement des lettres à José Alonso, cantonné avec les guérilleros au Couderc (commune du Merviel), en 1944 ; ces lettres portaient une fausse adresse convenue entre eux.

J'avais un frère et deux sœurs ; j'étais l'aînée.

J'ai épousé Aimé le 12 août 1939, quelques semaines donc avant la déclaration de guerre. Mon mari a pressenti l'événement et a ajourné notre voyage de noces en Haute-Ariège. Sur le moment je fus déçue, mais quand nous avons appris le déclenchement du conflit et la mobilisation, je fus bouleversée. Je restai donc seule au moulin d'Embayourt, commune d'Engraviès, avec ma belle-mère, à 4 km de mon village natal.

Aimé était adhérent du PCF depuis 1936 ; c'était le militant communiste qui partait faire son devoir de citoyen.

Après l'offensive réussie de l'armée allemande en France, au printemps 1940, ma belle-mère et moi avons été plongées dans l'effroi. En dépit des informations rassurantes et sécurisantes de la radio ou des journaux, le scepticisme nous a envahies ; et nous n'avions pas de nouvelles, ma belle-mère de son fils, moi de mon époux.

Les réfugiés commençaient à affluer. Par ordre préfectoral, les mairies réquisitionnaient des logements chez l'habitant pour accueillir des militaires français de l'armée en déroute. Au moulin, nous logions ainsi 7 soldats qui sont restés quelques mois. A Dun, ma mère hébergeait 2 officiers (juifs d'ailleurs) parce que le maire avait estimé qu'elle avait 2 chambres assez “potables” pour accueillir des officiers ! L'un s'appelait Paul Molho, l'autre Demayo ; quand le premier a fait venir sa femme, le deuxième est allé résider à Rieucros ; le couple est resté chez ma mère plus d'un an ; ils venaient au moulin où ils s'occupaient à de petits travaux ; nous sommes restés bien



*Aimé et Marguerite à Dun
le 11 juin 1939.*

amis et nous avons été reçus chez eux à Paris, après la Libération, lors d'un congrès de la paix auquel nous avons participé avec mon mari. Paul Molho a fait venir aussi à Dun sa tante, une juive apatride, que nous appelions tante Mathilde ; elle est restée chez nous jusqu'après la Libération ; mais le couple est reparti bien avant. C'est l'instituteur du village, Noël Massat, en même temps secrétaire de mairie, qui leur a fourni de fausses cartes d'alimentation. Nous n'ignorions pas, bien sûr, le risque que nous courions, d'héberger des personnes juives ; mais ce n'était pas le seul danger auquel nous étions exposés !

L'annonce de l'Armistice m'a consternée ; j'ai été formée à l'école de la III^{ème} République, à l'idée d'une France forte, d'une armée invincible, d'un Etat-Nation que rien ne pouvait faire effondrer. Les leçons d'histoire et d'instruction civique de mon instituteur, Noël Massat, avaient trouvé en moi un écho durable. Mais en même temps, quelle joie quand mon mari est revenu ! Et le travail de meunier a repris à Embayourt.

Notre premier enfant, Paul, est né en 1941. Deux autres naissances suivront, Michèle en 1943 et Daniel, après la Libération en 1946. Ce n'est donc pas le travail qui manquait à la maison : le cheval, qui servait à faire les tournées, un élevage de cochons, une grosse basse-cour, ce qui me laissait peu de temps pour mon propre métier de couturière.

Nous avons, avec Aimé, commencé à faire de la résistance très tôt. La première fois que j'ai entendu parler de Gaulle, de la lutte qui continuait, c'est justement par l'un des officiers juifs que ma mère hébergeait. Pour nous, cela signifiait que la France n'était pas complètement défaite, que la Résistance s'organisait. J'étais issue d'un milieu croyant, et pratiquant plutôt par habitude, mais dès que j'ai connu Aimé, qui était donc un des premiers communistes de la vallée du Douctouyre, j'ai vu les choses autrement : pour nous, ce fut clair ; alors que beaucoup d'autres gardaient leurs illusions.



*13 avril 1941 - La maison d'habitation des Gos à côté du moulin.
Devant la porte : la mère d'Aimé et un oncle, Marguerite à l'étage.*

J'aurais pu être indifférente aux événements extérieurs. Nous vivions bien. Un moulin à la campagne, à cette époque, signifiait l'aisance pour son propriétaire. Le pain était à la base de l'alimentation ; et sans meunier, pas de farine, donc pas de pain ! Nous mangions à notre faim. La situation n'était pas identique pour les citadins. Souvent miséreux, ils venaient de Pamiers, de Lavelanet, ou des villages environnants pour trouver quelques victuailles. Quand nous pouvions leur rendre service, nous le faisons. Il aurait fallu un cœur de pierre pour profiter de la situation. Souvent, le jeudi, un enfant, de Laroque, à peine plus grand que la bicyclette qu'il utilisait, se présentait au moulin pour obtenir quelques pommes de terre. Une fois, après l'effort fourni pour arriver chez nous, il s'est évanoui de faiblesse. Pouvions-nous avoir l'esprit mercantile devant l'état de santé de ce petit malheureux ?

Cette pénurie, cette pauvreté résultaient du pillage des richesses de la France par les Allemands, avec la collaboration du gouvernement de Vichy ; car Pétain ne faisait rien pour arranger la situation ; elle empirait de mois en mois. Nos usines travaillaient pour l'Allemagne nazie ; le comble : nous devions, avec le STO, lui fournir de la main d'œuvre pour remplacer les Allemands qui combattaient. Nos prisonniers de guerre, utilisés aussi en Allemagne pour le même but, ne revenaient pas, ou si peu, malgré les promesses de Pétain et de Laval. Je plaignais leurs épouses.

Je ne pouvais pas, nous ne pouvions pas, accepter cette situation sans réagir. Nous y étions encouragés par la radio ; nous ne pouvions pas capter facilement Radio-Londres, avec notre poste TSF, à cause du brouillage. Mais l'installation d'une grande antenne, le long du mur du moulin, nous permettait l'écoute de Radio-Moscou. A 22 h, nous pouvions entendre l'Internationale, puis une animatrice française donnait des nouvelles, souvent du front de l'Est. Apprendre les défaites allemandes nous redonnait un peu de joie et nous encourageait à la résistance.

Parfois des gendarmes venaient aussi se ravitailler chez nous ; ils prétextaient par exemple, la communion de leurs enfants, pour se procurer quelques poulets ou d'autres produits. Au passage, je dois dire que les gendarmes ne nous ont jamais causé d'ennuis ; alors qu'ils ne pouvaient tout ignorer de notre activité.

Par contre, les contrôleurs du contrôle économique ne nous épargnaient pas ; ils avaient le droit de perquisitionner et ne se gênaient pas pour fouiller tout le moulin et la maison d'habitation ; car nous n'avions pas le droit, en cette période de restriction et de réquisition, de moudre du blé ; seulement du maïs, de l'orge et de l'avoine, pour nourrir les animaux. Il est évident que nous avons toujours moulu du blé en fraude, pour ravitailler en farine population et maquis. Une fois, ils ont même fouillé dans les chambres, vérifiant notamment si les oreillers n'étaient pas par hasard pleins de farine !

Lors d'une visite de contrôle, ils ont découvert un seul sac de blé (alors que nous en avions caché une quinzaine !) ; en plus d'une amende, le moulin fut fermé pendant deux ou trois mois. Aimé s'est débrouillé pour remplacer une pièce métallique, nécessaire au fonctionnement des meules, qu'ils avaient neutralisée, par une pièce en bois. Et notre moulin a continué à tourner, et à moudre du blé la nuit ! D'ailleurs, beaucoup de transports de blé ou de farine se faisaient l'obscurité venue.

Une fois, en 1943 je crois, c'est un milicien de Saint-Amadou, qui est venu au moulin, pour nous demander de lui moudre un peu de blé ; il savait bien que ça nous était

interdit. Devant notre refus, il a sorti son arme et l'a posée sur la table : "Et avec ça ?" Il a bien fallu moudre son blé !...

Et Embayourt devint peu à peu le lieu de passages, de rendez-vous, pour tous ceux qui avaient envie de résister. Des tracts aussi nous arrivaient, par l'intermédiaire de Jean Baptiste Arlé de Pamiers. Notre activité prit de l'ampleur quand Aimé fut intégré à une équipe de réception de parachutages d'armes, en 1943, après qu'il ait été contacté par un de ses cousins, Ernest Giret ; mais il le raconte lui-même en détail. Le moulin devint une cache pour les armes surtout après le débarquement du 6 juin 44, quand les FTPF en reçurent ; car les précédents parachutages étaient destinés essentiellement à l'Armée Secrète. Je me souviens que nous les cachions dans la grange où logeaient le cheval et les poules ; il y eut beaucoup de grenades ; et j'appris à les dégoupiller moi-même, sous la conduite de Tostado.

Un jour, le commandant José Alonso s'est présenté au moulin. Il cherchait à prendre contact avec un dénommé "Richard", responsable des parachutages d'armes. Il avait entendu parler de nous par la famille Arigni, d'Arvigna, (l'épouse étant institutrice, l'époux travaillant à l'armurerie de la gendarmerie de Pamiers).

J'ai bien connu Juliette Giret. Un soir, elle est venue, à travers la colline, de Rieucros jusqu'au moulin ; elle voulait prévenir Aimé que des armes provenant d'un parachutage étaient laissées à l'abandon et que des curieux venaient voir ; cela se passait après l'arrestation de Jules Amouroux et après qu'Ernest Giret ait quitté Rieucros pour se cacher. Ce sont ces armes que l'équipe d'Aimé est allée récupérer ; c'est que les FTPF en avaient bien besoin, alors que les hommes de l'A.S. les stockaient en grande quantité, et pour quoi faire ?

Justement, quelque temps après, arrivent au moulin Dumon, de l'A.S., et deux inconnus qui ne parlaient pas le français ; ils voulaient voir mon mari. Me méfiant d'eux, je leur ai dit qu'Aimé coupait du bois du côté de Dun ; et ils sont repartis. En réalité, Aimé n'était pas loin ; il travaillait près du canal, aidé par un réfractaire au STO, Georges Delpech, originaire de Cuxac-d'Aude, que nous hébergions (se cachant chez nous, il nous aidait de son mieux ; il participa plus tard à la bataille de Vira). Je suis allée les avertir. Au retour des 3 hommes, alors que mon mari et son camarade, armés, étaient cachés derrière un talus, Dumon m'a apostrophée, m'accusant de les avoir induits en erreur. Je ne me suis pas laissée faire, leur reprochant à mon tour de ne pas s'être présentés. Un des étrangers, en fait c'étaient des Anglais, m'a serré la main en affirmant dans son jargon : "C'est madame qui a raison !". Puis Aimé leur a expliqué pourquoi il avait récupéré ces armes qui n'étaient pas destinées aux FTPF.

Le moulin fut utilisé aussi comme "boîte à lettres". Quand Aimé était absent, je recevais les messages oraux, soit des guérilleros installés dans les environs, soit des FTPF installés au Couderc. Que de monde est passé chez nous !

LA BATAILLE DE VIRA

Enfin ce fut le débarquement ; notre activité redoubla car dans les deux jours qui ont suivi, des centaines de jeunes ont afflué au moulin et dans les environs. Plus question de clandestinité, tout se faisait au grand jour ! Nous avons sorti les grands chaudrons que nous possédions, les guérilleros ont apporté les leurs ; car il fallait nourrir tous ces

jeunes. Nous leur faisons cuire du riz notamment ; et avec du lait, ça leur faisait du riz au lait ! plus des poulets en sauce que nous préparions. Une femme de Vira, Mme Robert, que ma mère connaissait, est venue m'aider ; les jeunes aussi participaient à la préparation des repas.

Dans le voisinage, cette activité ne pouvait pas passer inaperçue. Curieux, les gens venaient voir. Je peux dire que pratiquement tous ont apporté une volaille, un lapin, des œufs... Mais cette solidarité n'empêchait pas un certain scepticisme de la part de quelques-uns. Jusque-là, les gens étaient assez ignorants de la présence des maquis (ils croyaient que les Espagnols étaient seulement charbonniers), et de notre participation à la Résistance. La vallée était tranquille ; les sabotages, attentats et attaques se déroulaient ailleurs, près des villes et sur les grands axes. Ils ne se doutaient pas que nos collines abritaient "des terroristes"...

Des femmes, notamment, ne comprenaient pas mon engagement. Elles disaient que mon mari n'était pas prisonnier de guerre, que j'avais une situation et que je risquais de tout perdre si les Allemands apprenaient la présence des maquis. L'état d'esprit était encore au repli sur soi, à l'égoïsme. Si les gens apportaient des victuailles, je crois que c'était aussi pour avoir l'occasion de satisfaire leur curiosité.

Ce n'était pas le cas d'Yvonne Nadal de Dun ; c'était une grande amie qui nous rendait souvent de petits services au moulin et nous apportait des informations. Elle m'accompagna une fois à Cénant où je portais un message. Plus tard elle épousa Manuel Carballido, un ancien de la guerre d'Espagne.

Quant à nos enfants (âgés l'un de 3 ans, l'autre de 7 mois en juin 1944) nous les avons emmenés chez ma mère, quand l'état-major des FTPF s'installa au moulin. Mais André Lacoste me confia la sœur du milicien Barnola, que les maquisards avaient ramenée de Saint-Amadou, espérant que son frère viendrait se livrer. Elle était enfermée dans une pièce du moulin, et je m'occupais d'elle.

L'après-midi du 8 juin, un homme, que je ne connaissais pas, arriva chez nous en vélo ; je le reçus ; il voulait contacter "Louis" pour s'engager lui aussi dans la Résistance. Cela me parut "louche" ; je lui répondis que nous étions assez nombreux ; il insista ; alors je le renvoyai et même je saisis son vélo pour le retourner dans la direction du départ ; mais il avait eu le temps de voir les lieux et toute l'animation qui y régnait. Après son départ, des jeunes qui avaient assisté de loin à la scène me dirent qu'il s'agissait d'un milicien de la Tour du Crieu. (Calvetti me précisa plus tard que cet homme fut un des dénonciateurs du maquis ; arrêté quelque temps après par des résistants, interrogé, il reconnut les faits et fut exécuté).

Dans la matinée du 9 juin, je me souviens bien que Raoul Bonnafous est venu au moulin chercher la mitrailleuse ; il l'a emportée sur son vélo. Je lui ai même dit : "Mais enfin, tu viens chercher ça en plein jour, vous êtes fous !" (Je le connaissais bien car il fréquentait souvent le moulin ; le jour du 15 août 1943 - je me souviens de la date car d'autres allaient à l'église ce jour-là - il nous avait aidés à enterrer, près de notre maison, des parachutes provenant d'un récent parachutage.) Je pense que l'arrivée des Allemands, en début d'après-midi, a surpris tout le monde et que les servants de la mitrailleuse n'ont pas eu le temps de l'installer dans le bosquet, au-dessus du terrain découvert où ils se trouvaient sans doute quand Jean-Jacques Neuville, la sentinelle, a ouvert le feu ; alors, eux aussi, avec la mitrailleuse, ils se sont mis à tirer avant d'être

rapidement repérés et tués, les malheureux. Grâce à eux, les Allemands n'ont pas pu arriver au moulin qui était certainement leur objectif et ils nous ont sauvé la vie.

Je me trouvais dans la cour quand les premiers coups de feu ont éclaté. J'ai aussitôt prévenu les chefs FTPF rassemblés à l'intérieur : Calvetti, André Lacoste, Marcel Cadero et Gilbert. Ils ont décidé, n'étant pas armés ou si peu, de gagner les collines boisées au-dessus de Vira; ils m'ont demandé de les suivre ; mais j'ai préféré m'échapper par des lieux que je connaissais bien, direction Dun. (J'ai appris plus tard que j'avais eu un blâme pour désobéissance...)

Je me suis donc trouvée à la tête d'un groupe de "non-combattants" : la sœur du milicien, la femme qui m'avait aidée à préparer les repas, un blessé surnommé "Dédé la Fraise", (qui avait reçu une balle de mitraillette d'un camarade, la veille, lors d'un malencontreux incident : le coup était parti tout seul, en montant dans un camion) et un jeune cousin de la famille présent chez nous à ce moment-là. J'emportai même une bouteille d'eau-de-vie, pour refaire les pansements du blessé. Nous avons remonté le canal, cachés à la vue des Allemands, que nous voyions et entendions sur la route de Vira ; nous savions bien qu'ils n'auraient pas hésité à nous tirer dessus. Nous avons continué vers l'amont, jusqu'au pont de fer, puis jusqu'à Roussinerge (un hameau de Dun), évitant la route (en tout environ 4 km).

Je suis allée trouver Marcel Laffont, appelé "le sabotier", que je savais être de notre bord. Il m'a reçu avec ces paroles : "Vous en avez fait du propre ! - Ah! c'est comme ça que tu me reçois ? Je m'en vais – Mais non, allons, viens !" Il nous a fait boire du lait et amenés dans une grange pour nous cacher. Il faisait presque nuit. Et nous continuions à entendre les coups de feu du côté de Thuriège ; je ne savais pas encore que c'était le détachement commandé par Aimé et les guérilleros qui avaient attaqué les Allemands. La nuit était tombée depuis longtemps et nous entendions encore les détonations et le bruit de moteur des camions.

Au petit matin, j'ai laissé le maquisard, le jeune cousin et Mme Robert en leur recommandant de rejoindre les autres. Toujours avec la sœur de Barnola, j'ai refait le chemin inverse de celui de la veille, mais pas jusqu'au moulin ; j'ai eu l'idée de la cacher dans une espèce de grotte, ou plutôt un abri sous roche, au pied de la serre, rive droite du Douctouyre ; comme elle voulait du linge, je l'ai laissée seule en lui recommandant de ne pas s'échapper pour aller nous dénoncer. Elle m'a rassurée, ajoutant qu'elle n'était pas en bons termes avec son frère, et que celui-ci était milicien pour gagner de l'argent. Je lui ai promis que je ferais le nécessaire pour la faire libérer dès que possible. Je suis donc allée au moulin et lui ai apporté du linge et de quoi manger ; puis je suis à nouveau retournée chez moi : je voulais récupérer quelques affaires, des portraits de famille, du linge, etc... car je me doutais bien qu'il ne nous serait plus possible d'habiter là après tout ce qui s'était passé.

C'est alors que j'ai entendu arriver une voiture ; c'était un groupe de miliciens, accompagné de la mère Barnola, et même d'un petit chien ! Ils sont restés un moment, ont appelé la fille, sont montés à la ferme, puis ils sont repartis. J'ai pu noter tout cela car je m'étais sauvée par derrière, passant le canal par un petit pont en direction de la colline ; j'avais pris la précaution d'emporter une grenade dans ma poche, au cas où ! Un peu plus loin, j'ai rencontré "Richard"(celui des parachutages), Rémy Maury et des Espagnols. Ils ont été contents de me voir ! Et ils m'ont raconté le drame de la veille.

Je leur ai indiqué qu'il y avait encore du pain au moulin. Quant à la fille, elle a été prise en charge, d'après mes indications, par des maquisards qui l'ont libérée.

L'après-midi, je suis revenue au moulin pour continuer à récupérer et à cacher ce que je pouvais. Et Aimé et Joseph Naudi sont passés ! Quel bonheur de se retrouver sains et saufs, après tous ces événements ! Maman toute en souci et mon petit frère Michel, sont aussi venus aux nouvelles.

LE MOULIN EST DÉTRUIT

Vers le soir, un dénommé Toulza, de Montferrier, agent de liaison du maquis espagnol, est venu me trouver pour me transmettre une proposition de la famille du boulanger Laugé de Ventenac (nous étions cousins - et en plus, nous leur fournissions de la farine, qu'ils transformaient en pain pour les maquis). Ils me proposaient donc d'aller me réfugier chez une autre cousine du Carla-de-Roquefort, déjà prévenue. Car tout le monde pensait aux représailles. J'ai accepté, en précisant que je prendrais mes enfants à Dun. J'ai fait avertir Aimé, qui se trouvait dans les bois de Calzan, que je quittais les lieux. Je ne suis finalement restée au Carla que 2 ou 3 jours. J'ai bien entendu, le dimanche matin, les explosions provenant de la direction de Dun. Je me suis bien doutée que c'était chez nous. Ma cousine m'a confirmé que le moulin avait été détruit. J'étais partie à temps !

Mon nouveau refuge, ce fut à Lavelanet, chez la sœur de la cousine du Carla ; nous pensions qu'en ville personne ne me reconnaîtrait et que j'y serais davantage en sécurité. Mais j'y ai retrouvé beaucoup de personnes qui étaient venues se ravitailler au moulin, et qui ne m'ont laissé manquer de rien, mes enfants et moi. Un jour, est passé un camion du maquis. Paul, 3 ans, l'a vu : "Maman, c'est le camion des maquisards mais il n'y a pas papa !"

Une dizaine de jours plus tard, en vélo, je suis revenue chez moi avec Toulza. Je voulais revoir notre moulin détruit. Ça m'a fait un choc, de me retrouver devant ces ruines ; mais l'essentiel était ailleurs, puisque Aimé était sain et sauf. Près du moulin, le long du ruisseau, dans des creux de roches, j'ai trouvé des pansements encore tachés de sang : les Allemands avaient dû transporter là leurs blessés ; c'étaient ceux que le détachement d'Aimé et les guérilleros avaient attaqués, le soir de la bataille du 9 juin (le nombre de 80 Allemands tués ou blessés a été avancé).

Je suis retournée à Dun vers la fin juin, puisque j'ai entendu, de loin, les détonations et les explosions provenant de la ferme de Marty ; nous les écoutions avec Noël Massat. Quand j'ai appris les atrocités commises ce jour-là par miliciens et nazis, j'ai été écœurée ; je ne pourrai jamais leur pardonner.

Début juillet, alors que j'étais occupée, sur les hauteurs de Dun, à retourner du fourrage que ma mère avait fait couper, j'ai encore entendu une fusillade ; c'était la bataille de Roquefixade.

Un ou deux jours après, un affreux matin, Calvetti vint me mettre au courant de la tuerie de Roquefixade. Je fus de nouveau bouleversée, comme jamais peut-être ; car beaucoup de ces jeunes massacrés par miliciens et Allemands, je les connaissais bien ; c'étaient des jeunes généreux, et extrêmement courageux ; mais tellement peu armés face à un ennemi qui disposait de mitrailleuses et de fusils-mitrailleurs. J'en ai encore

un sentiment de haine envers les responsables ignobles de ce massacre, qui ont même achevé les blessés.

J'avais des nouvelles d'Aimé, de temps en temps, par Noël Massat, qui nous rendait visite chez ma mère. C'était un homme de confiance ; une fois, il m'a dit : "Je vous admire, pour tout ce que vous faites. Je crois que moi-même je ne pourrais pas le faire." C'est que dans l'action, on tient le coup. Même si on "flanche" après...

Pauline Naudi nous renseignait bien elle aussi. Née à Engraviès, mariée à Calzan (à Bonaventure Naudi, un des 5 frères), elle était agent de liaison du maquis ; il lui arrivait de cacher des messages dans son chignon ! Je tiens à souligner le courage de cette femme qui a osé aller voir les autorités de Foix, pour leur demander de renvoyer à son foyer son jeune frère Roger Fauré, en instance de départ pour le STO en Allemagne, car leur mère était soi-disant gravement malade ! Elle réussit son coup ! Puis Roger alla se cacher...

De petits camarades ont dit un jour à Paul : "les Allemands vont te prendre ton papa !" Et notre fils en fut traumatisé ; il pleurait souvent, dormait mal. Alors j'ai fait dire à Aimé, par un agent de liaison, de venir à la maison ; ce qu'il a fait. Et Paul a été rassuré de revoir son papa qui lui manquait tant.

Je revenais souvent au moulin pour essayer de sauver encore quelques affaires que je tirais de dessous des planches effondrées (et aussi pour quelques poules encore en liberté !).



*Tableau peint en octobre 1944 par Garling : les bâtiments non détruits du moulin.
La colline de Thuriège, lieu des combats,
a été volontairement représentée en arrière-plan.*

Mais je me rendis compte que d'autres personnes, qui n'avaient rien à faire là, venaient aussi se servir ! Car le moulin avait été dynamité, mais non pillé au préalable par les Allemands. Peut-être ont-ils craint de pénétrer dans des bâtiments qu'ils croyaient minés ? (ce qui n'était pas le cas bien sûr).

A partir du moulin, donc, je suis montée un jour à Cénant, pour porter je ne sais plus quel message ; déguisée en FFI, en pantalons, les cheveux dissimulés sous un béret, je suis montée par les collines au-dessus de Vira, en passant ensuite par le col du Bourreau. Justement le maquis attendait un parachutage, qui n'a pas eu lieu ce soir-là ; je l'ai regretté, car j'aurais bien aimé y assister !

VERS LA LIBÉRATION

Aimé ne participa pas à la bataille de Roquefixade ; mais il se trouva, avec ses camarades, à celle de Castelnaud-Durban. Encore des dangers, et des angoisses pour les familles.

Mais la fin était proche ; et l'Ariège fut définitivement libérée avant la fin du mois d'août. Cependant, ces bonnes nouvelles ne me rendaient pas véritablement joyeuse. Je pensais que la France n'était pas encore libérée ; mais surtout je réalisais que notre vie au moulin, en famille, puis, avec tous nos camarades, c'était fini et bien fini. Cette période du début juin, où Embayourt était le rendez-vous de tous les maquisards, FTPF et guérilleros, avec Calvetti, Lacoste, Alonso, et tous ces jeunes pleins d'espoir et de courage, cette fraternité entre tous, ce fut bien un des plus beaux moments de notre vie.

Après la Libération, Aimé fut nommé commandant du camp du Vernet, où, juste retour des choses, étaient enfermés les Allemands prisonniers. Un jour, il m'a parlé d'un Allemand assez âgé, et malade (dysenterie je crois). Je lui ai fait cuire des pommes qu'Aimé lui a apportées. Pour nous remercier sans doute, il a peint ce tableau exposé dans notre salle à manger représentant justement des pommes. Plus tard, Aimé a eu l'idée d'utiliser ses talents de peintre (il signait Garling) ; il l'a amené au moulin et il nous a fait un tableau au fusain représentant les bâtiments détruits : plus vrai que nature ! Malheureusement, ce tableau ainsi que d'autres documents inestimables (dont certains dossiers confidentiels relatifs au camp du Vernet) ont été confiés à des organisateurs d'une exposition, et jamais rendus...

Tu as été au cœur de tous ces événements ; tu as vu passer au moulin des centaines de camarades et d'amis, résistants ou non...

Oui des centaines sans doute ! je vais essayer de citer des noms mais je crains d'en oublier, il y a si longtemps ! Certains sont venus une seule fois, d'autres à plusieurs reprises ; pour quelques minutes ou quelques jours ; de nuit ou bien dans la journée. Ils venaient se ravitailler, manger, apporter un message ou en prendre ; cacher des armes et des munitions, préparer des expéditions...

Ceux qui me laissent le souvenir le plus ému sont ceux qui sont morts au combat de Vira : Fernand Roubichou, notre ami d'Arvigna - Raoul Bonnafous, originaire de l'Aude - Paul Balasc, qui venait de Celles - Jean-Jacques Neuville de Dun, blessé puis disparu, malgré les recherches d'Aimé plus tard.

Ceux qui sont tombés à Roquefixade : François Bustamante "La France" - Kléber et Marceau Bosc, les deux frères - Robert Sannac, le frère de Jean - Joseph Campos, "Gaby" - Eloi Ulman - Emile Dussart "Robino", un gars du Nord tué au Prince.

Je peux aussi citer pour les habitués : Rémy Maury, Ernest Giret, Alban Rescanières ; puis ceux qui sont arrivés au début juin : Roger Bellecoste, Emile Bustamante, Sébastien Marin, Ramon Castillo, Emile Puy, Aimé Pagès, Alfred Gouiric, Blum, Amardeilh "Lolo", André Laguerre, mon blessé, appelé "Dédé la Fraise".

Et ceux de Dun qui venaient surtout pour les parachutages : Charles Bouichou, Diègue Tubill, Joseph Toreilles "Quatorze", Joseph Prat.

Et les responsables bien sûr : Marcel Fréchou "Cadéro", André Lacoste "Abel", Amilcar Calvetti "Louis", Pujaila "Daniel", Benito Perez "Oscar", Gilbert Gabarre "le Péqué", Fernando Villajos "Tostado", José Alonso "Robert".

CHAPITRE II

CEUX DE VIRA

RÉMY MAURY :

“Vira : lieu du premier grand affrontement, ce n’est pas un hasard.”



A JANIQUET

Tu es ici à Janiquet, commune de Vira, sur la rive droite du Douctouyre. Comme tu peux le constater, la ferme est bâtie sur un coteau, à 50 m au-dessus de la vallée, excellent point d'observation, et à l'écart du village ; c'est important pour la suite.

Janiquet signifie “Petit Jean” ; c'était un ermitage où s'étaient installés des moines, dès le 12^{ème} ou le 13^{ème} siècle ; ils cultivaient la vigne sur ces coteaux bien ensoleillés. Mon grand-père a acheté la ferme en 1872. Mon père y est né la nuit du 25 juin 1875, lors des inondations mémorables qui ont frappé tout le midi de la France ; le Douctouyre a emporté une partie de la plaine.

Mon père s'est marié avec une jeune fille originaire de Manses et ils ont exploité la ferme de Janiquet. Je suis né le 7 juillet 1920. Nous étions dix enfants (cinq frères et cinq sœurs) ; oui, une grosse famille. Mon frère Paul a été tué en 1940 dans les Ardennes, lors de l'attaque de la France par l'Allemagne nazie. C'est lui qui devait prendre la suite de mon père, qui avait déjà 65 ans ; mon père n'aimait pas les Allemands, c'est le moins qu'on puisse dire ! Quand ils ont attaqué Vira, il les voyait passer sur la route et disait : “Ah ! Si j'avais un fusil !”

C'est donc moi qui ai repris la ferme plus tard ; quoique mon premier métier, c'était coiffeur ! (En 1936, j'étais déjà ouvrier coiffeur au Pont Neuf à Pamiers). D'ailleurs, bien plus tard, en 1944, je retournai à mon premier métier, puisque je fus coiffeur à domicile... sur le plateau de Cénant. J'avais été invité par le chef des guérilleros, Tostado, à venir couper les cheveux à une cinquantaine d'entre eux. Comme ces hommes vivaient dans les bois depuis des mois, ce n'était pas un luxe...

Comme beaucoup d'Ariégeois, je fus appelé aux chantiers de jeunesse d'Argelès-Gazost, en 1941.

Notre maison de Janiquet, tout comme le moulin d'Embayourt de la famille Gos, a été pendant des années, une halte, avec gîte et couvert, pour d'innombrables personnes de passage : Espagnols, FFI, jeunes réfractaires au STO, et surtout cadres de la Résistance ; bien sûr, c'était dangereux pour ma famille, mais nous prenions des précautions élémentaires ; nos chiens de ferme veillaient aux alentours et ne manquaient



*Rémy MAURY
aux chantiers de jeunesse
en août 1941.*

pas d'aboyer si quelqu'un s'approchait ; et nos "clients" pouvaient en cas de danger s'échapper dans la colline, par derrière, après s'être faufileés dans les bâtiments. De plus, chaque visiteur avait un alibi, pour justifier sa présence à la ferme. Je me souviens d'un soir, où nous étions en train de prendre le repas dans notre salle à manger, avec quelques hôtes de passage ; tout à coup, les chiens aboient, nos hôtes se précipitent vers l'étable ; quelqu'un frappe à la porte : c'est Rivière, l'instituteur de Rieucros ; il nous raconte les événements qui viennent de se produire dans sa commune, l'arrestation d'Amouroux ; lui a préféré prendre le large. Tout le monde se rassied, on ajoute une assiette pour lui. Mais presque aussitôt, nouvelle alerte, tout le monde disparaît encore vers l'étable. Cette fois-ci, c'est Giret, dont la femme sera déportée, qui vient frapper à notre porte.

Il en fut ainsi jusqu'à la Libération, notamment après les combats de Roquefixade du 6 et 7 juillet 1944. Mon beau-frère Albert le Bobinec amena avec lui beaucoup de camarades à tel point que tous les lits de nos nombreuses chambres furent occupés ; et la table fut mise pour tous.

Janiquet servait aussi de relais postal ! J'étais chargé de réceptionner des journaux et des tracts (édités par le Comité de l'Allemagne libre, Comité anti-fasciste allemand) destinés aux soldats de la Wehrmacht, pour essayer de leur faire prendre conscience de la véritable nature du régime nazi. Un gars arrivait à Janiquet en vélo, porteur de ces journaux et tracts ; et moi, je les acheminais sur des camarades à Pamiers, qui se chargeaient de les transmettre, sans se dévoiler bien sûr, aux soldats allemands, là où ils étaient cantonnés.

Quoiqu'isolés dans notre ferme retirée, nous étions quand même bien informés de ce qui se passait en France et dans le monde par les publications clandestines du PCF, bien sûr, mais aussi par Radio-Londres, que nous écoutions régulièrement (notre récepteur était méticuleusement entretenu) - par Radio-Sottens également, qui, je pense, donnait des informations objectives. En février 1943, nous avons tout de suite été au courant, avec quelle joie, tu peux le penser, de la première grande défaite des nazis à Stalingrad, défaite infligée par l'Armée Rouge.

NOTRE VALLÉE

Mais revenons à notre vallée.

Les villages qui entourent Vira font partie de trois cantons :

- Dun et Engraviès : canton de Mirepoix
- Vira et Calzan : canton de Varilhes
- Arvigna : canton de Pamiers.

Notre vallée, si elle n'a pas une unité administrative, en a une géographique, puisque ces villages sont traversés par le Douctouyre ou ses affluents. Il y avait aussi une unité, disons, politique : ces villages ont été marqués par l'arrivée au pouvoir de la Gauche du

Front Populaire ; ici on était Républicain, et bien convaincu ! Chez certains, il y avait même de l'anticléricalisme, dont l'origine remonte peut-être à la période cathare.

Nous avons été très sensibilisés au drame vécu par les réfugiés espagnols en 1939. Moi-même, travaillant à Pamiers, je me souviens être allé avec des copains rendre visite à ces malheureux, parqués à leur descente du train autour de la gare. Affamés, mal habillés, certains réclamaient : "Pan! Pan !". Nous leur apportions ce que nous pouvions, du pain, des vêtements, malgré les gendarmes français, leurs gardiens, qui nous repoussaient. Dans nos villages, nombreuses furent les familles qui accueillirent des réfugiés espagnols. Tout le monde travaillait aux champs, puisque la majorité de la population était paysanne ; et les réfugiés avaient au moins de quoi manger.

Pour ma part, j'étais adhérent aux Jeunesses Communistes. Un de mes frères, cheminot, nous faisait envoyer l'Humanité à la ferme. Quand le PCF a été interdit, en 1940, nous avons renoué et gardé le contact avec les responsables communistes de Pamiers ; oui, le PCF était fortement implanté dans nos villages. Je voudrais insister ici sur ce que j'appellerai «le devoir de désobéissance» : quand les usurpateurs pétainistes prétendaient parler au nom de la France, qu'ils venaient de livrer à une armée ennemie, les citoyens que nous étions, nous nous sommes sentis obligés de ne plus obéir aux lois dites françaises.

Une anecdote montre bien l'hostilité spontanée des gens de la vallée envers l'armée nazie. Peut-être as-tu remarqué que beaucoup de bornes IGN plantées sur des points choisis portent la date 1940. N'avait-on rien d'autre à faire cette année-là, que de repérer l'altitude des lieux ? En fait, les services géographiques de l'armée, après la défaite du printemps 1940, ont utilisé de jeunes Alsaciens réfractaires (l'Alsace étant annexée par l'Allemagne) pour des travaux de bornage ; ainsi ces jeunes étaient en quelque sorte soustraits à la réquisition dans la Wehrmacht. Mais quand des paysans de chez nous voyaient arriver dans nos villages et nos collines des jeunes qui leur semblaient parler allemand, ils leur manifestaient naturellement leur hostilité, notamment en refusant de leur prêter ou louer du matériel agricole qui aurait facilité leur travail de poseurs de bornes.

Je voudrais également rappeler ici un fait peu commun, concernant le parachutage d'armes sur la commune de Calzan, en 1944. Une nuit, les conteneurs d'armes sont tombés dans les bois et non sur le terrain aménagé pour les recevoir ; peut-être par erreur du pilote ; ou alors celui-ci n'a pas pu larguer sa cargaison à l'endroit voulu. Toujours est-il qu'en pleine nuit, le maire du village, Pierre Parent, a réveillé toutes les familles pour leur demander d'aller récupérer la précieuse cargaison ; les paysans, avec leurs charrettes tirées par des vaches ou des bœufs sont montés dans le chemin, qu'ils ne fréquentaient que de jour ; ils ont chargé les conteneurs et les ont livrés aux guérilleros installés à la ferme de Cénant. Bel exemple de solidarité, de dévouement, et de confiance réciproque, pour cette communauté de paysans.

Tout ce qui précède explique pourquoi le premier grand affrontement, en Ariège, entre le maquis et les Allemands, s'est déroulé dans notre vallée ; ce n'est pas un hasard. Claude Delpla, lors d'une commémoration des combats de Vira, l'a d'ailleurs appelée "la République libre des Maquis".

QUELQUES EXPÉDITIONS ARMÉES, PARMIS D'AUTRES...

Je faisais partie de la 3101^{ème} des FTPF (Francs Tireurs et Partisans Français) depuis 1943 ; mon nom de clandestin était Georges Poitou.

En avril 44, je crois, nous avons organisé une expédition à Saint-Félix-de-Rieutort, pour faire sauter la ligne à haute tension qui alimentait Toulouse ; c'était toute une technique, à laquelle nous avons été formés : choisir un pylône qui fait angle avec la direction de la ligne, placer une charge à la base de deux pieds, et une autre plus haut, à l'opposé, de façon à ce que leur explosion simultanée sectionne le pylône à la base. Toute la colline a été illuminée, comme en plein jour, au moment de l'explosion. Mission réussie!

L'expédition à Pamiers pour faire sauter les transformateurs de l'usine, a été plus laborieuse ; d'autres l'ont racontée en détail. Mais après l'opération, le chauffeur de notre camion a malencontreusement heurté une borne : véhicule inutilisable ; et nous avons dû rentrer à pied à Vira, déployés le long de la route en tirailleurs, en pleine nuit, ça doit bien faire dix-huit kilomètres!

Tiens, une autre anecdote ! Lors de l'opération dirigée contre la caserne de gendarmerie, à Pamiers également, les guérilleros ont ramené des uniformes de gendarmes. Les jours suivants, dans la commune d'Arvigna, les gens s'étonnaient de voir des gendarmes partout ; en fait, les guérilleros avaient déjà revêtu la tenue des "gardiens de l'ordre". Une de mes sœurs, couturière, n'a pas arrêté d'ajuster la longueur des pantalons à tous les guérilleros qui le lui demandaient..

LES PARACHUTAGES D'ARMES

Avec Aimé Gos et d'autres, j'ai fait partie des équipes de réception. Deux sites ont reçu des armes : celui de Rieucros, puis celui de Calzan. Mais il faut dire tout de suite que les Anglais qui parachutaient ces armes avaient à l'évidence reçu pour instructions de ne pas armer, tout au moins jusqu'en mai-juin 1944, les maquis FTP et les guérilleros, jugés sans doute trop rouges !

Ces armes, de toutes façons, il fallait les camoufler avant qu'elles ne soient livrées à leurs destinataires ; une nuit, avec toute une équipe de camarades, nous les avons transportées du terrain de Rieucros jusqu'à notre cabane, aménagée par mon père près de la ferme, dans les broussailles. Ce ne fut pas une mince affaire, de cheminer par des sentiers, sans aucune lumière bien sûr, chargés comme des mulets ; nous dûmes faire deux voyages et cela dura la plus grande partie de la nuit.

Les conteneurs, qui s'emboîtaient, étaient pleins de munitions pour fusil, mitrailleuse STEN, ou autres, de plastic, ainsi que d'armes en pièces détachées ; même une mitrailleuse, celle qui servit le 9 juin, dont j'ai gardé l'enveloppe de parachutage... récupérée bien plus tard, au bord du Douctouyre, parce que des camarades de Calzan l'avaient abandonnée là avec toutes sortes de déchets, lors d'un "vide-grenier".

J'ai gardé en mémoire quelques-uns des messages captés le soir à Radio-Londres, destinés à nous informer qu'un parachutage allait avoir lieu la nuit suivante :

“La table a quatre pieds”

“Le peuplier perd ses feuilles”

“Le grand-père a pris le maquis”

Chaque fois un responsable du réseau venait de Toulouse ou d'ailleurs ; il s'appelait Richard. Nous, on ne savait pas grand chose ; d'ailleurs, moins on en savait, mieux ça

valait ; et le peu que nous savions, il fallait mieux le garder pour nous ; ça pouvait coûter cher, en cas d'arrestation. Par contre, les miliciens, eux, paraient, dans les lieux publics, un revolver bien visible à la ceinture ; comme Barnola (qui fut exécuté à Manses, à la Libération).

Cependant toutes les armes parachutées ne parvinrent pas à leurs destinataires. Je peux le raconter maintenant, même si pendant longtemps il a mieux valu ne pas divulguer ce qui fut un détournement d'armes.

Mon camarade Baptiste Arlé (vieux militant du P.C.F. qui avait vécu le congrès de Tours) vint un jour de l'hiver 43-44 à Janiquet. Maraîcher à Pamiers (une rue porte son nom) il m'apporta en vélo quelques arbres fruitiers à planter : c'était son alibi. En fait nous étions d'accord pour aller repérer ensemble le lieu où étaient provisoirement stockées des armes récemment parachutées sur le terrain de Rieucros ; ces armes étaient cachées sous un tas de fagots.

Dans les jours qui suivirent, avec une camionnette, quelques camarades, en passant par Rieucros cette fois, vinrent prendre possession des mitraillettes, fusils, revolvers et munitions correspondantes, ainsi que du plastic et matériel de plastiquage.

Incident sur le chemin du retour : avant le pont sur le Douctouyre, des gendarmes arrêtent le véhicule pour un contrôle. Les FTPF, leurs armes apparentes, descendent : "Voilà le genre de matériel que nous transportons". Les représentants de l'"ordre" ont compris : il vaut mieux fermer les yeux. "Circulez !". Et les armes furent mises en lieu sûr en attendant que le maquis vienne en prendre possession.

Peu après, des agents de l'Intelligence Service ont sillonné en voiture tout le secteur, cherchant "les coupables" de ce détournement. Mais leurs recherches furent vaines.

LA BATAILLE DE VIRA

Le 9 juin 1944, je ne me trouvais pas au village ; j'avais pour mission d'encadrer des jeunes, âgés de 14 à 18 ans, qui avaient répondu à l'appel à l'insurrection lancé après le débarquement allié en Normandie. Nous ne savions pas trop quoi en faire ; car ils étaient forcément sans aucune expérience militaire, et sans arme de toutes façons. Et puis nous estimions qu'ils étaient pour la plupart d'entre eux, trop jeunes pour combattre un ennemi aguerri et supérieurement armé. Alors, avec Pierre Barthe, appelé plus tard Pescofi, nous les avons regroupés dans le bois de Rabote, entre Calzan et Arvigna.

Quand nous avons entendu les premiers coups de feu de la bataille, je me suis avancé vers la bordure du bois, pour me rendre compte, et j'ai aperçu la colonne de camions et voitures allemands. J'ai tiré quelques coups de fusil dans leur direction, jusqu'au moment où des rafales de fusils-mitrailleurs ont arrosé les chênes au-dessus de moi, et m'ont incité à me replier. Je n'ai pas retrouvé Pescofi et ses jeunes, qu'il avait amenés se mettre à l'abri du côté de Pastouret. Ce n'est que dans la nuit que j'ai pu reprendre contact avec mes camarades.

Et j'ai désormais, comme beaucoup d'entre nous, vécu dans une semi-clandestinité.

Le matin de la fin juin, où les Allemands et les miliciens sont venus incendier la ferme de Marty et assassiner le père Naudy, un de ses fils et leur domestique, nous couchions, nous les jeunes, dans la cabane dont j'ai déjà parlé ; car il valait mieux ne pas

se laisser surprendre au petit matin. Mon père est venu nous avertir qu'une colonne motorisée était descendue de Calzan, puis avait pris la direction de la ferme de Marty. Ne pouvant rien faire d'autre, nous avons gagné le sommet de la colline, derrière Janiquet, d'où nous avons assisté, spectateurs impuissants, au désastre.



*La ferme de Janiquet en 1995.
En arrière-plan : la colline qui sépare "Pamplemousse" de la vallée du Douctouyre.*

APRÈS LA LIBÉRATION

Après la Libération de l'Ariège, en août 1944, je me suis engagé dans l'armée, pour la durée de la guerre. Oui, j'étais motivé !

Ma motivation pour la Liberté et l'Indépendance de mon pays remonte loin dans mon enfance ; je me souviens encore du temps où je fréquentais l'école primaire à Vira ; notre institutrice nous avait sensibilisés (moi, en tout cas) à ces notions citoyennes de Liberté et d'Indépendance. Je connais encore par cœur des vers du poème de Victor Hugo "Ultima Verba" dans lequel le grand écrivain explique son exil à Guernesey par son refus d'obéir au pouvoir usurpé de "Napoléon le Petit".

Ces institutrices et instituteurs de l'Ecole laïque, sous la troisième République, ont joué, me semble-t-il, un rôle important pour la formation civique des futurs citoyens de ma génération. Nous parlions de la Patrie, à l'école, mais d'une Patrie dans laquelle les idées de Justice, de Liberté, d'Egalité étaient mises en avant.

C'est ainsi que j'ai fait quelques stages de formation militaire (Pamiers, Lespinet, Tarbes, Aix-en-Provence).

Et je me suis retrouvé dans la compagnie de Rol Tanguy, un des libérateurs de Paris, en occupation en Allemagne, où nous avons poursuivi les nazis. C'était quelqu'un, ce Rol Tanguy ! Pour un simple métallo, il savait s'imposer !

Après la capitulation nazie, l'armée française m'a proposé un engagement pour l'Indochine. J'ai refusé, ne pouvant aller combattre ceux qui, là-bas, voulaient se libérer, comme nous venions de le faire nous-mêmes.

Témoignages croisés des frères **ANDRÉ ET GASTON BERDOT** et de leur sœur **JOSETTE SOPIZET**



AVANT LE DÉBARQUEMENT

André : Oui, nous sommes d'une vieille famille de Vira, où nos parents étaient agriculteurs ; nous habitions au village ; moi-même, je suis né le 11 juin 1922 ; j'avais une sœur, Josette, et deux frères : le frère aîné, Georges, était prisonnier en Allemagne ; le cadet, Gaston, aidait les parents à la ferme. A vingt ans, je suis parti aux chantiers de jeunesse, à Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées). Mes souvenirs ? D'abord on ne mangeait guère ! De quatre-vingt kilos le jour du départ, j'en étais à soixante-dix le mois suivant ! On nous apprenait à marcher au pas, comme à l'armée ; mais sans armes. Avec nos haches on coupait du bois ; on ne faisait pas grand chose, et de plus, on ne manifestait pas beaucoup de zèle ! Quand je suis allé vendanger dans l'Aude, avec une équipe, en automne 1942, je n'ai pas coupé un seul raisin ! Fin 1942, j'étais de retour à Vira.

Début 1943, comme tous ceux de ma classe, j'avais été requis pour le STO. J'ai bien sûr refusé de partir. Ma motivation ? Je n'avais pas envie de me faire casser la figure pour rien ; et je n'aimais pas déjà beaucoup les Allemands ! C'était d'ailleurs un sentiment partagé par toute ma famille.

Josette : Déjà, quand on montait les couleurs le matin à l'école et qu'il fallait chanter "Maréchal, nous voilà !", notre père n'était pas content. Républicain convaincu, pour lui, le maréchal n'était pas le sauveur de la France.

Gaston : Bien avant la guerre, notre grand-mère, le matin du 14 juillet, se levait à la pointe du jour pour être la première du village à arborer le drapeau tricolore sur la maison.

André : Etant réfractaire au STO, j'ai dû me cacher ; ce sont des amis de Montferrier, habitant une ferme isolée, qui m'ont accueilli. J'étais bien sûr recherché par les gendarmes, comme tous les réfractaires.

Josette : Quand tu es revenu chez nous, tu logeais dans le "crambot" (petite chambre) d'où tu aurais pu t'échapper éventuellement par la fenêtre et le figuier ; on t'avait apporté le poste radio ; à l'emplacement habituel de ce poste, dans la cuisine, on avait disposé une grande boîte en carton, recouverte par un tissu. Quand les gendarmes venaient, en disant à maman : "On vient chercher votre fils !" celle-ci tremblait comme une feuille ; ils s'en rendaient compte, ils n'étaient pas dupes et devaient se douter que le fils n'était pas loin ; une fois ils ont demandé à maman en désignant la boîte : "Et alors, il marche bien votre poste ?".

Gaston : Il faut dire que certains gendarmes de Rieucros étaient de vrais patriotes et ne recherchaient pas vraiment les réfractaires.

André : Il faut ajouter à ce manque de zèle volontaire des gendarmes, la complicité active de certains habitants du village. De plus, nous réussissions à obtenir le silence de

ceux qui n'étaient pas pour nous ; par exemple, je me souviens d'avoir dit à certaines personnes de Vira en qui je n'avais pas confiance (et qui nous qualifiaient de "merdillons") : "Si tu fais quelque chose, attention à toi !" Et ces gens-là n'ont pas "bougé" ; nous les avons intimidés. Plus tard, Alonso et d'autres guérilleros sont descendus de leur maquis ; ils ont interpellé les trois acolytes connus comme étant dangereux pour les résistants ; ça c'est passé au "Bancal" (sous le parapet), près de l'église. Ils les ont secoués par les épaules : "Si vous continuez à faire les couillons, vous allez y passer !" ; et ils montraient le vide (une dizaine de mètres) au-dessous du parapet.

C'est donc dans le courant de l'hiver 43/44 que je suis retourné dans le secteur ; je faisais désormais partie des FTPF.

Un soir, on a amené un veau à la maison pour le tuer ; il fallait bien faire manger tout ce monde du maquis ; on a abattu la bête dans une grange ; il gueulait comme quelqu'un qu'on égorge (!) ; on ne pouvait pas, chez les voisins, ne pas être au courant ; mais silence complice !

Gaston : Ce fut l'époque où nous avons mangé beaucoup de viande de boucherie ; car les maquisards nous laissaient de bons morceaux de veaux ou d'agneaux. Les chiens de tout le village y trouvaient leur compte, venant dévorer, en ces temps de restriction, les abats abandonnés sur le tas de fumier, près de chez nous...

André : Je me souviens bien aussi, comme Josette, que le commandant Robert venait à la maison, notamment pour l'établissement des fausses cartes d'identité ; car notre père était secrétaire de mairie ; son bureau était dans la cuisine ! C'est lui qui établissait les cartes d'identité, les vraies et les fausses ! Ah! il ne s'est pas gêné ! Je voudrais ajouter que le maire de la commune, Léopold Authié, bien que n'étant pas engagé avec nous, a hébergé pendant longtemps un réfractaire au S.T.O., Joseph Loze, natif de Saint-Amadou.

Gaston : Nous nous rendons compte aujourd'hui des risques qu'a pris notre père à cette époque-là ; d'autant plus qu'il a été à certains moments secrétaire de mairie d'autres communes. La population de la vallée était "gonflée" de façon démesurée !

André : Oui, nous prenions tous beaucoup de risques ; il me semble que nous n'en étions pas très conscients ; on ne pensait pas trop à tout ce qui pouvait nous tomber sur la tête...

A LA RECHERCHE D'ARMES

André : J'ai eu l'occasion de participer à des transports nocturnes d'armes. Nous les prenions en charge au terrain de Belair, à Rieucros, montions à la colline du Picou, et redescendions les cacher dans notre vallée (sous des sarments, au fond d'une vigne, sous le pont de la Goffio, etc.). Je ne savais pas à qui ces armes étaient destinées. Aimé Gos, un des responsables, n'avait pas l'habitude de dévoiler tout ce qu'il faisait ; il valait mieux comme ça !

J'ai aussi participé à trois actions contre des gendarmeries pour récupérer des armes qui nous faisaient tant défaut. A l'école de gendarmerie de Pamiers, nous avons fait coucher les élèves-gendarmes sur le sol, avant d'arroser les fenêtres de rafales de mitraillettes, pour faire croire qu'il y avait eu un combat ; en quittant les lieux, nous avons sollicité des volontaires, pour nous suivre dans le maquis ; mais un seul élève (ou deux) a accepté...

Lors de l'expédition contre la gendarmerie de Rieucros, il n'y a pas eu de problème ; ils nous ont remis les armes qu'ils avaient ; mais à Mirepoix, ce fut une autre paire de manches ; avec leur adjudant-chef nous avons dû beaucoup insister, avant qu'il ne se décide à nous remettre mousquetons, revolvers et munitions. Puis nous sommes allés saccager le central téléphonique de la poste de Mirepoix comme nous avons détruit tout le matériel téléphonique de la poste de Rieucros. Car tout ceci, c'était dans les jours qui ont suivi le débarquement du 6 juin ; l'ambiance était à la joie (on nous apportait des bouteilles d'apéritif dans les rues). Il fallait couper toute communication entre les services de l'armée allemande, et aider ainsi à la bonne réussite du débarquement des Alliés. Je veux insister à ce sujet : toutes nos actions de sabotages, notre lutte armée, étaient motivées par notre volonté de fixer le maximum de combattants allemands loin des plages de Normandie.

L'AFFAIRE BARNOLA

Pouvez-vous nous préciser tout ce que vous savez de l'affaire Barnola qui se situe la veille de l'attaque de Vira ?

André : Il était connu dans tout le secteur comme étant le milicien dont il fallait le plus se méfier ; un de ses copains, de Saint-Amadou, était aussi milicien.

Josette : Quand vous avez attrapé Barnola, vous l'avez d'abord amené à Vira ; je le vois encore, vous l'avez fait monter par une échelle dans la grange de Huguette Bartissol. Et papa a recommandé : "Et surtout ne le laissez pas échapper, celui-là !" Quand on a appris, le lendemain, qu'il s'était enfui, on n'était pas tranquille !

André : Le lendemain de son évasion, nous nous sommes rendus chez lui à Saint-Amadou, pour l'arrêter de nouveau ; il s'était réfugié dans l'église et nous n'avons pas osé pénétrer dans cet édifice religieux ; nous avons eu des scrupules, parce que "ça ne se faisait pas". Nous avons arrêté sa sœur, pensant ainsi faire pression sur lui ; mais il ne s'est pas manifesté. Avec nous, se trouvait aussi Antoine Naudy, d'Arvigna. Son père, lui-même et François Soler furent assassinés par les Allemands et les miliciens à la fin juin, et leur ferme fut incendiée.

LA BATAILLE DE VIRA



*Mimi AUTHIÉ
(18 ans)
assassinée par les
Allemands le 9 juin 1944.*

Josette : Le vendredi 9 juin, je me souviens très bien de l'arrivée des Allemands à Vira (car j'avais quand même douze ans et demi) ; ils se sont arrêtés juste devant notre maison. Un soldat, constatant que la porte était fermée, après avoir essayé de l'ouvrir, a lancé une grenade pour pouvoir entrer. Le sol en garde encore la trace aujourd'hui, au fond du couloir.

Je me suis mise à crier parce que je pensais que ma grand-mère était dans la maison ; en fait, elle s'était enfuie par le jardin, en direction du Planol, au-dessus.

J'ai bien vu, à côté d'un camion allemand, Marie-Louise Authié, et le grand-père, Joseph Rouja, tous les deux blessés. Alphonse Rescanières, instituteur en retraite, est

venu me chercher : “Mais, malheureuse, qu’est-ce que tu fais là ?”, et il m’a emmenée chez lui, en face, un peu plus haut dans la rue.

Gaston : Dès les premières rafales de la mitrailleuse, avec mon père, nous avons abandonné le champ de maïs que nous sarclions, près du village. Nous avons rentré la paire de bœufs, puis nous avons gagné, accompagnés de maman, le Planol et les bois où nous nous sommes cachés tous les trois. Notre chien nous avait suivis. Quand des Allemands qui étaient en train de contourner le village par le haut, pour mieux l’encercler, sont passés à proximité de notre cachette, le chien s’est mis à aboyer. Ils ont tiré dans notre direction, sans nous atteindre. Nous nous sommes enfuis plus loin et j’ai perdu mes parents de vue. Plus tard, j’ai rencontré Joseph Ferriès, de Vira, et Joseph Fabre, d’Arvigna ; j’ai passé la nuit avec eux, dans les fourrés du côté de Calzan. En short et tricot de peau, après la chaleur torride de la journée, j’étais tout tremblant d’émotion et de froid, dans la nuit ; tout ensanglanté aussi, à cause des ronciers que j’avais traversés dans ma fuite.

Josette : Plus tard, dans la soirée, quand on a appris que Mimi Authié était morte dans les champs, tout le village a été bouleversé ; beaucoup pleuraient, surtout les jeunes de son âge comme Fernande et Juliette. Quand on l’a ramenée à sa maison, juste en face de la nôtre, ça a été terrible pour tous.

André : Le jour du 9 juin, nous étions avec Aimé Gos, dans les bois de Tapia, ferme située dans les collines, entre Engraviès et Dun. Nous avons entendu le crépitement de la mitrailleuse et sommes descendus en direction de Vira ; nous avons pris position dans le bois de Thuriège. Quand les Allemands sont passés sur la route, après avoir occupé Vira, nous avons ouvert le feu, ainsi que les guérilleros, placés plus bas que nous.

Je me souviens de quelques jeunes qui étaient dans mon groupe ou dans d’autres : Albert Le Bobinec, Roger Bosc, Fernand Authié, de Vira - Charles Bouichou de Dun - Henri Palmade, Antoine Naudy, André Carol, d’Arvigna - les frères Jean et Joseph Naudi de Calzan, etc.

Le soir venu, les Allemands sont montés dans les bois ; nous nous sommes repliés et les camarades sont passés de l’autre côté de la colline, vers Calzan ; je n’ai pas pu les suivre, car j’étais malade : j’avais le scorbut ; ça ne m’a pas empêché de participer au combat avec tous mes camarades !

Mais seul, dans la nuit, je suis redescendu me réfugier dans les bois de Tapia. Finalement, j’étais tellement fatigué que je suis tombé et me suis endormi jusqu’au matin (il faut vous dire qu’il y avait trois nuits que l’on ne dormait pas !). Dans la matinée, j’ai rencontré un copain, Joseph Toureilles - un colosse ! - qui s’est inquiété de savoir si je n’étais pas blessé à la tête ; mon béret avait déteint et je n’avais pas remarqué que mon visage était tout noir !

Josette : Au village, on s’inquiétait beaucoup et on disait qu’il y avait des morts dans les bois. Papa est parti à ta recherche, avec Mademoiselle Gely, futur maire du village, du côté de Thuriège.

André : C’est Elie Baby, de Gouiric, qui m’a permis de me restaurer : deux œufs et du jambon, comme je n’en avais jamais mangé ! Puis, comme je n’étais vraiment pas bien, je suis allé me réfugier dans une grotte que je connaissais, où on m’apportait de

la nourriture. J'ai dû dormir pendant trois jours et trois nuits ! Finalement, des amis, de braves gens, Louis et sa famille, m'ont accueilli chez eux, dans une grange, à Jourda (hameau de Limbrassac). J'y suis resté deux à trois semaines.

Gaston : Pour ma part, au petit jour, je suis redescendu sur Calzan, où le maire, Parent, m'a donné un vêtement et un bol de lait. Sur le chemin de Vira, j'ai rencontré mon père, qui nous cherchait ; il m'a annoncé la mort de Mimi Authié et d'Alphonse Rescanières. Nous avons trouvé le cadavre d'un maquisard au bord de la route ; et je me souviens très bien des sept trous de balles dans son béret.

Josette : Le dimanche 11 juin, le bruit a couru dans le village : "Les Allemands reviennent". Je ne sais pas qui était à l'origine de cette information, mais elle était vraie : ils étaient de retour. Papa a eu quelques ennuis avec eux car, en fouillant dans une grange, ils ont trouvé des vêtements mouillés et ils l'ont questionné à ce sujet ; je ne sais pas exactement quelle fut sa réponse, mais il n'y eut pas de suite fâcheuse. Je me rappelle que les soldats sont montés, avec des chiens, chez les époux Colomine, natifs de l'Aude, dont la fille aînée était mariée avec Fernand Authié ; lequel était sans doute recherché. Avec ma copine Eliane, nous avons eu très peur.

Peut-être une semaine après la bataille, avec mon frère Gaston, nous gardions les vaches du côté d'Incouloun, où était installée la mitrailleuse ; nous avons trouvé, par hasard, un béret auquel étaient collés beaucoup de cheveux ; nous avons fait part de notre découverte au village ; et le corps de Fernand Roubichou (du hameau de Roubichou) tué le 9 juin, a été retrouvé dans un fossé. Tout le monde l'avait cherché, des jours et des jours, en vain.

Gaston : Je me demande encore comment on ne l'a pas retrouvé plus tôt ; car nous étions plusieurs fois passés à côté de son cadavre sans le voir. C'est en le cherchant que j'avais trouvé l'emplacement d'un fusil-mitrailleur allemand, dans un fossé, grâce au tas de douilles abandonnées ; c'était sans doute un des fusils-mitrailleurs qui tiraient sur la mitrailleuse des maquisards.

André : Un dernier souvenir : en août, je me trouvais un jour à Cénant, chez les guérilleros ; j'y ai vu Bigeard en train de fumer une cigarette, appuyé à un arbre. S'y trouvaient aussi le Canadien et l'Anglais parachutés avec lui. D'après la tête de Bigeard ce jour-là, je ne voyais pas en lui le grand chef qui, soi-disant, libéra l'Ariège...



*Jeunes de Vira au pont de la Goffio en avril 1943.
De gauche à droite : 1^{er} plan : André BERDOT, Mimi AUTHIÉ, Rémy MAURY, Paulette BOSC.
2^{ème} plan : Rosette BOSC, Huguette BARTISSOL.*

ROGER BOSC : Chauffeur du maquis



Jeunes de la vallée au "Bancal", à Vira, en 1942.

De gauche à droite : accroupis : Aimé ROUBICHOU, André MORÈRE.

*2^{ème} rang : Paul CHAVANAC, Mimi AUTHIÉ, Fernand AUTHIÉ, Yvette BOSC, Rémy MAURY,
Julette ANCELY, Alain EYCHARD*

3^{ème} rang : Jeannot EYCHARD, Noël RESCANIÈRES, Robert NADAL.

Je suis né le 2 février 1924 au Merviel, où mes parents étaient épiciers-boulangers. En 1932, ma famille s'est installée à Vira, après avoir acheté une grande maison dans ce village ; ils n'ont gardé que l'activité d'épiciers. Et ils faisaient déjà la tournée entre Les Pujols et Ventenac.

J'ai passé mon permis de conduire à seize ans ; c'est important pour la suite, car j'avais, au temps du maquis, une assez longue expérience de tous véhicules. Déjà, dans l'hiver 43 / 44, j'étais en quelque sorte agent de liaison ; je portais des papiers, en vélo, de la ferme de Janiquet, où habitaient mon beau-frère Rémy Maury et ma sœur, jusqu'au Couderc, où s'était installé un maquis espagnol. J'utilisais le vélo de Rémy, justement ! C'est d'ailleurs sous son influence que je suis entré dans la Résistance. Et mes parents, tout au moins au début, ignoraient mes activités ; notamment celles qui concernaient les parachutages ; nous transportions les armes (mitraillettes, revolvers). Je me souviens bien que nous transportions aussi des sacs de balles ; ça pesait lourd à l'épaule ! Nous passions parfois par le Pinié, le long du Douctouyre, et allions cacher le matériel du côté d'Embayourt. Une fois, il y eut un parachutage derrière la ferme de Maurac,

à un endroit qui n'était pas prévu ; ces armes, nous les avons aussi transportées vers Vira.

Au début 1944, je fus appelé aux chantiers de jeunesse, à Labruyère (Tarn) d'abord, puis à Hyères (Var) ; dans ce dernier camp, nous travaillions à construire des fortifications pour empêcher un éventuel débarquement des Alliés sur les côtes de la Méditerranée. Profitant d'une permission qui m'avait été accordée pour le décès de mon grand-père, je n'ai pas rejoint le camp ; j'ai dû aller me cacher chez mon frère à Coursan (Aude). Il y avait des Allemands partout, car ils occupaient trois châteaux au bout de la rue ; mais personne ne m'a rien demandé !

Heureusement que j'ai quelques papiers pour préciser les dates :

- chantiers de jeunesse du 16 février 1944 au 29 avril 1944.
- Membre de la 3101^{ème} compagnie de FTPF du 15 mai au 24 août 1944.

J'étais le plus souvent le chauffeur du camion avec lequel le maquis montait des expéditions ; c'était un gazogène, qui avait été réquisitionné chez un marchand de farine de Mirepoix. Je me rappelle quelques unes de ces expéditions :

- celle du sabotage de la voie ferrée à Varilhes, près de Dalou ; nous avons emprunté les petites routes et sans lumière, de nuit bien sûr : Le Merviel, Le Bousquet, le col de Py, Gudas, et puis Dalou,

- celle du sabotage de l'usine de Pamiers (ce n'était pas moi le chauffeur à cette occasion-là). Pendant l'opération, j'étais de garde au pont de Vicaria, armé d'une mitrailleuse ; et j'ai réussi à désarmer deux hommes en uniforme (douaniers ou gendarmes). Je leur ai « piqué » leurs deux revolvers et les ai retenus jusqu'à l'arrivée du camion (d'ailleurs, ils n'ont pas opposé de résistance). Mais le chauffeur du camion a heurté une borne et le véhicule a été immobilisé ; nous avons dû rentrer à pied à Vira !

- celle de Mirepoix (notamment pour chercher du ravitaillement) ; nous avons été bien accueillis par la population qui nous a apporté toutes sortes de provisions ; c'était la joie !

- celle de la gendarmerie de Pamiers, pour essayer de récupérer des armes ; je précise que pour ces deux dernières expéditions au moins, la mitrailleuse qui venait d'être parachutée (et qui a servi ensuite à Vira), avait été installée sur le toit du camion. C'est au cours de cette opération, que nous avons rencontré Barnola le milicien, en vélo, au Turret ; beaucoup l'ont reconnu et ont crié "Barnola, Barnola" et ils ont pointé leur arme sur lui. Nous l'avons obligé à monter et il a malgré lui participé à notre expédition. Je le connaissais bien car nous prenions parfois le même car pour nous rendre à Pamiers. Pendant que les camarades s'occupaient de la recherche d'armes dans la caserne, c'est moi qui le gardais dans le camion. A un moment donné, la mitrailleuse s'est mise à tirer ; avec Barnola, nous avons sauté du camion pour nous mettre à l'abri ; ce n'est que plus tard que les copains m'ont expliqué qu'ils avaient tiré contre la gendarmerie, pour faire croire que les gendarmes s'étaient défendus et pour qu'ils ne soient pas inquiétés.

Nous avons ramené le prisonnier à Dun, dans un hangar où il avait les pieds attachés, et les bras liés derrière le dos ; je me souviens qu'il me demandait "Bosc, donne-moi à boire, et détache-moi". Je lui ai seulement donné à boire. Au matin, quand nous nous

sommes réveillés, il avait disparu ; je suppose qu'il avait réussi à se détacher les pieds tout seul ; peut-être quelqu'un l'a un peu aidé ? Je n'en sais rien.

Nous sommes allés à sa recherche, à son village à Saint-Amadou, vers les dix heures, toujours en camion. On nous a dit qu'il était dans l'église ; mais personne n'a osé aller l'arrêter. Nous avons ramené sa sœur, que je connaissais aussi, jusqu'au moulin ; elle a été relâchée quelque temps après, elle n'y était pour rien.

Le jour du 9 juin, nous avons laissé la mitrailleuse en position à Incoulum ; je me trouvais avec "Oscar", à l'allée de marronniers d'Arvigna, en attente d'un groupe d'Espagnols d'Arvigna. Nous avons ensuite pris la direction de Lavelanet où je devais les conduire ; mais arrivés après Vira, nous avons entendu le tir de la mitrailleuse. J'ai garé le camion à Embayourt (c'est d'ailleurs là qu'il sera détruit par les Allemands lors de l'incendie du moulin). Et chacun est allé rejoindre son poste de combat. Pour ma part, je suis monté dans les bois de Thuriège, armé d'un revolver (j'avais donné ma mitraillette au boulanger de Rieucros, Amiel, qui m'avait dit : "puisque tu es chauffeur, tu n'as pas besoin d'une mitraillette, prends mon revolver"). J'ai bientôt perdu le contact avec mes camarades ; et quand ils se sont repliés vers le haut de Thuriège, je n'en savais rien ; je me suis trouvé isolé ; ça tirait partout ; je me suis réfugié dans un fourré, alors que les Allemands montaient dans les bois ; et ils ne sont pas passés loin de moi, sans me voir, heureusement. Je suis resté là toute la nuit, malgré la pluie.

Au petit matin, je suis descendu jusqu'au bord de la rivière ; je suis entré dans une maison où l'on m'a dit : "Il faut partir te cacher, les Allemands vont sûrement revenir". Je suis rentré chez moi, où je comptais rester ; mais le curé de Vira, l'abbé Pech, est venu jusque dans ma chambre pour me conseiller de ne pas rester là. Je me suis donc réfugié à Janiquet, plus exactement dans la cachette aménagée près de la ferme ; Rémy est venu me chercher le soir et nous nous sommes regroupés avec les camarades. Le lendemain, je n'ai pas voulu rentrer chez moi, et avec Alban Rescanières, Aimé Gos, Rémy Maury et d'autres, nous sommes allés nous installer dans les bois au-dessus de Calzan (en emportant des provisions pour quelques jours).



*Roger BOSC et une copine
à Pamiers en 1944.*

Après la libération de notre département, je me suis engagé dans l'armée, bien que n'étant pas un militariste ! D'ailleurs, je n'ai jamais accepté un grade ! Et je me suis retrouvé sous les ordres d'Aimé Gos, Commandant du camp du Vernet, comme chauffeur évidemment ! Tenez, une anecdote : en tant que chauffeur, je n'avais pas à prendre la garde ; mais un jour, comme il manquait du monde, on m'a demandé de le faire : et me voilà sur un mirador, avec un fusil-mitrailleur. Comme des copains jouaient aux boules non loin de moi, je suis descendu de mon poste pour jouer avec eux. Un moment après, j'ai aperçu un adjudant qui passait avec un F.M. sur l'épaule. "Mais, mais, c'est mon fusil-mitrailleur." lui ai-je dit. Il n'y a quand même pas eu de suite fâcheuse.

D'autres camarades ont été aussi affectés au Vernet, à la garde des prisonniers : notamment André Berdot, Alban Rescanières, les frères Jean et Joseph Naudi, etc...

Avec un camion, j'allais un peu partout essayer de trouver du ravitaillement pour nourrir tout ce monde. Les prisonniers ont beaucoup souffert de la faim, puisqu'il y avait pénurie pour tous, du moins au début. J'ai vu des prisonniers passer la main à travers les barbelés pour arracher de l'herbe qu'ils mangeaient... Aux Allemands qui nous aidaient à entretenir nos véhicules, au garage, nous apportions du pain, ou autre chose à manger.

J'ai assuré beaucoup de déplacements : transport de baraquements du Vernet jusqu'à Rimont, pour y loger ceux qui reconstruisaient le village - transport de prisonniers au chantier d'abattage de bois de Légrillou ; à la Mondonne, près de Manses, où ils construisaient une digue le long de l'Hers ; à la ferme de Guilloutis, à quelques kilomètres du camp, où on leur faisait travailler la terre.

Un épisode tragique m'a marqué : des femmes avaient été violées par des Mongols à Rimont. Quelques-unes sont venues au camp du Vernet, pour essayer de reconnaître les auteurs des viols ; elles passaient devant les Mongols alignés (mais pour moi, ils se ressemblaient tous) - "C'est celui-là ? celui-là ?" leur demandait un responsable des prisonniers, Mongol lui-même. Il y eut au moins deux réponses affirmatives et le responsable, avec son revolver, exécuta aussitôt les deux présumés coupables, à bout portant. D'ailleurs les Mongols quittèrent le camp, pour une destination que j'ignore, bien avant les prisonniers allemands.

Quand le colonel Pérès devint le commandant du Camp, après Aimé Gos, je devins son chauffeur, même quand il fut nommé à la subdivision de Foix et jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite. Je le conduisais quand il visitait, entre autres chantiers, celui de Gnioure (construction du barrage) ou à la carrière de talc de Trimouns.

De retour au Vernet, je me suis fait démobiliser en septembre 45 et je suis rentré chez moi, où mon père était toujours épicier. J'ai repris plus tard le métier de mon père et j'ai de nouveau parcouru les routes des petits villages du canton, mais cette fois, au volant de "la Mère Picon"...



Mimi AUTHIÉ et Rosette BOSC
au "Bancal" en 1941 ou 1942.



Marceau, Yvette et Kléber BOSC,
en 1942 ou 1943.
(Les deux frères seront tués à Roquefixade).

GERMAINE CANAL : Institutrice à Vira en 1944

Mémoire des faits survenus à Vira les 9 et 11 juin 1944 : Le 7 juin 1944, apprenant le débarquement anglais en Normandie, tous les jeunes gens cachés dans les bois de la région descendirent dans les villages afin de se grouper pour lutter contre les Allemands. Réquisitionnant bicyclettes, camions, ils s'organisent pour les coups de main et la bataille.

Leur chef Louis a organisé son quartier général au moulin d'Embayourt dans la commune d'Engraviès. Des groupes postés partout sont chargés de surveiller les routes.

Le jeudi soir 8 juin, tous partent en camions tenter un coup de main contre l'école de gendarmerie de Pamiers.

Sur leur chemin, ils rencontrent un milicien "notoire" "X", ils l'arrêtent et l'amènent à Dun. Certains veulent le fusiller immédiatement, d'autres le garder pour l'interroger. Ces derniers l'emportent et "X" bien ligoté est jeté dans un coin. Au matin on essaiera de lui faire dire tout ce que l'on pourra. Mais, au matin, de "X" il ne reste que les liens ; le traître s'est enfui ; il va sûrement alerter Milice et Allemands. L'arrivée de ceux-ci ne tardera guère.

La journée du vendredi 9 juin commence et s'écoule doucement, calme et paisible. Nous sommes à 4 heures de l'après midi.

Les maquisards ont installé une mitrailleuse servie par quatre jeunes gens au lieu-dit "Incoloum". Deux sentinelles armées de mitraillettes et de grenades montent la garde à quelque six cents mètres du village au "pont de la Goffio".

4 heures et demie. La mitrailleuse fait entendre son sinistre crépitement ; des hommes accourent des champs criant : "les Allemands attaquent le village...".

Tous les habitants s'enferment dans les maisons, la majorité des hommes fuient dans les bois : car ils craignent d'être amenés si les Boches les trouvent là. L'on attend, angoissé, sous les balles qui sifflent partout.

Malgré l'héroïque défense des quatre jeunes gens servant la mitrailleuse, qui, au prix de leur vie, l'arrêtent un moment, l'ennemi passe le pont et encercle le village. Les nombreux camions s'alignent sur la route et les Allemands arrivent poussant devant eux à coups de crosse une des sentinelles du pont qu'ils ont blessée (l'autre a pu leur échapper) et une jeune femme du village blessée dans un champ où elle travaillait.

Sous les coups de bottes et de crosses les portes s'ouvrent ; les habitants sont sommés de sortir bras levés et on les groupe devant le presbytère. Les portes qui résistent sont enfoncées, des grenades incendiaires lancées dans les maisons qui ne s'ouvrent pas assez vite.

Cependant, aux gens rassemblés, la jeune femme blessée crie d'aller chercher dans le champ sa fille tuée et son père grièvement blessé. On n'ose pas croire l'affreuse nouvelle trop vraie malheureusement.

Neuville, la sentinelle blessée, demande vainement à boire aux soldats qui vident leur gourde devant lui. Partout les Allemands boivent, vidant barriques et barils ; dans certaines maisons ils cassent la croûte sans se gêner.

Pendant ce temps, M. Rescanières, instituteur en retraite, parlemente avec l'officier commandant l'expédition et l'assurant que nul maquisard ne se trouve dans le village, sauve celui-ci de l'incendie.

Puis les femmes supplient que l'on permette de secourir la pauvre femme blessée ; l'officier cède comprenant enfin que ces gens qui travaillaient paisiblement dans les champs n'étaient pas "complices des réfractaires" comme il disait. Il donne aussi l'autorisation d'aller chercher la petite morte et son grand-père.

Enfin, après s'être assurés en fouillant les maisons de fond en comble que pas un maquisard n'est par là, ils continuent leur route vers Engraviès.

En passant sous la colline de Thuriège, ils sont copieusement arrosés de balles par quelques patriotes repliés dans les bois. Mais que peut une dizaine d'hommes mal armés, sans munitions, contre 300 ou 400 ennemis ?

Les Allemands passent et la lutte va continuer à Engraviès où les Espagnols accourus s'apprêtent à bien les recevoir.

La bataille de Vira est terminée. La terreur est passée sur le village, deux heures avant si gai et si paisible.

Que de malheurs !

Tuée, Emilienne Authié, jeune fille de 17 ans, enfant charmante.

Grièvement blessé son grand-père, Joseph Rouja, mort des suites de sa blessure cinq mois après.

Très sérieusement touchée, sa mère Marie-Louise Authié, non encore remise de sa blessure dix mois après.



*Entre Vira et Arvigna en septembre 2001.
La dernière vision de la vallée qu'eurent les jeunes F.T.P. tués à côté de leur mitrailleuse
(placée à côté du tas de pierres à droite).*

Sauf un, qui réussit à fuir, morts aussi les trois jeunes héros qui "ont tenu" à la mitrailleuse dans cette lutte inégale de 1 contre 20. Raoul Bonnafous d'Argelliers (Aude) tué d'un coup de revolver dans la nuque et que l'on a relevé le lendemain à l'endroit où était la mitrailleuse que les Allemands ont emportée. Paul Balasc de Mercus-Garrabet (Ariège) pris blessé puis achevé sur la route à l'entrée du village. Fernand Roubichou d'Arvigna (Ariège) dont le corps fut retrouvé huit jours après dans des broussailles.

Plus de nouvelles de Jean-Jacques Neuville de Dun amené par les Allemands et sûrement fusillé.

Et ce n'est pas tout... Après le départ des Allemands vers 8 h 30, M. Rescanières et M. Millés quittent le village à bicyclette pour aller à Pamiers chercher M. Roquejeoffre, le docteur Lombard de Rieucros ayant déclaré que l'état des blessés nécessitait une intervention chirurgicale immédiate.

Alors que, arrivant rapidement en auto chercher les victimes, le chauffeur du chirurgien, Fernand Gaudonville des Pujols est tué à son volant par une grenade, sur la route, au niveau des Issards, M. Rescanières qui rentrait avec lui, sortant de la voiture pour s'expliquer, s'écroula, atteint par une rafale de mitraillette. M. Millés, miraculeusement, réussit à se sauver. Qui les a tués ?

Tragique bilan de cette courte lutte : 7 morts, 2 blessés, 1 prisonnier, maisons détériorées par les grenades, terreur répandue dans la vallée.

Cependant on ne vit pas tranquille à Vira et on s'attend tous les jours à un nouveau malheur. On redoute une nouvelle visite de nos sanguinaires ennemis.

Dimanche 11 juin, 7 heures. La population est réveillée par des coups de crosses donnés contre les portes.

On se lève en hâte, on ouvre. Les Allemands pénètrent dans les maisons accompagnés de chiens policiers. Ils perquisitionnent, fouillent jusque sous les lits et dans les armoires. Mais pas de francs-tireurs patriotes.

Ne trouvant rien, ils repartent emmenant un Espagnol, Léonce Gracias, travailleur agricole chez M. Roubichou. Le maire a beau intervenir, se porter garant de l'honorabilité et de la neutralité du pauvre Léonce, celui-ci est embarqué sur un camion et emprisonné à Foix. Après deux jours, ne trouvant rien contre lui, les Allemands le relâchent. Il avait eu chaud...

On devait les revoir une quinzaine de jours après quand ils traversèrent le village pour aller semer la mort à Arvigna. Les dénonciateurs accomplissaient leur œuvre.

Enfin, ce fut la Libération, la grande victoire des Français sur l'opresseur. Et Vira, Arvigna, Engraviès, Le Merviel, petits villages blessés, poussaient un grand cri de joie et de délivrance.

On allait pouvoir vivre libre et tranquille désormais.

CHAPITRE III

CEUX DE CALZAN

UNE FAMILLE DE RÉSISTANTS

JOSEPH NAUDI

Je suis d'origine catalane, puisque né le 4 novembre 1918 à Enveigt (Pyrénées-Orientales) que mes parents ont quitté alors que j'avais quatre ans ; ils se sont installés dans une ferme de Saint-Amadou, à Sabaranis, où ils sont restés cinq ans ; puis ils ont acheté une métairie à Calzan en 1927. Ils eurent six enfants, tous des garçons.

GUERRE ET ÉVASIONS

J'ai été appelé sous les drapeaux le 1er mai 1939, à la caserne Caffarelli de Toulouse, dans l'artillerie DCA ; donc quelques mois avant la déclaration de guerre de septembre



*Joseph NAUDI,
prisonnier en Allemagne, à Neuss en 1942.*

1939 ; date à laquelle nous sommes montés au front, dans le Nord de la France : Valenciennes, Lille, Dunkerque et même en Belgique. Le 4 juin 1940, j'ai été fait prisonnier avec pratiquement toute la première armée française, près de Dunkerque, à Braydune. Pendant quatre jours, j'ai assisté à l'embarquement des troupes anglaises. Quel désastre ! Les Anglais utilisaient toutes sortes de bateaux, petits et grands ; quand ces bateaux étaient bourrés de soldats, les Stukas allemands venaient les bombarder et envoyaient tout le monde par le fond. Nous, les prisonniers, avons été transférés en Allemagne en juin 1940. Pendant des mois, nous avons été occupés à récupérer le fil de fer barbelé (de la fameuse ligne Siegfried), lequel fut envoyé plus tard sur le front de l'Est.

Au bout de quelque temps, je n'avais qu'une idée en tête : m'évader. Ma première évasion date de juin 1942 ; mais j'ai été repris cinq

jours après, près de la frontière belge. J'ai écopé de deux mois de camp disciplinaire : une espèce de «chasse à l'homme», du matin au soir ; ce fut très dur. Fin août, j'ai été remis au travail dans une exploitation agricole. Dès la deuxième quinzaine d'octobre, avec deux copains, je me suis de nouveau évadé ; ce fut la réussite ; la première nuit, nous avons pu repasser la frontière pour nous retrouver en Hollande où nous avons été accueillis dans une ferme ; nous avons été pris en charge, dans une filière d'évasion très bien organisée, par un curé, puis un particulier, puis un policier. J'abrège : traversée de la Belgique ; arrivée en France, où les cheminots nous ont cachés et acheminés par train. J'étais tellement impatient d'arriver chez moi que j'ai parcouru, à pied, par routes et collines, l'itinéraire de la gare de Pamiers à Calzan, où j'arrivai le 2 novembre 1942 ; j'étais plus ou moins clandestin bien sûr, puisqu'évadé, jusqu'au mois de mars 1943, date à laquelle je fus enfin démobilisé (notons au passage que c'est le 11 novembre 1942 que les Allemands envahissent la zone sud ; en quelque sorte, ils m'ont poursuivi !). Trois de mes frères avaient été aussi faits prisonniers en 1940...

Mon plus jeune frère était, lui, aux chantiers de jeunesse dans la Barguillère, au-dessus de Saint-Pierre-de-Rivière. Il avait été désigné pour partir au STO ; je lui ai dit : "pas question que tu partes ; ce soir, tu fais ta valise et tu rentres chez nous à Calzan, où nous te cacherons". Avec lui se trouvait le frère de ma belle-sœur, Roger Fauré, d'Engraviès ; nous les avons donc cachés tous les deux pendant plus d'un an, jusqu'à la bataille de Vira, à laquelle ils ont participé.

LA RÉSISTANCE À CALZAN, RIEUCROS, VIRA



*Joseph NAUDI et Jeanine GIRET en 1945,
près de la ferme de Belair, au pied du pin qui existe encore.
A l'arrière-plan le terrain de parachutage.*

Courant 1943, les premiers maquis se sont mis en place, avec notamment Aimé Gos, Rémy Maury, plus tard les guérilleros. Je suis rentré dans la Résistance, tout en continuant à travailler à la ferme ; j'avais des contacts avec les maquisards, je leur fournissais des renseignements ; et surtout, je participais à leur ravitaillement. Je n'ai pas été à la réception des premiers parachutages d'armes, mais aux suivants. Je faisais partie de l'équipe de base : "Ce soir, à tel

endroit, à telle heure" ; mais je n'étais pas, comme Giret, l'un des organisateurs. Nous récupérions les armes, et les cachions ; mais je ne connaissais pas leur destination. La nuit du parachutage, sur Calzan, d'armes qui étaient tombées un peu partout, je faisais bien sûr partie de l'équipe, rassemblée par le maire, pour récupérer les conteneurs ; nos charrettes à bœufs avaient été graissées mais il nous semblait, dans la silence de la nuit, que le bruit du convoi devait s'entendre de loin ! Qu'ils étaient lourds, ces conteneurs !

Il fallait les charger à plusieurs. Mais nous avons livré ces armes aux guérilleros de Cénant sans problème.

J'ai également participé à l'expédition qui a fait sauter les pylones à haute tension entre Saint-Félix et Coussa. J'étais avec Aimé Gos, Rémy Maury, son beau-frère Le Bobinec, Paul Eychenne le forgeron, Alban Rescanières de Calzan, et celui qu'on appelait l'Estamarou (Pierre Barthe) ainsi appelé parce qu'il passait à domicile chez les ménagères des villages, pour rétamé cuillers et fourchettes. Ah ! il les connaissait, lui aussi, les collines, vivant de braconnage, mangeant chez les uns et les autres. Un personnage ! Chargés comme des mulets de tout notre matériel, nous avons donc cheminé à travers les coteaux, au-dessus de Malléon, Ségura et Saint-Félix.

J'étais aussi dans le coup, lors des deux expéditions à Pamiers, à l'usine pour sabotage, et à la caserne Sarrut pour récupération d'armes. Mais d'autres l'ont raconté.

L'événement le plus important a été évidemment la bataille de Vira, le 9 juin. Je faisais partie du groupe d'Aimé Gos, cantonné sur Engraviès. Quand nous avons entendu la fusillade, nous nous sommes rapprochés de Vira, sans savoir exactement ce qui se passait. Nous avons pris position dans le bois de Thuriège ; nous étions peut-être une douzaine, mais pas assez armés ; pour ma part, je n'avais qu'une mitrailleuse Sten. Nous avons ouvert le feu sur la colonne allemande, quand elle a dépassé Vira, direction Dun. D'autres groupes, FTPF et guérilleros, qui avaient également pris position dans les bois, mais plus près d'Engraviès, ont aussi pris part au combat. C'est sur cette portion de route, entre Vira et Engraviès, que les Allemands ont eu le plus de pertes. Ça a tirailonné de-ci, de-là, jusqu'à la nuit ; nous, nous tenant au-dessus des Allemands qui essayaient de monter jusqu'à nous. Mais leurs rafales de fusils-mitrailleurs n'ont atteint aucun des nôtres. Nous avons décroché, la nuit venue ; sauf Roger Bosc qui s'est trouvé isolé au milieu des Allemands qui progressaient dans le bois ; caché sous des broussailles, il a attendu leur départ pour se sauver ; mais il vous le racontera peut-être lui-même.

RIMONT ET BIGEARD

Après Vira, ce fut plus que jamais la clandestinité ; mais nous savions que la fin approchait. J'étais à Pamiers, fin août, pour sa libération : nous avons occupé les bâtiments officiels sans combat. Mais à Rimont, ce fut autre chose ! Cantonnés à la caserne Sarrut, nous avons été appelés en renfort, sous les ordres de Calvetti, commandant de la 3101^{ème} Compagnie des FPTF. Direction : vallée de la Lèze, Le Mas-d'Azil, Castelnau-Durban. Avant d'atteindre ce village, nous avons été pris sous le feu de mitrailleuses allemandes. Toute la journée, ça a bagarré ! Mais finalement, se sentant pris en tenaille par des groupes de maquisards qui les attaquaient de partout, les Allemands se sont rendus. Leur commandant a demandé à se rendre et c'est Aimé Gos qui l'a amené en voiture, en direction du quartier général de Calvetti. Mais Aimé l'a raconté dans les moindres détails.

Je n'ai pas eu l'occasion de voir Bigeard se battre à Castelnau ; il y était paraît-il ! Nous l'avons vu à Foix, le lendemain ; ce qui semblait surtout l'intéresser ce jour-là, c'était que les FPTF, à direction communiste, soient écartés de l'administration des villes, la paix revenue. Il paraissait faire davantage confiance aux guérilleros, qui, quoiqu'ayant eux aussi une direction communiste, ne pouvaient pas administrer un pays qui n'était pas le leur, même s'ils avaient grandement contribué à le libérer.



*Jeanine et Joseph NAUDI
en 1949.*

Pour revenir à Bigeard, j'étais sur le terrain Pamplemousse, lors de son parachutage le 8 août 1944 (soit deux semaines seulement avant la libération de l'Ariège, et deux mois après la bataille de Vira). Il a atterri sur un arbre, un châtaignier qui existe encore, quoique bien sec. Il était bien embêté, d'être empêtré là-haut avec son parachute ; ça, il ne l'a pas raconté plus tard. C'est un des nôtres qui est allé chercher une scie pour couper des branches et le dégager de sa fâcheuse position. A sa descente du châtaignier, il n'avait qu'une seule chose en tête : fusiller Giret ! Car celui-ci avait livré, disait-il, des armes aux communistes. Le fait remontait à un parachutage précédant la bataille de Vira. Des armes avaient été cachées par des membres de l'Armée Secrète dans une cavité au-dessous du pont de chemin de fer qui enjambe le Douctouyre. Avec un groupe de FTPF, nous étions allés chercher ces armes dont nous avions un besoin urgent, et les avons amenées à destination, au moulin d'Embayourt.

Mais, guérilleros et FTPF, présents le 8 août 1944, s'interposèrent avec détermination. Et Giret ne fut plus inquiété.

Pour la petite histoire, Bigeard est revenu sur les lieux du parachutage, à Pamplemousse, il y a quelques années (je ne l'ai appris que plus tard) accompagné par quelques anciens.

Aujourd'hui, à quatre-vingts ans, j'aimerais, avec l'aide de mes anciens camarades, et l'autorisation du propriétaire, élever une stèle sur le terrain de parachutage "Pamplemousse".

Afin que les générations futures n'oublient pas ce qui s'est passé pendant cette période où tant de jeunes ont payé de leur vie.

Quant à moi, j'ai eu la chance de m'en sortir. Et si c'était à refaire, je referais le même chemin !

N.B. : Je voudrais ajouter ceci, au sujet de l'évasion de Barnola : dans notre groupe, il y avait un gars que personne ne connaissait ; il était avec nous à Dun, dans la nuit où Barnola était gardé et attaché. Le lendemain matin, nous avons constaté en même temps la disparition du milicien et celle de ce jeune. On peut supposer que c'est lui qui a détaché Barnola.

ANTOINE ET ANDRÉE NAUDI

Antoine : Comme l'a raconté mon frère Joseph, nos parents étaient d'origine catalane ; et je suis né en 1922 à Enveigt. Puis, ils se sont installés en Ariège. Je me trouve être le plus jeune des six garçons.



*Andrée VERGÉ (épouse NAUDI)
au Brougal dans les années 40.*



*Antoine NAUDI à la sortie de Péchiney
à Sabart dans les années 50.*

En 1942, j'ai été mobilisé aux chantiers de jeunesse de Saint-Pierre-de-Rivière, au dessus de Foix ; Roger Fauré, d'Engraviès, dont la sœur était mariée avec mon frère Bonaventure, était avec moi. Un jour, au mois de mai ou juin 1943, le chef nous annonça que notre classe allait partir en Allemagne pour le S.T.O. J'avais encore trois frères prisonniers en Allemagne ; je n'avais aucune envie d'aller les rejoindre ; c'est ce que j'ai annoncé chez moi lors d'une permission. Mon projet était de passer en Espagne, avec quatre copains des chantiers ; étant d'Aston, ils connaissaient la montagne, les passages ; ils m'avaient proposé de me joindre à eux ; j'étais décidé à les suivre. (D'ailleurs ces quatre copains ont réalisé leur projet ; j'ai oublié leur nom mais j'en ai revu un après la Libération et il m'a affirmé que leur passage avait réussi).

Justement, mon frère Joseph, prisonnier évadé, se trouvait à ce moment-là à la maison. Il m'a proposé une autre solution que l'Espagne : me cacher à Calzan. J'ai accepté, mais j'aurais préféré passer la frontière...

- Avec Alban Rescanières, a-t-il ajouté, on a décidé quelque chose.

J'ai accepté sa proposition. J'ai rejoint les chantiers après une permission, mais avec la ferme intention de m'évader le soir-même. Vers deux heures, revêtu d'une partie de mon uniforme, j'ai pris mon vélo et direction Foix, que je connaissais bien car nous allions parfois monter la garde à la gare. Au milieu de la rue Delcassé, je tombe sur un agent de ville, un jeune, qui m'arrête et commence à me questionner. Ça débutait mal ! Heureusement arrive un agent plus âgé : "Vous êtes de la classe 1942 ? Allez, vous pouvez partir". Je n'ai pas demandé des explications... Sur le pont de Foix, les deux sentinelles allemandes montaient la garde comme d'habitude ; je suis passé vite dans le noir et elles n'ont pas eu le temps de m'arrêter. Par la route de l'Herm, j'ai ainsi pu atteindre rapidement Calzan.

C'était le jour de l'Ascension. Joseph et Alban m'ont pris en charge et m'ont amené, de nuit, en plein bois : "Il y a là un rocher au pied duquel tu pourras rester caché !". Le

lendemain matin, avec ma musette bien remplie de ravitaillement, je me suis installé à mon nouveau domicile.

Il était convenu que Roger Fauré, après son évasion, me rejoindrait. Mais, sans vélo, il a dû rentrer à Calzan à pied. Deux jours après, il est parvenu à ma cachette, au pied du rocher.

Nous avons ainsi passé quelques mois. La sœur d'Alban, Marinette, venait très souvent garder les vaches dans notre secteur ; elle nous apportait du ravitaillement. Nous avions convenu d'un mot de passe ; quand elle le prononçait, nous sortions de notre cachette pour aller chercher la musette.

Les mois passant, nous avons pris l'habitude de descendre au village, discrètement, en pleine nuit ; nous faisons comme les oiseaux nocturnes, nous ne sortions pas le jour ! Nous dormions quelques heures dans une chambre de notre maison : c'était quand même mieux que notre couchette de fougères ! Rares étaient les personnes qui connaissaient notre vie de clandestins ; même mon père, tout au moins au début, n'était pas au courant.

Nous étions à la disposition du maquis ; on venait nous chercher quand on avait besoin de nous ; surtout, plus tard, pour transporter les armes parachutées.

Quant à mes frères prisonniers de guerre en Allemagne, leur situation avait beaucoup changé. Joseph, je l'ai dit, s'était évadé. Pierre et Marc, tous les deux employés chez Péchiney à Tarascon avant-guerre, furent libérés à la demande de l'usine, suite à je ne sais quels accords entre celle-ci et l'Allemagne ; et ils ont repris leur travail à Tarascon. Seul Bonaventure est resté prisonnier.

Avec Joseph, j'ai participé à l'attaque de la caserne de gendarmerie de Pamiers. Quant à l'affaire Barnola, le mystère de son évasion reste entier pour moi. Nos familles étaient amies, puisque les Barnola étaient aussi des Catalans, et que nous-mêmes avons habité à Saint-Amadou quelques années. Aussi je n'ai pas approuvé quand la fille Barnola a été arrêtée par le maquis, pour que son frère se constitue prisonnier. J'ai vu cette fille plus d'une fois, au milieu de tous ces hommes. Mais je sais qu'elle n'a jamais été inquiétée et qu'elle a été relâchée après la bataille.

Nous avons occupé les villages de Dun, Vira, Engraviès, Calzan, à l'annonce du débarquement allié en Normandie ; nous étions ainsi sortis de notre clandestinité. Peut-être était-ce prématuré ? Car les Allemands ne pouvaient pas ne pas être au courant.

Le jour du 9 juin, j'étais dans le groupe d'Aimé Gos, dans les bois entre Tapia et Dun. Nous avons embarqué dans un camion qui nous a amenés en direction de Vira, d'où venait la fusillade. Je me souviens qu'un de nos chefs voulait que le chauffeur du camion nous conduise sur les Allemands ; nous nous serions couchés dans le véhicule, pour mieux jeter nos grenades de chaque côté, au moment où nous serions arrivés près de l'ennemi. Heureusement que Gos s'est opposé à ce projet, car nous nous serions fait massacrer avant. Finalement le camion nous a laissés près de l'embranchement du moulin et le chauffeur a fait demi-tour pour mettre l'engin à l'abri.

Nous sommes montés dans les bois de Thuriège. J'avais un revolver et deux grenades ; pas de quoi aller bien loin ! Nous avons rencontré les Espagnols, déjà en poste. Quand ils ont vu notre faible armement, notre jeunesse et notre inexpérience, ils ont demandé

à quelques-uns d'entre nous de leur remettre notre armement, et nous ont conseillé d'aller nous cacher ailleurs. Ce que nous avons fait avec Roger Fauré et d'autres. Et la fusillade s'est bientôt déclenchée. Ça a duré ! Les Allemands ont dû avoir beaucoup de morts et de blessés car, plus tard, j'ai vu du sang sur la route et au bord de la rivière.

Les semaines qui ont suivi, je les ai passées dans les bois, comme la plupart des jeunes des villages de la vallée : d'abord au-dessous du plateau de Cénant, puis à Barcaronis (commune de Calzan).

Andrée : Le 9 juin, avec ma mère et ma grand-mère, nous étions seules à notre ferme du Brougal. Mon père était prisonnier en Allemagne. La ferme est située entre le Douctouyre et la route qui va de Vira à Engraviès ; elle était donc en plein coeur de la bataille. Il y avait des Allemands partout, des centaines sans doute ; certains sont venus au Brougal. Nous avons compris qu'ils cherchaient des maquisards cachés ; "Terroristes !" disaient-ils. Ils ont cherché partout, même dans le foin. Ils n'ont trouvé personne ; sinon ils auraient mis le feu à la ferme, comme ils l'ont fait ailleurs. Mais je dois dire que ceux qui sont entrés chez nous, c'étaient des anciens ; et on comprenait qu'ils en avaient marre de cette guerre. Ceux qui étaient restés dehors, on les voyait inquiets car les balles des maquisards de Thuriège arrivaient jusqu'à la ferme.

Nous avons été contentes quand nous les avons vu partir. Car ça tirait de partout ! Les maquisards, bien cachés dans les bois de Thuriège, ce qu'ils ont tiré ! Et les Allemands, depuis la route et les champs, arrosaient les bois.

Antoine : Heureusement qu'ils n'étaient pas bien renseignés sur tous les chemins du secteur ; ils ont essayé de contourner les maquisards en passant par Engraviès ; mais, s'ils avaient, en même temps, pris le chemin de La Coume, et bouclé les bois par derrière, à partir de Calzan, ils nous auraient pris dans un étau. Peut-être n'étaient-ils pas assez nombreux, ou alors étaient-ils trop occupés à s'abriter des coups de fusil qui partaient de Thuriège ?

Andrée : Je suis persuadée que les Allemands seuls n'auraient pas pu faire autant de mal si des miliciens ne les avaient pas guidés ; car seuls les miliciens connaissaient à la fois les familles de maquisards et les lieux où ceux-ci trouvaient refuge.

Antoine : Le jour de l'incendie de la ferme de Marty, avec Roger, nous étions venus coucher chez nous à Calzan ; avant le lever du jour, nous avons entendu puis vu passer dans le village, en direction de la vallée, une voiture, une moto, un side-car, encore une voiture ; un coup d'œil par la fenêtre, nous avons vite compris : c'était un convoi allemand qui descendait, les fusils braqués vers les maisons. Nous avons aussitôt sauté par une autre fenêtre derrière la maison, puis dans le ruisseau, vers les bois. Dans la matinée, nous avons entendu des coups de feu et des explosions. "Ça va mal du côté d'Arvigna", pensions-nous.

Après Rimont, je faisais partie de l'équipe qui gardait les prisonniers allemands à Cénant. Les officiers étaient logés dans une chambre ; les hommes de troupe, un peu partout autour des bâtiments. C'étaient surtout des anciens. Ils avaient l'air d'apprécier que la guerre soit finie, ils disaient souvent : "guerre finie !" ; ils jouaient aux cartes pendant la journée ; on les nourrissait. Ils auraient pu s'évader, car parfois nous n'étions pas nombreux pour les garder. Quand on les a rassemblés pour les emmener au camp du Vernet, ils ne voulaient pas partir ! Seul, un officier parlant français m'a demandé :

- C'est loin l'Espagne ?

- Oh oui ! Il y a des montagnes et des montagnes à traverser !

Et il est resté avec ses camarades.

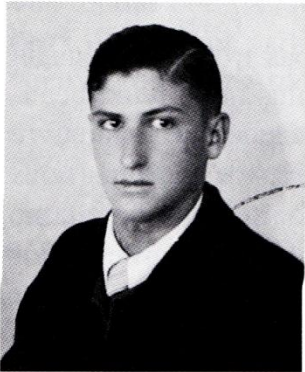
La guerre finie, je suis rentré à la ferme de mes parents. Le travail ne manquait pas dans les champs ! Finalement je ne m'étais jamais bien éloigné de mon village !

Mon frère Bonaventure est rentré de captivité en 1945.

Avec Andrée, nous étions proches voisins. Nous nous sommes mariés en 1946 et avons habité chez elle. Nous avons eu une fille et deux petits-enfants. Ces derniers s'intéressent à ces événements, déjà vieux de plus de 50 ans, qui se sont déroulés dans nos villages - et à l'histoire de notre pays aussi.

Nous ne voudrions pas que nos jeunes, et tous ceux de leur génération, vivent ce que nous avons vécu dans notre jeunesse.

MAURICE DAUDÉ, témoin, de Calzan.



Vous êtes, à Calzan, le plus ancien de ceux qui ont vécu les événements de 1944. Vos souvenirs sont encore précis ?

Oui, car étant né le 22 septembre 1926, j'avais quand même près de dix-huit ans en juin 1944. Ce que je vais vous dire est donc ce que j'ai vécu, ou bien le compte-rendu le plus fidèle possible de tout ce qui m'a été raconté, pendant les événements de 1944, ou après, par ceux qui y ont participé directement, comme Alban Rescanières, la famille Naudi, mes parents, etc...

Mon plus ancien souvenir, concernant cette époque, date de mai-juin 1940. Notre institutrice, Madame Rescanières, la femme d'Alban, nous annonça en classe, la percée allemande et la défaite de l'armée française ; elle insista sur la rapidité de cette débâcle, et sur le fait que pendant des mois le front avait été très calme, les Français se contentant de garder leurs positions. Alban, lui, était sur le front en Alsace, où il fut fait prisonnier ; il le resta au moins un an et demi, avant d'être libéré, sans doute pour cause de maladie.

Je peux vous confirmer, comme vous l'a dit sa fille, que Mme Rescanières ne nous faisait pas chanter «Maréchal, nous voilà», comme cela se faisait, paraît-il, ailleurs.

Alban, après son retour, me racontait volontiers, quand nous allions l'aider dans les champs avec mon père, ses souvenirs du temps où il était prisonnier, mais aussi les développements de cette guerre, notamment sur le front russe. Bien qu'un peu plus jeune qu'eux, je connaissais les fils Naudi, évadés ou réfractaires au S.T.O., qui se cachaient dans les bois, mais venaient coucher au village ; ça, c'est mon père, qui les avait vus un soir, qui me l'a dit plus tard. Antoine Naudi fut aussi aperçu un soir par la sonneuse de cloches, Baptistine, qui, paraît-il, avait «une bonne langue». Le maire, Parent, alla la trouver et lui dit en patois : “Se saes quicon, te caillaras, hé, y ba de la vido de aquélis drôles !” (si tu sais quelque chose, tu te tairas, hé, il y va de la vie de ces garçons !) Et elle a “tenu sa langue”. C'est vrai qu'ici, à Calzan, tout le monde s'entendait bien, il n'y a pas eu de trahison.

Je me souviens aussi du boulanger de Ventenac, le père Laugé ; ça a été un homme comme ça ! Il ravitaillait tout le monde en pain, maquisards compris. On lui portait, par exemple, 25 kg de blé, et il livrait le pain qui correspondait. Venait aussi, avec sa vieille Renault à gazogène, Baldellou de Varilhes ; un brave homme aussi !

Le jour du débarquement en Normandie, Alban Rescanières m'a demandé d'aller à Minguet, pour prévenir Paul Déjean que c'était le moment de venir au maquis. C'est ce que j'ai fait, à travers bois, avec la discrétion voulue.

Le jour du 9 juin, on savait que quelque chose allait se passer, parce que tout le secteur était en ébullition : des jeunes qui arrivaient de partout, des expéditions pour se procurer des armes, etc...

Je veux insister sur Fernand Roubichou, qui était un cousin germain (nos mères étaient sœurs). Fernand est venu prendre le café, le matin, chez Paulin Parent, son oncle

de Calzan ; celui-ci, un ancien de la guerre de 14, mutilé à la main, l'a mis en garde avec ces mots : "Méfie-toi, Fernand, avec les Allemands, ce n'est pas la chasse au sanglier". Et Fernand aurait dit : "Cette nuit, j'ai rêvé que j'allais être tué". Il est quand même allé tenir son poste à la mitrailleuse.

Les quatre jeunes à la mitrailleuse (car ils étaient quatre et pas trois) ont tenu le maximum de ce qu'ils ont pu tenir, face à un ennemi beaucoup plus nombreux, beaucoup mieux armé et mieux initié au combat. Les Allemands ont mené une manœuvre d'encerclement, pour les prendre à revers, remontant en direction de Calzan (nous avons trouvé plus tard beaucoup de traces de leur passage, en moissonnant un champ de blé que nous possédions sur Arvigna ; ainsi que des douilles de fusil-mitrailleur, derrière le talus qui borde la route encaissée reliant l'actuel monument à la cabane d'Alban).

Quand Fernand a enfin décidé de quitter la mitrailleuse qui s'était enrayée, il a pris la fuite en direction de Calzan ; mais il est tombé sur un groupe d'Allemands qui attaquaient donc de ce côté-là. Il a sans doute été tué à bout portant. Son corps a été abandonné dans les broussailles ; personne ne savait qu'il avait été tué ; pendant plusieurs jours, on a espéré qu'il se cachait quelque part ; puis on l'a cherché. Le jeudi matin, ma mère s'est elle aussi mise à sa recherche, dans le secteur du combat ; elle a senti une mauvaise odeur, et elle est venue nous prévenir ; avec mon père, nous avons continué les recherches ; j'ai bientôt senti moi aussi une odeur de cadavre décomposé et nous l'avons trouvé, tout gonflé, tout noir, au coin d'un pré, au bord d'un talus longeant la route de Calzan à Vira. Mon père est aussitôt allé avertir le père Roubichou... Le docteur de Rieucros s'est déplacé pour l'autopsie. Sur le chemin du retour à Calzan, j'ai rencontré Joseph Naudi, qui chargeait le fourrage dans un pré ; et je lui ai annoncé la triste nouvelle.

Il y avait donc un quatrième jeune à la mitrailleuse : Jean Authier, originaire de la ferme du Cordier (Coussa) et marié à une petite fille du maire de Calzan. Ancien prisonnier en 1940, puis libéré, il avait une certaine expérience des armes. Constatant que leur position n'était plus tenable, il a proposé à ses copains de s'échapper ; le mitrailleur lui a répondu : "Une mitrailleuse, ça ne s'abandonne pas". Jean Authier a finalement choisi de se sauver, à travers un pré, en direction du bois. Il a raconté, plus tard, qu'entendant siffler les balles, il a progressé par bonds et plaquages au sol successifs, faisant semblant d'être touché. Il a enfin atteint les bois au-dessus de Vira où il était en sécurité.

De Calzan, nous avons entendu la fusillade, les rafales de la mitrailleuse, puisque la bataille s'est déroulée à moins de deux kilomètres ; ça s'est calmé quand les Allemands ont occupé Vira. Avec mes parents, nous sommes allés, vers le soir, charger du fourrage dans un pré à deux cents mètres du col du Bourreau ; c'est là que nous avons de nouveau entendu des détonations venant du côté de Thuriège, quand les hommes de Gos et les Espagnols ont attaqué le convoi allemand. Mon père a rapidement conduit la charrette vers le bas du pré et nous sommes rentrés chez nous ; en chemin, nous avons rencontré Marie-Louise Vié de Vira, qui s'inquiétait à cause de son mari qui fauchait à la Coume ; elle nous a appris qu'il y avait déjà des morts et des blessés dans la famille Authié.

Après le drame du 29 juin à la ferme Marty, les Espagnols qui étaient cantonnés à Minguet ont décidé pour plus de sécurité de s'installer sur le plateau de Cénant. Un soir

du début juillet, Pescofi qui était peut-être en train de «fureter» au-dessus du village, a aperçu un camion qui montait vers Calzan. Il a crié : «Lès Allémands arribon!» Tous ceux qui avaient participé à la bataille de Vira ont pris le large ; mais nous nous sommes vite rendus compte qu'il s'agissait des guérilleros. Mon père m'a chargé d'aller avertir ceux qui étaient partis se cacher qu'il n'y avait pas de danger. J'ai rencontré dans un chemin forestier Antoine Naudi et Roger Fauré et je les ai renseignés.

Quand les Espagnols sont arrivés à la ferme de Cénant, le propriétaire, Jacques Orliac, n'étant pas prévenu, s'est enfui. Puis il a compris de qui il s'agissait et il paraît que, par la suite, les relations étaient excellentes entre eux ; chaque matin, il allait prendre le café aux cuisines...

J'ai eu l'occasion de monter à Cénant, avec mon père, pour aider Orliac à moissonner, avec nos bœufs et notre faucheuse javeleuse. Nous avons d'abord rencontré la sentinelle, près d'un gros châtaignier, qui surveillait les deux vallées (Crieu et Douctouyre). Orliac nous a montré un Espagnol, près de la ferme : «ça, c'est le capitaine!» (il s'agissait de Tostado). Au repas de midi, les guérilleros nous ont apporté du chocolat... J'ai eu une fois l'occasion de causer avec ... un jeune Allemand (parlant français), qui avait choisi le combat antifasciste en compagnie des guérilleros de Cénant ; il montait ce jour-là la garde au-dessus du col.

Un jour, les Espagnols ont demandé à Jacques Orliac d'évacuer la ferme, car ils craignaient une attaque ; ils savaient de quoi les Allemands étaient capables. Le propriétaire a quitté les lieux avec ses bêtes par un chemin forestier jusqu'à ce que le danger soit écarté. J'ai entendu dire qu'un jour, lors d'un contrôle effectué à Malléon par miliciens et Allemands, les miliciens avaient proposé aux Allemands d'attaquer Cénant ; mais ceux-ci n'ont pas voulu, ils savaient à qui ils auraient eu affaire.



Village de Calzan aux environs de 1935.

Les camions espagnols ne pouvaient pas monter jusqu'au plateau, sauf un G.M.C. ; ils les camouflaient un peu au-dessus du col, dans un creux. Justement, une fois, un de leurs engins, un Chevrolet, tomba en panne en plein village, où il fut abandonné. Le vieux Bardou, qui avait le permis de conduire, s'installa au volant et le gendre du maire attela ses bœufs pour le remorquer ; mais le moteur se mit en marche et le camion alla buter contre les boeufs. Finalement il fut tiré au-dessus du village, et camouflé dans les bois ; il ne risquait plus de causer des ennuis aux villageois...

Après la libération de Foix par les guérilleros, les prisonniers allemands furent emmenés le soir-même à Cénant, avec un lieutenant qui logeait dans la chambre d'Orliac ; l'Etat-Major allemand, lui, fut enfermé au Couderc. Mon père fut réquisitionné, avec d'autres, pour monter la garde du côté du Merviel, car les Espagnols qui combattaient à Rimont et ailleurs n'étaient pas assez nombreux pour garder les prisonniers. Nous sûmes plus tard que l'Etat-Major du Couderc avait été anéanti, car les Allemands voulaient se révolter ou s'enfuir.

Juste retour des choses ? Ces Allemands qui avaient terrorisé nos villageois et toute l'Ariège, ont été internés au même camp du Vernet, où avaient été précédemment enfermés les réfugiés espagnols. Et c'est justement Aimé Gos qui fut le commandant de ce camp ; les F.T.P.F. de notre vallée comme Jean et Joseph Naudi, Alban Rescanières, Roger Bosc, et d'autres, devinrent leurs gardiens...

La roue avait donc tourné...



Alban RESCANIÈRES
au Vernet en 1944.

Vous êtes la fille unique d'Anna Delor et d'Alban Rescanières ; votre père était une figure connue dans la Résistance, à Calzan et dans toute la vallée du Douctouyre. Pouvez-vous nous préciser vos souvenirs ?

Etant née le 10 mars 1934, j'avais 10 ans lors des événements de la Libération. Ma mère était institutrice à Calzan, et mon père agriculteur ; j'ai toujours vécu dans cette maison.

A l'époque, il y avait soixante-dix habitants à Calzan ; tout le monde s'entendait bien et on s'entraidait entre voisins, pour les moissons et le dépiquage par exemple. Les gens étaient unis (plus que maintenant) ; on se rendait visite quand il y avait de la peine dans les familles. Le maquis était bien accueilli et bien ravitaillé. Il n'y a pas eu de miliciens à Calzan. Le maire, Pierre Parent, était aussi dans le coup. Les paysans que nous étions donnaient au maquis ce qu'ils avaient, ce qu'ils pouvaient.

Dans notre maison se réunissaient souvent des responsables des maquis français et espagnols : Calvetti, Tostado, Alonso, Rémy Maury, Aimé Gos s'y retrouvaient quand il le fallait ; ici se sont décidées certaines de leurs expéditions dans les villes. Mon père était de ceux qui s'occupaient du ravitaillement du maquis espagnol ; il s'entendait avec des voisins pour savoir ce qu'ils pouvaient fournir aux maquisards, puis il en informait les responsables du ravitaillement.

Mon père possédait un poste de radio et tous ces hommes venaient souvent le soir pour écouter la radio anglaise et se tenir au courant des événements militaires, notamment de l'avance des Russes. Et c'étaient des discussions à n'en plus finir !

Je me souviens qu'une fois le commandant Robert, que l'on voyait souvent à la maison, avait posé des grenades sur le buffet ; et maman n'était pas contente, car elle craignait "que la maison saute avec ces engins" !

Ma mère justement, qui était donc institutrice au village, ne faisait pas chanter à ses élèves "Maréchal, nous voilà", comme elle en avait l'obligation. Elle reçut un jour la visite de deux hommes de l'Académie, mais elle leur tint tête ; elle eut cette phrase : "Si vous me révoquez, je soignerai les vaches" ! Mais cette affaire-là n'eut pas de suite ; je suppose que l'inspecteur Guilhen a dû la défendre.

Le jour de la bataille de Vira, je gardais les vaches avec ma cousine du côté de Lauzit, au-dessus du village ; on a bien entendu toute la



Anna RESCANIÈRES,
institutrice à Calzan
dans les années 1930.

fusillade ; on avait peur, mais on n'a pas bien réalisé ce qui se passait ; nous avons quand même continué à garder les vaches jusqu'à la nuit. Par moments, nous voyions des hommes qui se déplaçaient, le long des bois ; c'étaient sans doute des maquisards.

Mon père, je l'ai su plus tard, se trouvait du côté de Thuriège, avec les maquisards d'Aimé Gos qui se battaient, à un contre dix peut-être ; le soir, ils se sont réfugiés dans une cabane ; son morceau de pain et son bout de saucisson, il les a partagés avec tous ses camarades.

Après cette bataille, papa ne couchait pas à la maison, mais dans des cabanes qu'ils avaient aménagées dans les bois.

Plus tard, avec les autres enfants du village, on s'amusait à jouer aux maquisards ; nos bâtons de bergers nous servaient de fusils ou de mitraillettes ; nous avons quand même été marqués par tous ces événements...

Alban Rescanières, avec le grade de lieutenant, a été le commandant de la 465^{ème} Compagnie de Garde au camp du Vernet, en 1944 et 1945.

Puis il fut élu maire communiste de Calzan et le resta 35 ans...

Il est mort tragiquement en juillet 1992, à l'âge de 85 ans (car il était né le 1^{er} février 1907), victime d'un motoculteur dont la vitesse en marche arrière était enclenchée. «Il fallait toujours qu'il travaille» a ajouté sa fille...

Complément de Gérard Sabatier, époux de Jeanne, et maire actuel de Calzan.

Marie Sabatier, née Alba, était ma grand-mère ; tout le monde l'appelait "la Polaino" parce que son mari, plus âgé qu'elle d'ailleurs, s'appelait Paulin Sabatier (il est décédé au début de la guerre).

En 1944, j'avais 10 ans et je venais de temps en temps à la Barrière (commune de Ségura), à partir de St-Amadou où j'habitais. Ma grand-mère, c'était un personnage ! Agée environ de 60 ans, elle n'hésitait pas à aller braconner des écrevisses dans le Crieu. Et elle portait au marché, ou dans les restaurants de la région, tous les produits de la nature qu'elle pouvait récolter : gibier, fruits, champignons, etc...

Je me souviens que Pierre Barthes passait souvent à la Barrière ; mais je ne savais pas encore qu'il était maquisard.

- Es un amic ! me disait-elle.

Quand les Allemands, en été 1944, essayèrent de capturer deux maquisards de passage à la Barrière, (affaire relatée par ailleurs), elle fut emmenée par eux et emprisonnée ; elle fut libérée à la fin août.

Gérard Sabatier est à l'initiative de la pose du mémorial honorant les guérilleros du col de Calzan. Il a été sensibilisé à cette période de l'histoire, par sa grand-mère d'abord, par Alban Rescanières ensuite.

CHAPITRE IV

DANS LES COLLINES D'ENGRAVIÈS ET DU MERVIEL

FERNAND GOURIC, la deuxième sentinelle du 9 juin...



Né en 1924, je suis originaire de Tapia, ce petit hameau de la commune de Dun, où s'arrête la route. Mon grand-père et mon père sont morts à une semaine d'intervalle ; le premier terrassé par une crise cardiaque en râtelant du foin ; le deuxième, ancien gazé de la guerre de 14, bouleversé par la disparition de son père, n'a pas survécu à une crise plus violente que les autres. Je n'avais que deux ans ; j'ai été élevé par ma grand-mère et ma mère. Nous avons une exploitation agricole de plus de 60 ha avec champs, vignes, prairies, bois. Le travail ne manquait pas ; justement Antoine Pons travailla chez nous comme journalier.

A 16 ans, j'ai eu mon premier permis de chasse ; ce qui explique peut-être en partie mon engagement dans le maquis, plus tard..., d'autant plus que je fis une préparation militaire à 18 ans.

Ma famille, comme beaucoup d'autres de la vallée, (le café Rouch du Merviel, nos voisins les Delquié) ravitaillaient les Espagnols du Couderc ; ils venaient la nuit ; j'en connaissais un certain nombre. Nous avons compris que ces Espagnols nous aideraient à nous libérer de l'occupant nazi.

Nous allions moudre du blé, de nuit, chez le meunier de Dun, la famille Gentil. Nous avons été probablement dénoncés car les services de la réquisition ont opéré une fouille de notre domicile ; ils ont saisi du grain. Nous avons aussi dû livrer quatre bœufs à la réquisition.

Quand nous avons appris la nouvelle du débarquement de Normandie, sur notre poste de radio, nous, les jeunes, nous nous sommes réunis à Engraviès. Le maire, Elie Eychart, nous a dit : "Allez, les jeunes, il faut y aller !" De retour chez moi, ma grand-mère, le vrai chef de la maison à qui j'avais l'habitude d'obéir, ne m'a pas laissé le choix : "Maintenant, c'est le moment !" Ainsi, nous nous sommes retrouvés quatre jeunes motivés : Robert Nadal, Noël Rescanières, Jeannot Eychart ; les autres étant trop jeunes, ou trop âgés. Roger Fauré était déjà dans le coup à Calzan. De Dun, je me souviens de Roger Cougoureux, de Jean-Jacques Neuville, de Philippe l'Espagnol...

Nous avons été regroupés à Dun, dans le hangar de Georges Sarda ; le lendemain on nous a postés à divers endroits autour du village ; pour ma part j'ai ensuite été désigné, seul de Dun, pour aller à Calzan. Avec mon paquetage et du ravitaillement, j'ai rejoint ce village ; on m'a donné un vieux fusil de guerre à long canon, pas du dernier modèle..., et une dizaine de cartouches.

Comme les armes manquaient, nos chefs ont décidé d'aller en prendre à la caserne de gendarmerie de Pamiers ; je fus de l'expédition, avec une vingtaine de jeunes ; peut-être m'a-t-on choisi parce que je savais me servir d'un fusil, étant déjà chasseur ? C'était la nuit. Nous avons encerclé la caserne, j'ai escaladé les murs avec des camarades. L'opération s'est bien déroulée ; nous avons ramené quelques armes, du ravitaillement, et même de la vaisselle !

Le matin de la bataille de Vira, j'ai été posté en sentinelle au pont de la Goffio, avec Jean-Jacques Neuville, que je connaissais bien, et un certain Antoine, qui n'était pas du secteur, et dont je n'ai plus eu de nouvelles. Il me semble qu'il était originaire du secteur de St-Paul de Jarrat ; il était un peu plus âgé que moi ; il me dit qu'il avait déjà participé à des opérations de sabotage de voies ferrées.



*Au pont de la Goffio en septembre 2001.
Fernand GOUIRIC a retrouvé son poste de sentinelle du 9 juin 1944. Au fond le village d'Arvigna.*

Trois jeunes ont été affectés à la mitrailleuse, sur une pente en vue de la route, au milieu d'un pré ; ils pouvaient s'abriter derrière un tas de pierres autour duquel poussait un roncier. Cette position n'était sans doute pas la meilleure, car les Allemands eurent vite fait de la découvrir.

En ce début d'après-midi, Jean-Jacques s'était avancé dans un champ, bordant la route, où travaillait la famille de Mimi Authié. Avec Antoine, nous étions restés sur le pont à l'ombre d'un noyer. Tout à coup, venant de la direction d'Arvigna, une moto est arrivée ; elle était conduite par un soldat allemand casqué, sans doute envoyé en éclaireur ; nous avons aperçu des camions arrêtés en ligne au niveau du chemin de

Roubichou. La moto fit demi-tour à l'embranchement de Calzan. Jean-Jacques ouvrit le feu sur cette moto. Les camions se sont avancés, en tirant avec la mitrailleuse installée sur le capot de la cabine. Jean-Jacques a été blessé, ainsi que la mère et le grand-père de Mimi ; et celle-ci, malheureusement, a été tuée. J'ai vu un groupe d'Allemands descendre d'un camion, s'emparer de Jean-Jacques qui se débattait et l'amener à leur véhicule. Je ne devais plus jamais revoir mon copain.

Quand le premier camion s'est approché du pont, j'ai dit à Antoine :

- Ne tire pas ! Car nous n'étions que deux contre des centaines peut-être.

- On est là pour ça ! m'a-t-il répondu.

Nous avons donc ouvert le feu, avec nos fusils, sur le premier camion, chacun à notre poste derrière le parapet ; aussitôt quelques rafales nous ont contraints à la fuite.

Dans le même temps, notre mitrailleuse a aussi déclenché le tir, mais pas longtemps ; nos camarades ont dû passer une ou deux bandes et le tir s'est bientôt arrêté. Une vingtaine d'Allemands, descendus des camions, se sont répandus dans les champs aux alentours du pont ; nous, nous courions dans les blés, déjà hauts. Ils nous ont encore tiré dessus, sans nous atteindre. Nous avons sauté dans le ruisseau, Antoine le remontant, et moi le descendant. Des Allemands m'ont poursuivi, tout en tirant dans ma direction, car je devais faire du bruit en courant dans les cailloux et les ronces. Je suis arrivé au Douctouyre ; je suis tombé dans un trou profond ; je me suis caché sous un buisson du bord, en restant à moitié immergé. Les Allemands sont arrivés tout près de moi, à 10 m peut-être ; ne me découvrant pas, ils ont tiré plusieurs rafales au hasard, dans l'eau et sur la rive. Puis je n'ai plus rien entendu.

Le calme revenu, j'ai délacé mes chaussures, dont j'avais perdu les semelles dans la course ; j'ai traversé la rivière pour gagner la colline en face où je pensais être davantage en sécurité. A l'abri derrière un talus, à mi-pente, j'ai pu voir cinq camions prendre position sous le cimetière, d'où ils arrosaient à la mitrailleuse toutes les collines environnantes ; notamment dans ma direction, parce que j'ai encore tiré un ou deux coups de fusil sur deux Allemands que j'avais aperçus dans les jardins ; j'ai entendu les balles siffler autour du rocher derrière lequel j'étais abrité.

Un peu plus tard, j'ai bien vu des groupes d'Allemands s'éparpiller dans toutes les directions ; certains ont traversé la rivière, en direction de la colline ; comme j'avais constaté qu'ils avaient deux bergers allemands, j'ai atteint la crête, tout en me dissimulant, les pieds en sang. J'ai retrouvé là un groupe de jeunes qui s'étaient repliés comme moi. Ensemble, nous avons atteint Viviès, toujours à travers bois ; nous avons pu nous restaurer et boire au village ; une femme m'a fait laver les pieds, que j'ai enveloppés dans des tissus, et elle m'a donné une paire de pantoufles. Nous ne pouvions pas rester là, les Allemands risquant de nous poursuivre. Un gendarme de Rieucros, de notre groupe, nous a pris en charge et proposé de nous emmener au maquis espagnol de Manses. Nous sommes descendus, à travers blés et maïs, vers la route de Mirepoix, que nous avons traversée, direction l'Hers ; la nuit n'était pas encore tombée. Mais où trouver le maquis ? Nous avons erré dans les bois, mouillés comme des canards à cause d'un orage. Je pense que des Allemands nous avaient suivis, de loin, car nous avons aperçu des fusées éclairantes.

A force de marcher dans la nuit noire, nous avons trouvé une ferme habitée, en pleine forêt ; nous sommes entrés dans la grange pleine de foin, dans lequel nous avons

essayé de nous réchauffer, les uns contre les autres ; nous n'étions plus que cinq ou six, les autres s'étant égarés dans les bois, ou étant allés se mettre à l'abri ailleurs (comme Roger Cougoureux de Dun, qui est rentré chez des parents à Vals).

Au matin, le propriétaire des lieux, un Espagnol justement, nous a trouvés dans sa grange ; il nous a fait déjeuner et nous a indiqué où trouver le maquis espagnol.

Finalement je suis resté seul chez les guérilleros, qui, je pense, ont eu confiance en moi. Ils ne m'emmenaient pas à leurs expéditions, mais ils me confièrent quelques tâches. Par exemple, ils me plaçaient comme sentinelle, en divers points de la route de Mirepoix à Teilhet, pour surveiller les déplacements des Allemands ; à deux reprises, j'ai constaté leur passage en camion. Un jour, les guérilleros sont allés leur tendre une embuscade à la côte de Millet ; les lieux s'y prêtaient, car la route était en creux, et bordée de deux petits bois d'acacias de chaque côté. A leur retour, ceux qui ont participé à l'opération m'ont dit que les Allemands avaient eu des morts.

Dans ce cantonnement, en pleine forêt, se trouvaient sept ou huit jeunes Espagnols, et quatre chefs, plus âgés, qui ne nous permettaient pas d'assister à leurs concertations. Certains d'entre eux parlaient bien le français.

Je me suis vu confier une liaison à Foix ; comme je n'avais que 20 ans et pas de barbe, je pouvais passer pour un gamin dont personne ne se méfiait. Les Espagnols me cachèrent un pli enroulé dans le cadre d'un vélo, et me voilà en route pour Foix, en empruntant de petits chemins : Les Pujols, Coussa, Varilhes, Gudas, l'Herm. En passant devant le garage Citroën de Foix, la propriétaire, Mme Favergeon (qui possédait aussi la ferme du Couderc), m'aperçut et me confirma le lieu où je devais me rendre : une petite rue à droite après le pont. Un jeune m'y attendait et me dit simplement "Pose ton vélo". Puis, ayant pris le pli, il me conduisit dans une maison où nous attendaient trois hommes d'âge assez mûr ; ils me posèrent des questions concernant mon itinéraire, les mouvements des Allemands, etc... Puis je repris mon vélo, avec un pli écrit en espagnol, caché au même endroit qu'à l'aller. J'effectuai une deuxième liaison dans les mêmes conditions.

Une troisième fois, à mon arrivée à Foix, mon vélo à la main, j'ai constaté qu'il y avait des Allemands partout et qu'ils vérifiaient les papiers. Prudemment, j'ai fait demi-tour. J'ai appris par la suite que des arrestations avaient été opérées ce jour-là.

Lors de la bataille de Roquefixade, les Espagnols m'ont envoyé dans ce secteur pour rejoindre le maquis français, sans me donner des explications (pour ma part, j'ignorais que des combats allaient s'y dérouler). Armé d'une mitraillette et de deux chargeurs, par une nuit noire, j'ai quitté les bois de Manses. Je me suis trompé de passage en voulant traverser l'Hers ; il y avait trop d'eau. J'ai demandé à un riverain, qui m'a indiqué un gué. Par Tourtrol, j'ai rejoint la vallée du Douctouyre ; j'étais à Tapia au petit jour. Les miens ne m'avaient pas revu depuis le 9 juin et s'inquiétaient beaucoup de mon sort ! J'ai continué par le Carla, le bac d'Ilhat, jusqu'à une crête, en vue de Roquefixade.

J'ai alors entendu des bruits de moteurs de camions, sur la route qui passe à Roquefixade ; c'était au début de l'après-midi. J'ai bientôt aperçu trois jeunes dans un vallon, le fusil sur le dos, apparemment sans souci. Je leur ai fait signe du bras ; ils m'ont répondu de la même façon ; je m'apprêtais à les rejoindre. Tout à coup, j'ai entendu une rafale de mitrailleuse ; les jeunes ont disparu dans les buissons ; ont-ils été

atteints ? En rampant, j'ai quitté le pré où je me trouvais, vers la crête. Mais des Allemands accompagnés de chiens étaient montés dans ma direction ; caché au milieu des rochers, je les entendais parler. Je ne pouvais pas redescendre, à cause d'un à-pic, ni monter. J'ai attendu là que le soir tombe.

Le calme revenu, j'ai repris le chemin de la nuit précédente et j'ai gagné le domicile de mon oncle, Elie Mercadier, du bac d'Ilhat, ancien chef de brigade à la gendarmerie du Fossat, antifasciste convaincu. Il me croyait mort car il avait entendu la fusillade. Il m'a caché dans une meule de foin, loin de la maison ; il a dissimulé la mitrailleuse sous les tuiles. Sa prudence n'avait pas été inutile, car les Allemands sont venus fouiller sa maison, et d'autres, le lendemain.

La nuit suivante, j'ai rejoint le maquis de Manses, alors que j'aurais fort bien pu me réfugier chez moi à Tapia... Les Espagnols n'en revenaient pas de me revoir sain et sauf. Et je suis de nouveau resté avec eux ; j'ai repris des gardes et participé à des expéditions de ravitaillement.

J'ai eu l'occasion de voir Bigeard chez les guérilleros, après son atterrissage ; mais nous ne savions pas encore qui il était. Il nous a salués militairement, à son arrivée, avec ces mots :

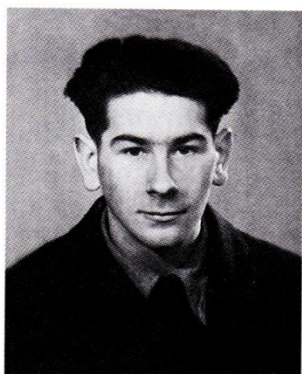
- C'est bien, les gars, c'est bien !

J'ai assisté à la libération de Foix, sans y participer ; les Espagnols m'avaient emmené avec eux : nous sommes restés, trois ou quatre jeunes, dans les bois, au-dessus de Berdoulet ; nous étions apparemment en renfort d'autres groupes de guérilleros, mais on n'a pas fait appel à nous pour la bagarre. J'ai demandé à aller voir ma sœur Laurence, mariée au Vignoble ; ce que j'ai fait, la nuit venue, toujours porteur de ma mitrailleuse. Cette arme, dont je n'avais plus besoin, l'Ariège étant libérée, deux Espagnols, dont Philippe, sont venus la récupérer chez moi, quelque temps après. Et moi, j'ai repris le travail à la ferme, avec ma mère et ma grand-mère...

Par la suite, j'ai perdu le contact avec mes camarades espagnols, ainsi qu'avec les FTP. Pour les travaux des champs, j'ai pris successivement quatre prisonniers allemands du Vernet ; la plupart furent travailleurs et corrects, notamment le dernier, homme de confiance, qui nous a beaucoup regrettés à son départ.

Et le temps a passé... En 1948, j'ai reçu, sans que je la demande, mon attestation d'engagement aux FFI.

NOËL RESCANIÈRES : d'Engraviès à la poche de Royan.



Ma vie s'est écoulée ici, dans cette ferme de Sainte-Croix (commune d'Engraviès) où je suis né le 10 décembre 1924. Mon père a été blessé à Verdun ; un éclat d'obus a touché le cerveau et on n'a jamais pu l'extraire ; après son retour, peu à peu, il a perdu la raison. Ce qui fait que j'ai travaillé très tôt, pour aider mon grand-père dans les champs.

Comme j'étais de gauche, et vraiment de gauche, je n'avais aucune sympathie pour les Allemands et leur régime nazi. Quand, en mai ou juin 1943, j'ai reçu l'ordre de partir au S.T.O., j'ai aussitôt refusé. Vous pensez bien que j'ai eu des ennuis : les gendarmes de Mirepoix étaient souvent à la maison, à ma recherche. Ils venaient en vélo. Je ne couchais pas chez moi, mais chez un cousin de la même commune, Basile Morère. Avant le jour, je revenais, toujours sur mes gardes, pour aider mon grand-père, qui se faisait vieux (mon père, à ce moment-là, avait été admis dans un établissement spécialisé). Je travaillais dans les prés et les champs qui n'étaient pas visibles de la route.

Je me souviens bien des deux gendarmes qui me cherchaient : un jeune et un plus âgé. Le jeune faisait du zèle et il tournait autour de la maison. Le plus âgé, originaire de Saint-Jean-du-Falga, qui devait bien se douter que je n'étais pas loin, disait à mon grand-père, en patois : "laissez-le faire, laissez-le chercher" ; mais lui-même ne cherchait pas à en savoir davantage sur mon compte.

Le danger de dénonciation était réel ; à Dun, des personnes ne cachaient pas leur sympathie pour le régime de Vichy. Au village du Merviel, un jeune, un pauvre type, sans père connu, était milicien ; je pense qu'il était payé pour dénoncer les résistants ; d'ailleurs il a été exécuté à la Libération.

Durant l'hiver 1943-1944, les guérilleros s'étaient installés au Couderc, ferme isolée au milieu des bois, commune du Merviel. J'ai bien connu leur chef, le commandant Robert. Ils avaient un camion, réquisitionné, ainsi qu'une traction avant, réquisitionnée elle aussi chez une femme d'Engraviès. Ils étaient ravitaillés par les paysans de la vallée, notamment par mon grand-père. Le pain, ils allaient le chercher parfois chez le boulanger de Tourtrol.

Un groupe d'Espagnols, pendant quelque temps, s'abrita dans une cabane, qui appartenait à ma famille, dans les bois de Cénant. Puis ils s'installèrent à la ferme de Cénant, sur le plateau. Plus tard, j'ai assisté au parachutage d'armes, de munitions, de vivres, sur ce même plateau. Je me rappelle bien les avions arrivant d'Angleterre, certaines nuits éclairées par la lune, larguant leur matériel dans l'espace délimité par des feux.

J'ai bien connu aussi des juifs, réfugiés chez des paysans des villages voisins, et qui ont par la suite rejoint le maquis. Moi, j'étais aux F.T.P.F., mais nous avions de bons rapports avec les guérilleros. D'ailleurs, à la bataille de Vira, je me suis retrouvé, avec un cousin de Tapia, Robert Nadal, dans un groupe d'Espagnols. On était tous des camarades, engagés ensemble dans le combat antifasciste.



*Jeunes du Merviel, Engraviès et autres villages, au château de Rocles en mai 1943.
De gauche à droite : René RAYNAUD - Jeannot TREMESAYGUES - Fernand GOURIC (devant)
Raymond CHARRY - Yves LASSALLE - ? - Noël RESCANIÈRES - Jeannot BÉDRÈDE
Roger LAUGÉ - Robert NADAL (derrière) - ? - Jojo PONS.*

Je veux ici développer un souvenir précis. Nous étions, au printemps 1944, cantonnés au-dessus de Calzan. Un copain, de Saint-Paul-de-Jarrat, a eu l'idée, un soir, d'aller faire une virée dans les environs, car nous avons besoin de nous distraire un peu. Je lui ai proposé d'aller boire un coup au café des Pujols, tenu à l'époque par Mme Laurent. Et nous voilà partis, de nuit, en vélo. Au café, nous nous sommes tranquillement attablés. Tout à coup, entrent deux autres jeunes, qui s'assoient en face de moi ; c'étaient deux miliciens. L'un, de Saint-Amadou, je le connaissais bien car on avait été copains dans le temps ; l'autre, je le connaissais moins. Et le premier m'interpelle :

- Rescanières, il paraît que tu es au maquis !

- Pas du tout, je travaille avec mon grand-père !

Il se lève, et m'applique son revolver sur la tempe.

- Tu mens ! J'ai appris que tu étais au maquis !

- Mais non !

- Jure-le !

Bien sûr, j'ai juré. J'aurais juré n'importe quoi dans de telles circonstances. J'avais moi-même mon revolver en poche, avec six balles ; mais je ne pouvais pas m'en servir, il aurait tiré avant moi.

Finalement les deux miliciens ont quitté le café ; nous-mêmes, pas tranquilles, avons fait de même. A notre sortie, quelqu'un, dont j'ai oublié le nom, prévenu de l'incident je ne sais comment, nous a avertis :

- Méfiez-vous, ils vous attendent à l'embranchement du Turret ! Pour éviter le piège, nous avons rejoint notre cantonnement par un autre chemin, qui passe aux Issarts.

Ceci fut un épisode, parmi tant d'autres, de ce printemps 1944... J'étais aussi dans le groupe qui a attaqué l'école de gendarmerie de Pamiers ; car le peu d'armes que nous avons, nous les avons subtilisées aux gendarmes. Avec des camarades, nous avons escaladé le mur de la gendarmerie pour ouvrir la porte de l'intérieur. Les gendarmes se sont montrés très réticents avant de nous abandonner leurs armes ; il a fallu que nos chefs discutent longtemps. Un détail me revient : quand un camarade a déposé une brassée de mousquetons dans notre camion, un coup est parti : une balle était restée engagée dans le canon. Avant de quitter les lieux, les gendarmes nous ont demandé de mitrailler les fenêtres, pour faire croire à leurs supérieurs qu'il y avait eu combat, et qu'ils avaient résisté ; ce que nous avons fait !

Le 9 juin, nous étions cantonnés sur une colline, au lieu-dit « Monombre », entre Engraviès et Dun. Un habitant de Vira, Jules Raynaud, est venu en moto nous prévenir de l'arrivée des Allemands. Nous avons embarqué dans un camion, réquisitionné précédemment à une minoterie de Mirepoix, conduit, je crois, par Amiel, boulanger de Rieucros. Quand nous sommes arrivés en vue de la route de Dun à Vira, nous avons aperçu deux camions allemands qui roulaient vers ce dernier village. Gonflés, nous nous sommes mis à leur poursuite ; heureusement qu'on ne les a pas rattrapés, car ils devaient être beaucoup mieux armés que nous.

Nous avons stoppé au niveau du bois de Thuriège et avons pris position sur la pente qui fait face à Vira ; nous voyions bien les Allemands regroupés à ce moment-là près du cimetière ; leurs casques et leurs fusils brillaient au soleil ; nous entendions même les ordres qui leur étaient donnés par leurs chefs.

Quand ils sont arrivés sur la route, direction Dun, nous avons ouvert le feu ; pour ma part, j'avais un mousqueton de gendarmerie ; d'autres, des fusils Remington. La riposte ne s'est pas fait attendre. Mitrailleuses et fusils-mitrailleurs ont arrosé notre position ; ils avaient même installé des armes automatiques de l'autre côté du Douctouyre, pour prendre un peu de champ. (Plus tard, les bûcherons qui abattaient les chênes ont retrouvé beaucoup de balles dans les troncs...). La fusillade a ainsi duré toute l'après-midi. A un moment donné, je me trouvais avec Eychenne, le forgeron d'Arvigna - un rude, celui-là ! Il me dit en patois : "En voilà un qui traverse la route !" Nous avons tiré en même temps sur cette belle cible, à deux cents mètres peut-être. Nous l'avons touché car un autre Allemand est sorti du fossé pour tirer son camarade en arrière, par les jambes, et le mettre à l'abri. Un peu plus tard, des balles ont cassé une branche au-dessus de notre tête. "Elle n'est pas passée loin, celle-là !" s'exclama Eychenne en buvant une gorgée d'alcool.

Quelques jours après, j'ai vu un tas de douilles d'une mitrailleuse, que les Allemands avaient installée près de la cabane dite "du bon vin", à trois cents mètres environ avant le croisement des deux routes de Dun et d'Engraviès.

Il faut dire que nous ne nous battions pas avec une discipline militaire : on se regroupait avec quelques camarades, on se dispersait de nouveau... Je me suis ainsi retrouvé, avec mon cousin Robert Nadal, dans un groupe de cinq Espagnols, qui, eux, étaient organisés ; quand leur chef criait : "Fuego", nos sept fusils tiraient en même temps ! On voyait bien qu'ils étaient plus aguerris que nous, ayant fait pour la plupart la guerre d'Espagne. Et leur motivation contre les nazis égalait la nôtre.

Quand les Allemands atteignirent mon village (on l'avait compris parce qu'ils nous tiraient dessus à partir de cette nouvelle position), nous nous rendîmes compte qu'ils cherchaient à nous encercler. F.T.P.F. et guérilleros ont donc atteint la crête pour éviter l'encercllement ; mais nous, tous les sept, nous sommes restés les derniers, en couverture, jusqu'à ce que tous nos camarades aient évacué les lieux.

A notre tour, nous avons décroché en direction de la ferme de Cénant, avant de redescendre sur le Merviel, pour le ravitaillement ; on nous a gâtés : pain, jambon, une bonbonne de vin. Nous nous sommes regroupés, un certain nombre de F.T.P.F., car depuis le matin, on s'était dispersés un peu partout. Nous avons gagné la cabane "le Bésicou", trempés comme des canards, où nous nous sommes restaurés et reposés. Nous n'avions même pas eu un blessé !

Les jours suivants, je n'ai pas voulu rentrer à la maison ; je l'estimais trop dangereux. Avec mon cousin et beaucoup d'autres camarades, nous avons trouvé refuge sous des rochers, du côté de Minguet.

Quelque temps après, nous avons reçu l'ordre de rejoindre le nouveau cantonnement de Roquefixade. De nuit, toujours avec mon cousin, nous avons atteint le village d'Ilhat ; et le lendemain, nous avons pris la direction de Roquefixade ; c'était justement le jour de la bataille. Arrivés à proximité, nous avons entendu la fusillade. Ne sachant pas ce qui se passait, nous nous sommes arrêtés dans les bois.

Je n'avais pas peur du danger ; je n'ai jamais pensé que je pouvais être tué. Je voulais venger ma cousine, Mimi Authié, mon oncle et ma tante, tués ou blessés à Vira par les Allemands. Tous les crimes commis par les nazis et la Gestapo, m'avaient poussé à un esprit de vengeance ; j'ai d'ailleurs combattu l'ennemi jusqu'à ce qu'il capitule.

Je connaissais les trois hommes assassinés par les Allemands dans ma vallée, quelques jours après Vira :

- Antoine Pons, l'Andorran de Tapia, a été arrêté alors qu'il fauchait dans un pré ; il ne faisait pas partie du maquis. Ils l'ont emmené, avec d'autres personnes, comme otages ; craignant les attaques des maquisards, ils s'en servaient comme bouclier protecteur. Antoine, parlant mal le français, n'ayant sans doute pas pu prouver qu'il n'avait rien à voir avec le maquis, fut exécuté.

- Théophile Charry, paysan au hameau de Sainte-Croix, avait fait la guerre de 1914-1918. Son fils avait été requis pour le S.T.O. et se trouvait en Pologne. Parfois, nous allions aider Théophile aux travaux des champs. Arrêté lui aussi, il a pris un coup de crosse sur la tête, ont raconté plus tard des témoins. Peut-être était-ce pour le faire taire ? Car il n'avait pas sa langue dans la poche ! Emmené jusqu'au Col de Saint-Christaut, il a été assassiné dans la cabane de Mangin, aujourd'hui en ruines. Avant de quitter les lieux, les Allemands ont disposé, tout autour du corps, des explosifs pour le déshiquer ; mais le système de mise à feu n'a pas fonctionné et on a retrouvé le cadavre de Théophile à l'intérieur. Un artificier a été appelé pour désamorcer les explosifs.

- Quant à Cyprien Rouch, il tenait le seul café de la vallée, au Merviel ; c'était un lieu de rencontre pour les villageois ; nous, les jeunes, allions souvent y jouer aux cartes. Le maquis espagnol s'y arrêtait aussi ; c'est sans doute la cause des représailles des Allemands. Cyprien a été assassiné chez lui, et les Allemands ont ensuite dynamité sa maison. Ils en ont d'ailleurs fait sauter une autre, appartenant à Mme Orliac, mais inhabitée celle-là.

En août, nous étions à Pamiers qui venait d'être libéré. Nous avons été appelés en renfort à la bataille de Rimont ; j'ai donc participé aux derniers engagements de Castelnau-Durban. Mais là, nous étions bien armés : camions, mitrailleuses, fusils-mitrailleurs, nous pouvions nous battre ! Et nous eûmes le plaisir d'assister à la reddition de centaines d'Allemands. Notre département était libéré !

Deuxième revanche : j'ai fait partie du groupe de F.T.P.F. qui gardaient les prisonniers allemands, à la caserne de gendarmerie de Pamiers, puis au camp du Vernet. Je n'ai pas dû rester à ce camp plus d'un mois, car je voulais avant tout lutter contre ceux qui occupaient encore mon pays ; les prisonniers, ça ne m'intéressait plus ! Je me suis donc engagé dans l'armée française pour la durée de la guerre, plus exactement dans les F.F.I..

A Toulouse, j'ai été affecté à l'Armée de l'Air ; moi qui n'étais jamais monté dans un avion ! Après quelques semaines de classes accélérées, je me suis retrouvé mitrailleur à bord d'appareils que les Allemands avaient dû abandonner à Blagnac : une quinzaine, si je me souviens bien (des Junker 88, bombardiers bi-moteurs). Ce groupe de bombardement de Blagnac, qui s'appela plus tard le "1-31", était commandé par le commandant Dor. Nous avons par la suite été transférés à la base aérienne de Cazaux (Gironde), près de la poche de Royan, où les Allemands retranchés résistaient toujours. Nous allions les bombarder chaque jour ; mais ils avaient de quoi se défendre, à l'abri dans leurs blockhaus ; nous eûmes pas mal de pertes. Après leur reddition, en 1945, nous avons visité leurs installations ; c'était impressionnant.

La guerre finie, je suis rentré chez moi le 1^{er} octobre 1945 ; j'ai repris mes outils de paysan. J'avais accompli mon devoir de Français : refus du S.T.O., combats dans la Résistance, engagement dans l'armée de mon pays jusqu'à l'écrasement du fascisme hitlérien. Je pouvais rentrer chez moi, dans cette vieille ferme où je suis encore, plus de cinquante ans après..

ROGER FAURÉ : “Je ne me suis guère éloigné de mon village”.



Je suis né en 1922, dans la petite commune d’Engraviès, qui s’ouvre sur la vallée du Douctouyre, en direction de Pamiers et de Laroque. Au-dessus du Merviel se trouve le col de Saint-Christaut qui donne sur la vallée du Crieu, vers Ventenac. De connaître les chemins et les collines de ces communes, ça nous a bien servi pendant la Résistance.

Mes parents avaient une petite propriété, avec quelques vaches. Mon père, ancien de la guerre 14-18, est mort assez jeune en 1939. J’étais donc seul sur la ferme avec ma mère, au début de la guerre.

En 1942 (ou 43) j’ai été appelé aux chantiers de jeunesse d’Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées). Comme j’étais soutien de famille, j’ai obtenu un rapprochement pour Saint-Pierre-de-Rivière, au-dessus de Foix ; ce qui a été déterminant pour moi, par la suite. Affecté aux cuisines du chantier, j’ai pu prendre connaissance, sur un journal de la collaboration, “le Grand Echo”, (mais tous les journaux autorisés étaient favorables à la collaboration) que ma classe allait être appelée au S.T.O. Avec Antoine Naudi, nous avons décidé de ne pas nous plier à cette mobilisation. Il faut dire que son frère Joseph Naudi, ancien prisonnier évadé, plus expérimenté que nous, nous avait mis en garde. Mais peut-être que si j’étais resté à Argelès, je serais parti au S.T.O..

Quelques jours après, me trouvant en permission à Engraviès, je suis tombé malade. Le médecin de Mirepoix, que je suis allé consulter, m’a affirmé que ma maladie ne me permettrait pas d’échapper au S.T.O. De retour chez moi, j’ai trouvé les gendarmes à la maison ; n’étant pas rentré aux chantiers dans les délais voulus, ils étaient déjà à ma recherche. Et ils m’ont amené à la brigade de Mirepoix. Ils m’ont finalement relâché, après avoir téléphoné à Saint-Pierre, moi-même leur ayant promis que j’allais y retourner. Ce que j’ai fait le lendemain. Le chef des chantiers se méfiait de moi, car Antoine s’était déjà évadé. Il m’a annoncé mon départ pour un centre près de Vichy, dès le lendemain. On m’a même remis l’argent pour le voyage ! Ça a fini de me décider.

Dans la nuit suivante, après avoir beaucoup dormi (même un peu trop) car j’étais



*Roger FAURÉ et Roger BOY
aux chantiers de jeunesse de la Barraque
en 1943.*

très fatigué, je me suis échappé, en habits civils, et à pied. Le petit jour m'a surpris avant même que je puisse atteindre Foix. Je me suis caché dans une haie, avec un saucisson pour seule nourriture ; je n'ai même pas osé aller boire à un ruisseau. Je voulais attendre la nuit suivante car je supposais qu'étant en civil, les Allemands de garde au pont de Foix ne manqueraient pas de m'arrêter ; ce qui n'était pas le cas quand nous passions avec notre uniforme "vert forestier" des chantiers de jeunesse (de plus ils nous saluaient !).

La nuit venue, je suis descendu au bord de l'Ariège ; j'ai suivi la voie ferrée vers Vernajoul, sachant qu'elle m'amènerait sur Saint-Jean-de-Verges, où je pourrais traverser la rivière. J'ai rencontré des hommes qui gardaient la voie, car le maquis ne se gênait pas pour la faire sauter de temps en temps. J'ai un peu parlé avec eux ; ils ont dû comprendre que je craignais les mauvaises rencontres car l'un d'eux m'a dit :

- Tu vois cette lampe là-bas ? C'est un Allemand !

Je me suis de nouveau caché et quand celui-ci a été passé, j'ai repris la direction du pont de Saint-Jean ; j'ai traversé aussi la grande route, puis, par des petits chemins, je me suis retrouvé près de Varilhes, que je voulais éviter. Des jeunes qui venaient aussi de garder la voie, près de Dalou, m'ont indiqué un chemin à travers les vignes pour atteindre la route de Saint-Félix. Je suis enfin arrivé à Calzan, en remontant la vallée du Crieu, puis le col.

Il n'était pas question pour moi de me réfugier chez ma mère, où les gendarmes n'auraient pas manqué de venir me chercher. Ce qu'ils ont d'ailleurs fait, par la suite, plusieurs fois ; ma mère leur affirmait qu'elle n'avait pas de nouvelles. Un jour, ils lui ont dit que son fils avait gardé l'argent destiné à payer le voyage du S.T.O. ; elle n'a pas supporté l'idée qu'on puisse m'accuser de malhonnêteté et elle leur a donné la somme avec ces mots :

- Je ne veux pas qu'on puisse accuser mon fils de voleur !

Les gendarmes ont accepté l'argent...

A Calzan, je me suis donc arrêté chez Alban Rescanières, où j'ai retrouvé ma sœur qui m'attendait, ainsi que Marinette, la sœur d'Alban. J'étais crevé, j'ai dormi tout le jour dans une grange. Le soir venu, j'ai rejoint Antoine dans la cachette au milieu des bois : une roche, au pied de laquelle nous avons un peu creusé.

Marinette venait nous ravitailler, tout en gardant les vaches. Pour passer le temps, on dormait beaucoup ! Pour assurer une partie de notre ravitaillement, j'étais devenu un spécialiste du piégeage des lapins de garenne (qui s'étaient multipliés, puisque la chasse était fermée pendant la durée de la guerre). C'était mon grand-père, un peu braconnier, qui m'avait appris : les lapins ont l'habitude de déposer leurs crottes toujours aux mêmes endroits ; il me suffisait d'y placer mes pièges, que je recouvrais de quelques crottes et ça marchait ! Un matin, mes cinq pièges étaient garnis de cinq victimes ! J'ai continué cette pratique après la bataille de Vira, quand nous avons été obligés de nous cacher de nouveau dans les bois. Parfois, on faisait cuire nos lapins chez Aimé Gos.

Quand l'été fut fini, tout étant calme, nous avons convenu avec Alban de venir le soir chez lui, après que le village se fût endormi. Nous nous restaurions, nous nous reposions quelques heures, puis rejoignions notre cabane avant le jour.

A l'approche de l'hiver, c'est la famille Naudi qui nous a accueillis dans une pièce de leur maison de métayers, où nous restions cachés la plupart du temps. Notre présence resta secrète, jusqu'au jour où "la bonne" de la maison des maîtres, et des enfants qui jouaient, découvrirent notre cachette. Mais personne ne dit mot.

Notre vie clandestine a ainsi duré à peu près un an ; mais nous étions au service de la Résistance organisée dans la vallée.

Je n'ai jamais fait partie de l'équipe chargée de la réception d'armes parachutées ; mais nous savions bien que des parachutages avaient lieu. J'étais par contre dans le groupe de F.T.P.F. qui attaqua la caserne de gendarmerie de Pamiers. Quand nous avons arrêté Barnola, à l'aller, Calvetti nous a ordonné : "Fouillez-le". C'est moi qui lui ai pris, avant de les remettre au chef, son revolver et son porte-feuille ; celui-ci était bien gonflé !

Barnola et le milicien du Merviel, tous deux âgés de 18 ans environ, recevaient sans doute de la Milice ou des Allemands, beaucoup d'argent pour le prix de leurs dénonciations - alors que nous, tous les autres jeunes du même âge, étions "fauchés". L'attrait de l'argent a fait faire à ces miliciens n'importe quoi.

Nous avons donc ramené Barnola à Dun, en attendant sans doute de le fusiller le lendemain ; mais quelqu'un des nôtres l'a détaché dans la nuit et il a pu s'évader. J'étais de garde en dehors du bâtiment où il était enfermé, mais je ne l'ai pas vu s'échapper.

Le jour de la bataille de Vira, je me trouvais à Embayourt ; nous devions partir en opération à Lavelanet. Normalement mon arme était un superbe fusil Remington à dix coups, avec beaucoup de cartouches. En même temps que ce fusil, j'avais reçu deux grenades. Calvetti m'avait précisé :

- En cas de danger, il y en a une pour eux et l'autre pour toi. Ne te laisse pas prendre vivant, ils te tortureraient.

Comme je devais donc partir à Lavelanet, on m'a attribué une mitraillette, et mon fusil fut affecté à quelqu'un d'autre. Quand la fusillade éclata, notre expédition fut bien sûr annulée ; et je me retrouvai dans les bois de Thuriège, sous le commandement d'Aimé Gos ; ma mitraillette ne me fut d'aucune utilité ; ceux qui avaient des fusils purent s'en servir dans ce combat à distance. Je me souviens avoir vu deux Allemands tomber sur la route, frappés par les balles de mes camarades.

Nous nous sommes repliés à quatre pattes vers le sommet de la colline ; j'en ai entendu siffler des balles, tirées par les armes automatiques de nos ennemis. Les branches et les feuilles nous tombaient sur le dos ; mais aucun de nous, nous étions une trentaine, ne fut touché. Pour échapper à l'encerclement, nous avons continué notre progression en forêt, avons passé la crête, en direction des bois du Merviel. La nuit venue, une fusée éclairante allemande s'est élevée, bien visible ; Gos nous a précisé : "ça, c'est la fin de l'attaque !".

Quelques jours après, les Allemands sont revenus à Vira et ont détruit le moulin d'Aimé. Je me souviens l'avoir entendu prononcer ces mots :

- Si je n'avais pas femme et enfants, je me supprimerais.

Ça lui a fait beaucoup de mal, de voir ainsi disparaître tout ce qu'il possédait.

Puis les Allemands sont venus semer la terreur au Merviel ; ils ont assassiné trois hommes : Cyprien Rouch, Théophile Charry et Antoine Pons. J'étais rentré chez moi,

mais toujours prêt à quitter ma maison à la moindre alerte. Un cousin du Merviel, Yves Lassalle, m'a appris le retour imminent des Allemands ; il tenait le renseignement de José Alonso, le chef des guérilleros, que je connaissais bien. Je savais qu'Alonso était habituellement bien renseigné et j'ai aussitôt quitté mon domicile. Bien m'en a pris ! Quelques heures après, j'ai entendu l'explosion quand les Allemands ont fait sauter le café de Cyprien Rouch et lui avec, attaché sur une chaise.

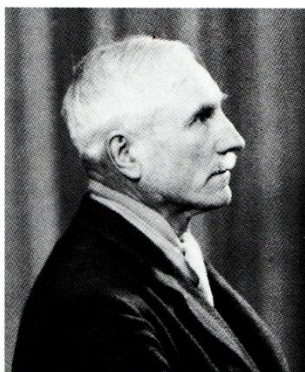
Quant à Antoine Pons, c'était un Andorran, qui n'avait rien à voir avec le maquis. Il avait travaillé avec son frère, à la ferme de Sainte-Croix ; quand celui-ci s'est marié avec une fille de la ferme de Tapia, il a continué à travailler avec lui. Le jour où les Allemands sont venus au Merviel, ils l'ont arrêté ; comme il ne parlait pas le français, mais l'andorran, je pense que les Allemands ont cru qu'il était Espagnol et ils l'ont assassiné.

Théophile Charry, que je connaissais bien aussi, avait eu deux frères tués à la guerre de 1914-1918. Il n'aimait pas les Allemands, ça c'est sûr ! Et il ne le cachait pas. Le milicien du Merviel l'a-t-il dénoncé, ainsi que Cyprien Rouch ? Théophile a été la troisième victime de cette lâche opération de représailles ; et le milicien a été pendu, à la Libération, à la grille d'un bâtiment à Foix.

Après tous ces événements de l'été 1944, je suis rentré chez moi, ma mère étant seule à s'occuper de la ferme. Le travail ne manquait pas ! J'ai même demandé au camp du Vernet, où étaient regroupés les prisonniers allemands, d'en prendre un à la maison, pour m'aider aux travaux des champs ; et c'était une bouche de moins à nourrir au camp où la nourriture était rare. Il travailla et il mangea avec nous pendant un mois environ. D'ailleurs beaucoup de paysans de la vallée prirent aussi des prisonniers chez eux.

Il était à peu près de mon âge et il n'y eut pas "d'histoires" entre nous. La guerre était bien finie !

THÉOPHILE CHARRY, assassiné au Merviel.



*Théophile CHARRY
en 1942 environ.*

Témoignage de Raymond Charry : Je suis le fils unique de Théophile et Albanie Charry. Notre maison fait partie du petit hameau de Sainte-Croix, commune d'Engraviès, à deux kilomètres du village. Nous étions cultivateurs.

Mon père n'aimait pas les Allemands, c'est le moins que l'on puisse dire. Son frère Hippolyte, cordonnier (c'était un métier de tradition chez nous), fut tué le 22 Août 1914 en Belgique ; le corps fut enseveli dans une fosse commune. Un deuxième frère, Jules, fut tué près de Verdun, en 1916 ; le corps de celui-ci est enterré au cimetière d'Engraviès. Quant à mon père, également mobilisé, il eut d'abord les pieds gelés, ce qui lui valut trois mois d'hôpital ; puis, en 1915, il fut enseveli vivant lors de l'explosion d'un obus, ainsi que son camarade Février de Péreille ; mon père, dégagé le premier, put survivre ; mais son camarade fut dégagé trop tard. Et mon père, après trente six mois d'hôpital, survécut à ce massacre ; il en garda des séquelles qui le firent longtemps souffrir.

J'ai été appelé au S.T.O. le 11 Juin 1943 ; je suis parti avec tout un train d'Ariégeois ; d'autres jeunes, pour se soustraire, ont choisi de se cacher dans les bois ou ailleurs.

J'aurais peut-être pu ne pas partir au S.T.O. Mais nous vivions dans un village isolé. Mon père lui-même n'a pas élevé d'objection à mon départ. Les gendarmes de Mirepoix, dans les jours précédents, sont venus à la maison pour m'apporter la feuille de route et, en même temps, m'ont retiré la carte d'alimentation. Je ne savais pas que les maquis commençaient à s'organiser dans la région. A la foire de Mirepoix, où je me trouvais quelques jours auparavant, le père Hygounet lui-même nous a payé à boire, à nous les jeunes, mais n'a pu aborder la question du refus du S.T.O., les Allemands étant partout.

J'ai donc abouti en Pologne, en Haute-Silésie. Au début j'ai travaillé dans une briquetterie ; puis dans une usine, où nous devions charger des blocs de fonte de cinquante à quatre-vingts kilos, portés sur l'épaule ; ils avaient choisi des costauds pour ce travail. Je me souviens de Bénazet, d'Oust ; de Pince, de Sentaraille et de Palazi, de Prat-et-Bonrepaux. Nous étions en forme au début, mais les forces baissèrent rapidement, car nous ne mangions pas à notre faim.

Je fus ensuite affecté à une autre usine, où l'on fabriquait des obus. J'étais aux presses, en 3/8 continu ; le rendement qu'on nous imposait était de sept cents obus environ toutes les huit heures, à chacune des quatre presses. Sur la chaîne de montage, nous étions continuellement surveillés par des S.S., car ils se méfiaient des malfaçons et des sabotages ; par exemple, quand le bloc de métal de trente kilos se présentait, il fallait qu'il soit porté à une certaine température, dépassant les 1 000 degrés ; sinon, trop froid, d'aspect gris, il se coinçait dans la matrice, qu'il fallait changer ; d'où une perte de temps. Et le S.S. de service arrivait en criant : "Sabotage ! sabotage!". La première sanction, c'était huit heures de travail supplémentaire sans manger.



*Tas de chaussures récupérées par les nazis sur des déportés morts à Auschwitz.
Photo achetée par Raymond CHARRY à Cracovie en avril 1945 à un vendeur dans la rue.*

Un jour, nous devions à trois ou quatre décharger un tour très lourd ; à la suite d'une mauvaise coordination avec mes camarades, le tour est tombé et s'est partagé par le milieu ; un S.S. se précipite et nous lance : "Sabotage ! sabotage ! Auschwitz". C'était une menace bien réelle, car des camarades, à la suite d'incidents de travail ou de vrais sabotages, avaient déjà été envoyés dans ce sinistre camp de concentration, distant d'une vingtaine de kilomètres. Heureusement, un autre S.S., qui nous surveillait habituellement, est intervenu en disant que ce n'était pas de notre faute car il n'y avait personne pour nous commander ; nous l'avons échappé belle !

Dans cette usine, travaillaient aussi des déportés d'Auschwitz, que nous appelions "les pyjamas" à cause de leur tenue rayée. Pour nous distinguer d'eux, quand nous entrions à l'atelier, les S.S. nous obligeaient à garder la tête nue ; eux, les malheureux, étaient rasés ; nous, les S.T.O., non. Les déportés nous ont raconté comment les S.S. se comportaient avec leurs prisonniers : un déporté ayant essayé de s'échapper, avait été repris, et pendu dans la cour, devant tous ses camarades ; comme les pieds du supplicié touchaient à peine le sol, les S.S. ont obligé d'autres déportés à gratter la terre, de leurs mains nues, sous les pieds...

Pendant ce temps-là, que se passait-il du côté du Merviel ? Un cousin de la famille Charry, venu passer les vacances d'été au village, raconte, dans un numéro de la Croix de 1971 :

"J'allais aux bals clandestins de Tapia avec Jérôme et Georges Cabanié ou discuter au café-restaurant du vaillant Cyprien. Dans ce petit univers épargné, l'unanimité

s'était établie dans l'espérance de la victoire alliée et le mépris des bourreaux allemands et de leurs complices français de la Milice. En soirée, toute la maisonnée Charry allait écouter Radio-Londres à la belle ferme des Campagnes... Un soir, le cœur des habitants du Merviel palpita. Le poste de TSF, au milieu du grésillement du brouillage, annonça la reprise de Kharkov par l'armée russe. La cuisine était pleine de monde : le père Paul Cabanié, l'ancien du Fort de Vaux, Clanet, Bertrand le forgeron, l'oncle Antonin. Il y eut un bal à Tapia, et chacun s'y amusa très tard...

Plus tard, nous apprîmes que les Anglo-Américains achevaient la conquête de la Sicile ; que les Russes atteignaient le fleuve Dniepr. L'arrestation de Mussolini fut saluée au Merviel dans une énorme bouffée de jovialité..."

Raymond Charry : Nous avons été libérés par les Russes le 27 janvier 1945. A pied, dans la neige, en deux jours, nous avons rejoint Cracovie, distante d'une soixantaine de kilomètres ; nous avons été mitraillés par des avions allemands car les combats Russes contre nazis continuaient de plus belle. J'ai gardé six photos, achetées à Cracovie, après la libération du camp ; elles montraient une partie des monstruosité commises par les nazis. (Je pourrai les donner au futur musée de la Déportation de Varilhes). On nous a installés dans une caserne de cette ville polonaise, dans l'attente d'être évacués par Odessa, en bateau. J'étais du 2^{ème} convoi qui a embarqué sur un bateau norvégien avec équipage anglais, le "Bergenshor" ; nous étions peut-être 3 000 rapatriés ; nous avons traversé les Dardanelles, après le déminage du passage ; nous avons atteint Naples, justement le 8 mai, où on nous a annoncé l'armistice. Il paraît que le bateau qui nous précédait a été coulé par un sous-marin allemand ; mais je n'en ai jamais eu confirmation. Nous avons débarqué à Marseille, et le train nous a enfin amenés à Toulouse et à Pamiers. Un ami, averti par un télégramme, m'attendait à la gare, avec la terrible nouvelle de l'assassinat de mon père, un an auparavant...



La cabane de Mangin, au col du Merviel, où fut assassiné Théophile CHARRY.

Ma mère m'avait bien écrit, en août 1944 ; mais cette lettre, je ne l'ai jamais reçue.

Tous mes copains du S.T.O. avaient été informés des événements de juin 1944 du Merviel et d'Engraviès ; mais aucun ne m'en avait parlé ; j'étais sans doute le seul à ignorer que mon père était mort.

Ma mère, des voisins, m'ont donc raconté ces tragiques journées du 13 juin 1944. Ils étaient des centaines, miliciens et Allemands, venant de Foix par le Col de Saint-Christaut vers 11 heures ; ils ont investi toutes les maisons du Merviel et de Sainte-Croix et pris position, autour du village, à mi-pente des collines ; sans doute craignaient-ils une intervention du maquis. Ils sont entrés chez nous et ont commencé par frapper mon père ; donc ils savaient qui il était. Il est tombé, couvert de sang. Ma mère

~~les Boches~~ mon père mon mari
massacré par les Allemands
mon fils ~~et~~ tous nos économies
3000 francs. un couvillon. Deux
fuetos de vin. un costume en laine
Deux tricots en laine tout neuf
De mon fils qui est reparté en Allemagne
six chemises 8 francs neuves
une paire de soulier de mon fils pointure
Deux paires bas de laine 45
Deux bérets
un cartable en cuir tout neuf
trois canard de grise
cinqouzaines de oeuf de canard
Deux douzaines de oeuf de poule
deux saucisson jambon salé
la valeur sur cochon de 130 k
une bonbonne deau de rois de 12 l.
valeur sa na pas de prix.
jusqu'à 150+ sans une petite boîte
et puis on ma gaspiller toute la
maison, soit effet, linge, et aussi
papier d'affaire.
avec tout cela je nai reçu que
2000 francs sur cheque ^{des} ministre de
Rimond.
Je nai eu aucun secours

a pu l'accompagner jusqu'au-dessus du village, quand les Allemands se sont retirés ; puis elle a été renvoyée avec d'autres habitants ; mais mon père, elle le saura plus tard, a été sauvagement assassiné à la cabane de Mangin.

A Sainte-Croix, trois maisons ont été incendiées : la nôtre, celle de notre voisin Antonin Charry et celle d'Arthur Mallacamp ; ma mère et Alice Mallacamp, avec une sulfateuse remplie d'eau, et les villageois, ont pu éteindre l'incendie de notre maison.

J'ai retrouvé la liste de tout ce qui avait été volé chez nous par Allemands et miliciens. Cette liste a été établie par ma mère, sans doute à la demande des autorités de la Libération, pour qu'elle obtienne un secours dont elle avait bien besoin. C'est un brouillon, sur lequel elle a remplacé le terme de "boches" qu'elle utilisait couramment, dans sa haine de l'occupant, par celui, plus correct, administrativement, "d'Allemands".

Dès le lendemain, un ami de la famille, Justin Lasserre, de Ventenac, a donné un billet de 1 000 F de l'époque à ma mère qui venait de tout perdre. C'est un geste qu'on n'oublie pas...

Après leur forfait, les Allemands ont emmené à Foix les hommes qu'ils n'avaient pas fusillés ; sans doute cherchaient-ils ainsi à se protéger des attaques possibles du maquis. Ces hommes ont ensuite été libérés ; c'est à ce moment-là que ma mère a constaté que mon père, qu'elle croyait à Foix, avait disparu. C'est Jean Sannac, de Pamiers, qui a découvert le cadavre dans la cabane.

Témoignage de Jean Sannac : Avec Calvetti et Gaby (tué plus tard à Roquefixade), au cours de nos déplacements pour rassembler les maquisards éparpillés après la bataille de Vira, nous sommes passés au Col de Saint-Christaut ; nous avons vu du sang sur la route ; en suivant ces traînées de sang, nous sommes arrivés à une cabane près du col et nous avons découvert à l'intérieur un homme, le corps traversé de balles. De la dynamite et des cordons avaient été disposés tout autour ; ceux-ci avaient un peu brûlé mais la mise à feu des explosifs ne s'était pas produite. Nous avons appris plus tard qu'il s'agissait de Théophile Charry.

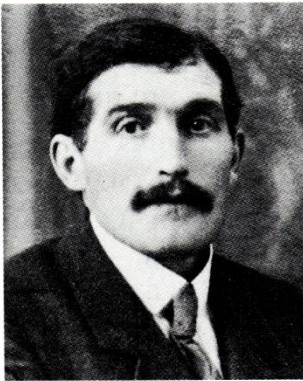
Raymond Charry : Je ne connais pas le détail, mais je suppose que, devant cette situation, ma mère a dû faire appel à Victor Mourareau, le maire de Péreille, village dont elle est originaire ; Victor était l'exploitant de la mine de bauxite.

Raymond Galy, de Lavelanet : J'étais chauffeur chez Mourareau en 1944 ; j'avais donc quelque expérience du maniement des explosifs. J'ai été appelé pour intervenir au Merviel et dégager un corps entouré de dynamite ; c'était à la cabane de Mangin. J'ai demandé une corde, que j'ai attachée au corps et, de loin, tout doucement, nous avons tiré le cadavre hors de son dangereux environnement ; rien n'a explosé. C'était le père Charry. Nous avons ensuite pris possession des explosifs que nous avons emportés ; mais nous nous en sommes vite débarrassés, car c'était dangereux d'être surpris avec ce matériel en ces temps-là.

Raymond Charry : Je regrette beaucoup que les municipalités successives d'Engraviès et de Dun n'aient pas inscrit le nom de mon père au monument aux morts ; il méritait bien cet honneur.

Pourquoi a-t-il été assassiné ? Il n'était pourtant pas lié au maquis. Je suppose qu'il a été dénoncé à cause de ses propos anti-occupants ; mais par qui ? Ma mère en savait beaucoup, mais elle a emporté son secret dans sa tombe, quand elle est morte en 1978.

CYPRIEN ROUCH, le cafetier du Merviel.



Cyprien Rouch est né en 1886 ; il avait donc 58 ans en 1944, quand il fut assassiné par les Allemands.

Une de ses six filles, Eliette Rouch, avait 16 ans en 1944. Avec sa sœur Lucienne, elle fut témoin de l'attaque du village du Merviel par les Allemands le 13 juin, et des derniers moments vécus par son père.

Eliette est décédée en 1997. Mais elle avait confié ses terribles souvenirs à Nadine Massat, journaliste à "La Gazette Ariégeoise", qui les a publiés le 5 Août 1994. Nous les reproduisons tels quels.

“Dans mon village du Merviel, de 39 à 44, la guerre était une entité floue. Nous ne la vivions pas au quotidien. J'étais si jeune et si insouciant que les événements qui secouaient la France ne me parvenaient qu'atténués.

Mon père tenait le bureau de tabac-restaurant et il était aussi agriculteur. Il s'absentait parfois, mystérieusement la nuit, mais ma sœur et moi ignorions qu'il faisait partie d'un réseau de Résistance. Il était en liaison avec le maquis espagnol du Couderc qui avait pour chef le commandant Robert.

En juin 44, la guerre est devenue une réalité. Après la bataille de Vira entre les Allemands et le maquis, durant laquelle deux résistants ont été pris, le commandant Robert est venu prévenir mon père du danger.

Une semaine après, le 13 juin 1944, une colonne allemande encercle le village. Elle venait de Foix. Les soldats comme pris de fureur, ont détaché les bêtes dans les étables, égorgé les poules et les lapins, saigné les cochons, laissant sur place les animaux exterminés. Puis, ils sont venus à la maison et ont demandé à voir mon père. Ce dernier travaillait dans un champ non loin du village. Ils s'en sont saisis et l'ont ramené dans la cuisine. Collées contre notre mère qui suppliait les soldats de nous épargner, nous pleurons, ma sœur et moi, terrifiées. Puis, ils ont commencé à gifler mon père pour le faire parler. Devant son mutisme ils lui ont carrément cassé le bras. Ma sœur hurlait. Soudain, ils nous ont donné l'ordre de partir toutes les trois et un voisin nous a amenées loin de là pour nous protéger. Mon père est resté avec eux, c'était terrible de le laisser là. Que lui ont-ils fait ? Nul ne sait. Je ne l'ai jamais revu. Toujours est-il qu'avant de s'éloigner de chez nous, ils ont brûlé et fait sauter à la dynamite notre maison.

Après, ils ont continué à dévaster le village, puis ils se sont emparés de quelques habitants et les ont pris en otage. A un kilomètre du village, ils en ont choisi deux et les ont tués, puis ont chassé les autres en leur disant : “Retournez chez vous, vous trouverez le village dans un bel état !”.

Les jours suivants ont été difficiles. Nous avons cherché le corps de mon père dans les décombres de la maison. Nous étions traumatisés et pour longtemps. Ces images insoutenables revenaient sans cesse dans notre tête.

Un désir de vengeance nous tenaillait douloureusement. Aussi, nous avons été à Foix, après la libération de la ville, voir les collaborateurs arrêtés qui devaient être passés par les armes contre le mur du cimetière. La foule était houleuse, déchaînée. Heureusement, il y avait des barrières pour la contenir sinon elle aurait sauté sur ces hommes et cette femme pour les lyncher. Contre le mur, les yeux bandés, ils ont écouté sans broncher la masse haineuse hurler. C'était terrible. Maintenant, à froid, je trouve cela inhumain. Si c'était à refaire, je n'irais pas. Les coups de feu ont retenti, les corps sont tombés. Des camions ont emporté les corps. C'était fini.

Par la suite, le village a été solidaire de notre malheur. Beaucoup nous ont aidées, secourues, apportant du linge, de la nourriture. Le commandant Robert nous a épaulées, venant souvent nous voir. Il ne nous a jamais abandonnées. C'était un maquisard courageux, avec un grand sens de l'honneur et du devoir, mais aussi profondément humain et bon.

Aujourd'hui, le temps a passé. Ma petite-fille a une correspondante allemande. Au début, j'ai été choquée puis elle m'a expliqué que les jeunes n'ont pas à porter indéfiniment le poids du passé. Alors, je suis allée au-delà et je lui ai donné raison. Surtout que pour moi, les Français sont plus responsables que les Allemands. Ces derniers étaient commandés. Mais la Milice ? C'est elle qui a dénoncé mon père et qui a semé l'horreur. C'étaient des barbares”.

Témoignage du Commandant Robert :

Je veux raconter une anecdote qui montre bien qui était Cyprien Rouch, si dévoué pour les maquisards. C'était en février 1944, un petit matin de pluie et de froid. En vélo, j'avais quitté notre cantonnement du Couderc et je devais me rendre à Pamiers à une réunion importante. En passant au Merviel, je vois Cyprien devant la porte de son petit café.

- Où vas-tu comme ça ? me demande-t-il.

- A Pamiers.

- Mais tu vas te tremper ! Tu rentres tard ?

- Oui, sans doute assez tard.

- Ecoute, à n'importe quelle heure que tu rentres, tu verras de la lumière, je t'attendrai !

A mon retour, vers 22 heures peut-être, je vois effectivement de la lumière chez lui. Je rentre.

- Ah ! te voilà ! Vite, quitte tes vêtements mouillés. Et viens manger !

Il avait préparé une soupe aux choux qui embaumait toute la pièce. Je me suis volontiers assis à sa table. A la fin du repas, il reprend :

- Tu ne vas pas monter là-haut à cette heure, et avec ce temps-là. Je t'ai préparé une chambre ; demain matin je te réveillerai tôt et tu pourras rentrer.

J'ai accepté son invitation et suis monté dans la chambre ; mais, après avoir éclairé, j'ai constaté que le lit paraissait occupé, car les couvertures étaient soulevées. J'ai pensé que je m'étais trompé de chambre. Mais le dormeur ne bougeait pas, et je ne voyais pas sa tête. M'étant approché, j'ai constaté qu'en fait, une espèce d'engin gonflait les couvertures : c'était un moine (chaufferette). Je n'avais jamais vu un tel objet, moi !

Ce brave Cyprien avait même pensé à me réchauffer le lit !

Ce sont des choses qu'on n'oublie pas... De même que je ne peux oublier toute l'aide que nous ont apportée les deux familles Escaich de Saint-Christaut.



La jeunesse d'Engraviès, du Merviel et autres villages, le 11 mai 1941 à Dun.

De gauche à droite : Accroupis : Jacques RAYNAUD - Prosper CANAL - Jean-Baptiste PERNOD - Marius ESCAICH

Georges CHAUBET - Jeannot EYCHARD - Antoine NAUDY - René RAYNAUD.

*Debout : Gabrielle PONS - Lucien DÉJEAN - Adrienne RAYNAUD - ? - Raymonde RAYNAUD - Alfred GOUIRIC - Raymond CHARRY - Denise PONS
Roger FAURÉ - Roger BOY (derrière) - Paulette BOSCH - ? - Sylvanie CANAL - Léopold CHARRY - Jeannette BOSCH - Ginette BOSCH - Denise GOUIRIC*

Roger BOSCH - Yvette RESCANIÈRES - Lucette PARENT - Noémie ROUCH.

CHAPITRE V

LE DRAME D'ARVIGNA

La tragédie de la ferme Marty, par HÉLÈNE TERRET, née NAUDY



Jean NAUDY



Antoine NAUDY



François SOLER

Hélène habitait la ferme de Marty en 1944, avec son père Jean Naudy ; elle avait 18 ans quand Allemands et miliciens sont venus semer la terreur.

Elle a gardé un long silence...

En 1994, elle a rédigé le texte présenté ici, qui a paru dans le journal "La Croix", puis dans le magazine "L'Ariégeois".

Nous sommes le 29 juin 1944 à la ferme de Marty, commune d'Arvigna, petit village de l'Ariège formé de plusieurs hameaux. La journée s'annonce belle, chaude, idéale pour la moisson. La veille, mon frère Antoine et l'ouvrier agricole François ont huilé, préparé la moissonneuse lieuse car les champs de blé sont dorés, presque bruns et donc prêts à être coupés. Il est 5 h du matin. Levée déjà depuis un bon moment, j'ai allumé le feu pour préparer le café dans la bonne grosse cafetière à fleurs, fait chauffer le lait pour le déjeuner des "hommes". Pendant que mon père déjeune dans la cuisine, je sors pour aller à la "pompe" où, dans une auge de pierre remplie d'eau, se trouvent le bidon de lait provenant de la traite de la veille au soir et un bidon vide pour celle du matin, ceci afin de les garder plus frais. Tout est silencieux autour de la ferme.

Je reviens vers la maison en portant le bidon vide et le dépose sur le banc de pierre attendant au mur de la grange, face à la maison. A ce moment, papa sort pour aller à l'étable faire la traite. Il me dit quelques mots en riant. Je souris aussi et me dis : "tiens, papa est de bonne humeur ce matin !" Cela n'est pas fréquent de l'entendre plaisanter ; la vie ayant été très dure pour lui, et maman étant décédée depuis plus de deux ans, de telles attitudes proches de la gaieté sont rares chez lui. Je le vois s'engouffrer dans le

petit passage menant au hangar et aux étables, descendre les quelques marches et je ne sais pas encore qu'il accomplit ces gestes devant moi pour la dernière fois...



La famille NAUDY presque au complet en 1940 ou 1941.

De gauche à droite au premier rang : Le père, Jean - Germaine LAPLACE - la mère, Thérèse. Debout : une sœur, Marie - deux frères, Bonaventure et Antoine - Madeleine, née LAPLACE, mariée avec François - deux autres frères, Vincent et Jean - Madeleine, née DUPUY, épouse de Vincent et leur bébé Roland - une amie de la famille - Hélène, la plus jeune sœur.

LES ALLEMANDS SONT LÀ !

Rentrée dans la cuisine où François prend son déjeuner, je suis surprise d'entendre des voix provenant du hangar. Ces voix se font de plus en plus fortes, la discussion semble s'animer. Je pense qu'il doit s'agir de jeunes résistants espagnols qui viennent chaque matin chercher leur provision de lait. Toutefois cela me surprend, car ils arrivent moins tôt habituellement et surtout, ils sont plus discrets. L'ouvrier ayant terminé son déjeuner, sort d'un pas nonchalant. Antoine n'est pas encore descendu.

Je commence à ranger les bols quand je vois François revenir, l'air affolé. Dans son mauvais français (il est Espagnol) il me dit : "Les Allemands sont là." D'un bond je suis dans l'escalier montant à l'étage où se trouvent les chambres. Je cours vers celle d'Antoine. Il est encore couché, je me précipite vers son lit : "Sauve-toi, les Allemands sont là !" Il bondit, je redescends, regarde dehors. A droite, un milicien, mitrailleuse au poing. Au coin de la maison, à gauche, un second tout aussi armé. Je me précipite à nouveau vers l'étage. Antoine terminant d'enfiler ses vêtements prend la direction du grenier attenant ; je comprends qu'il a l'intention de sauter par la petite fenêtre sur le côté ; mais les soldats sont là, ils vont l'abattre ! "Ne saute pas ! Ils vont te tuer !" Je le vois hésiter. Des coups violents contre la porte d'entrée me font descendre très vite.

J'ouvre. Plusieurs soldats, des miliciens, avec leurs armes, sont là. L'un d'entre eux me demande où sont les "hommes de la maison". Anéantie, je réponds : "L'ouvrier est là ... mon frère est en haut". Aussitôt deux miliciens prennent la direction de l'escalier, avec précaution, les armes prêtes à tirer ; François, resté dans la cuisine, est emmené sans ménagement vers le hangar. Ils trouvent qu'il n'est pas assez rapide, je les vois le pousser brutalement vers le petit escalier qui conduit au hangar et aux étables. Il perd un sabot. Des pas rapides redescendent l'escalier des chambres, je vois Antoine, le visage défait, allant vers la sortie, les armes des deux miliciens pointées dans son dos. Juste le temps d'un regard, mais déjà la résignation fait place à l'angoisse. Devant ses yeux, les mots qu'il m'avait dits quelques jours auparavant me reviennent soudain à l'esprit : "Si tu vois arriver une voiture ou quelqu'un que tu ne connais pas, essaie de me prévenir très vite, car moi, ils ne me rateront pas."

Madame Terret nous précise : "Personne n'avait vu ni entendu les Allemands et les miliciens s'approcher de notre ferme ; ils n'étaient pas arrivés en camion par la route, mais à pied, le long du ruisseau, pour mieux nous surprendre."

TROIS RAFALES DE MITRAILLETES

J'avais pensé qu'ayant été quelques semaines dans le maquis tout près du village de Vira, comme d'ailleurs mes trois autres frères, François, Vincent et Jean, ainsi que tous les hommes jeunes et moins jeunes des villages environnants, il avait cette crainte de voir revenir les Allemands, après cette bataille de Vira qui avait fait des victimes. Mais pour Antoine n'y avait-il que cela ? Les vociférations redoublent dans le hangar. Les enfants de ma sœur Antoinette (Thérèse, Jean et Germaine) - et un petit neveu, Aimé (fils de mon frère aîné Sauveur) présents chez nous cette nuit-là, ont été réveillés par le bruit. Ils se demandent ce qui se passe. "Préparons-les vite afin que nous puissions sortir", dis-je à ma sœur. Ils descendent. Nous leur faisons boire un peu de lait, mais ils sont crispés, ils ont peur. Je vais avec Antoinette sur le pas de la porte. Un soldat est là, ma sœur lui dit :

- Ne leur faites pas de mal, mon père n'a rien fait.
- Ça, il faut le dire au chef, lui répond-il.
- Allez le chercher, je vais lui parler.

Il ne bouge pas. Au même moment, des ordres brefs, secs, nous parviennent, les miliciens nous disent de rentrer et ils referment la porte sur nous. Quelques secondes de silence ; angoissées, nous attendons debout dans la cuisine avec les quatre enfants. Soudain trois rafales de mitrailleuse crépitent. Je me précipite, ouvre la porte et sors. Dans le chemin, à quelques mètres, un milicien me crie : "Où allez-vous ?"

Je n'ai plus de voix, je lui fais signe pour lui désigner le petit passage vers le hangar. Son arme prête à tirer, il m'ordonne de rentrer ; les bras ballants, au milieu du chemin, je réalise que si je fais un pas de plus, il va m'abattre. Je me tourne vers la fenêtre de la cuisine, j'aperçois un regard d'enfant inquiet, effrayé. Est-ce Thérèse ? Jeannot ou Aimé ? Je ne saurais le dire, les pensées courent dans ma tête. Ils ont tué les hommes, ils vont me tuer aussi, ce sera fini pour moi, mais je vais tomber là sous ces yeux d'enfants, ils pourraient sortir aussi, apeurés, et se faire tuer à leur tour. Je me retourne et, lentement, je regagne la maison. Je murmure à ma sœur : "Ils les ont tués."

- Mais non, ils veulent leur faire peur, me dit-elle. Mais le ton n'y est pas.

Les cris ont maintenant cessé, on dirait presque le silence. L'attente se poursuit. Combien de temps ? Je ne sais pas, cinq, dix, vingt minutes ? La porte s'ouvre, un milicien, encore, nous ordonne de prendre quelques affaires, il faut partir, faire vite. En toute hâte, je prends une valise dans la chambre. Elle contient un peu de linge, quelques effets que nous avons préparés après la bataille de Vira par crainte du retour des Allemands. Tout en récupérant quelques affaires, je me souviens que nous avons caché des provisions et du linge dans le jardin, dans la haie, mais papa en nous voyant nous avait grondées :

- Tout cela va se perdre dehors, remettez tout en place ! Que voulez-vous qu'ils nous fassent même s'ils viennent ?

DE TOUTE FAÇON, VOUS N'EN AUREZ PLUS BESOIN...

Je prends donc la valise ; Antoinette, qui devait repartir le matin même, avait quelques affaires prêtes. Avec les enfants, elle m'attend dans l'entrée, un milicien aussi :

- Partez sur la route !, nous dit-il.

Au moment de franchir le seuil, ma sœur, dans un brusque réflexe, se retourne et veut revenir dans la pièce. Le milicien l'interpelle :

- Où allez-vous ?

- Je vais chercher les tickets de rationnement.

- Laissez ça et sortez vite, de toute façon, vous n'en aurez plus besoin, lui répond-il brutalement. Elle nous rejoint alors dehors et nous partons.

Nous marchons donc, très inquiets, une vingtaine de mètres. Je me retourne alors et je vois deux militaires, allemands cette fois, portant de longs aiguillons autour desquels ils ont enroulé de la paille enflammée. Ils sont en train de mettre le feu au foin dont la grange, au-dessus des étables, est remplie. Les vaches, les moutons, les bœufs, affolés, sortent de la bergerie et des étables.

Où sont mon père, mon frère et l'ouvrier ? Je ne vois rien.

Nous continuons de marcher en essayant de nous arrêter parfois, mais aussitôt un milicien surgit des champs et nous force à continuer. Au bout de la ligne droite, un chemin monte vers l'église ; nous pensons pouvoir rester là mais toujours un milicien apparaît et nous devons continuer. Nous arrivons bientôt aux "Quatre chemins" près de l'école et là, surprise, se trouvent déjà Madame Aragny, l'institutrice, sa belle-mère, sa fille Françoise âgée de trois ou quatre ans, Josette, sa bonne et monsieur Palmade, un habitant du village venu ouvrir la maison de son oncle attenante à l'école. Nous lisons dans leurs yeux la même inquiétude, la même terreur : Monsieur Aragny a déjà été emmené.

On nous fait mettre à côté d'eux. Un camion passe lentement, transportant plusieurs soldats. L'un d'eux, voyant les enfants grelotter, tend une écharpe blanche à ma sœur. Celle-ci hésite à la prendre puis accepte. Elle en couvre les enfants qui tremblent sans doute plus de peur qu'à cause de la fraîcheur du matin. La plus petite, Germaine, n'a que quatre ans.

De l'autre côté du chemin, à trois mètres de là, des soldats allemands braquent leur fusil-mitrailleur sur notre groupe. Ils discutent entre eux ; chez nous c'est le silence. Après un moment, un soldat s'approche, s'adresse à ma sœur et lui demande dans un

français approximatif : “Où se trouve votre mari ?

- Il est prisonnier chez vous.

- Oui, poursuit-il, moi ici, lui là-bas, c’est la guerre.”

Peu après, un autre vient me demander mon âge. Je lui tourne le dos pour ne pas lui répondre. Antoinette le fait à ma place. “Elle a 14 ans.”

Je suis dans ma dix-huitième année, mais petite et menue ; le mensonge peut passer. Craignant qu’ils ne veuillent m’emmener, elle me rajeunit car elle pense qu’ils ne prendront pas une gamine...

NOUS ALLONS TOUS MOURIR

Le temps passe, soudain des coups de feu claquent ; les soldats s’énervent, ils nous font mettre contre le talus de l’autre côté du chemin, le fusil mitrailleur braqué sur les bois. D’autres, un peu plus loin, continuent à tirer. Puis, tout redevient calme ; nous avons cru que les maquisards attaquaient depuis les bois. Il ne l’ont pas fait, heureusement ; car à ce moment-là, les Allemands ne nous auraient pas épargnés. L’attente continue. Brusquement, une forte détonation nous fait tressaillir : ils ont dû faire sauter la ferme, pensons-nous. En réalité, il s’agit de la villa de M. Albiges, au lieu-dit “Le Château”, dans laquelle les maquisards ont séjourné quelques jours auparavant. Ce pavillon appartient également à Monsieur Palau, propriétaire de la ferme Marty où nous vivons en qualité de métayers. La famille Parent, logeant dans la maison voisine, a été priée de s’éloigner et de prendre le chemin des bois.

Dans notre groupe, le temps semble s’être arrêté ; les cinq enfants, comme les adultes, ne bougent pas ; il fait maintenant très chaud. Puis commence le va-et-vient des jeeps et des camions vers la ferme. Les Allemands et leurs amis ont abattu des veaux, des agneaux, des cochons, les canards et les poules. Nous regardons passer les camions chargés de soldats «rigolards». Ils ont mangé et bu tout ce qui se trouvait dans la maison, les provisions réservées pour les travaux pénibles de l’été, les jambons, les saucissons. Ensuite passe un groupe d’hommes au pas. Trente, cinquante, je ne sais pas, ce sont des miliciens. Madame Aragny reconnaît un Appaméen.

“Il est là, ce salaud”, murmure-t-elle. Il y a aussi deux jeunes d’un village voisin, enrôlés dans la Milice. Ils se connaissent bien avec Antoine et mes autres frères. Les parents de l’un d’eux sont même amis avec mon père, les deux familles étant d’origine espagnole.

La triste mission des miliciens semble être terminée. Les soldats allemands qui nous gardent reçoivent des ordres. Ils nous dirigent vers l’école et nous font aligner devant le mur de pierres en bordure de route. Plusieurs militaires sont face à nous, le fusil mitrailleur un peu sur le côté. L’angoisse grandit. Madame Aragny, baissant la tête, dit très bas : “Cette fois, nous pouvons dire notre acte de contrition.”

Je la regarde très étonnée, frappée par ces mots dits avec gravité. Je sais l’institutrice peu pratiquante mais au fond de moi, je comprends ce qu’elle a voulu transmettre. C’est vrai, nous allons tous mourir. Nous sommes là, tous immobiles, le cœur serré. Avons-nous vraiment très peur ? Comment le dire ? Ces heures vécues sont difficiles à décrire car nous passons par divers sentiments, peur, angoisse, révolte mais aussi résignation, désespoir.

Les soldats, (le peloton devrais-je dire), sont prêts, l'ordre de nous fusiller va tomber d'une minute à l'autre. Après un temps qui m'a paru une éternité, nous voyons monter une jeep venant du hameau de Languit. A son bord, un Allemand debout fait de grands gestes et crie. Lorsqu'il est près de nous, nous entendons :

- La guerre est finie, rentrez chez vous !! Il répète ces mots plusieurs fois de suite. Les soldats, soulagés peut-être (qui sait ?), repartent, nous laissant là, incrédules, hébétés, réalisant mal ce qui nous arrive. Nous ne savons que faire. Il est près de onze heures. Madame Aragny nous fait monter chez elle pour prendre quelque chose. L'appartement a été pillé. Je remarque le vide laissé par une très belle table en cuivre sur laquelle étaient posés des pousse-pousse chinois. Tout a disparu. Ces objets avaient tant émerveillé mes yeux d'enfants, lorsque, écolière, il m'arrivait de monter chez elle. L'institutrice se dirige vers la penderie. "Ils ont emporté mon manteau de fourrure", dit-elle.

Avec Antoinette, nous voulons partir voir ce qui s'est passé à Marty. Mais auparavant, nous nous rendons chez notre frère François et sa femme Madeleine qui habitent tout près. Nous les mettons au courant puis, ensemble, nous prenons le chemin de la ferme, sans emmener les enfants.

"ILS SONT LÀ"

Plusieurs hommes sont déjà à la maison : Monsieur le Curé Richard, Osmin Laplace, Luis Capella. Sur le mur en brique de ce que l'on appelle "la fournière", les traces de balles et les éclaboussures de sang donnent la réponse à nos craintes les plus fortes. Les hommes se dirigent vers le bas du pré où passe un petit ruisseau, car un des enfants nous a dit avoir vu le soldats porter "tonton Antoine" vers là-bas. Ils cherchent. Avec Madeleine, nous restons face au hangar où se trouvait la bergerie. Tout a brûlé, le toit est tombé, les poutres se consomment doucement sur le sol. Tout à coup, mon regard est attiré par deux, puis, un peu en arrière, un troisième monticule fumant encore. Et je comprends, horrifiée. Dans un sanglot, je crie : "ils sont là !"

Madeleine appelle les hommes, ils ont compris eux aussi et accourent. François, révolté, réagit violemment. Effondrée, en larmes, je m'écrie : "Pourquoi ne m'ont-ils pas tuée aussi ?"

Monsieur le Curé me prend par les épaules, me secoue un peu en me disant de sa voix bourrue : "Allons, Hélène, veux-tu bien te taire !"

Je le sens très ému, je ne dis plus rien et je m'éloigne. Avec ma belle-sœur, nous repartons sans un mot, prises par le chagrin et l'horreur. En chemin, nous rencontrons mes frères Vincent et Jean qui arrivent. J'étais inquiète pour eux car ils habitent le hameau de Roubichou, tout proche, d'où étaient arrivés les camions. Dieu merci, il ne leur est rien arrivé. Ils ont été gardés devant leur maison eux aussi, mais libérés sans mal. Les repréailles visaient donc seulement la ferme, le mot "dénonciation" est dans toutes les pensées.

Je me souviens alors des maquisards espagnols déplacés de la villa "du Château" à la ferme de Minguet, située dans les bois, éloignée de chez nous. Ils venaient tous les matins chercher les deux bidons de lait, qu'ils nous payaient le même prix que le laitier du ramassage. Leur venue a dû être remarquée... Hier, deux d'entre eux partant en mission étaient passés. Ils devaient rentrer deux jours plus tard dans la nuit et sem-



*Le mur de la grange
contre lequel
furent fusillés
les trois hommes.*

*Les ruines des bâtiments
agricoles incendiés
le 29 juin 1944.*



*Sous ces tuiles
et poutres
furent retrouvés
les trois corps.*

blaient inquiets. Ils m'avaient demandé de mettre un signe au cas où leurs compagnons de Minguet auraient été inquiétés, afin qu'ils n'aillent pas se faire prendre bêtement. Je leur avais proposé de mettre un sabot sur le rebord d'une fenêtre de la grange au-dessus du banc en pierres. Mais ce signal serait hélas désormais inutile.

Je n'ai aucune souvenance des heures qui ont suivi, comme d'ailleurs se sont effacées de ma mémoire les dernières paroles de mon père, et cela à mon plus grand regret. Je n'ai, dès les premiers instants, pu les retrouver ; je garde donc de lui, au fond de mon cœur, son dernier sourire. Lui si confiant, qui nous disait, lorsque mon frère le mettait en garde et lui conseillait de s'enfuir s'il voyait des Allemands : "je suis vieux, ils ne me feront aucun mal à moi, je n'ai rien fait."

Comme il a dû réaliser et comprendre son erreur au moment de mourir ! Il a dû avoir très peur pour nous (ma sœur, les enfants, et moi) lorsqu'il a subi la barbarie des SS, car je suis persuadée qu'ils ont été brutalisés avant de recevoir dans le ventre la rafale de mitraillette qui les a fauchés, mais peut-être pas tués. Etaient-ils morts lorsqu'ils ont été jetés dans le feu ?

Le médecin venu constater le décès n'a pu l'affirmer. Antoine avait une large plaie ouverte à la tête. J'ai alors revu la scène du soldat allemand venant de la ferme et qui montrait en riant grassement à l'un de ceux qui nous gardaient, une matraque cassée. Est-ce lui qui a tapé sur le crâne de mon frère ?

DES LINCEULS MISÉRABLES

En fin d'après-midi, nous retournons sur les lieux. Au milieu du chemin, nous reconnaissons la malle de notre valet ; ils l'ont jetée par la fenêtre. Elle est éventrée et pratiquement vide. Tout ce que possédait ce pauvre homme était précieusement renfermé dans ce coffre. Le voir ainsi saccagé me serre le cœur et me fait appréhender encore plus fort le spectacle qui nous attend à l'intérieur.

Dans la maison, nous constatons qu'ils ont vidé les barriques de vin qui a coulé sur le chai, jusque dans le couloir. Ils ont essayé de mettre le feu. Au pied de l'escalier, un paquet de foin a commencé à brûler mais s'est étouffé. Tout a été pillé, emporté : machine à coudre, bicyclettes, vêtements, linge. La chaîne et la médaille offertes par mon frère pour ma première communion ont aussi disparu, tout comme l'appareil photo, reçu en cadeau lors de ma réussite au certificat d'études. Ces objets étaient pour moi, petite enfant pauvre, des trésors qui me rattachaient aux souvenirs heureux de mon enfance.

A présent, l'orage menace, quelques gouttes tombent. Henry Palmade qui se trouve là avec d'autres personnes, désigne les corps calcinés et dit qu'on ne peut pas les laisser là. Il ne reste plus que de vieux draps jetés par la fenêtre de la chambre. Ils étaient dans la corbeille pour le raccommodage (on rapiécçait beaucoup à l'époque). Les pillards les ont laissés. On en choisit trois parmi les moins déchirés et on en enveloppe les trois corps, du moins ce qui en reste. Surtout en ce qui concerne Papa, qui sans doute jeté le premier, était plus en profondeur dans la fournaise. Dans ces linceuls misérables, on les transporte dans la grande pièce que l'on appelle pompeusement salle à manger, pour les déposer sur la table. En silence, on referme la maison et nous partons.

Les obsèques ont lieu le lendemain. Il y a énormément de monde, beaucoup de

copains de mon frère Antoine sont venus. Pourtant tout le monde a peur que les Allemands ne reviennent pour, précisément, s'en prendre à ces jeunes. Deux maquisards espagnols armés veillent aux alentours de l'église. D'autres sont sur les hauteurs du "Château", pour surveiller les routes. La cérémonie se déroule dans la tristesse et l'émotion que l'on devine.

Après l'enterrement, le chef des maquisards me glisse deux billets dans la main, pour "parer au plus pressé". Je ne sais plus quelle somme représentaient ces deux billets à l'époque, mais ce fut une aide fort utile dans les mois qui suivirent. Je n'ai jamais revu cet homme. Je lui suis encore aujourd'hui reconnaissante de ce geste qui me toucha beaucoup dans mon désespoir.

Il faut maintenant prévenir mon frère Bonaventure, prêtre et professeur au Petit Séminaire de Perpignan ; mon frère aîné, Sauveur, travaillant dans l'Aude ; et ma sœur Marie, mariée à Paris. Mes lettres commencent ainsi : nous avons subi des représailles : Papa, Antoine et François, notre ouvrier, ont été fusillés... Quel choc fut pour eux la lecture de cette lettre !

Monsieur Aragny est rentré chez lui après quelques semaines passées à la prison Saint Michel ; puis quelques semaines plus tard, les Allemands ont quitté l'Ariège. On apprend qu'ils ont prétendu que des maquisards étaient cachés dans la grange, ce qui était faux, mais cela a suffi pour nous déclarer "terroristes". Les résistants ont fait des prisonniers. On vient me chercher pour m'amener sur les lieux où ils sont gardés afin de reconnaître éventuellement des soldats venus chez nous. Ces hommes assis dans l'herbe, la plupart torse nu sous le soleil, n'ont pour moi absolument rien de commun avec ceux en uniforme, casqués et armés venus faire leur sale besogne. Comment retrouver, dans ces hommes vaincus, les S.S. pleins de superbe et d'arrogance qui avaient agi avec tant de cruauté ? De plus, pendant les longues heures où ils nous avaient gardés, je les voyais sans les voir, tant et tant de choses passaient alors dans ma tête.

C'est l'année de mes dix-huit ans ! Je n'ai plus de parents, plus de maison, plus rien. Je suis bien évidemment accueillie par ma sœur et mes frères. Je me partage entre les uns et les autres. Presque tous les habitants du village nous ont aidés pour faire les moissons, gerboyer et dépiquer.

Quelques semaines plus tard, nous enlevons les quelques meubles et les affaires restant dans la maison. Le déménagement est vite fait, nous avons si peu ! Arrivée à neuf ans dans ces lieux, je les quitte en y abandonnant toute mon enfance et ma jeunesse. La vie ne sera plus la même pour moi, mûrie avant l'âge par les malheurs.

Je me suis mariée le 26 juillet 1947 avec Robert Terret de Pamiers. Il avait appartenu du 18 août 1944 au 26 février 1945 à une organisation militaire de la Résistance reconnue par les Forces Françaises de l'Intérieur. Il fut durant cette période sous les ordres du Lieutenant Colonel Calvetti, Commandant le 1^{er} Bataillon de l'Ariège.

PEUT-ON OUBLIER ?

La guerre est finie, la vie a repris, on ne parle plus, ou très rarement, de cette terrible journée, c'est trop douloureux.



*Hélène NAUDY
en 1946.*



*Robert TERRET
en 1944.*

Certains prétendent qu'il faut oublier, ne plus parler de cela. Ce n'est pas admissible, comment d'ailleurs serait-ce possible pour tous ceux qui, comme moi, ont vécu des moments aussi tragiques ? Il faut au contraire raconter, expliquer.

Bientôt 50 ans ! Depuis très longtemps, je voulais écrire le récit de cette journée pour mes enfants. Je regrette en effet de ne pas leur avoir raconté, peut-être par pudeur, par crainte aussi d'éveiller des souvenirs aussi éprouvants que je gardais au fond de moi. Ils n'ont en fait que très peu entendu parler de ce grand-père et de cet oncle qu'ils n'ont jamais connus. Ce récit, je le fais aussi pour mes petits-enfants auxquels l'on n'explique peut-être pas suffisamment dans les livres d'histoire cette terrible période qu'a été l'occupation allemande pour la France. Loin de moi l'idée de réveiller la haine qui a régné entre les deux peuples pendant de si longues années et qui a abouti aux trois guerres si meurtrières de 1870, 1914, 1939. On ne peut que se réjouir au contraire des bonnes relations actuelles. Mais peut-on oublier ?

Lorsque des échanges de lycéens ont commencé, je n'ai pas hésité à envoyer notre fille Evelyne dans une famille bavaroise et à recevoir une jeune Allemande chez nous. Même si j'avais le cœur un peu serré, je l'ai accueillie de mon mieux.

Avec mon mari et des parents, nous sommes allés au cours de l'été 1992, à Oradour-sur-Glane. Lors de cette visite, j'ai ressenti une émotion très vive. J'ai alors réalisé combien le destin nous avait été favorable en nous évitant de subir le sort de tous les malheureux habitants de ce village martyr.

Et puis un jour, je suis retournée à Marty avec mon mari et notre fille. Plus de trente ans après. Les propriétaires ont eu l'amabilité de nous laisser entrer dans la maison inoccupée. Rien n'avait pratiquement changé. En quelques minutes, comme sur un écran de cinéma, j'ai vu défiler sur les murs de la ferme les images des événements heureux ou tristes restés attachés à cette maison : premières communions, mariages de mes frères François et Vincent, de ma sœur Marie, qui donnaient lieu à des fêtes de famille. Nos parents étaient heureux lorsqu'ils pouvaient réunir tous leurs enfants et petits-enfants. Ma tristesse aussi pour nous tous à la mort de maman. J'avais seize ans.

Mes parents, venus en France en 1923 ou 1924, n'avaient pas ménagé leur peine comme tous les paysans du début du siècle. A l'époque, il n'y avait aucune aide, en par-

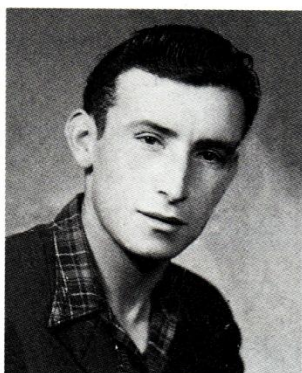
ticulier pour les étrangers. Que de travail et de difficultés pour vivre et faire vivre une nombreuse famille, en travaillant cette terre “des autres” mais qu’ils aimaient ! Mon père trouvait normal d’avoir peu de droits mais beaucoup de devoirs envers ce pays qui les avait accueillis. Il est mort sous les balles ennemies, accusé d’être un terroriste. Il avait cinquante-neuf ans, mon frère Antoine, vingt-six, et François, le valet, la quarantaine. Ce récit, je l’ai aussi écrit pour leur rendre hommage.

En quittant la ferme, après cette dernière visite, tous ces souvenirs se bousculaient dans ma tête, pourtant je n’ai pu me rappeler les derniers mots de papa.



*La ferme de Marty dans les années 1980.
En 40 ans, la maison d’habitation a peu changé.*

ANDRÉ CAROL : “Nous n’avons rien pu faire à la bataille de Vira”.



Je suis né le 20 mai 1926 à Arvigna ; mes parents y étaient agriculteurs. J'y ai toujours habité bien qu'ayant travaillé pendant 26 ans à la coopérative de Rieucros (où travaillait également Alban Rescanières).

Mon activité de résistant, modeste sans doute, n'a commencé qu'en mai 1944. Fernand Roubichou, ami d'enfance, tué à Vira le 9 juin 1944, avait rejoint le maquis bien avant moi. Ma motivation ? Nous étions dans un secteur où il se passait beaucoup de choses depuis longtemps : nous savions au village que des armes étaient parachutées à Rieucros ; depuis des mois, Ernest Giret et Louis Rivière se cachaient à Arvigna chez Henri Cabanié, un parent à Ernest ; les Espagnols étaient installés à la villa du Château et dans d'autres bâtiments inoccupés (comme la ferme de Marty, la villa appartenait au docteur Palau). On voyait souvent les guérilleros circuler sur les routes. Je suppose qu'il y avait là un centre de commandement (d'ailleurs les Allemands ont dynamité la villa le même jour qu'ils ont assassiné les trois hommes de Marty et brûlé la ferme).

Ce qui fait que, même si on ne connaissait pas les détails, on voyait bien que tout le secteur était en effervescence. Mais on savait rester discret ; et il n'y a pas eu de miliciens à Arvigna. Par contre, à Saint-Amadou, il y en avait une bande, Barnola n'était pas le seul. Barnola justement, tout le monde le connaissait comme milicien. Pour ma part, j'ai été étonné qu'il ait réussi à s'échapper, puisqu'il était enfermé, attaché et gardé. N'y a-t-il pas eu de complicités ? Je peux poser une autre question : Barnola et Antoine Naudy, faisaient partie de la même jeunesse ; cela laisse planer un doute sur le massacre de Marty.

Après le débarquement, avec d'autres jeunes, j'ai répondu à l'appel de mobilisation générale. Je faisais partie, ainsi que Henri Palmade, de l'équipe qui a participé à l'attaque de la caserne de gendarmerie de Pamiers. Je n'insiste pas, puisque beaucoup d'autres l'ont racontée ; mais c'est la seule fois où j'ai escaladé le mur d'une caserne...

Le lendemain, j'étais dans le groupe de jeunes cantonnés à Calzan ; nous étions une vingtaine peut-être. Nous ne disposions que de très peu d'armes : un vieux fusil, plus ou moins en état de fonctionnement, quelques mitraillettes Sten ; pas de quoi affronter une colonne ennemie fortement armée. Alors, quand on a entendu la fusillade de Vira, on s'est dispersés dans les bois, car on ne voulait pas que les habitants de Calzan soient inquiétés à cause de notre présence. Nous avons donc passé la nuit dehors ; le lendemain matin, nous avons essayé de nous regrouper ; sans ordres, sans consignes, nous ne savions pas quoi faire ; pour ma part, j'ai rencontré des Espagnols du Château qui m'ont questionné. Et je suis rentré chez moi où je pensais que je ne risquais pas grand chose. D'autres ne sont pas rentrés, comme Henri Palmade, qui craignait un sale coup de Barnola, du moment qu'ils se connaissaient bien.

J'ai entendu dire, plus tard, qu'au soir du 9 juin, quand les Allemands rentraient sur Pamiers, ils ont été de nouveau attaqués, au niveau des Issarts, par des guérilleros qui

les attendaient. Les grenades auraient fait mal dans les camions qui passaient sur la route au-dessous.

Le 29 juin, tout le village a été encerclé ; champs, chemins, tout était bloqué par les miliciens (à Marty, c'étaient surtout les Allemands). Nous avons été obligés de rester chez nous, après un contrôle d'identité ; plus personne ne pouvait sortir, les miliciens étant partout. J'ai appris plus tard que le forgeron d'Arvigna, Paul Eychenne, un acharné celui-là, depuis longtemps engagé dans la Résistance, avait réussi à s'échapper ; quelqu'un est allé le prévenir à temps. Il a traversé toutes les maisons, s'est faufilé dans le ruisseau, direction les bois. Lui était probablement recherché, car, communiste depuis longtemps, il ne cachait pas ses idées antifascistes.

Nous ne savions pas ce qui se passait dans le village. Ce n'est qu'après le départ des miliciens et des Allemands que nous avons appris l'horreur ; seul, le curé Richard a bravé l'interdiction de sortir de chez lui et s'est rendu à Marty, pour tâcher d'intervenir ; mais il n'a rien pu faire.

Avec d'autres habitants du village, je suis allé à la ferme incendiée. Les trois malheureux - Naudy père et fils et François Soler - avaient été fusillés puis jetés dans l'incendie du hangar et autres bâtiments. Nous les avons sortis des décombres fumants comme nous avons pu. Les corps brûlés étaient à peine reconnaissables ; les extrémités des membres avaient disparu dans l'incendie. Nous les avons transportés dans la maison d'habitation qui, elle, n'avait pas été détruite ; les Allemands avaient essayé de l'incendier mais le feu n'avait pas pris ; nous avons constaté seulement un trou dans le plancher de la salle à manger. Le lendemain matin, nous avons mis les trois malheureux dans des cercueils, avant de les enterrer au cimetière du village.

Après la Libération, j'ai fait partie des milices patriotiques ; nous portions un simple brassard, et des fusils de chasse ; nous recherchions des miliciens qui pouvaient encore se cacher et nous patrouillions de jour comme de nuit. Dans mon groupe, nous n'en avons pas arrêté.

On ne peut que souhaiter que de pareilles horreurs ne se reproduisent pas ; la famille de ma femme a dû fuir l'Italie de Mussolini ; les guérilleros, l'Espagne franquiste ; et nous, nous avons dû subir l'humiliation de Vichy. Alors nous ne voudrions pas voir renaître la bête noire...



*A la ferme de Marty en 1957.
De gauche à droite : André et Séraphine
CAROL, Marie JALIBERT,
Christian CAROL.*

MARCEL LAPLACE :

“Je ne peux pas comprendre la lâcheté et la cruauté des Allemands et des miliciens”.



Arvigna, petite commune du canton de Pamiers, est composé de plusieurs hameaux ; j’ai toujours habité à l’un d’eux, Truffet, dans la maison de mes parents, cultivateurs ; nous sommes à moins de un km de la ferme de Marty, où Allemands et miliciens commirent leurs atrocités, le 29 juin 1944. Nous étions très liés avec les Naudy, puisqu’un des frères Naudy, François, était marié avec ma sœur Madeleine ; le jeune couple et leurs deux enfants en bas âge vivaient chez nous. Etant donc trois hommes à la maison, nous aidions régulièrement les familles dont les hommes étaient en captivité en Allemagne.

Mais revenons un peu en arrière ; en juin 1943, à 20 ans, j’ai été appelé aux Chantiers de Jeunesse ; en Dordogne, d’abord, puis en Gironde ; je n’étais pas dépaysé, puisque nous étions une soixantaine du canton de Pamiers ; on nous faisait empierrier des routes, ou couper des pins ; mais nous ne nous fatiguions pas outre mesure !

Je peux préciser que notre camp, contrairement à d’autres je crois, n’avait pas de chefs pétainistes : la photo du maréchal, je ne l’ai jamais vue, et la chanson “Maréchal, nous voilà”, nous ne l’avons jamais chantée. Un jour de la fin avril, à l’aube, notre camp s’est retrouvé entouré de soldats allemands. Ils ont vérifié s’il n’y avait pas d’armes cachées, nous ont longuement questionnés ; ils ont contrôlé nos cartes d’identité, visiblement ils recherchaient d’éventuels résistants. Finalement, ils ont isolé dix d’entre nous, dont moi, sur les quatre-vingts environ que nous étions ; sur ces dix, six ont été emmenés, apparemment les plus costauds (pourtant j’étais d’une petite taille...) ; les quatre restants, avons pu récupérer nos cartes d’identité. Le chef du chantier nous apprit le lendemain que nos six camarades avaient été transférés au Fort du Ha, à Bordeaux. Puis ils furent envoyés en Allemagne.

Quand nous avons appris le débarquement du 6 juin 1944, il y a eu un certain flottement dans la direction du camp : comment les événements allaient-ils tourner ? On nous a finalement remis la fiche de libération et : “Rentrez chez vous comme vous pouvez”. Une quinzaine de camarades et la plupart des chefs sont passés dans la clandestinité. Je suis donc rentré à Arvigna quelques jours après la bataille de Vira, justement le lendemain de l’enterrement de Fernand Roubichou ; je le connaissais très bien, car il avait un an de moins que moi et nous étions voisins. Fils unique, orphelin de mère en 1944, il avait poursuivi ses études, ce qui était assez rare à l’époque dans nos campagnes. Une bonne douzaine de jeunes d’Arvigna avaient rejoint le maquis avant la bataille : les 4 frères Naudy, André Carol, Henri Palmade, Paul Déjean, Emile Petit, Paul Eychenne, Georges Chaubet et quelques autres ... La plupart regagnèrent leur maison, dans les jours qui ont suivi, car il n’y avait pas de toute façon assez d’armes pour tous.

Quand on s’est réveillé, le 29 juin, nous avons constaté que les miliciens entouraient tous les hameaux ; François, mon beau-frère, à la pointe du jour a essayé de s’éloigner

de la maison pour aller se rendre compte ; mais il a vite été arrêté et obligé de regagner le domicile. Nous avons entendu des détonations, des explosions, dans la matinée, mais nous ne savions rien de précis, puisque le groupe de miliciens armés nous interdisait de sortir. Vers onze heures peut-être, après le départ des miliciens, nous avons vu arriver à Truffet, les deux sœurs Naudy : (Antoinette et Hélène), et les enfants, en pleurs. Je les vois encore, plus de cinquante ans après. Elles nous ont raconté l'horreur qu'elles venaient de vivre.

Tous ensemble (c'est-à-dire Antoinette, Hélène, Madeleine, François, mon père et moi-même, ma mère gardant les enfants), pleins d'appréhension, nous montâmes vers Marty ; qu'allons-nous découvrir ? Le curé et Louis Capella, se sont joints à nous, ainsi que, un peu plus tard, Vincent et Jean Naudy. De loin, nous avons aperçu la fumée, provenant des bâtiments qui finissaient de brûler ; des bêtes avaient été détachées, car elles erraient dans les environs ; la maison d'habitation, à droite, n'avait apparemment pas souffert. En nous rapprochant, nous avons aperçu les toits effondrés, des tas de tuiles au sol, des poutres fumantes ; de la grange pleine de foin, l'incendie avait dû rapidement se propager à tous les bâtiments. Nous n'avons pas découvert les trois corps tout de suite ; nous les avons enfin aperçus, sous les tuiles qui les avaient en partie recouverts ; cette image de corps recroquevillés, à moitié calcinés, je l'ai encore devant les yeux.

Les Allemands avaient tout pillé ; ne se contentant pas d'assassiner, ils avaient notamment percé un demi-muid de cinq cents litres avec une balle tirée en plein milieu ; ils avaient dû boire puis emporter une partie du vin.

Le lendemain, nous avons eu du mal à placer les corps dans les cercueils, car les jambes étaient repliées, peut-être à cause de la souffrance ; car nous avons pu constater, par les traces des balles contre le mur en brique non crépi, devant lequel ils ont été fusillés, que les sauvages leur avaient sans doute tiré des rafales de mitraillette dans le ventre ; et pas plus haut. Était-ce pour les faire souffrir davantage, avant de les jeter dans l'incendie ?

La lâcheté et la cruauté des Allemands et des miliciens, je ne peux pas les comprendre ; pendant que les uns accomplissaient leur sale besogne, les autres maintenaient en otages, femmes et enfants en bas âge.

Quelques semaines avant, un des six frères, Jean, se trouvait encore à Marty ; le 29 juin, il était chez Vincent à Roubichou ; il aurait sans doute été massacré comme les autres hommes, s'il avait été là.

Il faut croire qu'Allemands et miliciens étaient bien renseignés car, à Arvigna, ils n'ont détruit que les bâtiments distants de deux cents mètres environ, appartenant tous deux au docteur Palau, chez qui les Naudy étaient métayers ; ceux de Marty, où les guérilleros venaient se ravitailler ; et la villa dite "du Château", où les Espagnols avaient séjourné. Il a bien fallu que quelqu'un donne des renseignements précis.

Tout le village était sous le choc. Nous avons aidé la famille Naudy aux travaux des moissons.

Et le temps a passé ...

Au moment de la Libération, avec d'autres jeunes du village, nous avons essayé de surprendre des miliciens qui, paraît-il, se cachaient dans la ferme du Pioy, mais sans résultat.

Au printemps 1945, mon père, homme de gauche, a été élu maire d'Arvigna. En mars 1945, avant la fin de la guerre, ma classe a été mobilisée et j'ai dû de nouveau quitter mon village : caserne Niel à Toulouse, puis dans les Landes, enfin à Menton ; nous avons passé quelques semaines en Italie, près de la frontière, en occupation. J'ai été démobilisé en février 1946.

Les circonstances ont fait que je n'ai pas fait partie de la Résistance, mais je serais sûrement parti avec mes camarades d'Arvigna lors du débarquement – car mes convictions antifascistes étaient bien affirmées.



*A la caserne de Carnoles (près de Menton), en été 1945.
Marcel LAPLACE : le quatrième à partir de la droite.*



*Amélia à 17 ans
dans les rues de Pamiers.*

AMÉLIA SABATIER, née PAULINO

Amélia Paulino

Nous étions une famille de paysans portugais. Mon père quitta le pays en 1930 pour venir travailler en France, où la demande de main-d'œuvre étrangère était forte ; il fut embauché dans des usines ou des chantiers de Bordeaux et de Soulac-sur-Mer ; puis à Castelnau-Durban, dans une carrière de marbre ; c'est là que, quelques années après, il fit venir sa famille restée au pays.

Nous étions déjà cinq enfants, âgés de six à seize ans ; et moi, j'avais huit ans. Mon père avait trouvé une vieille maison abandonnée, dans un hameau perdu, Tartein, commune d'Esplas-de-Sérou. Quelle misère ! Des rats partout ! Et bien sûr, aucune commodité. A cette époque, nous ne reçûmes aucune aide de quelque organisme que ce soit. Heureusement il y avait une école à proximité ; l'accueil de l'institutrice fut excellent et nous, les enfants qui ne connaissions pas un mot de français, nous pûmes au moins apprendre à lire

et à écrire. Je quittai l'école à douze ans, car il fallait travailler dans les champs et soigner les bêtes.

Ma sœur aînée, Marie, se maria en 1934 avec Paul Bonzi, qui était tailleur de pierre à la même carrière que mon père. En 1939, la guerre éclata et Paul fut appelé sous les drapeaux ; ce fut notre premier contact avec la guerre dans ce pays qui était devenu le nôtre. Nous allâmes ensuite nous installer à Floc (commune de Coussa) comme métayers ; puis, trois ans après, mon père prit en fermage la ferme du Soula (commune d'Arvigna) ; en 1944, nous travaillions aussi la ferme voisine de Larmaing (commune de Ségura).

Il faut bien comprendre comment on pouvait vivre, en 1944, dans ces fermes isolées dans les collines au milieu des prés et des bois : pas de bon chemin carrossable, pas d'eau (si ce n'est celle d'un puits ou d'une mare), pas de lumière (mais des lampes à carbure, qu'il fallait se procurer au marché noir, ou en échange de produits de la ferme). Nous cultivions quelques champs pas trop en pente : blé, pommes de terre, haricots ... J'ai encore dans la bouche le goût des vesces et des topinambours que nous consommions... Un peu d'élevage heureusement : vaches, moutons, volailles.

Malgré notre pauvreté, mes parents ravitaillaient le maquis espagnol installé au Château, puis à Minguet. Ils venaient nous acheter des poules, des œufs, une bête de l'étable ; ils payaient quand ils le pouvaient... Nous demandions, pour eux, quelques pains supplémentaires au boulanger Baldellou.

Les Allemands se doutaient bien que le maquis était ravitaillé par les fermes les plus proches. Un jour, ils sont venus au Soula ; ils nous ont interpellés dans leur jargon :

“Attention ! Maquis ! Ravitaillement !” Et ils ont accompagné ces mots d’un geste menaçant avec leurs mitraillettes. Puis, ils nous ont demandé une poule ; mon père n’a pu que la leur donner ; aussitôt ils lui ont coupé la tête et ils sont repartis en l’emportant. Nous étions contents de nous en tirer à si bon compte !

Nous avons quand même continué à ravitailler les maquis ; notamment après la bataille de Vira, quand les jeunes des villages se sont réfugiés dans les bois ; je me souviens de l’un d’entre eux, Ernest Pauly, de St-Félix.

Mon frère aîné, Avelin, a finalement rejoint les guérilleros à Minguet, en compagnie de mon cousin Tony, fils de mon oncle, Armand Paulino, qui habitait au Barry à Varilhes.

Un jour, mon frère Avelin nous a amené, de Varilhes, Charly Schnepfer ; il est resté quelques jours avec nous ; mais il voulait lui aussi rejoindre le maquis ; c’est mon père (ou mon frère) qui l’a conduit à Minguet. Les Espagnols se méfièrent de ce jeune Allemand ; mon père se porta garant de lui ; mais les Espagnols l’avertirent qu’ils le tiendraient pour responsable en cas de trahison.

Notre famille et les Naudy de Marty étions bien liés ; nous étions proches voisins. Je me souviens que le père Naudy venait parfois chez nous ; j’ai plusieurs fois pris mon goûter à Marty. Nous avons entendu les coups de feu venant de la ferme de nos amis, puis vu la fumée qui s’élevait ; mon père m’a demandé d’aller me rendre compte de ce qui se passait ; j’ai dû obéir. Mais j’ai pleuré, car la peur m’avait envahie ; j’avais à peine dix-sept ans... De loin, j’ai aperçu les bâtiments qui fumaient encore. M’étant rapprochée, j’ai reconnu les filles Naudy, en pleurs devant leur maison ; trois corps étaient encore enfouis sous les décombres fumants. Des vaches attachées finissaient de brûler sous les gravats. C’était un spectacle insoutenable.

J’ai tellement couru au retour que j’ai perdu mes sabots ; j’ai continué à courir pieds nus dans les épines de la colline ; j’avais les pieds en sang (pendant huit jours, je n’ai pu marcher). J’ai raconté à ma famille ce que j’avais vu. A ce moment-là, nous avons réalisé les risques que nous avons pris, car, comme les Naudy, nous avons ravitaillé les maquis. De peur que les Allemands ne montent aussi chez nous, nous avons vécu et dormi dehors pendant plusieurs jours ; nous risquions moins d’être surpris, comme l’avaient été les pauvres Jean, Antoine et François.

Après cette tragédie, les guérilleros se sont installés à Cénant ; nous les avons moins ravitaillés, tout simplement parce qu’ils s’étaient éloignés de notre ferme. Mais une fois, je leur ai porté un sac de nourriture, que j’ai caché à un endroit convenu, à proximité de leur campement.

Une soirée de l’été 1944, alors que je rentrais à pied de Varilhes, j’ai entendu un avion, et vu tomber un parachute ; ça se passait à la limite des deux communes Ségura-St-Félix ; le parachute tomba dans le ruisseau de Balgrand, près du pont. Nous avons su plus tard qu’il s’agissait d’un parachutage de nourriture, notamment des boîtes de pâté ou de viande. Mon père n’a pas osé en prendre, de peur qu’elles ne contiennent des aliments empoisonnés...

Plus tard, Avelin, Tony et Charly accompagnèrent les Espagnols dans leur pays, pour combattre Franco. Ce fut un échec. Ils durent repasser la frontière en pleine montagne. Avelin eut les pieds gelés et il dut faire un séjour à l’hôpital.

Entre-temps, nous avons quitté la ferme du Soula, pour nous installer à Larmaing ; mais nous connaissions toujours la même misère, bien que l'Ariège fût libérée. Toujours pas de lumière, pas d'eau ; l'été nous allions faire boire nos bêtes au Crieu, à Joulieu ; c'est aussi dans ce hameau de Ségura que nous transportions nos gerbes de blé pour les dépiquer à la batteuse. Et les deux plus jeunes enfants, Roger et Louise, fréquentèrent l'école de Ségura, à 3 km de chez nous, par les chemins boueux du col de Seix.

Je me suis mariée en février 1945 avec Augustin Sabatier de Ségura (ancien prisonnier de guerre) ; et ma sœur Laure s'est mariée plus tard avec Amédée Lamarche de la même commune...

De ma jeunesse, j'ai toujours gardé le mauvais souvenir de la guerre. J'ai aujourd'hui 74 ans, mais quand je vois à la télévision toutes ces images de violences et de malheurs, cela me ramène à mon passé de jeune fille, vivant dans des fermes perdues au milieu des bois.

AUGUSTIN SABATIER

J'habitais à Ségura avec mes frères. En 1939, l'un deux, Marcelin, était maire de la commune. Un autre frère, Louis, fut fait prisonnier en 1940. Et moi-même, à la déclaration des hostilités, j'étais déjà au service militaire. Je fis donc la guerre. Après ma démobilisation je n'ai pu rentrer à Ségura qu'en 1941. Trois jours après mon retour, Marcelin, pour une histoire de drapeau, relatée par ailleurs, a été mis en prison pendant trois mois. Il ne retrouva son poste de maire qu'après la Libération. *avec sursis ?*

En 1944, nous avons gardé chez nous un maquisard blessé au pied lors du combat de Roquefixade. C'est une femme de Ventenac qui nous l'a amené en voiture au petit jour. Le docteur Roger venait souvent le soigner à notre domicile. Nous le tenions caché car nous craignions une dénonciation. Il a mis deux ou trois mois à se remettre de sa blessure.



Amélia et Marie PAULINO à Ségura, au printemps 1944.

Les deux chemisiers ont été taillés dans de la toile de parachute...

74 ans en 2001 (en 2010)

olone mei 2000 - 24

1926

CHAPITRE VI

DU CÔTÉ DE RIEUCROS

JEANINE NAUDI : le courage de ma mère.



*Juliette GIRET
en 1940.*

L'ARRESTATION

Les premiers actes de résistance de la famille Giret remontent, dans ma mémoire, à ces jeunes requis pour partir en Allemagne, qui étaient cachés dans une ferme qui nous appartenait, Belair ; ma mère allait tous les jours leur porter de la nourriture. C'était chez nous aussi qu'arrivaient, de Toulouse, certains soirs, des personnes responsables des parachutages d'armes. Cela nécessitait toutes sortes de précautions, de surveillance de tout ce qui pouvait paraître anormal. Un soir, nous avons entendu que le portail de notre garage bougeait ; nous avons aussitôt éteint la lumière ; mais un chien était la seule cause de ce bruit suspect.

Mes parents ne m'ont jamais rien caché de ce qui se passait chez nous, ni à mon frère qui n'avait que sept ans ; moi en ayant quinze en 1944. Ma sœur, Fernande, de six ans mon aînée, était déjà mariée et habitait au Maroc.

Le jour de l'arrestation de ma mère, le 15 juin 1944, c'était un jeudi, je m'en souviens car je n'avais pas école ce jour-là ; comme tous les jeudis, je gardais les vaches sur le coteau, au dessus du village ; et maman sulfatait les pommes de terre dans un champ près de la maison.

Dans la matinée, j'ai entendu claquer des coups de revolver du côté du village ; bien sûr j'en ignorais la cause ; puis notre domestique Edouard est venu jusqu'au pré, m'annoncer que les Allemands étaient chez nous et qu'ils venaient de tuer, à coups de revolver, des oies blanches car les jars se montraient agressifs.

- On va venir te chercher, a-t-il ajouté, parce que les Allemands l'ont demandé ; mais ne les écoute pas, va te cacher.

Je suis allée me cacher dans un châtaignier. Effectivement, un voisin, désigné par celui qui faisait fonction de maire à cette époque à Rieucros, Claverie, est venu me voir ; il m'a confirmé que les Allemands avaient donné l'ordre que je descende au village ; j'ai compris à son attitude et à ses paroles qu'il était venu à contrecœur, étant désigné. J'ai refusé de le suivre et il est reparti. J'ai attendu des heures et des heures, dans mon châtaignier, vous devinez avec quelle anxiété.

Puis, n'en pouvant plus de cette attente, je suis descendue au village ; c'est là que j'ai vu démarrer le camion qui emportait maman. Dans la maison, j'ai retrouvé ma

grand-mère et mon petit frère. J'ai appris que les Allemands avaient exigé que la maison reste vide et fermée. D'ailleurs ils avaient aussi emporté tout le linge, les conserves familiales, la machine à coudre (que ma grand-mère a reconnue, et récupérée, après la Libération, à Foix, dans les stocks abandonnés par l'occupant). Le maire était chargé de faire exécuter l'ordre concernant la maison. Ma grand-mère avait donc décidé d'aller se réfugier à Arvigna, chez sa fille Ernestine. C'est Charles Eutrope qui nous a portés, avec notre cheval et notre remorque. Nous sommes descendus aux Bordes. Mais Ernestine n'a pas pu nous prendre tous les trois, car sa maison était déjà pleine avec des membres de sa famille : ses beaux-parents, une tante, sa belle-sœur, ses enfants ; elle n'a pris que sa mère. Et mon frère et moi, nous étions sur la place, en attendant que quelqu'un veuille bien se charger de nous. Finalement, c'est une cousine à mon père, une tante éloignée, Angèle Cabanié, qui nous a recueillis.



*Le maréchal-ferrant MIEGEVILLE et sa fille au travail, dans les années 1930.
Ernest GIRET tient la bride, sa fille Fernande (derrière le cheval) chasse les mouches.*

Nous sommes restés chez elle jusqu'à la Libération, à la fin août.

Mais une quinzaine de jours après notre arrivée à Arvigna, il y a eu le drame de la ferme Marty. Ce matin-là, mon oncle est venu nous réveiller :

- Les Allemands et les miliciens sont à Marty ; il faut vous cacher, ils risquent de fouiller dans toutes les maisons.

Il nous a cachés dans le foin où nous sommes restés jusqu'à leur départ.



*La famille GIRET à Rieucros en 1937.
De gauche à droite : Juliette portant René, Fernande l'aînée, une petite voisine,
la mère d'Ernest GIRET, Jeanine la deuxième fille.*

COMMENT ? POURQUOI ?

Ma mère fut arrêtée à la troisième visite des Allemands à notre maison.

- La première fois, après l'arrestation de Jules Amouroux en décembre 1943, mon père était évidemment recherché. Mais il se trouvait dans le village à ce moment-là, pas chez nous ; il aperçut leur traction-avant stationnée près du bassin, il eut le temps de se sauver. C'est ce qui m'a été raconté quand je suis rentrée du cours complémentaire de Mirepoix.

- La deuxième fois, quelques mois après, à la descente du car Maugard qui me ramenait du collège, j'ai vu leur traction noire garée près de notre maison. Ce jour-là ils ont emporté le poste radio, qui malheureusement, était réglé sur Radio-Londres, ce qu'ils ont pu constater en le mettant en marche ; ils ont emporté aussi une photo de Jules Amouroux, ami de la famille, qui se trouvait avec d'autres photos. Mais ma mère n'a pas été inquiétée ; à l'évidence, c'était mon père qui était recherché. En fait il n'était pas loin : dans le jardin !

Il faut dire que mes parents avaient convenu d'une espèce de code : si la lumière d'une pièce qui donnait par derrière sur le jardin était allumée, mon père pouvait rentrer, car il venait nous voir de temps en temps. Justement, ce soir-là, ma mère avait oublié d'éteindre cette lumière, car elle était dans cette pièce quand les Allemands sont arrivés. Mon père allait donc rentrer, quand il a entendu des voix suspectes ; et il a pu s'enfuir.

• Ma mère a donc été arrêtée à la troisième visite. N'étant pas chez elle, elle a bien vu le camion d'Allemands qui stationnait ; mais elle savait que son fils de sept ans était seul avec sa belle-mère ; elle a donc décidé de rentrer alors qu'elle aurait pu elle aussi se cacher. Les Allemands avaient déjà réveillé mon petit frère, très choqué à la vue de ces hommes armés. Ils l'avaient amené dans le jardin, avec un panier, pour cueillir des fraises disaient-ils ; mais ils voulaient lui faire dire où était mon père.

Tout cela je l'ai su ensuite par ma grand-mère.

Donc, ne pouvant arrêter mon père, les Allemands ont emmené ma mère ; c'était quelques jours après la bataille de Vira. Nous sommes persuadés que cette arrestation est due à une dénonciation par le curé de Rieucros, Baurès. Je veux insister là-dessus, car cette dénonciation a été parfois contestée. Je peux en apporter ce qui me semble être une preuve : à la Libération, Baurès a été arrêté, et interrogé sur tout ce qu'il avait fait à Rieucros et ailleurs. Mais il avait un frère, officier dans le maquis, dans une autre région. Et celui-ci, à la demande du curé, est venu nous trouver chez nous pour nous demander que nous pardonnions. Quand on demande pardon, c'est qu'on est coupable, non ?

D'autre part, quand ma mère a été internée à Saint-Michel, à Toulouse, elle a fait la connaissance d'une femme, Madame Dejonche, de Saint-Paul-de-Jarrat, qui, elle, n'a pas été déportée ; nous avons gardé avec Madame Dejonche des relations d'amitié. Elle nous a confirmé que maman lui avait déclaré : "C'est le curé de Rieucros qui m'a dénoncée". Je suppose que maman avait acquis cette certitude au cours des nombreux interrogatoires et confrontations qu'elle a dû subir à Foix.

LE COURAGE D'UNE FEMME

Après la prison Saint-Michel, elle a été embarquée dans ce qui sera le dernier convoi de déportés en Allemagne. Jean Miquel, le futur maire de Lavelanet, en faisait lui aussi partie. On a appelé ce convoi "le train fantôme". Par suite des actions des maquisards et des bombardements alliés, ce train changea plusieurs fois de direction, avant de prendre la vallée du Rhône. C'est de Vienne que nous reçûmes un petit mot écrit de la main de maman, sur un morceau de papier qu'elle avait pu jeter hors du train. Je ne sais pas ce qu'il est devenu ; je le regrette beaucoup, car c'est le dernier souvenir de ma mère vivante que nous aurions pu garder.

Votre mère savait beaucoup de choses et elle n'a jamais parlé ?

Elle n'a jamais parlé. Elle savait bien tout ce qui s'était passé dans sa maison, au village et dans les environs, depuis des années. Elle n'a jamais parlé ; elle a gardé tous ses secrets, pour protéger tous ceux qui étaient engagés comme elle dans la Résistance ; elle était forte, maman, et courageuse ; une vraie patriote. Femme discrète, qui n'aimait pas la gloriole, elle a toujours fait son devoir, à toutes les étapes de sa courte vie (elle est morte à quarante-deux ans).

Pourtant elle a dû beaucoup souffrir, physiquement et moralement, à partir du jour où elle a été arrêtée. Madame Dejonche nous a appris qu'en une seule nuit, à la prison Saint-Michel, ses cheveux étaient devenus blancs.

J'ai eu un autre témoignage sur ma mère, par André Grèze, receveur des PTT à Saint-Jean-de-Verges, après l'avoir été à Rieucros ; il était un des responsables des parachutages à Pamplémousse et il a été également arrêté. Il a aperçu ma mère à la villa Lauquié à Foix ; elle était menottée et attachée à une rampe d'escalier. C'est d'ailleurs

André Grèze qui a déposé la gerbe, avec un autre déporté, quand nous avons honoré la mémoire de Jules Amouroux et celle de ma mère, dans notre commune, le 8 mai 1997.

En 1995, avec mon mari, ma sœur et mon beau-frère, nous avons fait le voyage de Ravensbrück, d'où maman n'est pas revenue. Une énorme surprise nous y attendait. Dans le musée, une photo prise au temps des nazis a attiré notre attention, à ma sœur et à moi ; elle représentait une quinzaine de déportées, en tenue rayée, en train de charger un wagonnet, en plein hiver.

Une seule déportée était photographiée de face : mais oui ! C'était bien maman !

Ce pèlerinage a été très émouvant et inoubliable.

Quand nos petits-enfants, qui connaissent déjà tout ce drame, liront ces quelques lignes, ils seront fiers de leur arrière grand-mère qui a été, avec beaucoup d'autres, un exemple de courage et de modestie.

Je souhaite que les générations qui arrivent ne vivent plus jamais de tels événements et de telles horreurs.



Femmes déportées à Ravensbrück. (photo allemande de la fin 1944).

Juliette GIRET de face, à droite.



CHARLES EUTROPE : LES PARACHUTAGES À RIEUCROS.

Vous m'avez demandé quelle a été ma motivation pour entrer dans la Résistance. Elle est née des récits de mon père : il me parlait beaucoup de la guerre de 14, qu'il avait faite, des atrocités qu'il avait vécues ; il m'affirmait que les prisonniers français étaient souvent mal traités par les Allemands. Dans mon esprit, l'Allemagne représentait le pays ennemi ; je ne voulais pas que mon pays soit occupé par eux. Je n'avais pas un sentiment de haine, mais c'était mon idéal patriotique.



Baignade dans l'Hers en 1941.

De gauche à droite :

Georges BOUSQUIÉ et Charles EUTROPE.

Ainsi, quand Ernest Giret m'a contacté, fin 1942, pour former une équipe de réception d'armes parachutées, j'ai aussitôt accepté ; malgré mon jeune âge (je suis né en 1923), il m'a fait confiance et j'ai été sa première recrue. L'équipe du début (car plus tard, elle s'est étoffée) était composée, autour de Giret, de trois autres camarades : Georges Bousquié (qui était facteur dans le secteur d'Arvigna, de Vira et de Calzan), Louis Rivière (l'instituteur de Rieucros), et Louis Dumon (agriculteur à Rieucros aussi). Nous réceptionnions les armes pour le compte de l'Armée Secrète de Toulouse ; le responsable local était le capitaine Richard (de son vrai nom Abel Rous). Le réseau se nommait : Action-R4 Pacha des Forces Françaises Combattantes.

Mais je fus appelé aux chantiers de jeunesse à Casteljaloux dans les Landes. Au bout de quelques mois, on

nous a annoncé une visite des autorités allemandes ; je me suis méfié, craignant l'obligation de partir en Allemagne ; j'ai décidé de m'échapper ; avec un copain, nous avons fui à travers bois, rejoint Marmande, pris le train (sans billet bien sûr). Je suis arrivé chez moi, au grand étonnement de mon père. Pendant quelque temps, je ne suis pas sorti ; puis, constatant que je n'étais pas recherché, j'ai commencé à ressortir et j'ai repris contact avec mes camarades résistants.

Plus tard, j'ai reçu une convocation pour partir au STO ; je devais rejoindre Caen ; j'ai refusé et j'ai dû me "planquer" un certain temps. Je ne sais pas ce qui s'est passé exactement, mais mon père m'a trouvé une place à la fonderie Cot et Degros de Pamiers, comme ajusteur mécanicien. J'ai dû y rester un an ; j'y ai fait la connaissance d'un tourneur de mon âge dont je vous reparlerai plus loin.

Revenons donc aux parachutages ; presque tous eurent lieu sur le terrain de Rieucros (qui appartenait à Giret) dont le nom de code était Pamplémousse. Il y en eut plusieurs ; pour les dates, Roger Sutra de Coussa les précisera ; moi-même je ne les ai pas notées ! Le premier, en 1943, on l'a attendu longtemps ; je pense d'ailleurs que ce fut aussi le premier qui se produisit dans le sud-ouest de la France ; nous étions tous les soirs rivés à l'écoute de Radio-Londres, je l'écoutais chez nous à la Tuilerie. Enfin, nous avons entendu, un soir, la phrase que nous attendions : "Le peuplier perd ses feuilles." C'était donc pour la nuit suivante. Pour le deuxième, ce fut : "La table a quatre pieds." Les parachutages étaient plus ou moins importants ; une fois il tomba une quinzaine de parachutes ! En pleine nuit, nous allumions des feux aux quatre angles du terrain et un autre au centre. L'avion venant de la direction de Mirepoix, tournait plusieurs fois ; c'était le plus souvent de gros avions bi-moteurs que l'on pouvait entendre de loin. Quand le responsable lui communiquait le code convenu, par signaux électriques émis par une grosse torche, le pilote larguait le matériel ; et les conteneurs s'éparpillaient sur le terrain. La première des choses à faire, c'était de plier les parachutes ; on nous avait expliqué comment procéder rapidement ; puis on les rassemblait au milieu du terrain. (Plus tard, on les emportait pour les faire disparaître, en les brûlant ou en les enterrant ; mais il nous arrivait d'en prélever des morceaux pour confectionner des vêtements ; ma grand-mère m'a taillé des chemises dans cette toile.) Il arrivait que des conteneurs plus légers soient emportés par le vent dans la forêt toute proche ; il nous fallait attendre le lendemain matin pour les récupérer au plus tôt, afin d'éviter qu'ils soient repérés. Ensuite nous transportions les conteneurs dans les bois voisins, où nous les cachions sous des broussailles. Les plus lourds, nous les portions à plusieurs avec des bâtons. Le lendemain matin, l'équipe de Richard en traction-avant, venait sur place pour faire l'inventaire. Nous avons ordre de ne pas toucher aux armes avant leur arrivée. Ils faisaient le compte des mitraillettes, des fusils, des revolvers, des pistolets, des explosifs, etc... Je ne me souviens pas d'avoir été présent à la réception de la mitrailleuse qui servit à Vira ; mais je me rappelle que quatre fusils-mitrailleurs au moins furent parachutés en deux fois. Les munitions correspondant à toutes ces armes se trouvaient dans des conteneurs séparés. On nous envoya aussi des postes émetteurs-récepteurs, des dynamos (en kit : un petit cadre, une chaîne, une pédale), des redresseurs de tension pour les batteries ;



*La charrette (avec bandage des roues)
qui servait au transport des armes.
Louis DUMON, sa femme Eugénie et leurs deux filles.*

on nous fit cadeau d'une partie des redresseurs, sans doute en surnombre ; à la Libération, beaucoup au village en possédaient.

Parfois tombaient aussi des "gâteries" : cigarettes, café, sucre, chocolat, tabac. Des rumeurs ont circulé, affirmant que de l'argent aurait aussi été parachuté ; moi, je n'en ai jamais vu. De mauvaises langues ont même prétendu, plus tard, que ceux qui réceptionnaient les conteneurs s'étaient enrichis ! Quelques

paquets de tabac tombés du ciel, j'en ai fumé ; quelques tablettes de chocolat, j'en ai mangé ; du café, j'en ai bu ; mais ceci comparé au risque de notre vie, ce n'était pas cher payé !

Quant aux armes, après leur inventaire, nous les portions le plus souvent chez moi, à la Tuilerie ou à la ferme de Belair de Giret, avec la charrette et les bœufs de Dumon ; pendant le transport, nous les camouflions sous des branchages ou de la paille. Elles étaient ensuite acheminées sur Toulouse, en camionnette, quand celle-ci était disponible ; mais elles restaient parfois plusieurs jours dans leur cachette. L'acheminement sur Toulouse était risqué, car un contrôle en route était toujours possible.

De toutes ces armes parachutées, très peu sont restées sur place pour la bataille de Vira ; toutes celles des parachutages de 1943 et début 1944 furent emportées à Toulouse ; mais celles reçues au printemps et en été 44 étaient destinées aux maquis locaux (surtout les guérilleros). Il faut dire quand même que nous en avons gardé quelques-unes (quelques fusils, mitraillettes, colts à barillet, grenades, plastic) pour nous défendre en cas de besoin.

Un jour, Giret m'a demandé de l'accompagner pour aller livrer quelques kilos d'explosifs et des détonateurs au maquis de Picaussel dans l'Aude ; nous sommes partis avec une voiture que nous avons réquisitionnée. Il faisait chaud ! Et le moteur de la voiture chauffait : il est vrai que nous utilisions comme carburant un mélange d'essence et de gas-oil ...

Un parachutage que je n'oublierai pas fut celui où Jean Sutra, le boulanger de Rieucros, fut tué par méprise. Ce soir-là, il y avait en fait deux équipes sur le secteur pour réceptionner les armes : la nôtre fut envoyée par Richard du côté de Teilhet, rive droite de l'Hers, pour baliser un terrain ; et celle des Espagnols était à Pamplémousse. (Il y avait désaccord entre le réseau Combat, qui considérait que les armes étaient parachutées pour eux, et les Espagnols qui en avaient un besoin urgent.) L'avion a tourné plusieurs fois au-dessus des deux terrains balisés, distants de quatre kilomètres environ, ne sachant sans doute pas où larguer ; finalement il a parachuté au-dessus de Pamplémousse ; peut-être que nous n'avions pas le bon code ? Alors les membres de notre équipe (Roger et Jean Sutra, Georges Léotard, Jean Albisson, Georges Bousquié, Louis Dumon, les frères Gaston et Roger Furgeaud et deux camarades de Lapenne, dont Fernand Costes) ont décidé de rentrer chez eux. Mon camarade Bousquié m'a proposé de coucher chez lui, dans le bas du village, estimant qu'il y avait peut-être danger pour moi de regagner la Tuilerie par la grande route ; l'avion avait dû en effet mettre en éveil tout le village. J'ai accepté, ce qui fait que je n'ai pas assisté à l'accident qui a coûté la vie à Jean Sutra. Le lendemain, on m'a raconté que des jeunes de mon équipe après avoir traversé la nationale et pris le chemin de Picou, ont aperçu, dans la nuit noire, quelqu'un qui stationnait, près de la ferme de Furgeaud. C'était une sentinelle espagnole. Elle a fait les sommations ; Jean aurait continué à avancer, les autres s'étant arrêtés. La sentinelle a tiré un seul coup de fusil, qui fut fatal à Jean.

Je me souviens aussi d'un autre parachutage, celui de Bigeard et des deux militaires français qui l'accompagnaient. Un parachute, en pleine nuit bien sûr, tombe à côté de moi ; comme nous en avons la consigne, je me précipite vers le parachutiste pour l'aider à se dégager de ses sangles. Et je m'entends interpeller : "Eh adieu Eutrope !" Un type qui arrive de Londres et qui vous interpelle ainsi, ce n'est pas commun ! Sur le

coup, je n'ai pas reconnu ce militaire casqué ; puis il s'est fait connaître : c'était mon ancien copain d'atelier à l'usine de Pamiers ! Je ne l'avais pas revu entre-temps, et le voilà devant moi cette nuit du 8 août ! Il m'a raconté que, pour éviter le S.T.O., il avait traversé l'Espagne, avait rejoint Alger puis Londres pour y être formé militairement. Il était sous-officier et rentrait en France pour encadrer les maquis. Malheureusement, je n'ai pas retenu son nom, et ne l'ai plus revu.

Quant au commandant Bigeard, ce sont Georges Bousquié et un autre qui l'ont aidé à se débarrasser de ses sangles et de son parachute. On a dit qu'il était tombé dans un châtaignier ; ce que je peux affirmer c'est que le terrain n'était pas dégagé comme aujourd'hui, qu'il y avait des haies et des arbres ; comme il faisait grand vent cette nuit-là, il est possible que le parachute ait été entraîné dans un arbre. Après l'atterrissage des trois militaires, nous nous sommes réunis sur le terrain et Bigeard, d'un ton assez sec mais "gentil" quand même, nous a expliqué qu'il était envoyé par le gouvernement français de Londres pour instruire les maquis militairement, en vue de la libération du pays.

Le général Bigeard est revenu récemment à Pamplémousse ; n'ayant pas été invité, je n'étais pas présent. René, le fils Giret, m'a raconté ; quand quelqu'un a dit à Bigeard : "c'est ici que vous avez atterri", il a répondu : "Non, non, ça n'a rien à voir avec mon lieu d'atterrissage". Il n'a pas voulu en démordre ; je me demande d'ailleurs comment il aurait pu reconnaître le terrain, ayant atterri en pleine nuit.

Vous n'étiez pas qu'à la réception des armes ; vous étiez aussi présent au combat de Vira ?

Oui, mais auparavant, comme je connaissais "la planque" de Giret et Rivière, chez Cabanié à Arvigna, j'allais les voir de temps en temps, pour leur apporter des informations ou en recevoir d'eux. C'est à leur initiative, pendant qu'ils continuaient à se cacher, que j'ai fait partie du groupe qui a détruit trois pylônes haute tension entre la route Pamiers-Mirepoix et la Tour-du-Crieu ; deux furent abattus, le troisième resta penché. (Nous étions une équipe de cinq ou six ; Bousquié était du nombre, ainsi que Rivière).

Au début juin, comme beaucoup de jeunes, j'ai rejoint les F.T.P., j'ai participé à l'expédition contre la caserne de gendarmerie de Pamiers ; je me souviens surtout de celle qui avait pour but le sabotage de l'usine. Ce ne fut pas une réussite, comme cela aurait pu l'être, par suite d'un manque d'entraînement, d'informations, de connaissances. Nous avons emporté, dans un camion, une grande quantité d'explosifs ; avec mon ami Bousquié, encore lui, nous devons faire sauter un four. Le veilleur de nuit "roupillait" ; lorsque Bousquié le toucha avec le canon de la mitrailleuse, il s'écria en levant les bras : "Hé, Cadoundéou, je suis des vôtres !" Pendant que nous préparions la charge, nous entendîmes des cris, des hurlements : "Tout le monde aux camions !" Bousquié jeta la boule de plastique dans le four incandescent ; sans détonateur, elle n'explosa pas ; il n'y eut qu'un souffle. En courant avec les autres, nous rejoignîmes les camions ; mais nous trébuchâmes aux fils reliés à la commande de l'explosion située dans la cour de l'usine ; je pense que des fils furent arrachés. et peu de charges ont explosé.

Le 9 juin, j'étais au moulin d'Embayourt. Sur ordre de Calvetti, nous nous étions mis en position de combat, sur le coteau, rive droite du Douctouyre. Nous étions peut-être une cinquantaine : Ernest Giret, René Bedrède, Louis Arnaud, Pierre Grenier, Louis

Rivière, Georges Bousquié, Georges Léotard, Roger Sutra étaient là aussi. Quand les Allemands, ayant occupé Vira, sont arrivés à la rivière, il y eut un échange de quelques coups de feu. Mais nous avons reçu l'ordre de nous replier, les Allemands étant très nombreux et beaucoup mieux armés que nous. Nous avons escaladé la colline et plongé côté Rieucros ; après avoir passé la départementale et l'Hers, nous nous sommes regroupés dans une cabane dans les bois de Vals. Nous y avons passé la nuit comme on a pu, tous ensemble. Le lendemain Roger Sutra, Georges Léotard et les plus jeunes ont été renvoyés chez eux. Pour ma part, je suis aussi rentré chez moi, avec mille précautions, car nous craignons le curé de Rieucros.

J'ai conscience d'avoir, à la place où j'étais, participé à la libération de mon pays ; j'ai fait mon devoir comme beaucoup de mes camarades. Je suis quand même fier d'avoir contribué à mettre l'occupant hors de France.



Charles EUTROPE, sur le terrain de parachutage, en septembre 2001.

ROGER SUTRA : la tragique méprise de Rieucros.



Jean SUTRA en 1939.

Je suis né en 1927 à Coussa. Dès 1943, Maître Amouroux, de Rieucros, avec qui nous étions amis, a commencé à nous parler des mouvements de Résistance ; il nous faisait passer des journaux imprimés clandestinement. Mon père a été contacté aussi par ses amis de Rieucros, dont Louis Dumon, pour participer à la réception des parachutages d'armes de Pamplémousse. C'est une équipe de Toulouse qui venait récupérer les armes pour le réseau Action R4 Pacha des Forces Françaises Combattantes.

Pour ma part, j'ai été présent à cinq parachutages (je sais que d'autres ont été réceptionnés ; comme je n'y étais pas, je n'en parlerai pas). J'ai gardé la mémoire des cinq dates ; ce sont celles des jours où nous recevions le message, les parachutages s'effectuant la nuit suivante. Les deux premiers, ce fut le 6 janvier et le 5 février 1944, à Belair, sous la forêt de Rieucros. Nous reçûmes essentiellement des mitraillettes, pistolets, explosifs, qui prirent ensuite le chemin de Toulouse.

Le troisième, le 29 mai, se déroula dans un champ, entre le Douctouyre et l'Hers ; je m'en souviens particulièrement pour plusieurs raisons ; nous y reçûmes la mitrailleuse qui devait servir quelques jours plus tard à Vira, ainsi que des fusils de guerre Remington ; on sentait bien que le débarquement n'allait pas tarder, puisque nous recevions un armement plus conséquent. Qu'ils étaient lourds, ces conteneurs pleins de bandes de mitrailleuses de deux cent cinquante balles ! Pour cacher les armes, nous avons cette fois-là utilisé une cavité située dans l'ancrage de la pile de l'ancien pont du chemin de fer, cachette signalée par Alexandre Balussou, chef cantonnier, qui faisait aussi partie de l'équipe de parachutages. C'est aussi cette fois-là que j'ai fait la connaissance du capitaine Richard, venu en vélo.

Le quatrième, ce fut le 8 août, après la bataille de Vira (dont je parlerai par la suite). Il s'effectua à Belair, pour le compte du maquis espagnol ; cette nuit-là, furent parachutés le général Bigeard et au moins deux hommes, dont l'un était radio. Il y avait deux avions. D'ailleurs, la phrase code était ainsi intitulée : "Silence, la mouche tournera deux fois", ce qui signifiait qu'il y avait deux avions.

Je reviendrai tout à l'heure sur le tragique cinquième parachutage du 13 août, dans lequel mon père perdit la vie. Car, entre-temps, le débarquement avait eu lieu en Normandie.

Le 6 juin 1944, donc, jour du débarquement, Giret, Rivière et Dumon, nos aînés, ont réuni les jeunes de Rieucros et nous ont proposé de rejoindre le maquis FTP qui était cantonné au Moulin d'Embayourt. Nous étions peut-être une vingtaine : Raymond et Roger Claverie, les fils du maire de l'époque ; André Amiel, le fils du boulanger et le mitron Raoul Trémesaygues (lequel fut tué au combat de Roquefixade) ; Alexandre Balussou et son fils Joseph ; les deux frères Roger et Gaston Furgeaud ; René Bedrède ; André Dareau ; Louis Arnaud ; Georges Léotard ; Charles Eutrope ; Georges Bousquie ;

un certain Maurice et un certain Amédée, dont j'ai oublié les noms. Nous avons rejoint Embayourt dans l'après-midi. Repas et nuit suivante à Dun.

Ayant été affecté dès le 7 juin au groupe commandé par Calvetti, nous sommes allés à Mirepoix réquisitionner le camion au gazogène du minotier Cazeneuve. S'y trouvait aussi Campos (Gaby, de son nom de maquis), un ancien légionnaire, tué lui aussi plus tard à Roquefixade. Le même soir, nous allâmes attaquer la caserne de gendarmerie de Pamiers où nous nous sommes procuré quelques armes. "Pescofi" était du nombre ; il s'y déchira le mollet en escaladant le mur surmonté de barbelés (le malheureux finit ses jours dans les années 80 dans le dénuement le plus complet, à la ferme de Bonnette, commune des Pujols). Je me souviens que, pendant que Calvetti haranguait les jeunes gendarmes, pour les entraîner au maquis avec nous, une fusillade éclata (d'autres le racontent) ; le discours fut interrompu et tout le monde courut aux camions, ne comprenant pas ce qui se passait.

Quand, le lendemain, les Allemands sont venus attaquer le maquis de Vira, nous étions au Moulin ; on venait de manger. Tout le groupe s'est porté dans la colline au-devant de l'ennemi, pour essayer de le repousser. Mais notre armement était léger ; pour ma part, je n'avais qu'un pistolet 9 mm et quelques balles. Je me rappelle que mon père, juste avant la bataille, nous avait apporté une mitrailleuse dont le canon avait été tordu lors du parachutage, puis redressé. (D'ailleurs, mon père était accompagné d'un ami, volailler à la Tour Du Crieu, Baptistin Eychenne, venu proposer à Calvetti une "opération-ravitaillement" : Eychenne, devant passer sur la route, direction Mirepoix, le lendemain matin, avec une camionnette chargée de volailles toutes prêtes pour la casserole, proposait donc au maquis de se servir au passage !)

Vu la puissance de feu des Allemands, nous avons vite compris qu'il nous serait impossible de les arrêter. Ceux qui nous commandaient ont pris la décision de nous faire replier. Sage décision sans doute, car les fusils-mitrailleurs allemands arrosaient copieusement tous les bosquets, tous les rochers, toutes les caches possibles ; des paquets de feuillages et de branches tombaient sur nos têtes comme la grêle (40 ans après, mon fils, exploitant forestier, constatait encore la présence des balles dans les troncs des chênes de ce secteur). Je me demande comment on n'a pas eu de blessés ou de morts.

Nous nous sommes donc repliés au-delà de la crête, direction les bois de Rieucros ; j'étais toujours en compagnie de Giret, de Rivière et de Dumon ; puis nous avons atteint "les breils" (bois au bord de l'Hers) où nous avons attendu la nuit ; enfin nous avons gagné une cabane, dans la colline entre Vals et Teilhet.

Au petit matin, Calvetti nous a réunis, les quatre plus jeunes du groupe, et nous a proposé d'aller nous cacher chacun de son côté, nous recommandant la plus grande prudence. L'un est parti chez son grand-père à Manses, deux autres et moi-même nous sommes réfugiés ici à la Monge, propriété de mon père.

Je saisis l'occasion de parler de mon ami et camarade de combat Louis Dumon, aujourd'hui décédé, dont personne, apparemment, n'a beaucoup parlé. Habitant Rieucros, après des études à l'école supérieure de Mirepoix, cultivateur dans son village, il fut un des premiers à participer à l'équipe des parachutages. Avec ses bœufs non ferrés, sa charrette munie de roues à bandage en caoutchouc (donc bœufs et charrette

particulièrement silencieux), il transportait les armes du lieu de parachutage aux lieux de chargement en camionnette (à la Tuilerie notamment). Il effectuait ce transport parfois de jour, bravant le danger, le matériel bien caché sous des fagots.

Fait étrange : étant chantre à l'église de Rieucros, Louis avait l'occasion de côtoyer l'abbé Baurès, lequel ne se douta sans doute jamais de ses actions de résistant. A la Libération, mon ami reçut les félicitations du général de Gaulle pour sa conduite dans la Résistance.

Revenons donc aux parachutages ; on peut se douter qu'ils ne passaient pas inaperçus, car les avions tournaient au-dessus des maisons ! Il y avait donc, de la part de la population, une complicité au moins passive. Estimant que les parachutages du 8 août avaient fait beaucoup de bruit, le capitaine Richard décida de changer l'emplacement. Dumon trouva un champ qui convenait sur le plateau de Teilhet. Dans la journée du 13 août, nous avons reçu un message de Londres nous avertissant de nous préparer pour la nuit suivante. A 22 heures, le capitaine Richard n'étant pas arrivé, toute l'équipe est partie sur la colline de Teilhet, car nous avions l'ordre du capitaine de ne pas laisser repartir le précieux chargement. Vers 1 heure du matin, l'avion a effectué deux passages trappe ouverte, sans larguer les parachutes ; nous distinguions bien l'intérieur éclairé. Mon père avait ce soir-là la responsabilité d'émettre les signaux convenus, en morse, à l'aide de la lampe électrique. Avec nous se trouvait l'équipe venue de Lapenne, notamment Fernand Costes et Louis Rigail. Comprenant qu'il se passait quelque chose, nous avons attendu un moment et avons décidé de rentrer, à pied bien sûr, comme nous étions venus.

Aux premières maisons de Rieucros que l'on rencontre en venant de l'Hers, nous nous sommes séparés. Un groupe de sept, qui habitons la Guinguette (c'est-à-dire les maisons qui bordent la grande route), avons continué : en plus de mon père et de moi-même, c'étaient Georges Léotard, Jean Albisson, Roger Duran, les deux frères Roger et Gaston Furgeaud ; ces deux derniers habitaient à cette époque la dernière maison de la Guinguette, direction Mirepoix ; ils nous ont donc quittés là pour rentrer chez eux. Notre intention, à nous aussi, était de rejoindre notre domicile, non pas par la grande route, mais par les jardins de derrière (par mesure de précaution). Nous avons fait quelques pas et aperçu, bien que la nuit fût très sombre, deux silhouettes (nous sûmes plus tard qu'il s'agissait de deux sentinelles espagnoles) ; mais ils allumaient une cigarette et leur briquet était éclairé. Mon père, le seul adulte du groupe, s'est avancé en nous disant "N'ayez pas peur !" Une sentinelle a crié "halte" et a tiré ; mon père est tombé à mes pieds ; la sentinelle a aussitôt rechargé son fusil. L'autre sentinelle n'a pas eu le même réflexe. Voyant mon père touché, je me suis mis à crier : "Ils ont tué mon père !" Pris de panique, n'étant pas nous-mêmes armés, nous avons fui pour chercher du secours. Quand nous sommes revenus, mon père était chez les Furgeaud où l'on avait fait appeler le docteur Lombard de Rieucros. Nous avons appris qu'il avait été transporté par les deux sentinelles ; celles-ci, constatant leur méprise, car elles connaissaient bien le boulanger qui les ravitaillait en pain, avaient frappé à la porte des Furgeaud pour demander une couverture afin de transporter le blessé. Mon père, l'aorte tranchée, saignait en abondance (je garde encore ses papiers, qu'il portait sur lui, tâchés de son sang). Transporté au petit matin à la clinique Roquejeoffre de Pamiers, il y est mort assez vite ; il avait 48 ans.

Mon père fut enterré le jour du 15 août. J'ai gardé le discours prononcé ce jour-là par Louis Dumon. Je le joins à ce dossier.

... Ancien combattant de la guerre 14-18, il avait gardé en lui, une haine farouche contre l'envahisseur ; et il avait fait sienne la devise : "Tous unis pour chasser le Boche". Il savait mieux que nous, les atrocités, les misères et les crimes dont étaient capables cette race barbare ; et c'est pour cela qu'il s'était mis dès le début au service de la Résistance.

Ancien déjà, par rapport à notre âge, il aurait pu dormir tranquille comme tant d'autres, en attendant la Libération ; mais il savait qu'il fallait des hommes de bonne volonté travaillant dans l'ombre, au péril de leur vie pour préparer la revanche ; il était avec nous la nuit du 6 janvier où le thermomètre descendit le plus bas ; il était aussi avec nous la nuit du 5 février tandis qu'un vent glacial d'une extrême violence soufflait, le sol recouvert de quelques centimètres de neige, le parachutage s'effectuant d'une façon déplorable au milieu d'une tempête de vent, de neige et de froid. Cette nuit-là fut réellement pénible, mais M. Sutra n'était pas de ceux qui traînaient à la besogne.

Il était avec nous la nuit du 29 mai, tandis qu'une voiture de la Gestapo sans doute, stoppait à quelques centaines de mètres de nous ; il nous réconfortait de son courage admirable.

Nous n'oublierons pas que M. Sutra s'était offert pour nous accompagner au maquis ; et je suis certain qu'il y aurait fait son devoir.

Dans cette nuit du 13 au 14 août, nuit terrible que nous avons passée ensemble et qui devait lui coûter la vie, il me semble encore entendre vibrer à mes oreilles ce coup de feu, et ce cri déchirant d'un être mortellement blessé. Cette mort accidentelle, cette mort regrettable, inutile et cruelle puisqu'elle était dûe à une balle amie, nous fit ressentir à tous une émotion très profonde.

M. Sutra est tombé en servant la Résistance ; il est mort pour que vive la France parce qu'il était patriote.

Et tandis que son corps était exposé à son domicile, à quelques mètres de là sur la route, des caravanes ennemies s'enfuyaient en toute hâte, pour ne plus revenir. Il n'eut pas la joie de voir de ses yeux la Libération qui commençait...

Voici également des extraits des paroles prononcées le 11 novembre 1944 par M. Sassis, gendarme à Rieucros, lieutenant FFI.

C'est dans ce petit cimetière, dans l'anonyme nuit sans lune, que repose notre ami Jean Sutra.

Le 14 août, après une nuit laborieuse passée à attendre le matériel et l'armement que devaient envoyer les Alliés, pour armer nos jeunes gars et chasser les Boches, il est tombé, frappé par une balle amie, qui l'a terrassé pour toujours.

A la tête d'un commerce florissant, notre ami Jean Sutra n'avait pas besoin de passer des nuits d'insomnie et risquer sa vie, tandis que tant d'autres, plus jeunes que lui, se tenaient tranquillement au chaud et loin de tout danger. C'était à la fois un homme qui avait dévoué sa vie pour une humanité meilleure et un Français qui a préféré donner sa vie plutôt que de baisser la tête devant l'envahisseur.

Volontaire dès la première heure, nous avons vu cet homme simple et cordial s'attirer la sympathie de tous.

Toujours le premier lorsqu'il s'agissait de travailler contre l'opresseur, son trop grand dévouement l'a conduit à la tombe.

En cet anniversaire du 11 novembre, je viens vous offrir au nom des FFI ces modestes fleurs et l'assurance que votre sacrifice n'aura pas été vain.

Jean Sutra, vous nous avez montré le chemin de l'honneur, celui que nous suivrons, et si vous êtes mort, c'est pour que vive la France.



Roger SUTRA à Rieucros en 1946.



*Jules AMOUROUX,
arrêté le 14 Décembre 1943,
mort en déportation.*

Je peux ajouter que mon père, dès juin 1940, ayant entendu l'appel du général de Gaulle, avait envisagé de rejoindre Londres. Mais ma mère, déjà malade (elle est décédée en 1942) l'en a dissuadé.

Les autorités militaires lui ont attribué, en 1948, l'attestation d'appartenance aux Forces Françaises Combattantes, et en 1954, la carte de combattant volontaire de la Résistance.

J'ai connu deux drames dans mon adolescence de fils unique : j'ai perdu ma mère à l'âge de 15 ans - et mon père à l'âge de 17 ans. J'ai encore aujourd'hui, à 72 ans, du mal à accepter cette mort de mon père, aussi stupide qu'injuste ; d'autant plus que les circonstances réelles de sa disparition n'ont jamais été mises au grand jour.

D'autre part, je ne regrette pas de m'être engagé comme je l'ai fait ; j'ai le sentiment d'avoir accompli mon devoir de Français aussi bien à l'époque des parachutages que plus tard, lors de mon bref passage au maquis.

CHAPITRE VII

DU CÔTÉ DE PAMIERS

JEAN SANNAC : 6 ans de combat contre le fascisme.



Le père, Basile SANNAC (mobilisé) et le fils Jean (engagé volontaire) lors d'une commune permission en mars-avril 1940 à Pamiers.

Je suis né le 20 juillet 1920, à Pamiers ; j'ai grandi dans une famille de gauche. Mon père, Basile Sannac, a fait toute la bataille de Verdun ; socialiste, il devint militant du P.C.F. lors de la scission de Tours en 1920.

J'avais donc 16 ans en 1936, au moment du Front Populaire. J'ai adhéré aux Jeunesses Communistes, puis au mouvement des Jeunesses Antifascistes, qui regroupaient aussi bien des communistes, des socialistes et des chrétiens de la J.O.C. 1936, c'était la guerre d'Espagne, et le départ des volontaires des Brigades Internationales. J'en ai vu passer de ces volontaires, des dizaines et des dizaines ; notre maison était un relais dans la filière d'acheminement de tous ces antifascistes, français ou étrangers, vers l'Espagne. Cette filière partait de Toulouse ; le responsable en était le cheminot catalan Taurinya (dont deux sœurs épousèrent André Marty et Gabriel Péri). Elle passait par Pamiers : les correspondants dans cette ville, c'étaient mon père, Paul Sannac mon oncle et Georges Joucla le percepteur. Les deux familles Joucla et Sannac s'estimaient beaucoup. En 1943, quand le fils Joucla, André, quitta Pamiers pour franchir la frontière

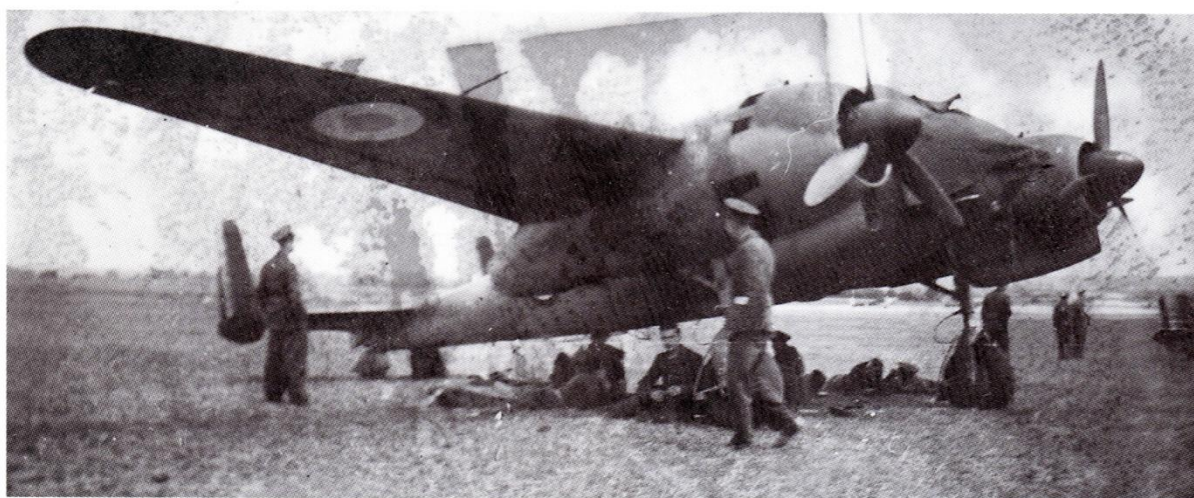
espagnole, mon père fut un de ceux qui l'accompagnèrent à bicyclette jusqu'à Foix.

ENGAGÉ DANS L'AVIATION A 19 ANS

A la déclaration de guerre, j'avais 19 ans ; ma classe n'était pas mobilisable ; mais je me suis engagé. Je n'avais pas approuvé le pacte germano-soviétique d'août 1939. Je

voulais défendre mon pays les armes à la main. Je fus affecté dans l'aviation ; je fis plusieurs mois d'instruction militaire, au terme desquels j'ai été nommé sergent avec l'obtention des brevets militaires de mécanicien-électricien, mécanicien-radio et radio-navigant (en cas de nécessité, le radio devenait aussi mitrailleur).

Parmi quelques missions auxquelles je participais, je me souviens de l'une d'entre elles particulièrement dangereuse : c'était sur un Bréguet modèle 693, tout à fait récent à cette époque ; affecté surtout à l'attaque des chars, il pouvait atteindre 600 kilomètres/heure en piqué. L'équipage était composé de deux hommes : le pilote à l'avant avec son propre armement, le radio à l'arrière avec sa mitrailleuse. Installé sur une espèce de siège-moto articulé, j'avais le haut du buste en dehors de l'appareil : cible idéale pour les tireurs des avions Heinkel. Ce jour-là, partis de la base de Châteauroux, nous avons perdu de nombreux radios, abattus par les aviateurs allemands.



*Le Bréguet 693 sur lequel Jean SANNAC était radio-mitrailleur.
A St-Jean d'Angely (Charentes-Maritimes) en mai 1940.*

J'ai effectué deux autres missions sur de vieux «coucous», des POTEZ 63 et 64, qui volaient à 250 km/h. et ne pouvaient servir à grand-chose. Une fois, il y a eu une alerte ; nous avons donc pris l'air pour ne pas attirer les avions ennemis sur nos appareils au sol, évitant ainsi leur destruction et celle de l'aérodrome. Il fallait continuer à voler jusqu'à réception de l'ordre d'atterrissage ; mais, sur mon avion, piloté par un Polonais, notre antenne était inutilisable ; constituée d'une bille en plomb au bout d'un filin pendant, elle avait été abîmée, avant l'alerte, lors d'un rase-mottes intempestif... Et je n'ai jamais pu capter le signal de fin d'alerte ; nous avons finalement atterri car le carburant allait manquer.

Comparativement à beaucoup d'autres résistants, j'avais donc une expérience militaire et je connaissais le maniement des armes ; c'est peut-être pour cela que, lors des opérations que j'ai commandées par la suite, je n'ai jamais perdu un seul homme.

MES DÉBUTS DANS LA RÉSISTANCE : A PAMIERS PUIS A TOULOUSE

Démobilisé en août 1940, je revins à Pamiers ; je trouvai un travail dans le bâtiment, sur le chantier de l'usine. Avec deux camarades d'origine espagnole (Marcelin Celma,

un des responsables de la cellule communiste de Varilhes, et José Monné, ancien interné du camp de Rivesaltes), nous avons formé un groupe dépendant de l'O.S. (Organisation Spéciale, créée en octobre 1940 par les communistes pour mener l'action directe contre l'occupant et ses collaborateurs) ; ce qui contredit la légende selon laquelle le P.C.F. aurait attendu, pour entrer en résistance, l'invasion de l'U.R.S.S. par les nazis en juin 1941. Pendant tout l'hiver, notre travail consista à distribuer des tracts en ville, tracts que nous recevions de Toulouse, par l'intermédiaire de mon cousin Henri Sannac, et de Marcel Boyer le Fuxéen (arrêté en 1942 et déporté) : tous deux étaient conducteurs de trains et prenaient souvent leur service sur la ligne Toulouse - Ax-les-Thermes - La Tour de Carol.

Vers la mi-mai 1941, se créa, toujours à l'initiative du P.C.F., le Front National de lutte pour la libération, la renaissance et l'indépendance de la France ; il regroupait des hommes et des femmes de toutes conditions et de toutes opinions. Bien sûr, j'en fis partie. Mais j'appris, au cours de l'été, que la police de Vichy recherchait les anciens adhérents de la J.C. en Ariège ; il valait mieux se mettre à l'abri. Je quittai Pamiers pour Toulouse, où l'anonymat était plus facile. Grâce à un cousin de ma mère, j'obtins une place dans l'entreprise de machines agricoles Amouroux ; j'avais changé de métier, mais je continuai à militer au F.N. toulousain, notamment en distribuant des tracts.

Nous voici à la fin 1942 ; j'avais 22 ans ; on avait retrouvé ma trace, puisque je reçus l'ordre de réquisition pour le S.T.O. (d'ailleurs, j'ai dû en tout en recevoir deux ou trois...). Evidemment je ne me présentai pas à la convocation. Mais, un mois plus tard, le cousin me fit avertir par le concierge de l'usine que la police était au bureau et me réclamait. Une employée de l'entreprise, elle-même membre de l'Armée Secrète, ayant entendu la conversation et compris le danger, me remit les clefs de sa maison : «Allez m'y attendre», ajouta-t-elle. C'est ainsi que je suis entré à l'A.S., où j'ai travaillé deux ou trois mois. J'ai accompli quelques missions : porter des plis, en vélo, en car ou en train, surtout à Toulouse et à Montauban. J'ai bien failli me faire prendre à deux reprises : à Matabiau par les Allemands, puis à la gare routière de Villeneuve-sur-Lot par les G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserve). Mais j'ai encore une fois pu me faufiler entre les mailles...

A la même époque, je fis la connaissance de deux jeunes juifs, membres de la FTP-MOI (main d'œuvre immigrée), de la 35^{ème} brigade exactement ; cette brigade, formée par Marcel Langer, avait pour mission d'attaquer les approvisionnements de l'armée allemande, et d'exécuter les collaborateurs. J'accompagnais parfois mes deux jeunes amis dans leurs missions dangereuses ; je faisais le guet, ou je gardais leur vélo.

Pendant ce temps, des événements graves s'étaient passés à Pamiers : le 12 juillet 1942, mon père et d'autres camarades français et espagnols, après une distribution de tracts appelant à une manifestation au monument aux morts le 14 juillet, furent arrêtés par la police à l'instigation du maire pétainiste. Mon père fut condamné à trois ans de prison sur réquisition de Lespinnasse, président de la cour spéciale de Toulouse, pour reconstitution de parti dissous et propagande communiste. Transféré d'abord à la prison militaire Furgole de Toulouse (quartier Saint-Michel), il fut envoyé ensuite à la centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne). Les détenus politiques de cette prison mirent sur pied un projet d'évasion collective, ce qui supposait des complicités extérieures avec les maquis du département. Mon père transmet à ma mère, qui venait en visite, une partie des ren-

seignements utiles aux maquisards : topographie des lieux, nombre de gardiens, etc. Ma mère me remit ces documents que je fis passer à mes deux copains de la 35^{ème} brigade¹. Finalement cette révolte se produisit en février 1944 ; elle échoua ; en représailles, les patriotes, plus de mille, furent remis aux Allemands. Douze détenus furent fusillés ; les autres, dont mon père, furent déportés à Dachau en juin. Mon père y survécut miraculeusement, et retourna à Pamiers en avril 1945.

Quelques faits méritent d'être signalés ici :

- Lespinasse fut exécuté par la suite par mes deux amis juifs et leurs camarades.

- A la prison Furgole, en même temps que mon père, était interné le général de Lattre de Tassigny ; commandant de la division militaire de Montpellier, il avait eu le courage, en novembre 1942, d'essayer de résister à l'armée d'occupation ; d'où son internement. Un jour, raconta mon père à son retour de déportation, "les politiques" entonnèrent la Marseillaise. Le général, entendant chanter l'hymne national, s'exclama, bouleversé : "Je préfère entendre la Marseillaise chantée ici par des détenus communistes, que dans les cérémonies officielles d'aujourd'hui".

RETOUR A PAMIERS

Pour ma part, au printemps 1943, je revins en Ariège, à l'appel de mes camarades de l'échelon régional. Je me mariaï, et, avec ma femme, profitant de la politique vichyssoise de "retour à la terre", nous nous installâmes à La Tour-du-Crieu, chez mes beaux-parents. Bien sûr, je continuai localement l'action clandestine. Au bout de deux ou trois mois, le maire me convoqua : «La préfecture n'accepte plus votre dossier ; de plus, elle me réclame des informations sur vous». Je saisis parfaitement ce qu'à demi-mot il voulait me faire comprendre : on avait retrouvé ma trace. Nous quittâmes aussitôt La-Tour-du-Crieu pour prendre un meublé plein centre-ville à Pamiers, où j'espérais passer inaperçu. Comme je continuais mon «travail» de transport et de distribution de tracts, malgré tous les dangers encourus et toutes les arrestations autour de moi, je fus bientôt de nouveau repéré et véritablement "grillé". Et début 1944, je rentrai dans la clandestinité ; j'étais désormais "Jean Ferrand".

Les responsables FTPF me confièrent la responsabilité de leur «boîte à lettres» du château de Bonrepeaux, domaine un peu à l'écart de la Tour-du-Crieu : c'était à la fois un lieu de réunion des responsables du secteur, un refuge, une planque pour armes et munitions et pour le ravitaillement : une espèce de quartier général. J'y ai même recruté, pour les amener au maquis de Vira, le propriétaire des lieux, le vicomte Michel de Bon et un des fils des métayers, Jules Amardeilh, tous deux réfractaires au STO. Michel de Bon, très courageux, devint plus tard, au maquis, chef d'une équipe spécialisée dans les coups durs.

1. Appelée Marcel Langer, qui, arrêté, avait été condamné à mort et exécuté, après réquisition du même Lespinasse.

Et nous voici au 9 juin 1944, jour de la bataille de Vira, à laquelle je ne pus participer : je m'étais en effet rendu à Toulouse pour contacter le commissaire aux effectifs régional Lucibello (dit "Jean Laborde") et recevoir mon affectation définitive. C'est à mon retour que j'appris les événements qui venaient de se dérouler dans la vallée du Douctouyre.

A PASTOURET

Je choisis de rester en Ariège où je fus affecté comme commissaire aux effectifs de la 1^{ère} Compagnie ; mon premier travail fut de rassembler les groupes éparpillés après la bataille de Vira. Je fis la connaissance de mon chef Amilcar Calvetti (dit "Jean Torrent" et appelé familièrement "Louis") ; dans ma nouvelle fonction, je remplaçai Pierre Barthes (dit "Péri", ou encore "Pescofi", plus tard). Regroupés d'abord à Pradettes, nous gagnâmes, au bout de quelques jours, le cantonnement qui nous avait été assigné : Pastouret, au-dessus de Malléon.

La première opération que je dirigeai, à partir de Pastouret, fut celle de la récupération de trois tonnes et demie de tabac et de cigarettes, au dépôt de la rue du Maréchal Clauzel, à Pamiers. Je connaissais bien les lieux ; j'ai proposé à Calvetti de mener cette opération en plein midi – "Mais tu es fou !" m'a-t-il dit. J'ai argumenté, expliquant qu'en jouant sur l'effet de surprise, le risque d'une opération en plein jour n'était pas supérieur aux autres risques que nous prenions. Finalement il a accepté ; le groupe de Pamiers, avec Siméon Sarda, a été aussitôt volontaire. Bénito Perez (dit "Oscar") nous a accompagnés.

Nous sommes entrés dans Pamiers, en camion, en longeant le cimetière ; nous avons emprunté la rue du 4 septembre, puis celle du Maréchal Clauzel. Nous sommes arrivés au dépôt quelques minutes avant midi ; le personnel était encore sur les lieux, mais les derniers clients étaient partis. Revêtus de notre uniforme des chantiers de jeunesse, nous avons mené l'opération sans incident ; nos renseignements étaient bons, le dépôt n'était pas gardé. Des badauds ont même assisté au chargement... Au retour, nous avons même pris du pain à la boulangerie Soula, rue Frédéric-Soulié. Nous sommes passés devant la caserne Sarrut, et direction La-Tour-du-Crieu ; nous avons laissé la plus grande partie de notre prise au château de Bonrepeaux. Et nous sommes rentrés à Pastouret – sans encombre, avec une provision de tabac pour longtemps...

Autres faits marquants à Pastouret : l'exécution de deux miliciens de Mirepoix et celle d'un déserteur du maquis devenu "pillard".

Un jour, Calvetti m'appelle pour me confier une mission spéciale à Pamiers : porter un pli confidentiel (que n'importe qui d'autre aurait pu porter !). Il ajoute "Profites-en pour passer chez toi, tu es papa d'un petit garçon !". C'est ainsi que j'ai appris que mon petit Gérard était né le 20 juin...

Ce séjour à Pastouret fut aussi l'occasion d'une réorganisation de nos forces. De Gaulle, par une ordonnance du gouvernement provisoire de la République Française, venait de décréter que toutes les unités des FFI (auxquelles appartenaient les FTPF) étaient désormais partie intégrante de l'armée française. Et la 1^{ère} compagnie que je commandais devint ainsi la 3 101^{ème} Compagnie (chiffres correspondant à la Région militaire de Toulouse, au département, et à l'unité). Il existait trois compagnies en Ariège, les deux autres étant cantonnées dans les secteurs de Saint-Girons et de Lavelanet ; chacune comprenait de 80 à 100 hommes.

Notre gros problème était celui de l'armement ; nos armes avaient trois origines :

- les fusils de chasse, de vieilles pétoires de 1914-1918, quelques revolvers, que paysans et maquisards pouvaient avoir chez eux.

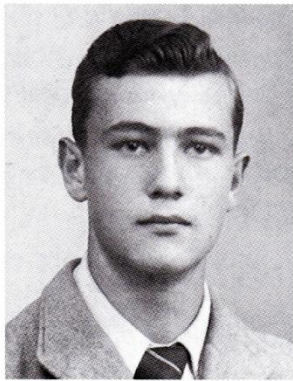
- les mousquetons que nous avons pris dans les gendarmeries ; mais Allemands et autorités de Vichy, méfiants, n'avaient laissé aux gendarmes que cinq cartouches par mousqueton.

- les mitraillettes STEN (que nous appelions «boîtes à sardines»), avec deux chargeurs par arme ; grenades défensives quadrillées ; du matériel de sabotage (plastic, cordons détonants, plaquettes incendiaires) ; le tout provenant de parachutages. Mais les FTPF n'avaient reçu que très peu de matériel, alors que d'autres maquis en étaient bien dotés.

Et pourtant, en Ariège, avec les guérilleros, nous fûmes à peu près les seuls, aux moments décisifs, à affronter l'ennemi.

A ROQUEFIXADE

Après Pastouret, le maquis prit pour cantonnement les hauteurs de Roquefixade, lieu assigné par le responsable militaire régional. C'était au début juillet. J'organisai et dirigeai l'opération récupération de confiture à Pamiers, route de Belpech, à un dépôt de l'OCADO (organe central d'achat, qui approvisionnait la Milice, la Gendarmerie mobile entre autres). Je connaissais bien les lieux, ayant travaillé à l'OCADO en été 1943. Je savais comment pénétrer dans le dépôt sans donner l'éveil. Le soir, vers 22 h – 22 h 30, nous arrivâmes à Pamiers en camion avec sept ou huit gars, en longeant la voie ferrée ; nous avons tourné vers la route de Belpech, laissant à gauche le passage à niveau. De l'autre côté de la voie, c'était la caserne Sarrut, occupée en ce temps-là par la Milice ; justement, deux miliciens, l'arme à la bretelle, montaient la garde, à



*Robert SANNAC tué à
Roquefixade à 18 ans
le 6 juillet 1944.*

l'abri sous l'ancien château d'eau de la gare. J'ai fait descendre deux gars du camion, qui les ont aussitôt mis en joue ; les deux miliciens n'ont pas bougé, se sentant en danger ; un troisième maquisard est venu prêter main forte à ses deux camarades ; ayant ainsi neutralisé les deux miliciens, nous sommes allés au dépôt d'OCADO charger les énormes fûts de confiture. Au retour, les trois maquisards, qui étaient restés l'arme braquée, sont remontés dans le camion. Nous avons donc réussi cette action sous l'œil de la Milice ! Les deux gardes n'ont pas dû s'en vanter auprès de leurs chefs ! Ces fûts furent stockés dans une grange de Coulzonne ; mais nous ne pûmes guère en profiter, car ils furent récupérés, par les miliciens, quelques jours plus tard, après la bataille de Roquefixade.

Le 6 juillet, en effet, nous fûmes attaqués de toutes parts par les miliciens et les GMR ; nous eûmes à déplorer la perte de onze camarades dont mon frère Robert ; mais l'opération d'anéantissement du maquis échoua et l'ennemi dut se replier, emportant ses morts et ses blessés. Le lendemain, les Allemands intervinrent eux-mêmes ; six camarades tombèrent encore. Pour plus de détails, le lecteur pourra se reporter au livre de Jean-Jacques Pétris : "Le maquis de Roquefixade".

APRÈS ROQUEFIXADE

Il nous fallait au plus tôt quitter ces lieux tragiques, où notre sécurité était bien compromise. Dans la nuit, après nous être regroupés, nous avons gagné des granges sur la commune de Freychenet ; nous y sommes restés une quinzaine de jours peut-être. La population des environs nous ravitailla en lait, en pommes de terre, et le boulanger de Montferrier en pain.

Un fait marquant m'est resté en mémoire ; c'était le 13 juillet 1944. Nous avons décidé de marquer à notre façon la journée du lendemain 14 juillet, en faisant sauter la voie ferrée à Varilhes. Je me chargeai de fabriquer une douzaine de bombes : un pain de plastic ; des mèches lentes de longueur différente de façon à ce que les explosions se succèdent de cinq minutes en cinq minutes ; un cordon détonant que j'introduisais dans le détonateur en serrant le tout d'un coup de dent avant de planter le détonateur dans le plastic.

Nous sommes arrivés dans la nuit, près de la maisonnette du passage à niveau. Nous avons ligoté sur des chaises le couple d'employés qui assuraient le passage des trains, en leur expliquant notre action ; ainsi ils ne pourraient pas être considérés comme complices par les Allemands. Calvetti et Pérez étaient aussi présents ce soir-là. Les hommes se sont alors répartis le long de la voie, avec la douzaine de bombes, attendant mon signal. Voilà que dans le lointain, direction Pamiers, apparaît une lumière ; c'était celle des gardes-voie chargés de la surveillance. Quelques-uns de nos gars ont cru que c'était le moment et ont allumé les mèches. Je m'en suis aperçu et leur ai donné l'ordre de les éteindre ; ce qui fut fait aussitôt. Quand les deux gardes-voie sont arrivés à proximité, nous les avons interceptés et enfermés dans la maisonnette du passage à niveau. Nous avons alors pu allumer les mèches comme prévu. Nous nous sommes retirés, en camion, jusqu'à la côte qui domine la plaine ; et nous avons pu assister à un joli feu d'artifice du 14 juillet. Par la même occasion, nous avons aussi bloqué quelques jours le train de munitions allemand stationné à la gare de Varilhes.

Nous avons ensuite trouvé un autre cantonnement dans la forêt de Bélesta, pour deux semaines environ. Nous avons pris contact avec le maquis de Picaussel, dans l'Aude ; il fut attaqué par les Allemands qui engagèrent des chars. Après ces combats, un groupe de ce maquis rejoignit notre compagnie jusqu'à la Libération ; un autre groupe de résistants de Bélesta, faisant partie de l'A.S., vint également nous renforcer.

Nous avons eu un autre coup dur : depuis Bélesta, un de nos détachements, chargé d'aller récupérer du matériel à Roquefixade (où nous l'avions enterré avant notre départ), tomba dans une embuscade au lieu-dit «Le Prince», dans la nuit du 11 août. Deux camarades y perdirent la vie : Georges Ferrié et Emile Dussart.

Quelques jours après cette tragique nuit, nous pûmes enfin obtenir une arme automatique : une mitrailleuse Hotchkis ; voici dans quelles circonstances : nous nous sommes rendus un soir, avant la tombée de la nuit, chez les guérilleros à Cénant. Notre but était de partager avec eux les armes dont le parachutage était prévu le soir-même. Notre petite équipe était constituée de 5 ou 6 FTP, dont Calvetti, Gilbert Gabarre (dit "El Péqué", notre technique régional, parlant bien l'espagnol) ; Emile Beaugard, (dit "Raymond") conduisait le camion.

Nous avons assisté à la mise en place par les guérilleros de meules pour le balisage du terrain ; et nous avons attendu l'arrivée de l'avion. A une heure que je ne peux pré-

ciser, nous avons perçu le vrombissement du moteur. Au premier passage, Tostado a fait mettre le feu aux meules ; puis il a allumé les phares d'une voiture. A l'aide d'un cache mis en place puis retiré au niveau d'un phare, il a émis des signaux.

Au 2^{ème} passage de l'avion, et c'était un gros, rien n'a été parachuté. A un moment donné, quelqu'un de mon groupe (nous étions un peu éloignés des guérilleros) a dit : "Il faut passer, en morse, la lettre C". Comme j'étais un ancien radio-navigant, j'ai demandé une lampe électrique que m'a apportée un Espagnol. J'ai passé le signal : — . — . , à plusieurs reprises, la lampe dirigée vers le ciel. A un nouveau passage, l'avion a enfin lâché son chargement.

Une douzaine ou une quinzaine de conteneurs tombèrent ainsi du ciel ; nous n'en récupérâmes que 3, me semble-t-il, pour notre compte ; un camarade me signala que des Espagnols étaient en train d'en camoufler...

Nous passâmes le reste de la nuit à Cénant. Un parachute de couleur rouge me servit de couverture...

Au matin, nous quittâmes Cénant. Nous emportâmes un lot d'armes, parmi lesquelles la mitrailleuse lourde Hotchkis et pas mal de munitions.

Par la suite, cette arme fut confiée à Joseph Villaroya, un ancien de la guerre d'Espagne, FTP dans ma compagnie. Nous l'essayâmes du côté du col de la Lauze : c'était un engin très meurtrier, quoiqu'un peu lent.

J'avais aussi emporté le parachute rouge. Un pan de cette toile servit à envelopper le corps de mon frère, tué et enterré à Roquefixade, lors de l'exhumation qui eut lieu après la Libération. Plus tard, avec un autre pan, ma femme se confectionna un chemisier...

VERS LA LIBÉRATION DE L'ARIÈGE

Nous vivions les derniers jours de l'occupation. Nous nous sommes rapprochés de la Basse-Ariège, en nous réinstallant pour quelques jours à Pastouret, où nous sommes revenus à pied. Nous avons perdu notre camion et l'essence à Roquefixade. Nous avons assez vite récupéré deux vieux cars, indispensables pour nos nombreux déplacements.

Lavelanet fut libéré le 17 août par la 3103^{ème} compagnie de René Burg, aidée par les guérilleros ; un groupe de ma compagnie y participa. Le lendemain 18 août, ce fut la libération de Pamiers ; voici dans quelles conditions. Le matin même, le militaire régional F.T.P.F. m'avertit : "Les ouvriers de l'usine ont déclenché la grève insurrectionnelle ; il faut libérer Pamiers".

Comment faire ? Car nous n'avions, ce matin-là, aucun moyen de locomotion, nos deux cars étant partis ailleurs (l'un à Lavelanet, libéré la veille, l'autre avec Calvetti du côté de Saint-Paul-de-Jarrat.) Je rejoins Pamiers en moto ; je constate que l'usine est en grève, et que le Comité de Libération siège à la mairie. Je retourne au maquis avec une voiture à gazogène récupérée ; je décide d'aller voir les guérilleros à Cénant, pour qu'ils me procurent quelques armes, afin d'armer les quelques hommes qui me restent, la plupart étant partis dans les cars. Le chef des guérilleros émet quelques réticences, car les Espagnols pensent déjà à la suite des événements : repartir en Espagne pour chasser

Franco du pouvoir. C'est là que Bigeard², présent à Cénant, se mêle à la conversation :

- Ce n'est pas le moment de libérer Pamiers ; il faut encore attendre.

- J'ai reçu l'ordre de libérer Pamiers, et je marcherai sur Pamiers cet après-midi, même sans armes ! lui répondis-je

- Mais c'est de la folie, ce n'est pas encore le moment ! insiste-t-il.

En fait, il savait très bien que dès le lendemain, les guérilleros et lui-même allaient attaquer Foix ; ce qui est bien la preuve qu'il ne tenait pas à ce que l'Ariège soit libérée par les F.T.P.F. à dominante communiste. Je pense que dans cette période-là il ignorait que les guérilleros étaient pour la plupart des communistes espagnols.

J'ai quand même réussi à obtenir, en prêt, deux ou trois fusils et un fusil-mitrailleur (qui d'ailleurs ne nous a jamais été réclamé...). Un de nos cars étant de retour, nous sommes repartis sur Pamiers avec une vingtaine d'hommes relativement bien armés. Nous avons installé des barrages sur les routes aux principaux accès de la ville et miné les voies de communication avec nos explosifs. Les Allemands étaient bien tous partis et Pamiers fut donc libéré sans combat.

Quant à la libération de Foix, je n'ai jamais su le fin mot de l'histoire. Pour ce que je sais, c'est que André Lacoste, le 19 août, vers 15 h 30, 16 h, à Pamiers, m'a demandé de réunir un groupe d'hommes pour aller sur Foix. "Les guérilleros viennent d'attaquer Foix avant l'heure prévue" m'apprit-il. Avec une quinzaine d'hommes, vite réunis, nous sommes partis sur la préfecture de l'Ariège ; j'en ai laissé la moitié à la gare, à la demande des guérilleros, pour renforcer un poste. Avec l'autre moitié, nous avons atteint les environs du lycée, où la garnison allemande s'était retranchée. Les pourparlers de reddition étaient déjà entamés. Ce sont donc les guérilleros seuls qui ont libéré Foix. Le soir même, j'ai participé à l'installation des nouvelles autorités de la ville.

Mais les combats étaient loin d'être terminés ; la suite nous le prouvera. Dès le lendemain, un coup de fil de la postière d'Ussat nous annonça qu'un fort convoi allemand d'une quarantaine de camions se dirigeait sur Foix. Où allaient-ils passer ? Rive droite ou rive gauche ? Une rapide réunion d'état-major décida de porter le gros de nos forces, commandées par Calvetti et Alonso, sur la Nationale 20, au tunnel de Saint-Paul. Lacoste me demanda d'aller prendre position, avec une quinzaine de F.T.P.F., rive gauche, à Prayols. Je me souviens qu'étaient présents Siméon Sarda, Emile Puy, Maurice Genès, Raymond Castillo, Joseph Villaroya (à la mitrailleuse). Pédro Abascal (dit "Madrilès") commandait une quinzaine de guérilleros à nos côtés. Heureusement nous avions la nouvelle mitrailleuse, une Hotchkis, ce qui se faisait de mieux à l'époque.

J'avais demandé à Madrilès de ne pas ouvrir le feu, avec ses fusils-mitrailleurs placés au bord de la route, sur le premier véhicule qui se présenterait ; ceci pour laisser le

2. Bigeard avait été parachuté le 8 août à Rieucros, avec, notamment, un radio espagnol qui avait vécu à Pamiers, Canovas, que je connaissais bien ; celui-ci, après avoir traversé les Pyrénées, avait rejoint Londres. Grâce à Bigeard, le maquis espagnol avait obtenu des parachutages d'armes conséquents, notamment des mitrailleuses Hotchkis.

gros du convoi arriver à portée. Un camion se présenta le premier, les Espagnols tirèrent sur lui, tuant le chauffeur (d'ailleurs un Français réquisitionné) et l'Allemand qui le surveillait. Mais le convoi s'arrêta, avant un virage. Je fis alors installer la mitrailleuse un peu plus haut et nous ouvrimus le feu sur le convoi. Comme les Espagnols possédaient de leur côté deux petits mortiers, nous pûmes tenir l'adversaire à distance et le bloquer, ce qui donna le temps à nos camarades placés en embuscade à Saint-Paul de venir en renfort. Les Allemands qui n'avaient pas été tués (il y en eut une trentaine) ou faits prisonniers (une quarantaine environ) durent se replier vers Amplaing. Le lendemain ils se rendirent aux F.T.P. de Mercus et de Tarascon. Nous eûmes un seul tué, un Espagnol touché en traversant la route.

La vallée de l'Ariège était définitivement libérée.

Il faut avoir vécu cette période de la Libération pour imaginer l'enthousiasme populaire incroyable dans lequel nous baignions. Tout le monde dans les rues ! Et nous, les maquisards, épuisés par les trois mois de déplacements, d'opérations, de combats, manquant de sommeil, au milieu de cette foule en liesse !

Heureux, bien sûr, d'avoir chassé les nazis et libéré notre département ; mais, en même temps, nous ne pouvions chasser de nos esprits la mémoire de nos camarades tombés au combat ; pour moi, celle de mon jeune frère, mort à 18 ans à Roquefixade.



Jean SANNAC en septembre 1944 à Pamiers.

JE M'ENGAGE A NOUVEAU DANS L'ARMÉE

Si l'Ariège, après la bataille de Rimont, à laquelle je n'ai pas participé, est libérée, il faudra encore presque neuf mois pour que la bête nazie ne s'avoue vaincue. Pris dans le mouvement, je m'engage dans l'armée régulière pour la durée des hostilités. L'armée française manque d'officiers ; les cadres du maquis (en ce qui me concerne, j'étais capitaine FFI et commandant de la place de Pamiers) peuvent le devenir. En septembre 1944, est créée l'école des cadres FFI de Lespinet, à Toulouse. Je la rejoins pour un stage d'un mois. Devenus 1^{er} bataillon FFI de l'Ariège, nous sommes transformés ensuite en " renfort 503 " de la 1^{ère} Armée Française du Général de Lattre de Tassigny, dont il a été question précédemment.

Mais, jusqu'à la Libération, je n'ai plus affronté les nazis les armes à la main. Après un séjour à Montauban, nous avons été affectés à Hyères, à un centre d'instruction de l'armée coloniale, pour un autre mois. On nous enleva nos commandements, donnés à des officiers des Forces Françaises Libres.

Enfin nous sommes envoyés à l'école d'officiers de la 1^{ère} Armée Française, à Plombières, dans les Vosges. Vers le mois de mars 1945, on demande des volontaires pour être parachutés en Allemagne, derrière les lignes ennemies, pour des missions de renseignements et de sabotages : je suis encore volontaire ! Mais cela nécessite une formation complémentaire, que j'effectue au centre d'instruction des services de renseignements à Paris ; encore un autre mois de passé !

Fin avril 1945, j'apprends que mon père, vivant, est de retour de Dachau. J'obtiens une permission pour aller l'embrasser. Depuis le soulèvement des détenus d'Eysses, nous n'avions plus de nouvelles de lui.

La signature de l'armistice étant intervenue pendant cette permission, je la prolongeai d'autorité ; lorsque je rejoignis la D.G.E.R. (Direction Générale des Etudes et Recherches) à Paris, je ne trouvai plus qu'un officier liquidateur qui accepta de me donner un ordre de mutation, me mettant à la disposition du général commandant la région militaire de Toulouse. La guerre étant terminée, je présentai une demande de démobilisation qui fut acceptée ; c'est ainsi que le 1^{er} juin 1945, je pus retrouver une famille dont j'estimais que j'avais été trop longtemps séparé.

Il est certain que tous ces événements, vécus pendant la décennie de 1936 à 1945, m'ont marqué à jamais. Comment oublier ces souffrances, ces combats, la douleur d'être séparé des êtres les plus chers, d'avoir vu tomber à mes côtés frère, amis, camarades de combat ? Nous sommes quelques-uns encore à avoir connu les mêmes épreuves, les mêmes espoirs, la même victoire. Nos familles sont restées soudées et toutes contribuent à entretenir le souvenir de tous ceux qui sont tombés, à faire connaître leur combat, l'idéal qui les animait, leurs espoirs.

Avec le recul, je ne jugerai pas le comportement de certains pendant cette période ; ce comportement a pu dépendre des circonstances, du milieu familial... Les enfants ne peuvent être considérés comme responsables de l'action de leurs parents...

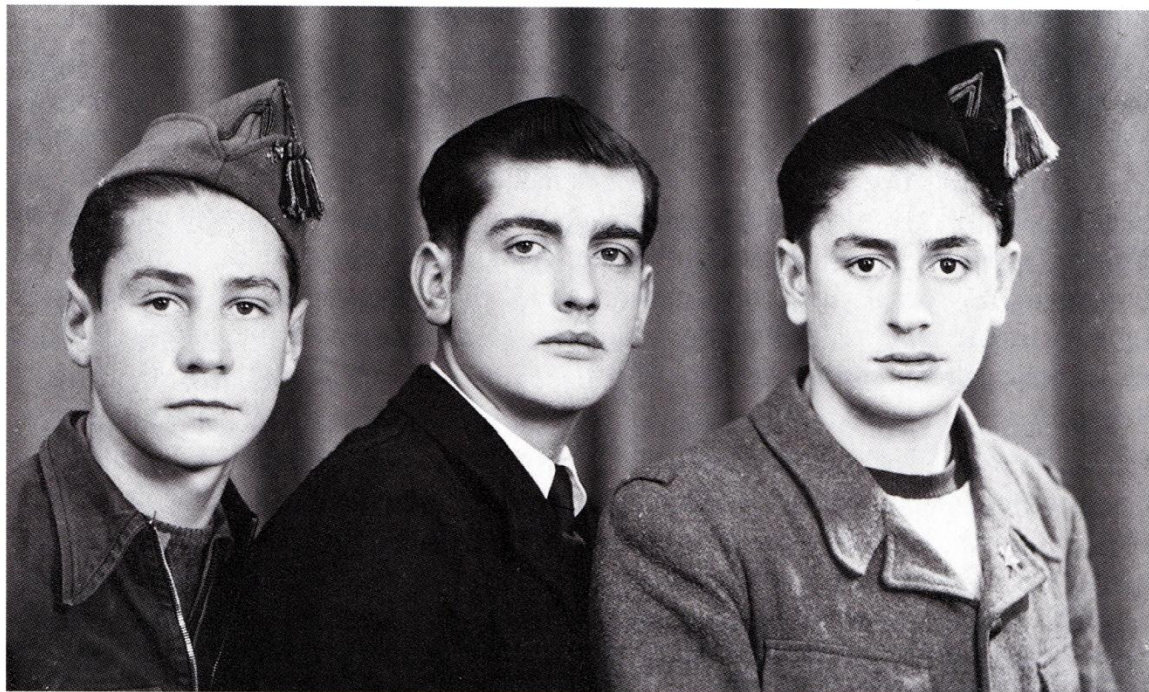
En ce qui me concerne, je n'ai pas le moindre regret : j'ai pensé, j'ai dit et j'ai toujours agi en fonction de mes convictions. Je ne me sens pas de mérite spécial. Je suis tout simplement content de moi et des miens.



Commemoration de la bataille de Roquefixade en juillet 1945 ou 1946.

1. René BURG - 2. Jean GARCIA - 3. ? - 4. Gaëtan SARDA - 5. André LACOSTE - 6. César TOMASONI - 7. Kléber JALABERT - 8. Jean TORRECIAS
 9. Hilarion CUENCA - 10. Jean SANNAC - 11. Siméon SARDA - 12. Sébastien MARIN - 13. Pierre BARTHES - 14. Raymond CASTILLO - 15. Emile BUS-
 TAMANTE - 16. François AMOUROUX - 17. Albert LEQUEUX - 18. Segundo HERRAEZ - 19. René CASTEL - 20. Gustave MEYER - 21. L'abbé FERRAN
 - 22. François CAURET - 23. ? - 24. ? - 25. Emile BEAUGARD - 26. ? - 27. ? - 28. Martin SANZ - 29. Aimé PAULY - 30. Jules AMARDEILH
 - 31. Gaston RIVIÈRE - 32. ? - 33. ? - 34. ? - 35. ? - 36. Louis SOUM.

EMILE BUSTAMANTE, (16 ans et demi en juin 1944) :
le fascisme, j'avais des raisons personnelles de le combattre.



*Les trois copains en septembre 1944 :
De gauche à droite : Emile BUSTAMANTE, Raymond CASTILLO, Sébastien MARIN.*

Je suis le 4^{ème} garçon d'une famille de 7 enfants. Mes parents espagnols sont venus habiter en France après la guerre de 1914-1918, pour des raisons économiques évidentes (l'Espagne, sous la royauté, était un des pays les plus pauvres d'Europe), mais aussi culturelles : dans notre village d'Andalousie, il n'y avait pas d'école ; mon père, qui a appris à lire en gardant des moutons dans la montagne, n'a pas voulu que ses enfants soient des illettrés. Il a d'abord émigré seul en France, en 1920, pour travailler dans les Hautes-Pyrénées, comme bûcheron. Il a ensuite fait venir sa femme et leurs deux enfants, Méliton (l'aîné) et Amador. Puis, il a pu rentrer à l'usine de Pamiers ; la famille Bustamante s'était logée au Pont-Neuf, où je suis né en décembre 1927 (mon frère François était né en 1923). En 1930, nous avons déménagé pour nous installer à Bourges, le quartier des jardiniers. J'ai fréquenté l'école de Lestang, où j'ai passé mon certificat d'études.

Dès l'âge de 13 ans et demi, 5^{ème} enfant d'une famille pauvre, j'ai commencé à travailler comme apprenti chez Auguste Perrier à Pamiers, réparateur de cycles et motos et cela, jusqu'en 1944. Juste à côté, Méliton exerçait le métier de coiffeur.

Dans cette ambiance de l'occupation de la France, avec un père vraiment de gauche, plutôt sympathisant anarchiste, j'ai vite compris. D'ailleurs mon père était abonné à une revue intitulée "Estudios", imprimée à Barcelone ; mais, quand la zone sud a été

envahie par les nazis, en novembre 1942, et que le régime de Pétain s'est enfoncé dans la collaboration, nous avons creusé un trou dans la cave pour cacher les journaux. Pour ma part, je me souviens très bien des chars, des véhicules militaires, des soldats allemands défilant dans la rue Major ; et même, une de leurs motos, avec side-car, étant tombée en panne, j'ai dû la réparer ; c'était mon travail !

J'étais voisin et ami avec Roger Bellecoste ; et, tous les deux, nous avons remarqué, à l'automne 1943, que mon frère François, Siméon Sarda et Roger Rauzy se rencontraient souvent à Bourges pour se concerter ; leur silence, quand on s'approchait d'eux, nous intriguait. Un beau jour, nous avons demandé à François de nous mettre au courant. Ils nous ont enfin parlé de la Résistance. Avec Roger, nous avons été tout de suite d'accord pour faire partie de leur groupe. A signaler qu'à côté de la maison des Bellecoste se trouvait une autre maison, vide, dont ils avaient les clefs. Le père Bellecoste, maraîcher, n'occupait pas la cave ; et celle-ci devint plus tard la planque idéale pour entreposer armes et explosifs.

Notre groupe, en plus de nous cinq, comprenait également José Sanchis et Emile Puy ; chacun de nous étant chargé de contacter d'autres jeunes pour l'étoffer. C'est ainsi que Georges Doumenc et Sébastien Marin nous rejoignirent. Mais, seuls, François, Siméon et Roger, les initiateurs, avaient des contacts avec des responsables de la Résistance (plus tard, j'ai appris qu'Emile Daraud, maire de la ville après la Libération, était de ceux-là). Pour notre part, nous ignorions totalement l'identité de ces derniers ; ceci pour des raisons évidentes de sécurité, en cas d'arrestation. La mère de Siméon assurait elle-même une "poste restante" pour la Résistance ; les tracts arrivaient chez elle, avant d'être distribués.

Le but de notre groupe était de gêner l'économie de guerre allemande et les complices français, en paralysant les transports ferroviaires ; ainsi nous empêchions l'acheminement du ravitaillement de l'armée d'occupation et celui de matières premières nécessaires à l'industrie de guerre. En détruisant les pylônes à haute tension, nous coupions l'alimentation électrique des usines. Et tout ceci en continuant notre vie familiale et professionnelle. Mais nous savions que, aussitôt après le débarquement des Alliés, dont on parlait beaucoup, il nous faudrait rejoindre le maquis et engager l'action armée contre l'occupant.

Pour ma part, j'ai participé :

- à deux sabotages de voie ferrée ; il a dû y en avoir trois ou quatre dans le secteur de Pamiers. Mais les Allemands avaient vite fait de faire réparer les dégâts :
- à la destruction des pylônes à haute tension de Bourges,
- au sabotage de l'usine de Pamiers ; mon frère François, qui y travaillait, a conduit une équipe de saboteurs dans les ateliers visés ; avec d'autres, j'ai été affecté à la neutralisation des postes de garde, puis à la surveillance à l'extérieur des bâtiments.

Dès le débarquement, nous avons donc reçu l'ordre de nous tenir prêts à tout moment pour le départ au maquis ; nous avons effectivement rejoint celui-ci lors de l'opération contre la caserne Sarrut. Mais mon frère François ne souhaitait pas mon départ : "Je suis ton aîné, c'est à moi à prendre des risques ; tu n'as que 16 ans et demi. Et il ne faut pas laisser nos parents tout seuls". Je tins bon, et j'imposai ma décision. Il faut, pour bien comprendre, considérer l'époque où nous vivions, et le milieu familial dans lequel je baignais. Mes deux frères aînés avaient fait la guerre d'Espagne, rejoignant l'armée

républicaine espagnole ; Méilton, le premier, en 1936, Amador quelques mois après. Amador y laissa la vie, à Teruel, et Méilton, une jambe. Alors, le fascisme, j'avais moi aussi des raisons personnelles pour le combattre. Et puis, j'étais depuis l'automne dans une équipe de camarades motivés et je ne voulais pas me couper d'eux.

En plus des neuf, déjà cités, nous avons retrouvé, à la caserne Sarrut, d'autres jeunes : les deux frères Jean et Robert Sannac, leur cousin Georges Sannac, Gilbert Paquin, beau-frère de Rauzy, Diègo Marin, frère de Sébastien, leur cousin Hilarion Cuenca et Raymond Castillo. Peut-être j'en oublie un ? Nous avons emporté les armes que nous avions : une ou deux mitraillettes, un revolver, des grenades et du plastic.

A la bataille de Vira, je n'ai pas vraiment participé ; notre groupe de Pamiers stationné à Embayourt, reçut l'ordre de décrocher vers la crête de la colline, rive droite du Douctouyre. J'ai eu la peur de ma vie, car c'était la première fois que j'entendais les balles siffler dans les arbres autour de moi. A mi-coteau, on a été pris en charge par des guérilleros (avec lesquels j'ai échangé quelques mots dans leur langue), qui nous ont orientés dans une certaine direction ; d'autres groupes se dirigeant ailleurs. On a passé la nuit dans les collines, où nous avons subi un gros orage.

Le lendemain matin, on nous a conduits à Pradettes ; c'est le maire de la commune qui nous a indiqué une cabane au milieu des bois et qui, d'ailleurs, nous apporta du ravitaillement les jours suivants. Notre groupe de Pamiers (sauf Cuenca parti ailleurs) resta à Pradettes quatre ou cinq jours, attendant les ordres de nos chefs de maquis.

L'étape suivante ce fut Pastouret, à la cabane du Tambour, bergerie construite sur la pente du Mont Pastouret (commune de Malléon) ; nous y sommes restés deux ou trois semaines. En plus du groupe de Pamiers, il y avait beaucoup d'autres jeunes, qui, pour la plupart, avaient participé à la bataille de Vira.

De cette base, où n'accédaient pas les camions, nous partions en opération. Je peux en citer deux :

- l'attaque de la recette des finances et dépôt de tabacs, rue Maréchal Clauzel à Pamiers pour récupérer argent et tabac ; nous avions besoin des deux !

- une opération à la Tour du Crieu : les paysans étaient obligés de livrer à l'occupant, par l'intermédiaire de leurs complices de Vichy, toutes sortes de produits ; ceux-ci étaient rassemblés en certains lieux, avant d'être livrés ; un de ces dépôts se trouvait justement à la Tour du Crieu, où nous avions beaucoup "d'antennes" ; nous étions donc informés, un ou deux jours avant l'enlèvement des produits réquisitionnés ; et nous n'avions plus qu'à récupérer, pour notre compte, volailles, œufs, jambons etc.... (Quand nous réquisitionnions de la nourriture chez quelqu'un, ou bien on payait tout de suite, ou bien on laissait des bons honorés à la Libération).

Entre-temps, j'avais été nommé agent de liaison auprès de l'état-major des F.T.P.F. ; j'en ai fait des liaisons, toujours à pied, de nuit ou de jour ! Et j'ai donc suivi cet état-major dans tous ses déplacements.



*François BUSTAMANTE,
tué à Roquefixade.*

J'étais à Roquefixade où j'ai assuré les liaisons avec les groupes engagés dans les combats ; mon frère François y fut tué, ainsi que 16 autres camarades :

- puis au col de la Lauze, au-dessus de Nalzen, où nous nous sommes repliés après la bataille ;

- puis dans la forêt de Bélesta, au-dessus du lieu-dit "le Prince", qui fut notre dernier cantonnement avant la Libération.

Je fus aussi dans le groupe commandé par Valmy (parti de la forêt de Bélesta), chargé d'aller récupérer du matériel au col de la Lauze. Nous fûmes surpris, au retour, sur la route qui mène de Bélesta à la forêt, en pleine nuit, et pris sous le feu d'armes automatiques placées en embuscade. J'en ai entendu siffler des balles ! J'ai escaladé un talus et j'ai pu me sauver dans la forêt. Malheureusement deux camarades trouvèrent la mort cette nuit-là.

J'ai naturellement participé à la libération de ma ville de Pamiers, puis à la bataille de Rimont, étant toujours agent de liaison attaché à l'état-major (installé à Maury) ; j'assurai donc les liaisons avec les groupes qui combattaient de Rimont à Castelnaudurban. Lors d'un de ces trajets, pris sous le feu des Allemands placés sur les coteaux, mon camarade Ulysse Rouby, dit "Bouillon", qui conduisait la moto, eut son calot traversé par une balle.

Et ce fut enfin la libération de l'Ariège. Je venais de vivre presque trois mois de maquis, l'une des périodes les plus exaltantes et les plus riches d'enseignements de mon existence. Et je n'avais pas encore 17 ans ! Et tous mes engagements ultérieurs, sur le plan syndical ou politique, ont découlé de mon action dans la Résistance.

SÉBASTIEN MARIN :

“Je n’ai jamais pu, et je ne peux toujours pas, supporter l’injustice”.

Mes parents espagnols sont arrivés en France en 1923 ; je suis né deux ans après. Nous habitons à Pamiers, au Pont-Neuf. J’ai opté pour la nationalité française quand le moment fut venu de choisir. Je suis entré à l’usine de la ville en 1940. Je me suis syndiqué à la CGT (bien qu’elle fut clandestine, dissoute par le régime de Vichy) ; j’ai donc 60 ans de syndicalisme derrière moi ! Car je n’ai jamais pu, et je ne peux toujours pas, supporter l’injustice, quelle qu’elle soit. Politiquement, je faisais partie des “Faucons Rouges”, organisation de jeunes communistes ; avec le foulard rouge de rigueur ! Le premier contact avec la Résistance, ce fut vers la fin 1943, à un rendez-vous aux WC municipaux (actuelle MJC). Avec François Bustamante, Roger Rauzy, Siméon Sarda, nous avons formé un groupe F.T.P.F.

A l’usine, on faisait notre travail le jour ; puis certaines nuits, on participait à des opérations. A trois ou quatre reprises, nous avons fait sauter la voie ferrée, de chaque côté de Pamiers, sur les secteurs Pamiers - Le Vernet et Pamiers - Varilhes. On neutralisait les hommes non armés, qui gardaient la voie (ou qui faisaient semblant, car ils auraient préféré être ailleurs !). Parfois nous nous connaissions, c’est la raison pour laquelle nous étions masqués, afin de ne pas être identifiés. Mais on manquait de bon matériel ; par exemple, en guise de cordon, on utilisait la matière qui garnit les jantes de vélo, car cette espèce de mèche se consumait lentement, nous laissant le temps de



Les F.T.P. et autres résistants à Pamiers en 1945.

*De gauche à droite : Georges DOUMENC - ? - Emile BUSTAMANTE - Pierre MARTINEZ
Aimé PAULY - Jules AMARDEILH - Georges SANNAC - Sébastien MARIN - Olivier (du Pont Neuf)
Tony CAPELLE - Diégo MARIN - José SANCHIS.*

*6 FTPF présents à l'opération de
(sur 15) Resolles*

nous éloigner avant l'explosion ; et bien sûr, on faisait aussi s'éloigner les gardiens de la voie, en leur recommandant d'aller prévenir à la gare (pour qu'ils n'aient pas d'ennuis), sachant bien que l'explosion allait se produire avant qu'ils aient donné l'alerte.

Nous avons aussi saboté la ligne à haute tension qui traverse l'Ariège au niveau du grand virage, route de Bézac, près de la ferme de Bertranou, rive gauche, et celle de l'Agnelet, rive droite. C'était au printemps 1944. Nous étions quatre, rive gauche, avec Siméon Sarda, le responsable, Georges Doumenc (dit "Jojotte") et Emile Puy. Une autre équipe opérait en même temps rive droite. On communiquait avec eux par signaux émis avec des torches. Avec un gros pain de plastic à chaque angle du pylône, on a réussi notre coup. Mais après, il fallait rentrer à la maison ; pour moi, ça faisait un sacré bout de chemin, en passant par le Calvaire.

Le lendemain matin, à l'usine, les copains disaient : "Tu as vu, ça a encore sauté" ; et nous, on écoutait les commentaires...

J'étais aussi dans l'opération de récupération de chaussures et d'uniformes auprès des matelots en stage à un chantier de jeunesse de Pamiers ; nous leur avons quand même laissé le slip ! – et à celle du sabotage de l'usine, dont nous connaissions bien les ateliers ! Pour ma part, j'étais posté en surveillance près du pont. Mais d'autres en ont beaucoup parlé. Ma mère ne se doutait pas de mes activités nocturnes (mon père était décédé en 1933). J'en ai quand même averti mon frère aîné Diégo, (qui me voyait rentrer en pleine nuit) sans lui donner de détails. Secret absolu !

Arrive, le 6 juin 1944, le débarquement en Normandie. Nos responsables nous donnent l'ordre de rejoindre le maquis, pour engager la lutte armée. Justement, une action des maquisards de la vallée du Douctouyre est prévue sur Pamiers : l'attaque de la caserne Sarrut. Ce sera pour nous l'occasion de les rejoindre. Nous étions une quinzaine au minimum : les frères Emile et François Bustamante, Jean et Robert Sannac ; Siméon et Gaëtan Sarda ; Diégo et moi-même ; puis Roger Rauzy et son beau-frère Gilbert ; Raymond Castillo ; Hilarion Cuenca, mon cousin ; Georges Doumenc ; Emile Puy ; Roger Bellecoste.

Nous avons été accueillis au Moulin d'Embayourt par Aimé Gos et Calvetti. Le premier jour, grâce à Marguerite Gos, nous avons fait un repas mémorable ; Marguerite avait dû penser : "Ces jeunes, il faut un peu les remonter !" Et nous, on se disait : "Si c'est comme ça le maquis, ça va aller !"

Quand les Allemands ont attaqué, le lendemain, Calvetti nous a donné l'ordre de monter dans la colline au-dessus du Douctouyre ; mais n'ayant pratiquement pas d'armes (j'avais un simple revolver) nous avons dû décrocher vers la crête.

Dans les jours et semaines qui ont suivi, nous avons été cantonnés à Pradettes, entre Laroque et Limbrassac, puis à Pastouret, sur la commune de Malléon ; avec mes camarades de Pamiers, et beaucoup d'autres, nous étions peut-être une cinquantaine à Pastouret. La bergerie ou étable était trop petite, certains se sont construits, à proximité, des cabanes, avec branchages et feuillages. Nous montions la garde très sérieusement ; tous les trois-quarts d'heure environ, un responsable faisait une ronde pour vérifier. Un soir, je me suis endormi à mon poste, étant très fatigué par une liaison que j'avais assurée dans la journée (comme mon frère Diégo, j'étais agent de liaison). Il ne m'a rien manqué !

A Pastouret, il n'y eut ni parachutage, ni vraie alerte ; nous passions parfois de bons moments : François Bustamante, que nous appelions "la France", chantait très bien ; et le soir il se mettait à chanter des chansons de notre jeunesse. Malheureusement, il a été tué quelques jours plus tard à Roquefixade.

Car Pastouret ne fut pour nous qu'une brève étape. Puis ce fut Roquefixade, Bélesta, Saint-Girons, Rimont, épreuves très dures auxquelles ont participé aussi mes camarades de Pamiers, où certains laissèrent leur jeunesse.

Parfois, on me demande : "Et si c'était à refaire ?". Sans hésiter, je reprendrai le chemin du maquis. Car si je suis parti à Vira, c'est pour la simple raison que j'ai préféré aller me battre contre Allemands et miliciens, plutôt que d'attendre qu'ils viennent me cueillir à domicile.



*Commémoration à Roquefixade dans les années 1990.
De gauche à droite : les 6 au bas des marches :
Roger BELLECOSTE - Emile PUY (devant) - Georges
DUPLEIX (derrière) - Sébastien MARIN - René CASTEL
Jean SANNAC.
Les 3 du milieu :
Aimé PAGÈS - Marcel BLUM - Raymond CASTILLO.
Les 3 du fond :
Emile BUSTAMANTE - Diégo MARIN - Siméon SARDA.*

AIMÉ PAGÈS : De Pastouret à l'Allemagne.



*Après la libération de l'Ariège
en automne 1944
De gauche à droite : Aimé PAGÈS,
Jim ALLEGRE - Michel de BON.*

Je suis originaire de la Tour-du-Crieu, où j'ai vécu dans une famille paysanne de gauche, et bien de gauche ! Nous avons au village un parti communiste bien organisé, avec, notamment, le coiffeur Abel Berdot, le forgeron Joseph Cazalbou, et d'autres... Né en 1920, j'avais été requis, comme tous les jeunes, pour aller garder la voie ferrée, du côté du Vernet, la nuit ; il faisait froid ; c'était l'hiver 1943. J'y suis allé 4 ou 5 fois, puis j'ai refusé de continuer, ainsi que Augustin Calmont, mon voisin ; ça ne me plaisait pas du tout, ça ne correspondait pas à mes idées. Le maire, Vergé, un radical de gauche, un vrai, était obligé d'organiser ce service de garde ; il nous a prévenus qu'il y avait danger pour nous si nous n'obéissions pas ; nous avons persisté dans notre refus. Je crois que le maire a eu quelques problèmes à ce sujet, mais il nous a couverts. A la Libération, il m'a dit : "Tu sais que tu nous en as fait voir et que tu pouvais faire tuer toute ta famille!"

Après le débarquement, il y a eu l'appel de de Gaulle et des Alliés d'attaquer partout les forces d'occupation ; comme nous étions toujours en contact avec le P.C.F., nous avons rejoint le maquis de Vira ; je pris le surnom "le Crieu", en relation avec le ruisseau de mon village. De la Tour, il y avait bien sûr Augustin Calmont, Jules Amardeilh, agent de liaison F.T.P.F., métayer du vicomte Michel de Bon (propriétaire du Château de Bonrepeaux, à 2 km à l'est de la Tour-du-Crieu ; des armes et des munitions y furent cachées). Le vicomte rejoignit lui aussi le maquis. Je peux citer aussi Armand Respaud de mon village ; Aimé Pauly, de Verniolle, qui sera blessé à Roquefixade ; Saint-Pastou et Emmanuel Trastet, eux, sont partis à Manses.

Tout le monde sait que le milicien Barnola, bien qu'attaché et gardé à Dun, avait disparu au petit matin ; c'est un des nôtres qui l'a fait évader. Mais un maquisard a été témoin. Et Barnola en a profité pour dénoncer le maquis ; d'où la bataille de Vira. Le jeune qui avait permis à Barnola de s'échapper est rentré chez lui à la Tour. Quelque temps après, on a retrouvé son corps dans un fossé.

Le jour de la bataille, je me trouvais dans les bois de Calzan ; comme beaucoup de jeunes qui avaient gagné le maquis, je n'ai pas vraiment participé au combat, n'ayant pas d'armes (j'avais un simple revolver). Puis, nous avons rejoint Pastouret, au-dessus de Malléon, où j'ai retrouvé les copains de Pamiers.

J'ai fait partie du groupe qui, parti de Pastouret, s'est posté au bord de la nationale 20, près de la Charmille ; nous avons ouvert le feu sur une voiture allemande ; un capitaine a été tué, et la fille qui était avec lui dans la voiture, a été blessée à la cuisse. Avec

Jim Allègre, de Varilhes, nous l'avons portée, pour la faire soigner, dans une voiture de passage que nous avons arrêtée. Nous l'avons rassurée, en lui disant : "On ne vous fera rien !" J'ai su par la suite qu'elle n'a pas été inquiétée. Je me souviens avoir aperçu le chauffeur de la voiture allemande, qui avait pu se sauver, traverser l'Ariège, en contrebas.

Comme j'étais venu de Pastouret pieds-nus (environ 4 heures de marche par des sentiers, à travers des collines), j'ai pris les chaussures du capitaine allemand ; mais j'ai dû les quitter au bout de quelques kilomètres ; elles m'entamaient les pieds, ce n'était pas ma pointure...

La population des villages environnants : Malléon, Ventenac, qui nous voyait passer tous les jours, était pour nous. Je me rappelle bien le curé Mouchard, qui, une fois, nous a fait avoir un veau chez des paysans ; la famille du cantonnier Alfred Lagarde, de Malléon ; le boulanger Laugé de Ventenac, qui nous fournissait en pain. Pierre Barthes (dit "Pescofi"), un brave garçon qui connaissait tout le monde, nous permettait d'aller au ravitaillement chez beaucoup de paysans. Pescofi est mort, bien plus tard, dans la misère ; avec des camarades anciens maquisards, nous nous étions promis de porter une plaque sur sa tombe, au cimetière des Pujols ; je pense que ça n'a jamais été fait.

Nous n'avons jamais été attaqués par les Allemands ou les miliciens à Pastouret. Nous les voyions parfois passer sur la route départementale le long du Crieu. Ils ne pouvaient pas ignorer notre présence. Nos sentinelles veillaient à tous les sentiers d'accès possibles qui menaient à notre cantonnement, notamment au départ du chemin, près du Crieu, face à l'actuel emplacement du hangar de Lagarde.

Puis ce fut Roquefixade, où périrent beaucoup des nôtres. Allemands et miliciens y eurent aussi des morts et des blessés ; mais eux évacuèrent leurs blessés, après avoir achevé les nôtres. C'est avec mon mousqueton que le gendarme Meyer, qui tirait bien, tua, à partir des crêtes, le conducteur du side-car allemand qui se trouvait en bas sur la route.

Avec les camarades, nous nous sommes repliés au col de la Lauze, puis à Bélesta. Au Prince, je l'ai échappé belle ; une balle de mitrailleuse m'a déchiré la chemise et brûlé la peau ; j'ai heureusement pu rouler dans le ravin, avant de m'enfuir. Mais deux camarades furent tués.

Puis ce fut la libération de Pamiers, et la bataille de Rimont, où je me trouvais aussi. Je me suis engagé dans l'armée, pour la durée de la guerre contre l'Allemagne. Contre l'Allemagne nazie, mais pas en Indochine, où je refusai d'aller combattre ceux qui défendaient leur pays.



*Commémoration à Prayols en mai 2001.
Hermine MUÑOZ et Aimé PAGÈS.*

PIERRE ROQUEJEOFFRE : drame dans la nuit.

Le général Michel Roquejeoffre, de Pamiers, a retrouvé dans "les mémoires d'un chirurgien de campagne", quelques pages consacrées aux événements des 9 et 10 juin 1944 en Ariège ; ces notes ont été rédigées par son père, Pierre Roquejeoffre, chirurgien à Pamiers. En voici quelques extraits :

"J'avais comme chauffeur – et factotum à la clinique – Fernand Gaudonville qui m'avait été laissé par le Dr Pouchet. C'était un garçon charmant, un peu plus jeune que moi, grand et mince, blond avec les cheveux lui tombant parfois sur les yeux. Il était d'une famille nombreuse installée aux Pujols, à côté de Pamiers. Il était marié avec Denise, et le couple eut une fille. Celle-ci habite Pamiers rue Mont-Louis. Elle est mère et grand-mère. Je la rencontre souvent en ville et je ne peux m'empêcher, chaque fois que je la vois, de penser à son pauvre père.

Fernand était le seul homme à la clinique. Il remplissait toute une série de fonctions (ménage, assistant des infirmières à la salle d'opérations, etc.) Et surtout il s'occupait des autos (car il y en avait deux, qui devaient être toujours en état de marche ; au moins l'une d'elles). Il me conduisait lors de mes déplacements ou pour des opérations à domicile ; dans ce cas, il me servait également d'infirmier opératoire, Melle Flamier donnant l'anesthésie.

Vers la fin de l'occupation, nous allions souvent à domicile ou bien à Tarascon où j'opérais. C'est au retour d'un de ces déplacements à Tarascon que se produisit le tragique événement qui valut la mort à Fernand. C'était, si je ne me trompe, le 9 juin 1944, vers la fin de l'après-midi. Du côté de Saint-Paul-de-Jarrat, nous avons entendu des détonations. C'étaient des échanges de coups de feu entre les résistants des maquis environnants et les Allemands. Comprenant le danger que nous courions, à savoir nous trouver un jour entre les deux adversaires et recevoir des coups des deux côtés, je dis à mon chauffeur :

- Maintenant, Fernand, nous ne sortirons plus le soir.

Je rentrai chez moi comme à l'habitude lorsque vers 7 ou 8 h, Melle Maurin me téléphona en me disant que deux messieurs étaient là et me demandaient d'aller chercher des blessés à Vira. Comme c'était l'époque des fauchaisons, je pensai qu'il s'agissait d'un accident agricole. Toutefois, en raison de la situation que j'ai exposée plus haut, je demandai à Melle Maurin d'aller interroger ces messieurs pour savoir s'il n'y avait pas de danger du côté de Vira. Melle Maurin revint et me précisa que les visiteurs lui avaient dit qu'il n'y avait rien à craindre. Je répondis alors à Melle Maurin :

- Eh bien ! si Fernand veut y aller, qu'il y aille !

De fait, Fernand partit avec les deux hommes : l'un, M. Rescanières, ancien instituteur (qui possédait un domicile à Pamiers, et un autre à Vira) – l'autre, dont j'ai oublié le nom, habitant de Vira. Il prit le volant de la 502 (équipée au gaz comme le deuxième véhicule, une Renault Vivastella).

C'était la fin du jour et il pleuvait.

J'attendais d'être averti du retour de Fernand et des blessés pour me rendre à la clinique. Mais pas de nouvelles. Je téléphone à Melle Maurin. Fernand n'est pas de retour.

Il est 10 h du soir. Il fait nuit. Je commence à m'inquiéter ; mais toujours optimiste, je me rassure, contrairement à ma femme qui voit le pire.

– Ne t'inquiète pas, Fernand connaît très bien ces parages. S'il y a eu un danger quelconque, il se sera réfugié dans une ferme. Nous le verrons revenir demain matin.

Nous sommes allés nous coucher, mais pas rassurés cependant. Le matin, au lever du jour, pas de Fernand. Je téléphone à la gendarmerie. Les gendarmes me disent qu'il n'y a plus de gendarmerie à Rieucros et qu'un combat s'est déroulé la veille à Vira entre les Allemands et les résistants. Je m'inquiète alors davantage lorsque tout à coup arrive sur sa moto le médecin de Rieucros, installé provisoirement dans ce village. Il me déclare qu'il vient de voir sur la route de Vira, au premier virage, ma voiture, avec à l'intérieur le corps de mon chauffeur mort. Je pars immédiatement, je prends au passage le Dr Passet et je me rends sur les lieux. Il y a déjà quelques personnes qui regardent.

La voiture est criblée de balles sur le côté droit ; la vitre avant est brisée et des impacts sont visibles également à l'arrière ; une balle a coupé le conduit de la bouteille de gaz. La voiture est tournée un peu vers la droite et le moteur est arrêté ; le contact a été coupé. Le corps de Fernand est en place, couché sur le côté droit. Il y a, dans la portière avant droite, plusieurs orifices de projectiles dont l'un, situé au niveau du bord inférieur de la vitre, a atteint Fernand dans le flanc droit. Ce projectile m'aurait été destiné si j'avais accompagné Fernand et occupé ma place habituelle, devant, à droite.



*Alphonse RESCANIÈRES
en 1936.*

Outre Fernand, resté dans la voiture, nous trouvons le corps de M. Rescanières, couché au sol, sur le dos, regardant le ciel. Je ne trouve pas de trace d'orifice de projectile sur son corps. Cela m'étonne ; mais en regardant sa bouche, je m'aperçois qu'il a les incisives fracturées et qu'une balle a pénétré par la bouche entr'ouverte et est allée perforer la colonne vertébrale, pulvérisant le bulbe rachidien, ce qui a entraîné la mort. En regardant à terre, nous trouvons des débris de grenades sous la voiture. En outre, en passant derrière la haie qui domine le petit terre-plein, au niveau du virage, à droite, je trouve une grenade non éclatée, jaune et brun, de fabrication anglaise, paraît-il. Le mystère se fait plus opaque.

Nous en étions là de nos pensées lorsqu'une personne dit au Dr Passet :

– Docteur, il faudrait que vous alliez au village à Vira, il y a un grand malade.

Le docteur s'en va au village ; à son retour il nous annonce :

– Je sais maintenant ce qui s'est passé. C'est un rescapé de la tragédie, M. Millès, que je viens de voir. Et voici ce qu'il m'a conté :

“Lorsque nous sommes arrivés au carrefour de Vira, en quittant la route de Mirepoix, nous avons essuyé une première rafale de fusil-mitrailleur, dans le tournant. Nous avons eu une roue crevée. Nous avons réparé et sommes repartis en direction de Vira. A quelques centaines de mètres, au premier virage, alors que nous roulions les feux intérieurs allumés, nous avons reçu une deuxième rafale, venant de la droite. La première salve tua Fernand qui, dans un suprême sursaut, coupa le contact avant de se coucher mort, sur le côté droit. Nous sommes alors sortis de la voiture, M. Rescanières et moi.

Une autre salve tua M. Rescanières. Quant à moi, je me couchai dans le fossé et à la faveur de la nuit très obscure (il pleuvait et la nuit était avancée) je rampai jusqu'au Douctouyre et tombai à l'eau. En suivant la rivière, j'ai pu arriver à Vira où, claquant des dents de froid et de peur, je me suis couché..." (fin de citation).

Après cet épisode, nous nous sommes posés la question du transport des corps. Celui de M. Rescanières fut porté à Vira. Quant au corps de Fernand, nous le déposâmes dans la voiture du Dr Passet et nous le transportâmes à Pamiers. Ce que nous n'aurions pas dû faire, nous dit le commissaire de police, un corps de mort ne devant pas quitter sans autorisation la commune où il est décédé. Nous ignorions cette particularité de la loi et il est bien évident que dans l'atmosphère de guerre où nous vivions, il n'était guère possible de respecter scrupuleusement tous les détails légaux.

Rentré à Pamiers, il me fallut aller informer Denise du décès de son mari. Je le fis avec toutes les précautions nécessaires, mais ce fut un drame ; la douleur et le désespoir de cette femme, jeune, mère d'une petite fille, faisait pitié.

On déposa le corps de Fernand chez lui, rue de la gendarmerie, à Pamiers..."

CHAPITRE VIII

DU CÔTÉ DE VARILHES

ÉMILE LAVIGNE, de Laborie, résistant et viticulteur.

Emile Lavigne, bien connu à Varilhes, est né à Laborie le 15 août 1897. Il a rédigé, pour sa famille, "le livre de sa vie", extraordinaire document ; sa fille, Suzanne, m'a autorisé à en reproduire ici de larges extraits concernant plus particulièrement l'occupation et la Résistance.

Emile a fait la guerre de 14-18 ; il a eu la chance d'en revenir ; il y acquit une conscience claire des tragiques événements qu'il venait de subir.

Il est décédé le 7 janvier 1994, après une vie de labeur, entouré de l'affection des siens et de celle de toute la population de Varilhes.

"Bien avant notre siècle, notre commune avait été surnommée "Varilhes la Rouge". En 1920 existait une section socialiste dont je faisais partie. Lors du Congrès de Tours, je fus de ceux qui votèrent pour l'adhésion à la 3^{ème} Internationale, et depuis je suis communiste.

J'ai bien connu Marcel Bergé, dont la famille était originaire de Varilhes. Il n'avait que son certificat d'études primaires mais possédait une telle facilité de parole qu'il remplissait les salles lors des réunions que nous organisions. On le désigna plusieurs fois candidat à la députation. Nous reçûmes également Paul Vaillant-Couturier ; sa réunion connut un grand succès.

L'union de la gauche fut réalisée à Varilhes avant l'heure ; Louis Siret fut élu maire en mai 1929, à la tête d'une municipalité de gauche. Je le connaissais bien, sa famille étant également originaire de Laborie. C'était un brave homme, très honnête ; je l'estimais beaucoup. Le soir des élections législatives de 1936, qui avaient vu le triomphe du Front Populaire, une manifestation spontanée se produisit : communistes et socialistes varilhois, bras-dessus, bras-dessous, nous fîmes ensemble, au milieu de la foule, le tour de Varilhes.



Emile LAVIGNE dans ses champs à Laborie en 1940.

Mais nous fûmes bien déçus par la suite, avec la pause décrétée par Léon Blum, et la non-intervention en Espagne. Avec certains socialistes, dont Jean Bénazet, nous fîmes le porte-à-porte pour recueillir des denrées ; nous les acheminâmes ensuite vers la frontière, pour aider les républicains espagnols en lutte contre Franco.

Après la non-intervention ce fut un autre abandon : Munich. Hitler, en 1939, envahit la Pologne. La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à l'Allemagne, mais ne la firent pas : ce fut la drôle de guerre. Les capitalistes français étaient arrivés à leurs fins : "Plutôt Hitler que le Front Populaire".

Pour ma part, à 42 ans, je fus mobilisé à l'usine de Pamiers ; pour me remplacer dans mon travail de vigneron que je ne pouvais plus assurer, j'effectuai des démarches au camp du Vernet et j'embauchai un jeune républicain espagnol, Martin Escalé, qui devint bientôt un ami...

Le printemps 1940 arriva ; les Allemands attaquant par la Hollande et la Belgique, envahirent notre pays. Ce fut la débâcle ; nos soldats furent faits prisonniers en grand nombre ; les réfugiés se lancèrent sur les routes, vers le sud. Cela fait mal au cœur rien que d'y penser. L'armistice fut signé, le régime de Pétain instauré ; le capital avait gagné.

Je pus alors quitter l'usine ; je repris mon travail dans les vignes, bien aidé par Martin. Il me demanda de faire sortir du camp du Vernet deux de ses camarades ; je leur trouvai un travail dans la commune de Verniolle : à la ferme de Cave (chez mon beau-frère Elie Bombail) et à la ferme de Lacvivier (chez un ami, Jules Pons). Par la suite, notre maison à Laborie devint le lieu de rendez-vous de réfugiés espagnols plus ou moins clandestins, qui avaient réussi à trouver un travail dans les environs.

La chasse aux républicains et surtout aux communistes commençait ; personnellement j'eus une veine inouïe : mon homonyme, Emile Lavigne, forgeron à Varilhes, reçut la visite de la police qui perquisitionna à son domicile¹. Mais je ne fus pas inquiété. Par contre, mon beau-frère, Elie Bombail, Baptiste Arlé de Pamiers, et d'autres, furent arrêtés suite à la découverte, par la police de Vichy, d'une liste où figuraient leurs noms. Ils furent enfermés à la prison de Furgolle à Toulouse. Nous allâmes leur rendre visite avec Irénée Cros, l'architecte de Foix (qui avait obtenu la direction de la construction du groupe scolaire de Varilhes), dont j'avais fait la connaissance. Grâce à ses relations, mon beau-frère et Arlé furent assez vite remis en liberté.

A Varilhes, le maire Louis Siret avait été destitué et remplacé par une délégation spéciale dont le chef était milicien (candidat à plusieurs élections municipales, il avait chaque fois été battu par Siret). Ce milicien, je le savais, ne me portait pas non plus dans son cœur. Toute la bande de collaborateurs se réunissait au Café du Commerce, plus tard le siège du Dalton.

Pour mon commerce de produits agricoles, tenu au chef-lieu du canton, par les époux Dover, il fallait surtout que je puisse m'approvisionner en cuivre, indispensable au trai-

1. Pour plus de détails, consulter le livre : "Et un train noir les emporta" de Suzel Nadouze.

tement des vignes. Je pus entrer en contact avec les Ets Chausson, à Toulouse, chargés de récupérer le cuivre des radiateurs des voitures et camions, métal destiné aux Allemands. J'allai chercher 1600 kg de cette denrée précieuse que j'acheminai à Tarbes, où une usine spécialisée de ma connaissance la transforma en lait de cuivre. J'obtins en échange quatre tonnes de ce dernier produit, que je stockai à Lacvivier : je pus ainsi satisfaire mes clients pendant des années.



Au chemin du Courbas en 1941.

*De gauche à droite : Denise LAGARDE - Simone DELPONT - le petit cousin Ernest BOMBAIL
Paul DELPONT (sur la sulfateuse) - Emile, Denise et Suzanne.*

Mon activité clandestine de résistant commença un peu par hasard, avec la rencontre de deux hommes venus chez moi prendre livraison avec un camion (véhicule assez rare à l'époque) d'un chargement de vin pour le compte de Rhodes de Pailhès, un de mes clients. Je reconnus le chauffeur, exploitant forestier à Menail (petit village au-dessus de Pailhès) ; c'était l'ancien secrétaire fédéral du P.C.F. en Haute-Garonne, que j'avais rencontré avant la guerre : Léon Balussou. L'autre homme était le camarade que le comité militaire national des F.T.P. avait envoyé en Ariège pour organiser la Résistance dans notre région. Nous fîmes plus amplement connaissance.

C'était en 1942 ; cette rencontre fut l'occasion de commencer à remplir mon devoir de Français ; j'eus désormais d'autres contacts avec des camarades de Pamiers : Carol, que j'avais connu à l'usine, et Arlé, dont j'ai déjà parlé. Ils me passaient des mots d'ordres lors de nos rendez-vous. Localement, j'étais en contact avec trois copains : Jean Bénazet et Marcelin Celma de Varilhes, Marcel Eychenne de Saint-Félix. Nous tenions nos rendez-vous, le soir, dans un pré, du côté de la maisonnette de Malmarty. Jean était déjà engagé dans son activité de passeur.



La côte de Laborie en hiver 1941 ou 1942.

Fin 1942 ou début 1943, Philippe Henriot, le grand propagandiste de Pétain, devait tenir une réunion à Saint-Girons. Tous les cars des environs avaient été réquisitionnés pour y amener le plus de population possible. Les résistants des environs de Saint-Girons décidèrent de perturber quelque peu ce meeting en attaquant les cars au cocktail molotov. Le responsable F.T.P.F. me demanda de lui procurer de l'acide sulfurique nécessaire à la fabrication de ces bombes incendiaires. N'en ayant pas, je songeai au cama-

rade Caillaba, qui travaillait à un atelier de chimie à l'usine de Pamiers. Il nous en procura un litre. J'appris par la suite que deux cars avaient été incendiés.

Au printemps 1943, le responsable départemental F.T.P.F. (dont j'ai oublié le nom ... et pourtant je l'ai revu après la guerre !) me prévint qu'il était muté dans les Hautes-Pyrénées. Je me rappelle qu'il me dit : "Tu m'appelais Louis ; mon successeur, que voici, tu l'appelleras aussi Louis". Je me souviens d'autant mieux de cette présentation, qu'elle se fit au cimetière de Varilhes, pour un transfert de caveau de mon père, décédé trois ans plus tôt... Le nouveau "Louis", responsable militaire des maquis, me mit en contact avec le responsable technique, Raoul Fertier, et le responsable recruteur (faux représentant qui visitait les marchands de bonbons...). Ce dernier mangea quelquefois à la maison et pour amuser ma fille Suzanne, âgée de sept ou huit ans, il lui faisait des tours de passe-passe, se transformant en prestidigitateur. Je devins le chef d'un réseau de trois triangles ; mais je fus dispensé de participer aux actions à cause de mon âge déjà mûr et de ma famille.

Le groupe de Varilhes se composait de Jean Bénazet, de Marcelin Celma, de Gaston Fauré et de Marius Vinuesa. Celui de Dalou était formé des deux frères Bénédict et de Michel Sanchez. A Saint-Félix, ils n'étaient que deux : Marcel Eychenne et Louis Mazurié (celui-ci, tout jeune homme, participa à toutes les actions de mon réseau).

Je me savais surveillé à Laborie par des collaborateurs dont je tairai les noms, surtout un homme et sa belle-mère. Mais je recevais tellement de clients et de voyageurs que les responsables de la Résistance passaient dans le nombre ; et ceux-ci, en général, ne s'arrêtaient chez moi que la nuit.

Le responsable militaire Louis me demanda un jour de l'accompagner pour reconnaître un terrain de parachutage d'armes ; il était muni d'une carte d'état-major. Nous allâmes reconnaître un terrain qui lui parut convenir : le plateau situé près de la ferme des Métaux, dans l'angle des routes Laborie-Coussa et Verniolle - St-Félix. Mais ce projet n'eut pas de suite, car il s'avéra qu'on ne parachutait pas d'armes aux F.T.P.F. ; (seulement à l'Armée Secrète).

Dans la nuit du 1^{er} octobre, la Gestapo, aidée de certains miliciens de Varilhes, investit la maison de Jean Bénazet. Heureusement, lui-même, sa femme et son fils, grâce à l'aide du boulanger François Baldellou chez qui ils allaient coucher chaque nuit, purent s'échapper². Et ils trouvèrent refuge à Toulouse. Leurs amis de Varilhes ne les oublièrent pas et ne les laissèrent pas sans ravitaillement. Justement un jour je leur rendis visite dans la maison où ils s'étaient installés, dénommée "la Maison Blanche".

- "Tu vois, me dit Jean, je suis comme Roosevelt, j'habite la Maison Blanche".

Je leur laissai pas mal de ravitaillement et nous nous promîmes de nous revoir bientôt à Varilhes...

Et ce fut l'époque des vendanges. Louis vint me prévenir que j'allais bientôt recevoir des explosifs. Avec Martin, nous creusâmes un trou dans le sol d'un petit hangar. Quelques jours plus tard, Rouch (le futur maire de Dreuilhe) et Figarol de Lavelanet nous livrèrent trois sacs de jute contenant tout le matériel ; on recouvrit le tout d'une trappe sur laquelle poules et canards, dans la paille, picorèrent. Plus tard, j'appris que ces explosifs faisaient partie d'un dépôt enlevé par le maquis de la Crouzette.

Quelques jours après le repas qui marqua la fin des vendanges, avec Louis et Raoul, nous distribuâmes des explosifs aux trois groupes dont j'étais responsable. Il s'agissait de fêter dignement le jour du 11 novembre 1943 ; et trois pylônes d'une ligne à haute tension, entre les fermes des Métaux et de Coumecaude firent les frais de l'opération...

Environ un mois après, les gendarmes vinrent arrêter Martin pour le conduire au camp du Vernet. Je fis des démarches auprès de divers organismes et je parvins à le récupérer. C'est au cours de ces démarches, le 13 décembre 1943, que je rencontrai Irénée Cros à Foix ; il se promenait devant son domicile ; il voulut me retenir à déjeuner ; je ne pus accepter cette invitation ce jour-là, mais lui promis que ce n'était que partie remise. Dans la journée du lendemain, j'appris avec la peine que l'on devine que la Gestapo l'avait assassiné.

Je recevais de temps en temps les responsables départementaux quand ils voulaient réunir les trois triangles et leur transmettre leurs instructions ; c'est au début de 1944 que je reçus des mitraillettes que je fis distribuer aux membres des trois groupes.

La Milice et la Gestapo, le 20 janvier, procédèrent aux premières arrestations à Varilhes, celles de François Carretier, dit "Girou", avec qui j'étais un peu parent, de sa femme Antonia Carretier, d'Aristide Fauré, du café de l'Union, de sa nièce Augustine Fauré (Gaston étant malade, eut la chance de ne pas être présent ce jour-là), de Clément Parent, de Paul Rumeau et de sa femme Albanie, de Louis Sabatier dit "Caoussou", de Joseph Gardel. Cela ne suffisait pas : ils revinrent le soir du 2 février et arrêtèrent alors Louis Siret, Angèle Bergé, Paul Campourcy, notre camarade Marcelin Celma, Baptiste Gouzy et son fils René, Gabriel Hillat, Alexandre Gardel qui était de ma classe, et aussi Clément Palmade³.

2. Pour plus de détails se reporter au livre "Mémoire de la Montagne" de Suzel et Olivier Nadouce.

3. Voir le livre de S. Nadouce, déjà cité.



*A Laborie en 1940.
De gauche à droite : Martin ESCALÉ
Emile LAVIGNE - Le père Raymond LAVIGNE
un cousin Adrien CERNY - Suzanne (5 ans)
Denise LAVIGNE.*

Pendant quelque temps, on avait laissé Martin tranquille, cela ne pouvait plus durer. Le gendarme L. de Varilhes vint un jour avec deux jeunes collègues. Il se présenta en ami, me demandant de déclarer par écrit que Martin m'avait quitté ; ce que je fis. Alors il déclara qu'il allait fouiller la maison ! Martin, qui était caché et à l'écoute de la conversation, essaya de se sauver par les toits. Cela ne se fit pas sans bruit. L. sortit de la maison et tira trois coups de fusil dans sa direction. Martin se rendit. Je me fis restituer l'attestation que j'avais signée. Je dois ajouter que les deux jeunes collègues de L. ne firent aucun geste

désobligeant et qu'ils étaient aussi écœurés que moi-même. Je fis de nouvelles démarches, et quelques jours après, Martin sortit du camp du Vernet et reprit sa place à la maison.

Louis fut averti un jour qu'un des parachutages de Rieucros, destiné à l'Armée Secrète, avait été caché sous des fagots ; il me demanda d'en faire prendre possession par les deux triangles de St-Félix et de Dalou, avec le camion conduit par l'exploitant forestier de Menail. Seul Mazurié fut au rendez-vous. A trois, avec Louis et le chauffeur, ils mirent plus de temps que prévu pour charger le camion ; l'heure du couvre-feu était passée. Ils furent interceptés après avoir traversé Rieucros par trois gendarmes armés de cette brigade. Déjà un gendarme était monté à bord ; Louis eut le réflexe de demander au brigadier s'il était Français, puis, la réponse étant affirmative, lui dévoila que le camion transportait des armes. Le brigadier leur ordonna alors de quitter les lieux le plus vite possible. Les armes furent cachées chez mon ami Jules Pons à Lacvivier, que j'avais précédemment contacté.

Au début du printemps, je pense, un train de munitions stationna quelques jours à la gare de Varilhes. Le maquis envisagea de le faire sauter ; mais on craignit sans doute des dégâts aux maisons voisines et des victimes dans la population. Alors il fut décidé de le détruire après qu'il eut quitté la gare. Raoul vint à la maison confectionner une bombe qui devait exploser au passage du train. Il posa l'engin dans une courbe de la voie, au-dessus du lieu-dit «le Fangas», entre la maisonnette de Malmarty et celle de Laborie, en un lieu où le train devait être précipité au bas d'un talus d'une dizaine de mètres de hauteur. Mais la bombe n'éclata pas au passage du convoi. Le lendemain matin, Tournier le cantonnier qui habitait à la maisonnette de Péliou, découvrit l'engin et le signala avant le passage d'un autre train. Cela éveilla des doutes chez les autorités : qui pouvait cacher des explosifs dans la région ? Un beau jour, j'eus la visite de trois policiers ; leur première question, ce fut : "Etes-vous communiste ?" Je leur répondis qu'en effet je l'avais été mais qu'actuellement j'avais assez de travail en m'occupant de mes affaires. Ils me répondirent que j'avais bien fait de ne rien cacher, car ils étaient déjà au courant. Je les invitai chez moi et nous bûmes ensemble une bonne bou-

teille... J'avertis Louis de cette visite ; il me demanda pour la sécurité de ma famille et celle du réseau, d'arrêter momentanément toute activité de résistance ; Eychenne et Mazurié vinrent le lendemain, avec une carriole, prendre possession des explosifs que je cachais encore...

Martin était toujours à la maison lors de cet épisode. Le gendarme M., qui fut régulier celui-là, vint m'avertir qu'ils allaient venir le cueillir le lendemain et que, cette fois-ci, je ne pourrais plus le faire libérer. Le soir même, Martin nous quitta, et des camarades le conduisirent en lieu sûr, à Aston puis en Andorre chez un de ses parents. Quand M. revint le lendemain, on trinqua à la santé de l'absent... qui ne retourna à Varilhes qu'après la Libération.

En cette fin de printemps et début de l'été, les événements s'accéléchèrent ; les maquis s'étaient organisés un peu partout et sillonnaient les routes. Les accrochages avec les Allemands se multiplièrent, les arrestations aussi. A Dalou, trois femmes de la famille Béléta furent arrêtées et envoyées en camp de concentration. Après le débarquement du 6 juin, se produisit à Vira une vraie bataille ; en juillet, ce fut le combat de Roquefixade ; je ne développerai pas ces événements ici, ce n'est pas mon but.

A une date que je ne saurais préciser, Léon Balussou tomba dans une souricière à Toulouse ; il allait chercher des cartes d'alimentation ou des fausses cartes d'identité pour des combattants clandestins de la Résistance à l'imprimerie des frères Lion, ignorant que la Gestapo avait déjà arrêté ceux-ci. Ainsi disparut notre camarade de Menail.

Fin juin, début juillet, j'étais en train de sulfater une vigne que nous possédions à Joucla, quand Denise, ma femme, arriva toute affolée, m'annonçant que les Allemands avaient envahi tous les villages des environs pour arrêter tout le monde et que les habitants s'étaient sauvés dans les bois. Elle me conseilla de faire de même sans attendre. Après réflexion, je me dis que les Allemands ne pouvaient être partout à la fois, et je décidai de terminer tranquillement mon travail. De retour à Laborie, je trouvai effectivement le village désert ; seules quelques personnes que je soupçonnais de collaboration étaient restées à leur domicile. Dans la soirée, deux cousins de Pamiers nous rendirent visite. Ils nous apprirent que beaucoup d'habitants de la ville avaient aussi gagné la campagne ; et que même des ouvriers de l'usine avaient traversé l'Ariège pour se mettre plus rapidement à l'abri dans les bois.

On sentait bien que la Libération approchait. Mais les Allemands arrêchèrent encore Jean Alexandre, un ancien ouvrier de Jean Bénazet, et sa famille ; sa femme, sa belle-sœur et son neveu furent relâchés, mais on n'entendit plus parler du pauvre Jean. Ils se rendirent aussi au domicile des époux Luquet, coiffeur à Varilhes. Saisie de frayeur en les voyant, Madame Luquet eut un infarctus et tomba à leurs pieds, raide morte. Cela fit un tel remue-ménage dans le village que le plan des Allemands fut dérangé et ils repartirent sans inquiéter d'autres personnes. Cette mort fut considérée à Varilhes comme ayant sauvé beaucoup d'autres habitants.

Les actions des maquis étaient de plus en plus nombreuses. La voie ferrée qui traverse Laborie était devenue inutilisable, suite aux sabotages. Un soir, de notre jardin, j'entendis siffler les morceaux de ferraille des rails qui volaient en éclats. Ma pauvre Denise en devenait folle de peur.

Le 19 août, je faisais ferrer mon cheval chez Jean-Marie Barthe quand j'appris que les maquisards étaient en train d'arrêter miliciens et collaborateurs dans Varilhes. Je me

rendis à la mairie. Plusieurs arrestations avaient déjà été opérées : un ancien domestique de ferme, le délégué spécial à la mairie et sa femme, et bien d'autres encore, dont quelques uns de Laborie. Justement, en montant les escaliers de la mairie, je rencontrai un vieil habitant du hameau, entouré de deux ou trois résistants ; il n'était guère rassuré ; il se raccrocha à moi comme à une planche de secours, me priant de dire à ceux qui l'avaient arrêté qu'il n'avait rien fait de mal. Je n'avais pas trop été embêté pendant l'occupation, il était âgé et je ne le croyais pas coupable de dénonciations : j'ai prié ses gardiens de le relâcher ; et il fut libre.



Quand je pénétrai enfin dans la salle municipale, je constatai qu'étaient présentes de nombreuses personnes se disant toutes plus résistantes que quiconque... Après la libération de Foix, un comité départemental de Libération formé de résistants socialistes et communistes avait été formé. Des membres de ce comité se rendirent à Varilhes pour constituer le conseil municipal provisoire. Les socialistes exigèrent que le maire soit un des leurs (Louis Bonnans) ; les communistes me désignèrent pour occuper le poste de 1^{er} adjoint. Parmi les conseillers, se trouvaient entr'autres Pierre Marfaing, Léon Pujol, le colonel Costedoat. Je fus aussi désigné par la suite, avec le camarade Justin Sannac, de Pamiers, pour aider à l'installation de certains maires dans des communes du canton, en remplacement de maires ou délégués spéciaux connus comme collaborateurs.

Mais l'Ariège n'était pas encore libre. Après que les guérilleros eurent libéré Foix, ce fut le combat de Rimont et de Castelnau-Durban. Des camions de résistants, français ou espagnols, partirent du secteur de Varilhes-Pamiers pour aller renforcer les maquis engagés contre l'occupant ; les dernières forces allemandes en Ariège capitulèrent. A Foix, la Gestapo avait fait beaucoup de mal ; certains de ses membres furent pendus sur les allées de Villote. Les miliciens de Varilhes et d'ailleurs qui n'avaient pas échappé à l'arrestation furent conduits à Pamiers et fusillés ; des femmes furent tondues. Les corps des miliciens varillois furent ramenés à Varilhes et enterrés dans une fosse commune au cimetière. Deux familles de miliciens échappèrent à l'arrestation en quittant leur domicile avant la fin août.

Jean Bénazet rentra à Varilhes après la libération de Toulouse, à laquelle il avait participé. Il trouva sa maison et son atelier complètement dévastés. Naturellement il nous rejoignit au comité de Libération de la mairie.

J'appris à peu près à la même époque l'aide qu'avait apportée à la Résistance la directrice de la Poste, Mme Eychenne et l'employée Mme Durou (avec lesquelles j'avais sympathisé au temps de l'occupation, me rendant assez souvent à la Poste pour téléphoner). Des lettres adressées à la Gestapo par un triste sire de St-Félix de Rieutort avaient été mises de côté ; ainsi certaines personnes de ce village n'avaient pas été ennuyées, et les lettres permirent de confondre le dénonciateur à la Libération.

Je fus sollicité pour constituer des syndicats agricoles dans les communes du canton. Cela fut vite fait car je convoquai à la mairie de Varilhes des personnes sérieuses et capables que j'avais eu l'occasion d'apprécier avec mon commerce de produits agricoles. Et je devins le délégué cantonal de la CGA. Lors d'une réunion de celle-ci à Foix, je fis la connaissance d'Ernest Giret, de Rieucros, qui fut élu président départemental.

En 1945, eurent lieu des élections cantonales. Pour notre canton, il y eut deux candidats : Jean Bénazet pour le PCF, et le colonel Costedoat pour les socialistes. J'accompagnai Jean dans toute les mairies du canton, faisant ressortir le grand résistant qu'il avait été. Le colonel avait ses partisans, mais le jour du scrutin ce fut Jean qui l'emporta. Sur le coup, Costedoat m'en tint rancune ; mais par la suite il changea d'opinion, et adhéra lui-même au parti communiste...

Les hitlériens furent définitivement vaincus le 8 mai 1945. A partir de cette date, les prisonniers et les déportés français rentrèrent peu à peu en France. Ceux des camps de la mort qui survécurent furent rares et nous arrivèrent dans un état déplorable. On ne peut imaginer aujourd'hui les squelettes qu'ils étaient devenus. Gaston Fauré eut la chance de revoir sa femme Augustine, et Béléta de Dalou, sa femme Elvire et sa nièce Conchita Grangé. Rentrèrent également, mais totalement épuisés et dans un état de maigreur épouvantable, Albanie Rumeau, sans son mari Paul ; Antonia Carretier dont le mari François resta aussi dans les camps ; René Gouzy, mais pas son père Baptiste ; Joseph Gardel, mais pas son frère Alexandre. Marie Ferrer, fille des Béléta, trop épuisée par les restrictions et les souffrances qu'elle avait endurées, mourut pendant son voyage de retour. Je vous laisse à penser les obsèques qui lui furent faites et la foule qui l'accompagna à sa dernière demeure.

Périmèrent aussi, dans les camps, Louis Siret, notre ancien maire ; Louis Sabatier ; Clément Palmade ; Clément Parent ; Gabriel Hillat ; Aristide Fauré ; Paul Campourcy ; Angèle Bergé, et Marcelin Celma, notre camarade de réseau.

TÉMOIGNAGE DE SUZANNE LAVIGNE.

Après avoir pris connaissance des récits faits de vérité et de sincérité écrits par mon père, j'ai un souvenir qui me revient en mémoire : j'avais sept ans, nous étions dans la cour de récréation de l'école de Laborie, c'était l'après-midi. Nous vîmes passer des policiers armés et mon institutrice, Mme Bouché, a vu qu'ils rentraient chez moi. A la sortie de l'école, elle m'a demandé de rester avec elle ; ensuite elle m'a emmenée chez elle. Et c'est le soir, tard, qu'elle m'a ramenée chez moi. Je pense qu'elle a voulu me préserver au cas où il y aurait eu des conséquences graves concernant mes parents. Il avait dû y avoir une perquisition qui n'a pas abouti. J'ai aussi des souvenirs de personnes que je voyais souvent ; mais ce n'est qu'après la Libération que j'ai appris que mon père faisait partie d'un réseau de Résistance.

LOUIS MAZURIÉ, le jeune et discret résistant de Saint-Félix-de-Rieutort



Né en 1921, j'ai toujours habité Saint-Félix de Rieutort, dans le haut du village. Mes parents étaient de petits agriculteurs. Nous étions deux frères et deux sœurs, j'étais l'aîné. Le 10 juillet 1941, j'ai dû partir aux chantiers de jeunesse à Argelès-Gazost. On nous faisait effectuer des travaux de voirie, avec pelles et brouettes. Parmi mes camarades, je me souviens bien d'Irénée Charry de Ségura, de Néné Esposito de Varilhes, de Gaston Galy de Montégut-Plantaurel. On y crevait de faim, et il nous fallait célébrer la gloire de Pétain. On nous abreuvait de propagande en faveur du maréchal. Imaginez un peu : chanter «Maréchal, nous voilà !» et rien dans le ventre... De plus, on nous obligeait à des exercices physiques très pénibles, torsos nus même en plein hiver ; on voulait nous endurcir. Le chef nous disait souvent ceci : "les Allemands mangent moins que vous, et ils sont plus forts que vous". Il les prenait pour modèles ; ça ne pouvait pas nous plaire !

Je suis revenu des chantiers le vendredi 13 février 1942 (date que je n'ai pas oubliée...). Si, plus tard, je suis entré dans la Résistance, c'est à cause de ce séjour de sept mois où je ne pouvais plus supporter cette discipline et cette mise en condition. C'est Marcel Eychenne, communiste bien connu dans le canton de Varilhes, qui m'a proposé en 1943 de le rejoindre dans la Résistance ; je n'ai pas hésité, ça a été oui tout de suite. J'avais bien compris aussi que le parti communiste, c'était le parti des pauvres, et moi, je n'étais pas riche...

Mon père est mort au début du printemps 1943, à 53 ans. Gazé à la guerre de 14-18, il ne respirait plus qu'avec un poumon en mauvais état ; mais il n'avait pas été reconnu comme blessé de guerre, faute de ne pouvoir fournir un certificat d'hospitalisation en période militaire. Et j'ai été déclaré soutien de famille, ce qui m'a sans doute valu de ne pas être appelé au S.T.O.

Marcel Eychenne m'a mis en contact avec Emile Lavigne, de Laborie ; plus tard, j'ai été en relation avec l'équipe de résistants de Dalou, et ceux de Varilhes ; ainsi qu'avec Léon Balussou et celui que nous avons toujours appelé Louis. Nous les retrouverons dans la suite de mon récit. Notre première grande opération, ça devait être le dynamitage d'une ligne à haute tension, le 11 novembre 1943.

Voici comment le maquis a pu se procurer cinquante kilos de dynamite, grâce à une astuce qui m'a été racontée par Léon Balussou : des camarades avaient «piqué» ces cinquante kilos d'explosifs dans un chantier de la montagne au-dessus d'Aston, donc dans la zone interdite ; il s'agissait de faire franchir à ce matériel la limite de cette zone, dans le secteur de Tarascon. La Résistance avait remarqué que le point de contrôle allemand se tenait sur la grande route entre Mercus et Bompas, à l'embranchement vers Arnave ; et que la garde descendante quittait le point de contrôle avant d'être relevée par la garde montante, qui arrivait à pied de Tarascon. Balussou au volant de son camion et son camarade, dans la nuit, quittèrent Tarascon, emportant la dynamite vers Foix ; à proximité du point de contrôle, le camarade porta les sacs dans un champ au-dessus de la

route et Balussou se gara à proximité ; il fit semblant de dormir à son volant. Quand les Allemands de la garde descendante l'interpellèrent, il leur expliqua qu'il se reposait, l'heure du couvre-feu étant passée. Quand ils se furent éloignés, le camarade rapporta le chargement sur le camion, et en route !

Cette dynamite fut d'abord cachée chez Emile Lavigne, à Laborie ; mais celui-ci se méfiait de certains voisins et préféra qu'on vienne l'enlever ; c'est ce que nous fîmes avec Marcel Eychenne, sa jument tirant une carriole, un dimanche matin que nous étions allés à Laborie chercher des produits pour la vigne. J'ai caché le matériel chez moi, dans un local sans lumière où nous avons le vin, jusqu'au jour où l'Espagnol de Lavigne ayant creusé un trou dans un hangar, nous l'avons ramené à Laborie.

Nous avons donc le matériel nécessaire pour des sabotages ; car les responsables du maquis avaient décidé de fêter par un beau feu d'artifice le 11 novembre 1943, anniversaire de la victoire sur les Allemands en 1918. Pour notre part, nous devions abattre les trois pylônes qui soutenaient la ligne à haute tension entre les fermes de Coumecaude et des Métaux ; c'était la consigne que nous avons reçue de Louis ; les quatre exécutants étaient Marcelin Celma et Gaston Fauré de Varilhes, Marcel Eychenne et moi-même. Nous avons choisi trois pylônes : l'un central, planté sur quatre pieds à un angle que faisait la ligne, les deux autres de chaque côté (à deux pieds seulement). Il nous fallait placer huit charges à chacun des huit pieds. Nous étions en train de terminer notre travail au dernier pylône, quand nous avons vu un éclair, du côté de Varilhes (en cette saison c'était curieux) ; et puis nous avons entendu une explosion : la voie ferrée venait d'être sabotée ; d'autres explosions suivirent ; nous ignorions que d'autres maquisards opéraient aussi, en même temps que nous, sur la voie. Marcelin et Gaston en furent bien embêtés, car il leur fallait rentrer sur Varilhes, avec la probabilité de mauvaises rencontres ; ce qui n'était pas notre cas, pour Marcel et moi : en vélo il nous fallait quelques minutes pour rentrer chez nous. Nous avons donc terminé rapidement la mise en place des explosifs et avons allumé le cordon amadou à combustion lente, juste après minuit, comme convenu. Et chacun chez soi ! De mon lit, j'ai entendu les explosions ; les trois pylônes avaient été sectionnés, je l'ai su plus tard, et la ligne s'était couchée sur la vigne de Rouch. Et j'ai entendu aussi des explosions provenant de l'autre ligne à haute tension, qui traverse la commune de St-Félix vers Coussa ; c'étaient les camarades venus de Calzan qui avaient aussi bien travaillé.

Car ce n'était pas un travail facile, pour nous qui n'avions jamais manié des explosifs. Précédemment, Lavigne nous avait donc invités chez lui, Marcel et moi ; c'est dans sa cuisine qu'un technicien du maquis nous avait présenté tout le matériel et la façon d'opérer. Les sept ou huit cartouches étaient fixées solidement à la cornière, au bas de chaque pied ; car la dynamite, en explosant, "attaque le dur" et le déchiquette ; aux cartouches était relié le cordon détonant et son détonateur, élément important qui permet l'explosion simultanée des charges fixées à chaque pied ; puis le cordon bickfort (à la poudre noire qui explose) ; enfin la mèche à combustion lente à l'extrémité, qui permet à l'opérateur de se retirer en sécurité. Pour augmenter l'efficacité, pour le pylône planté à un angle, nous placions les cartouches plus haut du côté extérieur, plus bas du côté intérieur ; le poids des câbles aidait à la chute.

Plus tard, avec nos camarades de Dalou, nous allâmes saboter une autre ligne entre les deux sommets du Pech et de Belvèze (commune de Ségura) ; nous étions montés au col par le hameau de Berny. L'opération ne réussit qu'à moitié : le pylône du côté de

Gudas fut bien abattu, mais celui du col resta penché ; seul un pied fut détruit ; il est vrai que nous ne disposions pas de cordon détonant.

Les dégâts que nous provoquions étaient réparés en quelques jours. Des poteaux en bois étaient plantés à côté des pylônes couchés et les câbles électriques y étaient fixés. Ce n'était pas très solide, mais le courant passait de nouveau.

Marcelin a été arrêté dans l'hiver 44, avec beaucoup d'autres de Varilhes ; je connaissais bien Marcelin puisque nous travaillions ensemble ; et je fréquentais aussi le café, face à la mairie, que tenait sa sœur. Ils furent arrêtés quelque temps après que des bombes eurent été déposées chez des miliciens ; toutes ces arrestations ont été un choc pour nous ; et encore on ignorait quel sort était destiné à toutes ces femmes et tous ces hommes ; on ne savait rien de précis des camps de déportation dans lesquels ils furent envoyés. Nous nous sommes encore plus méfiés, car on se doutait bien qu'un jour ou l'autre ce serait notre tour.

C'est au début 44 également que se déroula l'opération d'enlèvement d'armes parachutées à Rieucros. Je suis presque certain de la date ; il y avait un peu de gelée blanche cette nuit-là, et pourtant, la veille, j'avais commencé à labourer ma vigne, car la terre s'était un peu ressuyée.

Ces armes ne nous étaient pas destinées. Les FTP avaient appris l'existence d'un dépôt dans les bois. L'occasion était belle de les récupérer, pour nous qui en manquions.

J'ai donc quitté mon domicile en vélo pour rejoindre le lieu de rendez-vous à l'entrée de Coussa ; c'était peut-être dix-sept heures ; il faisait déjà sombre, mais les autres camarades de Dalou ne se rendirent pas au lieu convenu ; je n'ai jamais su exactement pourquoi. Ont-ils craint cette opération risquée qui devait se dérouler loin de notre commune ? Les ayant un peu attendus, j'arrivai en retard au deuxième point de rendez-vous, aux Pujols. Dans la nuit noire, j'ai quand même distingué un homme à côté de son vélo ; nous avons échangé le mot de passe : "Cambronne, Waterloo". C'était Louis, il n'était pas content, à cause du retard ; et aussi parce que je venais seul. Pendant qu'on discutait, nous avons entendu arriver un camion qui s'est arrêté aux signes de la lampe de Louis ; c'était Balussou. Louis l'informa d'abord que nous n'étions que trois ; Balussou manifesta également son mécontentement ; ils ont quand même décidé de poursuivre l'opération ; les deux vélos étant chargés, nous voilà bientôt à la Guinguette, où nous avons tourné à droite vers les bois de Rieucros. Louis, qui connaissait seul l'emplacement des conteneurs pleins d'armes parachutées, fit arrêter le camion dans un pré qui permettait de manœuvrer.

Nous montâmes vers un bois où les conteneurs étaient dissimulés sous des fagots. Il y en avait peut-être une vingtaine ; nous les transportions sur l'épaule, un chaque fois ; nous avons donc fait six ou sept voyages ; cela a pris plus de temps que nous ne pensions, d'autant plus que la cachette était assez loin du camion.

Je me souviens d'un détail : pendant un de ces voyages, j'ai aperçu une lueur qui se situait juste au niveau de notre véhicule. «On nous a mis le feu au camion !» me suis-je écrié. En fait, c'était la lune qui se levait !

Le chargement terminé, nous avons pris le chemin du retour, direction Pamiers. Mais l'heure du couvre-feu était passée depuis longtemps. Louis et moi nous étions assis à

côté du chauffeur. A la sortie de Rieucros, nous apercevons un gendarme, sur la route, qui nous fait des signaux avec sa lampe de poche, pour nous arrêter.

- On passe quand même ! dit Balussou.

Mais nous avons aperçu un deuxième gendarme, dans le fossé en face, le fusil braqué vers nous. Nous avons dû stopper.

- Que portez-vous ?

- Du carbure ! répond Balussou (en effet ces conteneurs ressemblaient à des fûts de carbure).

Le gendarme voulant vérifier, Balussou descendit ; Louis en fit autant, après avoir jeté son pistolet au sol de la cabine. Je le cachai avec mon pied pendant que l'autre gendarme, sur un coin du siège, s'apprêtait à relever mon identité, éclairé par sa lampe. Moi, je ne pouvais donner que la vraie (car je ne possédais pas de fausse carte d'identité correspondant à mon nom de maquis, "Bernard"). Je commençais à me demander comment ça allait tourner.

Tout à coup, Balussou s'adresse au gendarme.

- Vous êtes Français ?

- Oui !

- Nous aussi ; ce n'est pas du carbure mais des armes que je porte !

- Allez filez !

Vous pensez bien qu'on n'a pas demandé d'autres explications. Nous avons rapidement rejoint Verniolle, où il était convenu qu'on laisserait les armes à la ferme de Lacvivier, chez Jules Pons. Balussou nous a aidés à décharger en bordure du chemin et a aussitôt redémarré. J'aurais voulu ouvrir un conteneur pour me rendre compte de ce que nous transportions, mais Louis n'a pas voulu. Nous avons transporté les conteneurs dans un cabanon avant de rentrer chez nous en vélo, chacun de son côté.

Plus tard, ces armes ont été distribuées aux F.T.P.F., qui en avaient bien besoin. Eychenne a reçu une mitraillette Sten, moi un pistolet à barillet et deux grenades. Je n'ai jamais eu l'occasion de m'en servir. J'ai rendu le pistolet au maquis, au moment de la bataille de Rimont, à laquelle je n'ai pas participé.

Une autre opération dont je me souviens bien est celle du sabotage de la ligne à haute tension qui passe près de la Terrasse (commune de Saint-Jean de Verges). C'était au mois de mai 1944, par un beau clair de lune. Avec l'équipe de Dalou, nous avons rendez-vous près de l'école de ce village ; nous nous sommes dirigés vers le ruisseau. Nous avons entendu des gens sur la route qui descend vers Varilhes. C'était la milice varilhoise qui était en train de faire une ronde à pied. Ils nous ont vus dans le chemin du ruisseau (nous l'apprendrons le lendemain) et ils ont dû se douter qu'un sabotage se préparait. Ils sont retournés à Varilhes, peut-être pour chercher du renfort, puis se sont dirigés vers Loubencat. Les camarades ont quand même fait leur travail ; moi-même j'étais resté en surveillance près du ruisseau. Quand les explosions ont retenti, les miliciens ont tiré à la mitraillette et au fusil en direction de la colline, sans nous atteindre.

Ceux de Dalou sont rentrés chez eux ; moi je voulais rentrer à Saint-Félix ; Elie Bénéde n'a pas voulu car il craignait un piège de la Milice ; il m'a amené coucher chez lui. Mais j'ai rejoint mon domicile avant le lever du jour.



L'équipe de la "Varilhoise Républicaine" en 1935.

De gauche à droite :

Assis au 1^{er} rang : Léon BÉNAZET - Félix PORTET - René PHILIPPI - Emile SOULA -

2^e rang : Edouard ARNAUD - Marcel EYCHENNE - Elie BÉNÉDÉ -

Debout : les 5 joueurs : François FERRER - Raymond TOURENQ - Jules BIROBENT

Olivier PUJOL - Henri CAZENAVE

Puis Bernard BONZOM - Régis l'arbitre - Henri BIROBENT

A l'arrière plan : Jean BÉNAZET (portant un béret).

Le lendemain dimanche, j'étais à Varilhes avec des copains pour assister à un match de football. J'ai pu entendre un milicien, V, que je connaissais, s'exclamer : "on les a vus, hier au soir, les terroristes ! Nous, on était au chemin de dessus, et eux au chemin de dessous !"

Vous êtes un des derniers, en ce printemps 2001, à pouvoir témoigner sur la réalité de la Résistance locale. Vous avez encore d'autres détails sur cette période de votre jeunesse ?

Oui. Marcel Eychenne, qui donc m'avait recruté, était plus âgé que moi ; il avait été mobilisé en 1939. Il était communiste, et ne s'en cachait pas, même pendant l'occupation. Il devait mesurer pourtant les risques qu'il prenait. Cependant, il observait

quelques précautions ; par exemple, quand nous étions convoqués pour quelque sabotage, il se rendait à la veillée chez des voisins. Le lendemain, quand les gens disaient : “Ça a encore «pété» cette nuit !”, on ne pouvait pas l’accuser puisqu’il avait l’alibi de la veillée. Pour ce qui me concerne, je pense que j’étais à l’abri de tout soupçon, car j’étais très discret ; ma famille elle-même n’a jamais su ce que je faisais. Mais sait-on jamais ? Vers la fin du printemps 44, avec Marcel, nous ne dormions plus chez nous, mais dans une grange que je possédais, à l’écart des maisons ; on se méfiait de plus en plus, surtout que la nuit on entendait soit des explosions, soit des coups de feu.

Je peux dire aussi qu’à Ségura, les frères Sabatier ont eu des contacts avec le maquis. En tout cas, suite à une dénonciation, Marcelin Sabatier, le maire, fit de la prison, pour avoir prononcé des paroles irrespectueuses vis-à-vis du maréchal.

A Dalou, pendant l’hiver 43-44, mes camarades installèrent et ravitaillèrent des maquisards, pendant un certain temps, dans une cabane appartenant à celui qu’on appelait “le Moumou”, située en bordure de bois, sous le Pech de Dalou.

Le jour de la bataille de Vira, mon village s’est vidé de tous ses hommes ; nous avons trouvé refuge à des abris sous roche, habituellement fréquentés par renards et blaireaux dans les bois de La Rengo. Les femmes et les enfants étaient restés au village. Nous entendions bien le bruit de la fusillade. Le lendemain, nous sommes redescendus à Saint-Félix.

Un soir, je travaillais tard à ma vigne ; je suis rentré chez moi, après l’heure du couvre-feu, à travers champs. J’ai vu les phares des camions descendant le chemin de Cénant ; c’étaient les guérilleros qui devaient partir en opération. Ils passaient souvent dans le village, même en plein jour, la mitrailleuse installée sur le capot du camion.

J’ai su à la Libération que j’avais été dénoncé par un individu de Saint-Félix ; il adressa, sans doute à la Kommandantur de Foix, des lettres dans lesquelles il citait mon nom. Heureusement qu’elles furent interceptées à la poste de Varilhes ; ce qui m’a sans doute évité l’arrestation.

Nous nous méfions naturellement des miliciens qui, eux, ne se cachaient pas. Un jour, l’un d’entre eux, C., bien connu au village, un pauvre type aux ordres de la Milice de Varilhes, tira un coup de revolver sur un Espagnol qui circulait en vélo, près du passage à niveau de Malmarty ; il le blessa au ventre et le laissa sur place. L’Espagnol fut transporté à la ferme du Pijoulet, par je ne sais qui. Je me souviens l’avoir vu couché sous des arbres ; les gendarmes de Varilhes étaient déjà là. Le docteur Roger arriva en traction-avant, l’installa à l’arrière de sa voiture et l’emporta à l’hôpital. Nous sûmes plus tard que l’Espagnol avait été sauvé.

Après la Libération, qu’avez-vous fait ?

Je suis tranquillement rentré chez moi. J’avais fait mon devoir de Français ; mais je n’étais pas tenté pour aller me battre ailleurs. J’étais l’aîné et il fallait absolument travailler dur pour nourrir la famille.

Je me suis marié en 1950 avec Adrienne Galy de Crampagna. Nous avons eu trois enfants. J’espère que mes petits-enfants prendront plaisir un jour à lire ces lignes...

P. S. : Louis Mazurié, pendant plus de 50 ans, ignore la véritable identité de “Louis”, avec lequel il enleva les armes cachées à Rieucros sous des fagots. Ce n’est

qu'en l'an 2000, qu'un article du "Patriote" du 14 juillet, sous la signature de l'historien Claude Delpla, lui révélera qui était ce dirigeant de la Résistance :



Le commandant Jean LAGRÈZE.

Né à Pau en 1905, "Louis", de son vrai nom Jean Lagrèze, après de nombreuses activités, politiques au P.C.F., syndicales à la C.G.T., engagé dans la Résistance dès 1941, arrive en Ariège en septembre 1943 ; il devient le commissaire aux opérations des F.T.P.F. du département (le responsable militaire départemental). Il travaille avec René Plaisant, Léon Balussou, Joseph Graupera, René Burg, Emile Daraud, Rémy Maury et bien d'autres.

Claude Delpla précise : lors des sabotages en série du 11 novembre 1943 réalisés avec le groupe de Saint-Félix, Lagrèze est là, au milieu de ses hommes : "La première détonation est formidable ! On se met à plat ventre, on voit partout des lampes, on entend des sifflets (ceux des gardes-voie). C'est la fuite à travers champs ..."

Jean Lagrèze quitte l'Ariège en février 1944, appelé à d'autres responsabilités, qu'il exerce notamment dans l'Hérault, l'Aveyron et le Tarn. Il participe à la libération de Carmaux et d'Albi. Démobilisé, il revient dans ses foyers, simple citoyen, mais toujours militant.

Il s'est éteint chez lui, à Pau, à l'âge de 95 ans...

SOUVENIRS D'UN CHEMINOT DE L'ÉPOQUE, HENRI PETIT.

Tu as des souvenirs précis de la période de l'occupation et de la Libération ?

Je ne me trouvais pas à Varilhes en 1944, puisque je suis venu y habiter au 1^{er} décembre 1945. Mes sources, je les tiens de Germain Lafforgue, chef de gare à cette époque ; et de nombreux Varilhois qui, eux, étaient présents.

Lafforgue était un personnage ! Et il a fait beaucoup pour la Résistance. Quand il voyait descendre du train des gars un peu perdus, Français ou étrangers plus ou moins clandestins, il les dirigeait dans une grande maison habitée par les Faux, de l'autre côté de la gare, où ils pouvaient se cacher provisoirement dans une grange ou des caves. Il a aussi un jour "planqué" dans son appartement de fonction Robert Franc, que les Allemands poursuivaient aux abords de la gare. Quant aux gardes-voie, il les laissait entrer dans les locaux, où ils pouvaient se chauffer l'hiver, et attendre que passe leur temps de garde. La voie pouvait bien sauter !

De même, quand Cécile et Jean Bénazet ont été obligés de quitter Varilhes par le train, en octobre 1943, Lafforgue était forcément dans le coup ; il n'a pas signalé l'arrêt de la locomotive haut-le-pied qui s'est arrêtée après le passage à niveau de Dalou pour prendre les deux "voyageurs" ; mais ceci a été raconté dans le détail par ailleurs.

Lafforgue lui-même m'a affirmé qu'il avait eu des contacts avec le maquis qui aurait bien voulu saboter le train de munitions allemand qui séjourna à la gare de fin mai, début juin, jusqu'aux jours qui précédèrent la libération de l'Ariège ; il l'en a dissuadé, voulant éviter des représailles sur les habitants.

Ce train de munitions arriva en gare de Varilhes venant de Foix, je pense ; les Allemands le croyaient sans doute davantage en sécurité que dans la Haute-Ariège où se produisit le spectaculaire sabotage de la voie ferrée avec déraillement de wagons dans le tunnel de St-Paul. Ce train était garé sur la voie n° 5, côté rue Cassin aujourd'hui, et constamment gardé par des sentinelles ; il se composait d'une quinzaine de wagons au moins. (*André Estèbe, dont les parents habitaient face à la gare, précise de son côté que le train était formé d'une bonne vingtaine de wagons de marchandises, groupés par 3 – et que les sentinelles, nombreuses et vigilantes, n'hésitaient pas à tirer à la moindre alerte. Il se souvient avoir entendu des explosions une nuit, et ses parents se demandaient si le train n'avait pas sauté ; c'étaient des sabotages sur la voie, opérés par le maquis*).

Je peux te montrer "un souvenir" des sabotages de l'époque : il s'agit de pylônes de caténaires, de chaque côté du passage à niveau route de Foix, que les résistants comme Bénéde de Dalou, Marcel Eychenne et Louis Mazurié de St-Félix, et d'autres, ont fait sauter. Ils ont été réparés dès que possible, avec des plaques de métal boulonnées, qui existent encore !

Parmi ceux de Varilhes qui ont rejoint le maquis, je peux citer Joseph Llebot, Didier Lafaille (résistant comme son père) et René Fourquier. Une mention particulière pour le docteur Roger : capitaine-médecin d'origine alsacienne, il s'est retrouvé en cantonnement en Ariège, après la débâcle ; et il s'est installé à Varilhes comme médecin à la fin 1940. Combien de fois est-il allé soigner les blessés et les malades du maquis, avec

sa voiture ou celle de Manuel Celma ! Sa femme Vera, qui parlait aussi l'allemand, fut interprète entre Allemands et résistants, au moment de la reddition des premiers à la bataille de Rimont.

Damien Menou, qui vint habiter plus tard à Varilhes, fut aussi un grand résistant. Cheminot à Toulouse, il était aux F.T.P., avec Sainte-Cluque, Fernand Bénazet (le frère de Jean), Baptiste Ségala, André Séguy (le père de Georges) et bien d'autres. Je les ai bien connus car je suis devenu cheminot en mai 1942 et affecté à Matabiau.

Et si c'était à refaire, je referais ce chemin de la VÉRITÉ...

Le sabotage des pylônes et les réparations sommaires.

La voie ferrée, sur la commune de Varilhes, fut particulièrement visée par les maquisards : 28 poteaux de caténaires gardent encore aujourd'hui, avec leur tronçons boulonnés, la trace de ces sabotages.

- Les 8 premiers, vers Pamiers, après le passage à niveau de Laborie.

- 11 poteaux sur 13, dans la grande courbe entre les deux maisonnettes de Laborie et de Malmarty.

- 3 entre celles de Malmarty et de la route de Dalou (justement à proximité de la guérite, au kilomètre 72,5, où s'abritaient les gardes-voie...).

- 3 de chaque côté du passage à niveau de la route de Foix.

Henri Petit a accepté d'être présent sur la photo en souvenir des cheminots résistants ariégeois, entre autres : Jean Salsennac et Violette, mécaniciens - Reverdy, chef de train - Caveribère, chef de gare à St-Paul et son adjoint Reynaud.



*Henri PETIT près de la gare de Varilhes en août 2001.
Les plaques boulonnées sont bien visibles.*

René : Mes parents sont arrivés à Varilhes en décembre 1941. Ma mère, garde-barrière à la Bastide-de-Sérou, avait obtenu sa mutation pour le passage à niveau de Malmarty, route de St-Félix de Rieutort (un des cinq passages à niveau de la commune). Mon père, facteur, garda son poste à la Bastide jusqu'en 1943. Nous habitons donc à la "maisonnette" de Malmarty, en pleine campagne. Sans lumière électrique, nous nous éclairions à la lampe à pétrole ou à celle à carbure, mais les locomotives roulaient à l'électricité... Avec ma sœur, nous nous rendions à l'école de Laborie en suivant le chemin de fer.

Le passage à niveau de Malmarty était situé sur une courbe de la voie assez prononcée. "Les saboteurs" avaient sans doute une préférence pour ce secteur, car il est évident que le poids des caténaires faisait mieux basculer les pylônes en travers de la voie.

Au premier sabotage, dont les détonations nous ont réveillés, mes parents ont compris de quoi il s'agissait. Mon père, ayant constaté les dégâts malgré la nuit noire, s'est aussitôt rendu à la gare pour signaler le danger, pensant aux passagers du premier train du lendemain matin. Il a entendu des coups de feu, destinés à qui ? Il a bruyamment manifesté sa présence et a continué son chemin jusqu'à la gare.

Les maquisards ne nous prévenaient pas de leurs coups ; mais nous entendions dans la nuit le moteur de leurs camions et nous comprenions ce qui allait se passer. Cachés derrière les fenêtres, nous épiions... Un soir, un garde-voie, Ernest Jobert, boulanger à Varilhes, se rendit compte que les maquisards allaient faire sauter le pylône distant de quelques mètres de la maisonnette ; il leur fit remarquer que deux enfants habitaient là. On nous a appelés et conseillé de nous éloigner le temps des opérations... A notre retour, nous avons vu au sol des carreaux cassés et des plâtras !

Il dut y avoir ainsi quatre ou cinq sabotages. Le lendemain, nous avons la visite des Allemands qui venaient nous demander ce que nous avions vu. Evidemment, nous n'étions au courant de rien...

Un souvenir précis est resté dans ma mémoire. C'était un dimanche après-midi, car mon père était descendu à Varilhes jouer aux cartes. Avec ma sœur, nous vîmes un homme tirer des coups de revolver dans le tronc d'un noyer, à une cinquantaine de mètres du passage à niveau (nous sûmes plus tard qu'il s'agissait d'un milicien originaire du Merviel). Par curiosité enfantine, nous nous sommes rapprochés de lui ; mais notre mère nous rappela bien vite.

Vint à passer un homme en vélo que le milicien arrêta et voulut amener à Varilhes, peut-être pour un contrôle. Quelques mètres après le passage à niveau, le cycliste lui jeta son vélo au visage et s'enfuit dans le bois proche. Le milicien tira dans sa direction. Mais notre homme se rappela que son nom était inscrit sur la plaque de vélo obligatoire à cette époque, et il revint sur la route (ces détails nous ont été racontés, plus tard, par l'intéressé).

Je le vois encore, les bras en l'air, devant le milicien qui lui tira encore dessus ; l'homme s'écroula. Alors le milicien ordonna à ma mère de fermer les barrières et de n'ouvrir à personne ; il ajouta : "Je vais chercher les Allemands".

Le blessé arriva bientôt à se redresser, en se tenant le ventre ; il demanda à ma mère de le cacher dans la maison. Ma mère eut peur des représailles possibles et conseilla au malheureux de rejoindre une ferme éloignée où il serait plus en sécurité. L'homme s'éloigna... Et nous apprîmes plus tard que le Dr Roger alla le récupérer à la ferme du Pijoulet.

Les Allemands vinrent bientôt chercher "le mort" (ce fut leur expression). Bien sûr, ma mère se garda bien de leur dire la vérité. Après de brèves recherches, ils repartirent.

Après la Libération, l'homme en question, un Espagnol, revint sur les lieux ; ma mère le reçut dans notre maison ; ils évoquèrent cet épisode qui aurait pu finir tragiquement.

Léontine : J'avais dans les 10 ans en 1944. Je me souviens avoir précipitamment quitté la maisonnette en pleine nuit, avec ma famille, des hommes étaient venus nous prévenir que ça allait sauter. D'ailleurs la façade a longtemps gardé la trace des projections de cailloux du ballast.

Le poteau le plus proche de notre domicile n'a pas sauté ; la charge n'a pas explosé, nous ont dit nos parents.

Les gardes-voie venaient souvent s'asseoir sur le petit banc à côté du passage à niveau. La voie pouvait bien sauter pendant ce temps ! Mon père fut aussi réquisitionné pour ce travail qui ne lui plaisait guère.

Je me souviens aussi de l'Espagnol blessé par le milicien ; nous avions récupéré un stylo (ou un crayon) sur les lieux où il fut atteint ; nous le lui avons rendu après la Libération, quand il est revenu nous rendre visite...

Oui, ce fut une dure période ; mais nous comprenions bien que le maquis, en s'attaquant à la voie, gênait beaucoup les Allemands.



La guérite des gardes-voie (entre les "maisonnettes" de Malmarty et de Dalou), en septembre 2001.

SOLANGE NADOUCE : “A 90 ans, je garde quelques souvenirs...”

Née en 1910, j'avais 29 ans à la déclaration de guerre de 1939. Nous habitons à Ségura, hameau du Bayle, sur une petite propriété : quelques vaches, des cochons, la basse-cour, le jardin, un peu de terres en métayage. Nous avons déjà quatre enfants : l'aînée, 9 ans, la plus jeune, quelques mois. Ce qui fait que mon mari, mobilisé, a été affecté à la poudrerie de Toulouse, où il se rendait parfois en vélo ! Je me suis donc retrouvée, avec mon beau-père, seule, pour les travaux des champs.

Bien qu'ayant bientôt 90 ans, je garde quelques souvenirs précis de cette période ; un été, en 1942 ou 1943, nous avons hébergé un jeune cousin de l'Aude, coiffeur de son métier ; il se cachait pour ne pas partir en Allemagne ; il s'habillait comme nous, paysans peu fortunés, pour nous aider aux travaux des champs et passer inaperçu. Puis, je ne sais plus pourquoi, il s'est réfugié chez le frère de mon mari, Cyprien Nadouce, dans un hameau entouré de bois, au Mériat, commune de Ventenac. Nous savions que nous prenions des risques en l'hébergeant.

Le maire de Ségura, Marcelin Sabatier, eut quelques ennuis : un jour, en passant près de l'école, il assista à la cérémonie du drapeau que l'institutrice était obligée de monter tous les matins ; il prononça ces simples paroles : “Faront millou de mounta un peillot”. Il n'appréciait pas cette cérémonie mise en place au temps de Pétain, qui s'était approprié le drapeau tricolore ; pour lui, dans cette période, le drapeau de la France de la collaboration ne valait pas mieux qu'un chiffon. Ces paroles, entendues sans doute par quelque pétainiste, valurent au maire de Ségura quelques mois de prison et sa destitution. Il fut bien sûr réélu maire à la Libération. *(avec surris)*

Nous continuions notre travail de paysans, arrivant quand même à manger à notre faim. Ce n'était pas le cas des gens des villes ; il en venait de Lavelanet, de Pamiers, pour se ravitailler en lard, haricots, pommes de terre, etc. Nous faisons aussi du troc, pour nous procurer ce qui nous manquait (par exemple du sulfate de cuivre).

Parfois les maquisards venaient, la nuit, acheter veaux et moutons dans le village ; c'est autant qui échappait à la réquisition. Une bête a même été abattue dans notre “fourniéro” par le maquis ; nous avons caché la lumière aux ouvertures avec des sacs ; les maquisards nous laissèrent un morceau de la cuisse.

En 44, un jour, “Pescofi”, de son vrai nom Pierre Barthe, que nous connaissons comme maquisard (il était hébergé à Malléon, chez “la Polaino”) passa à notre maison ; il avait faim. Je lui ai donné un saucisson et du pain, en lui recommandant de ne pas rester trop longtemps : je craignais pour les quatre enfants.

Le jour de la bataille de Vira, un voisin, Jean Eychart, fit le tour des maisons, annonçant aux hommes qu'il fallait fuir ; les Allemands faisaient des rafles. Mon mari, à moitié rasé, s'est dépêché de gagner les bois, avec les autres hommes du village et nous, femmes et enfants, sommes restés seuls.

Après la libération de l'Ariège, mon mari, avec d'autres paysans, alla assurer des tours de garde au plateau de Cénant où avaient été transférés des prisonniers allemands.

Ce fut une dure période, surtout pour les gens des villes qui souffraient des privations et pour tous ces courageux jeunes du maquis qui erraient dans les bois.

QUELQUES SOUVENIRS D'ENFANCE

PÂQUERETTE NADOUCE

Fille aînée de Solange et d'Etienne Nadouce, j'étais pensionnaire au collège de jeunes filles de Pamiers en 1944, en 4^{ème}. Je me souviens que nous avons été mises en vacances dès le mois de mai, les Allemands occupant des locaux du collège.

Je n'avais jamais entendu parler de la Résistance ; mais une de mes amies, plus âgée, Renée Denjerma, de la Bastide-de-Sérou, avait été sensibilisée. J'ai retrouvé dans mes vieux papiers une poésie, datée de juillet 1945, qu'elle m'avait dédiée :

A NOS GARS DE L'ARIÈGE

*Oh ! petits montagnards, braves enfants de l'Ariège,
Vous avez défendu notre cher sol français
Et d'un commun accord, tous, vous avez chassé
L'exécrable ennemi qui vous tendait des pièges.*

*Vous avez tout laissé, le foyer, les amis
Vous êtes tous partis vous cacher dans les bois.
Et c'est ainsi, vaillants gars du maquis,
Que le pays est libre. Bénissons vos exploits.*

*Malgré la faim et malgré la souffrance
Vous avez résisté et vous avez lutté
Pour ne pas aller travailler hors de France,
Servir un pays que tous vous haïssez.*

*Pour aider l'ennemi, il y avait des traîtres
Tous ces mauvais Français qui toujours vous trahaient.
Mais malgré tout cela vous avez été maîtres
De tous ces ennemis qui sur vous s'acharnaient.*

*Aussi braves enfants, beaux gars de nos montagnes,
Servons bien le pays et gardons confiance.
Admirons tous, nos monts et nos belles campagnes
Et aimons de tout cœur et l'Ariège et la France.*

Renée Denjerma

Olivier NADOUCE

Né en 1937, j'avais 7 ans en 1944. Avec d'autres gamins, nous avons confectionné un "bonhomme", à l'aide "d'agafous" (fruit de la bardane, aux multiples crochets) : la tête, le corps, les membres, rien ne manquait à notre bonhomme, que nous avons appelé... maréchal Pétain ! Puis nous lui avons passé un fil autour du cou, pour le pendre à un arbre. Ambiance de l'époque !...

C'était en été (sûrement en 1944), nous allions garder les vaches à "la Fageo", avec ma sœur ou mon frère, à 3/4 d'heure de marche de la ferme. En chemin, nous cueillions ce que nous appelions "des fils d'argent", accrochés aux branches ou dans les haies ; nous en récoltions des poignées. Manifestement, ces fils d'argent étaient tombés du ciel. Personne n'en connaissait l'origine.

Ce n'est que bien plus tard que j'ai éclairci le mystère : les avions alliés, allant bombardier les Allemands, lâchaient ces fils en aluminium pour brouiller les radars de la DCA.

Déjà, en 1944, les noms "Commandant Robert - Tostado" m'étaient familiers : j'avais entendu mon père les prononcer. Ce n'est qu'en 1994, à l'occasion du cinquanteenaire des combats de la Libération, que je pus enfin faire leur connaissance...



La famille NADOUCE de Ségura en 1944.

PAUL FOURNIÉ, ravitailleur du maquis.

Jean Bénazet avait l'habitude de rédiger beaucoup de notes. Son fils André a retrouvé parmi celles-ci le discours prononcé par "Piston", lors des obsèques de Paul Fournié, de Ségura, le 18 décembre 1976. En voici des extraits :



Au nom de l'association nationale des anciens combattants de la Résistance, j'ai le pénible devoir de dire le dernier adieu à notre camarade Paul Fournié, et de rendre à sa mémoire un hommage ému et fraternel.

Cette famille de Ségura fut d'une aide appréciable aux hommes sans uniforme, aux "hors la loi" : hébergement, ravitaillement des maquis, notamment des "carbonéros", nos camarades guérilleros espagnols qui ont participé à la libération de l'Ariège.

Avec de tels hommes, les maquis ont vécu, car il n'était pas possible de survivre, sans le ravitaillement assuré par nos amis les paysans ; grâce à eux, combien de souffrances et de misères soulagées, de faims apaisées.

Ne pas oublier, se souvenir, de tout ce qu'ont fait ces femmes et ces hommes aux heures sombres de l'occupation ; ainsi nous pourrons continuer leur combat pour la Liberté, la Justice humaine, la Paix.

Marcel Fournié, de Ségura, fils de Paul, se souvient... Il avait 11 ans en 1944.

Je vois encore mon père saigner des agneaux, à la tombée de la nuit, et deux ou trois hommes, parlant espagnol entre eux, venir en prendre possession à Joulieu ; puis ils repartaient dans les bois. Une fois, un de ces hommes nous a proposé le paiement d'une bête ; mon père n'a pas accepté ; comme l'Espagnol insistait en me tendant l'argent, mon père m'a ordonné : "Ne prends rien !"

Parfois, je conduisais le cheval, tirant une charrette chargée de maïs-fourrage, vers la Barrière ; sous le chargement était camouflé le ravitaillement préparé pour le maquis de Cénant ou de Pastouret ; des maquisards, sans doute prévenus, postés au bord du chemin, avaient vite fait de récupérer ce qui leur était destiné.

J'ai porté aussi des seaux de lait, dans les prés s'étendant derrière Joulieu ; les bénéficiaires, ceux du maquis, n'avaient pas ainsi besoin de se montrer.

"Pescofi", maquisard bien connu, était souvent de passage à la maison. Le jour de la bataille de Vira, c'est lui qui, rencontrant les hommes du village partis se mettre en sécurité dans les bois, leur a conseillé :

- N'allez pas dans cette direction, c'est plein d'Allemands !

Un milicien, originaire du Merviel, était lui aussi bien connu dans les villages. Un jour, accompagné d'un gamin, il rôdait sur le pont du Crieu, une canne à pêche à la main ; en réalité, il devait surveiller les gens du hameau. Justement les guérilleros étaient chez nous. Ils voulurent s'en saisir ; mais mon père les en dissuada :

- Que ferez-vous du gamin ?

Plus tard, ce milicien n'échappa pas à son sort...

Fin 1^{ère} partie

